
*Proletaires de tous les pays,
unissez-vous!*

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

ORGANE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

PARAIT SIMULTANÉMENT EN RUSSE, EN FRANÇAIS, EN ALLEMAND ET EN ANGLAIS

Parait sous la direction de *G. Zinoviev* avec la collaboration immédiate des camarades *Lénine, Trotsky, Boukharine, Lounatcharsky, Pokrovsky, Riasanov, Kaménev* (Russie), *Sirolo, Manner, Kuusinen* (Finlande), *Höglund, Ström, Kjölbom, Grimlund* (Suède), *Tranmel* (Norvège), *Roland Holst, Pannekök, Gorter, Wijnkoop, Rutgers, Ravestejn* (Hollande), *Blagov, Kolarov, Kirkov, Kabakchieff* (Bulgarie), *Gruber, Tomann* (Autriche), *C. Zetkin, M. Albert, Lévy, K. Radek* (Allemagne), *Rothstein, Pankhurst* (Angleterre), *Loriot, Saumoneau, Gaillbeaux, Sadoul, Piricot* (France), *Serrati, Balabanova* (Italie), *Platten, Münsenberg, Münch, Humbert-Droz* (Suisse), *Béla-Kun, Radas, Roudnyansky* (Hongrie),
o o o o *Marchlevsky-Karsky* (Pologne), etc. o o o o

L'Internationale Communiste a déjà publié les articles des camarades *M. Albert, A. Balabanova, V. Bystriansky, N. Boukharine, Henri Gaillbeaux, M. Gorky, H. Gorter, K. Gruber, Z. Höglund, N. Lénine, A. Lounatcharsky, D. Maclan, J. Marchlevsky (Karsky), E. Münch, E. Pankhurst, F. Platten, A. Roudnyansky, J. Sadoul, Sirolo, K. Timiriassoff, L. Trotsky, Clara Zetkin,*
o o o o o o *G. Zinoviev.* o o o o o o

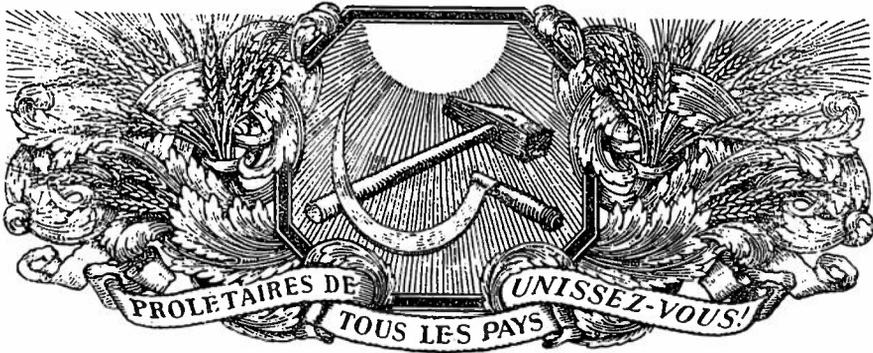


№ 10

2^e ANNEE
MAI 1920

BUREAUX
PÉTROGRAD, SMOLNY, 32-33
Tél. 161-20 et 1-19.

RÉDACTION:
PÉTROGRAD, SMOLNY,
CABINET DE G. ZINOVIEV



1-ER MAI 1920

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE AUX TRAVAILLEURS DU MONDE ENTIER.

Les prolétaires du monde entier célèbrent à nouveau leur fête du 1-er mai, — fête du travail, fête de combat, revue des forces communistes.

Une année d'âpres luttes, une année de batailles décisives, dont la signification historique est grave, s'est écoulée.

Au cours de cette année nous avons subi, isolément, plus d'une défaite:

La République Soviétiste de *Hongrie* a succombé, vaincue par la trahison des social-traitres et par la violence des capitalistes de l'Entente.

La République Soviétiste de *Bavière* qui existait en mai 1919 à péri noyée dans le sang des ouvriers bavarois.

L'*Allemagne* a vu tomber au cours de l'année qui vient de s'écouler par milliers et par dizaines de milliers, les meilleurs de nos frères qui avaient levé l'étendard de la lutte pour le communisme et qui périrent des mains des bourreaux social-démocrates agissant en parfait accord avec les généraux de Wilhelm Hohenzollern.

Mais quelque pénible que soient nos défaites isolées, quelque douloureuse que soit la perte de milliers de nos frères les plus valeureux, le mouvement communiste, au cours de cette année, a grandi et mûri dans le monde entier.

La terreur blanche la plus effrénée règne en *Hongrie*. Des centaines et des milliers de prolétaires magyars meurent assassinés par les gros propriétaires et les capitalistes du pays. Mais une nouvelle révolution prolétarienne y mûrit de nouveau. Les rêveries de jeunesse qui caractérisèrent la première époque de la lutte prolétarienne en *Hongrie* sont passées. La classe ouvrière hongroise se trempe dans la lutte. Elle a chèrement

acquis, la plus grande expérience historique, qui désormais la préservera des fautes par lesquelles la première république soviétiste de *Hongrie* est arrivée à sa ruine. Ce premier mai l'Internationale Communiste se souvient avant tout de ceux de nos frères qui gémissent dans les geôles de *Hongrie* et qu'attendent les balles des fusilleurs ou la potence. Prolétaires hongrois, ayez courage! le jour du règlement des comptes est proche! La république soviétiste hongroise a succombé! Vive la République Soviétiste de *Hongrie*! La première révolution prolétarienne de *Hongrie* s'est effondrée. Vive la deuxième révolution triomphante de *Hongrie*!

En *Allemagne*, il n'y a pas de ville où au cours de cette année les pavés des rues n'aient été abondamment rougi de sang ouvrier. Grâce aux trahisons des social-démocrates la révolution allemande, sacrifiée à chaque pas est tombée au plus bas. Mais les combats de mars provoqués par la contre-révolution la plus cynique ont incontestablement servi au revirement. La social-démocratie allemande officielle use les dernières bribes de son crédit. Les masses ouvrières se sont détournées des traitres. La révolution allemande s'engage à nouveau sur une ligne ascendante. La victoire de la dictature du prolétariat est inévitable.

En *France*, en *Angleterre*, en *Italie* le mouvement prolétarien a fait au cours de cette année d'immenses progrès. La bourgeoisie des pays de l'Entente après avoir vaincu ses concurrents espérait contenir pour longtemps la croissance du mouvement révolutionnaire. L'histoire a démenti cruellement cette illusion. Une année ne s'est pas

écoulée depuis la paix de Versailles et déjà il est clair pour les plus aveugles que les forbans de la Ligue des Nations n'ont pas réussi à endiguer le mécontentement qui rompt toutes les digues et qui emportera bientôt la citadelle du capitalisme.

En Angleterre le mouvement gréviste est d'une grande violence. Les syndicats les plus avancés se libèrent de la tutelle idéologique du trade-unionisme bourgeois.

En France, les manifestations ouvrières s'étendent sur tout le pays. La sortie du parti socialiste officiel français de la deuxième Internationale n'affaiblit que bien faiblement la puissante fermentation révolutionnaire qui s'observe parmi les prolétaires français des villes et des campagnes.

En Italie, le mouvement communiste s'est répandu en une large vague et a fait d'immenses progrès. La classe ouvrière d'Italie a su, durant cette année, réveiller les campagnes italiennes et associer à l'avant-garde ouvrière de nouvelles et nombreuses masses de travailleurs.

En Amérique, la bourgeoisie a mis le sabre à l'ordre du jour. La «démocratie» américaine a supprimé les garanties constitutionnelles pour les ouvriers. C'est par dizaines de milliers que les travailleurs communistes sont arrêtés. Les condamnations aux travaux forcés sont quotidiennes. Et c'est par ces mesures que la furieuse bourgeoisie américaine espère arrêter le puissant mouvement révolutionnaire du prolétariat qui grandit en Amérique sous les yeux du monde entier!

Dans les Balkans le mouvement révolutionnaire a fait un pas gigantesque en avant. Les communistes bulgares sont devenus le parti le plus puissant du pays. Les paysans laborieux de Bulgarie se joignent de jour en jour plus étroitement à l'avant-garde du prolétariat bulgare. En Yougoslavie le mouvement communiste a grandi et s'accroît de plus en plus. Peu de temps nous séparera du jour où la péninsule Balkanique sera devenue une péninsule soviétiste.

Au Japon les grèves ouvrières se multiplient. Bien des fois au cours de cette année la bourgeoisie japonaise s'est sentie ébranlée.

Aux Indes, en Perse, en Corée, en Chine, le mouvement grandit, et par sa forme actuelle revêt un caractère révolutionnaire dont rien ne saurait arrêter le développement.

Dans les pays Scandinaves la situation de la bourgeoisie s'est incontestablement aggravée. Les nombreuses crises ministérielles, l'entrée en scène de ministres «socialistes», les manifestations et les grèves tumultueuses organisées par les ouvriers témoignent de l'approche de la révolution.

La Russie des Soviets, première république socialiste, a vaincu au cours de l'année qui vient de s'écouler tous ses ennemis. La Russie Soviétiste est un roc inébranlable. Son armée est devenue puissante, entourée déjà d'une auréole de légendes et chère aux prolétaires du monde entier. Toutes les perfidies des puissances de l'Entente et des forces contre-révolutionnaires de l'intérieur se sont heurtées aux énergies révolutionnaires du prolétariat des villes et des campagnes

et se sont brisées. Les travailleurs russes ont supporté sans murmurer les affres de la faim—et ils ont su garder leur république prolétarienne, leur gouvernement des Soviets. La Russie des Soviets passe maintenant sur l'arène de la reconstitution économique et y accomplit les mêmes prodiges d'abnégation et d'énergie. Les travailleurs anglais, français et italiens et ceux des autres pays ont au cours de l'année qui vient de s'écouler rendu de grands services au prolétariat russe en organisant un formidable mouvement de protestation contre l'intervention de la bourgeoisie étrangère dans les affaires intérieures de la République Soviétiste russe. Ce ne fut pas qu'une platonique manifestation de l'internationalisme, mais quelque chose d'autrement grand. Ce fut une aide véritable des prolétaires de tous les pays à ceux d'un pays. La République Soviétiste russe a vaincu moralement le monde bourgeois. Comme un puissant aimant elle attire à elle les cœurs de tous les travailleurs, les cœurs de tous les gens du monde entier. Le pays victorieux des ouvriers et des paysans qui a établi le régime socialiste et qui l'a défendu contre les attaques de la moitié du monde, brille maintenant comme une étoile aux yeux des opprimés et des exploités d'ici-bas.

Certes, au cours de l'année qui vient de s'écouler, la classe ouvrière a connu sur sa route pleine d'embûches et de difficultés des défaites pénibles. Mais s'il jette un coup d'œil sur la distance franchie au cours d'une année, chaque ouvrier conscient s'exclamera: «Quelle distance avons-nous parcouru: Quel immense progrès réalisé en dépit de tout!»

Jetez donc un coup d'œil sur nos ennemis, examinez de plus près la situation même des pays de l'Entente, c'est-à-dire des pays où la bourgeoisie a remporté la victoire sur les impérialistes allemands. Les rangs de la bourgeoisie se désagrègent: discorde, marasme, déclin. Les gouvernements bourgeois qui pendant 4 années, s'entendirent à merveille pour écraser l'Allemagne en sont venus au cours d'une année à s'entre-dévorer mutuellement. La bourgeoisie affolée cherche une issue; tantôt elle tente de séduire la classe ouvrière par de misérables réformes, tantôt elle l'accable du poids de ses impitoyables mesures de répressions. La bourgeoisie est condamnée. Les masses populaires ne laisseront pas au pouvoir la classe qui a provoqué le massacre impérialiste de 1914—1918. Trente millions de tués et de mutilés, des dizaines de pays saccagés, des millions d'affamés, des milliards de nouvelles dettes: voilà ce que les masses ouvrières ne peuvent pas oublier.

Dans nombre de pays la bourgeoisie joue son dernier atout: elle tente de gouverner, en désignant à des postes ministériels des personnages qui s'affirment «social-démocrates» et «socialistes». Cette dernière carte sera battue. Cette politique n'aura pour effet que de retarder pour un laps de temps très court l'effondrement de la bourgeoisie. La social-démocratie et la deuxième internationale ont fait faillite. La deuxième internationale en laquelle la bourgeoisie plaçait son espoir n'est plus qu'un cadavre. Les travailleurs honnêtes la

fuient comme une maison pestiférée. La fraternité communiste des ouvriers de tous les pays s'accroît et s'affermi, en dépit de tous les obstacles que la bourgeoisie internationale accumule devant l'Internationale Communiste. Il n'y a guère plus d'une année que l'Internationale Communiste a été formée, et déjà elle est devenue une force considérable qui groupe des millions et des millions de prolétaires du monde entier.

L'Internationale Communiste fait appel, aux prolétaires des pays où se maintient encore le joug de la bourgeoisie, pour donner au 1-er mai la physionomie d'une mobilisation avant le combat. Que les ouvriers de ces pays fassent grève unanimement. Qu'ils descendent tous dans la rue! Et que nos devises soient:

A bas le capitalisme! Vive la dictature du prolétariat dans le monde entier!

Vive la République internationale des Soviets!

Vive le communisme!

Vive la Troisième Internationale!

L'année qui vient ouvrira peut-être la page la plus importante dans l'histoire de notre lutte pour l'émancipation de l'humanité entière du joug du capitalisme.

Armement des ouvriers, désarmement de la bourgeoisie! Voilà ce que nous rappellerons à chaque ouvrier, à chaque soldat, à chaque paysan laborieux le jour du premier mai.

Que le premier mai 1920 soit un jour de triomphe pour l'Internationale Communiste, une revue de ses forces, une mobilisation d'essai. Fièrement, calmement, résolument allons au-devant des derniers combats décisifs qui s'annoncent dans un bon nombre de pays. Camarades, votre victoire est assurée. Le prolétariat terrassera la bourgeoisie. Il établira le pouvoir soviétiste dans le monde entier.

VIVE LE PREMIER MAI!

*Le Comité Exécutif de
L'Internationale Communiste.*





L'UNION UNIVERSELLE DU PROLÉTARIAT

Le but vers lequel les ouvriers se sont efforcés pendant soixante-dix ans est enfin atteint: l'union universelle du prolétariat est un fait accompli. Il y a soixante-dix ans, que Marx et Engels ont proclamé le grand mot d'ordre: «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!» Mais les ouvriers n'ont pu réaliser leur union internationale jusqu'au moment où la concentration des capitaux, des monopoles, de la haute finance et de l'impérialisme les y contraignit.

A l'heure qu'il est, le prolétariat mondial—son avant-garde—représente une masse vivante compacte et pénétrée d'esprit marxiste. Dans tous les pays la classe ouvrière se lève, se rassemble autour de la Troisième Internationale de Moscou et s'unit sur la base d'un programme commun. Nous voyons avec étonnement que même dans les pays les moins accessibles à l'influence du marxisme, tels que la France et l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande, même dans ces pays on commence ouvertement une propagande marxiste qui est attentivement écoutée, qui trouve de nombreux échos et conquiert les masses de la population. Le sens de cette propagande est toujours le même: les soviets ouvriers doivent être une arme contre le capitalisme et devront servir de base à l'édification du nouveau régime social. Et partout, dans la lutte politique et dans la révolution, une nouvelle union se crée, en effet. Cette union n'est pas le résultat d'une flambée éphémère; elle ne provient pas non plus d'une étincelle momentanée, parce que la révolution se poursuit toujours. Aussi, l'union et la révolution vont-elles en augmentant dans tous les pays, elles s'y régénèrent et s'y approfondissent de plus en plus. L'union du prolétariat et la révolution sont nourries par le nouvel impérialisme, par les nouvelles guerres, par la nouvelle conflagration mondiale que l'on entend déjà gronder au loin. Elles sont affermissées par la nouvelle Ligue des Nations qui se révèle n'étant autre chose qu'une forme nouvelle de l'impérialisme mondial. Cette Ligue ne représente jusqu'ici qu'une alliance des capitalistes de tous les pays, y compris l'Allemagne, alliance placée sous l'égide de l'impérialisme anglo-américain. Elle devient à son tour un des facteurs qui poussent le prolétariat du monde entier à s'unir.

Toutes ces causes permanentes assurent la continuation de la révolution et forcent, de plus

en plus, les ouvriers à s'unir toujours plus étroitement.

C'est la Russie qui a donné naissance à la révolution; aussi, nos camarades russes ont-ils acquis une gloire éternelle, ayant su trouver le programme politique, la voie et les moyens de détruire le capitalisme et étant parvenus à démolir la vieille société et à se tenir victorieusement contre toute une légion d'ennemis. L'exemple de nos camarades communistes russes demeure à jamais. Mais ils n'ont réussi à triompher, que parce qu'ils avaient derrière eux une puissante armée auxiliaire—la masse des paysans pauvres.

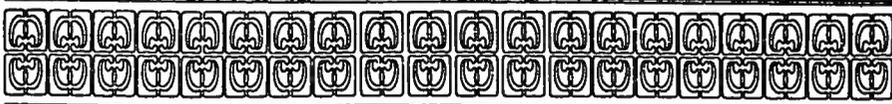
L'Allemagne a été le premier pays foncièrement capitaliste qui vit éclater chez lui la révolution. Mais la classe ouvrière y était seule dans la lutte qu'elle avait à soutenir. Aussi, les ouvriers allemands ont-ils le mérite impérissable d'avoir accepté le combat et montré, par leur exemple, la voie à suivre aux prolétaires des autres pays capitalistes. Ce mérite est d'autant plus grand que la révolution mondiale ne pourra triompher que si elle est internationale. Les autres pays européens—l'Italie, l'Angleterre et la France—édifiés par l'expérience de l'Allemagne entreront dans la voie qu'elle suit.

La révolution se propagera et gagnera bientôt toute l'Europe et l'Amérique. Comme l'océan, elle aura, sans doute, son flux et son reflux, mais elle croîtra sans cesse et remportera, tôt ou tard, la victoire décisive.

L'union universelle des prolétaires est un fait réel. Ce n'est pas en pure perte que les communistes allemands ont combattu et combattent toujours pour cette cause. Ce n'est pas en vain que sont morts nos camarades inoubliables: Rosa Luxembour, Karl Liebknecht, Ioghichés et tant d'autres, si nombreux, dont nous ne connaissons même pas les noms. Nous voyons déjà le fruit réel de leurs efforts: c'est l'union universelle du prolétariat. Ce fruit sera suivi d'autres, mais, en attendant il est le plus important, le plus précieux, parce que l'union internationale des masses est la condition absolument nécessaire et, en même temps, parfaitement suffisante, pour que le communisme remporte sur le capitalisme une victoire définitive.

G. HORTER.





LA TROISIÈME INTERNATIONALE COMMUNISTE

Discours prononcé par le camarade Lénine, le 6 mars, à la séance solennelle du Soviet de Moscou, consacrée au 1-er anniversaire de la fondation de la III-e Internationale.

Camarades!

Une année s'est écoulée depuis la fondation de l'Internationale Communiste. Au cours de cette année elle a remporté des victoires auxquelles il était impossible de s'attendre et que, disons-le bien franchement, personne, lors de sa fondation, n'osait espérer. Au début de la Révolution nombreux étaient ceux qui espéraient que la Révolution sociale se déclancherait en Europe immédiatement après la fin de la guerre, car à ce moment les masses étaient armées et la Révolution pouvait dès lors s'effectuer dans certains pays d'Occident avec le plus grand succès.

C'est ce qui se fût produit s'il n'y avait pas eu en Europe occidentale tant de dissensions profondes au sein du prolétariat, tant de trahison de la part des ex-leaders socialistes. Jusqu'à présent nous ne savons toujours pas exactement comment la démobilisation s'est passée et comment la liquidation de la guerre s'effectue. Nous ne savons pas, par exemple, ce qu'il y a eu en Hollande et ce n'est que d'un article (comme il y en a beaucoup d'autres) où il était question d'un discours prononcé par un communiste hollandais qu'il m'est arrivé d'apprendre qu'en Hollande, dans le plus neutre des pays, dans celui qui a été le moins mêlé à la guerre impérialiste, le mouvement révolutionnaire a pris des proportions si vastes que d'ores et déjà des Soviets ont été formés; et Trotskist, une des figures les plus marquantes de l'opportuniste social-démocratie hollandaise a dû reconnaître que les ouvriers eussent pu s'emparer du pouvoir. — Si l'Internationale ne s'était pas trouvée entre les mains de traîtres qui sauvèrent la bourgeoisie au moment critique, il y aurait eu bien des chances pour que dès la fin de la guerre, dans beaucoup de pays belligérants ainsi que dans certains pays neutres où le peuple était armé, la Révolution se fût produite rapidement. Il ne devait pas en être ainsi. La Révolution n'a pas réussi à se développer aussi rapidement, et elle doit parcourir avec un caractère opportuniste, tout le processus de développement que nous avons pu commencer, que nous avons dû commencer avant la première révolution (1905). Et c'est uniquement parce que nous avions en 1917 plus de 10 années d'expérience que nous avons été capables de guider le prolétariat. En 1905 il eut pour ainsi dire une répétition de la Révolution et c'est en partie ce qui nous a permis en Russie de profiter du mo-

ment où la faillite de la guerre impérialiste faisait tomber le pouvoir aux mains du prolétariat. — Par suite des événements historiques, par suite de la complète désagrégation de l'autocratie, il nous a été facile de commencer la Révolution. Mais plus il a été facile de la commencer, plus il a été difficile de la continuer dans ce pays isolé. Nous pouvons pourtant dire, pour cette année écoulée, que dans les autres pays où les ouvriers sont plus développés, où l'industrie est plus vaste, où les ouvriers sont infiniment plus nombreux, le développement de la Révolution se poursuit d'une allure beaucoup plus lente. Il a suivi notre voie, mais avec infiniment plus de lenteur. Mais la victoire du prolétariat vient en revanche avec une certitude incontestablement plus grande que ce ne fut le cas chez nous. Lorsqu'on considère la Troisième Internationale, on est pourtant frappé par ses rapides succès; elle s'est propagée de victoire en victoire. Voyez, comme se répandent dans le monde entier des mots russes, aussi monstrueux que le mot «bolchévisme». Bien que nous nous nommions Parti Communiste, et que le mot «communiste» soit notre appellation scientifique, générale, européenne, il est bien moins répandue que le mot «bolchévik». Notre mot russe «Soviet» est des plus connus: on ne le traduit même pas dans les autres langues et il conserve partout sa physionomie russe. En dépit de tous les mensonges de la presse bourgeoise, et de la résistance désespérée que nous a opposée toute la vieille bourgeoisie, malgré la mise en œuvre de tous les moyens, les sympathies des masses ouvrières sont allées aux Soviets, au pouvoir soviétiste et au bolchévisme. Plus la bourgeoisie mentait, plus elle aidait à généraliser dans le monde entier l'expérience que nous avons faite avec Kérensky. Ceux des bolchéviks qui vinrent par l'Allemagne en Russie, furent accueillis dans la «République démocratique» par des attaques et des poursuites organisées à l'américaine et auxquelles Kérensky, les menchéviks, les s.-r. apportaient une aide sans mesure. Ils firent tant et si bien qu'ils réussirent à émouvoir les masses prolétariennes et les obligèrent à conclure que si l'on traquait ainsi les bolchéviks, c'est qu'ils avaient assurément quelque chose de bon! (*Applaudissements.*)

Lorsque nous parvenions parfois de l'étranger des bribes de renseignements, lorsqu'on n'a pas la possibilité de suivre la presse et qu'on lit, par exemple, au hasard, un numéro du plus riche des

journaux anglais, le *Times*, lorsqu'on lit comme sont traduits là-bas les articles bolchéviques, afin de démontrer que les bolchéviques préconisaient déjà, pendant la guerre, la guerre civile, on en arrive à conclure que les plus intelligents même des représentants de la bourgeoisie ont perdu la tête... Si la presse anglaise signale le livre *A contre-courant*, le recommande aux lecteurs anglais et en produit des citations, pour démontrer que les bolchéviques sont les pires des hommes, qui tout en dénonçant le crime de la guerre impérialiste, prêchent la guerre civile, on se persuade que la bourgeoisie qui nous maudit nous apporte le plus grand soutien... Nous l'en complimentons et nous la remercions (*Applaudissements*). Nous n'avons pas de presse quotidienne ni en Europe ni en Amérique; les informations concernant notre action sont très pauvres, nos camarades sont impitoyablement traqués. Mais quand on voit que la presse impérialiste des alliés, la plus riche, dans laquelle des centaines de milliers d'autres journaux puissent leurs renseignements à perdu à ce point le sentiment de la mesure: que tout en désirant frapper les bolchéviques, elle fait d'abondantes citations des œuvres bolchéviques, les exhumant des publications éditées pendant la guerre, pour mieux prouver que flétrissant le crime qu'était la guerre impérialiste, nous nous efforçons de la transformer en guerre civile, on conclut que ces très intelligents journalistes sont devenus aussi sots que notre Kérénsky et ses pareils. C'est pourquoi nous pouvons vous assurer que les dirigeants de l'impérialisme anglais, travaillent proprement et solidement pour le plus grand bien de la Révolution internationale (*Applaudissements*).

Avant la guerre, camarades, il nous semblait que la cause de division la plus importante au sein du mouvement ouvrier était la scission entre socialistes et anarchistes. Ce n'était pas qu'une apparence, il en était bien ainsi. Dans la longue période qui précéda la guerre impérialiste et la révolution il n'y avait pas, à parler d'une façon objective, dans la majeure partie des pays européens de situation révolutionnaire. La tâche des militants consistait à utiliser la lente action quotidienne pour la préparation révolutionnaire. Les socialistes se mirent à l'œuvre, les anarchistes ne comprirent pas cette tâche. La guerre a créé un état de choses révolutionnaire et cette vieille scission du mouvement ouvrier est en voie de disparition. D'un côté les hautes sphères de l'anarchie et du socialisme, devenues chauvines, ont montré ce que signifie la défense de certains piliers bourgeois contre d'autres, au nom de laquelle la guerre a exterminé des millions d'hommes. D'un autre côté, dans les profondeurs des vieux partis ont surgi de nouveaux courants — contre la guerre, contre l'impérialisme, pour la révolution sociale. Ainsi, la plus profonde crise s'est créée du fait de la guerre. Les anarchistes et les socialistes se sont scindés, parce que les principaux des leaders parlementaires et des leaders anarchistes ont emboîté le pas avec les chauvins tandis qu'une infime minorité s'éloignait d'eux et commençait à passer dans le camp révolutionnaire. De la sorte, le mouvement ouvrier de tous les pays a suivi une autre voie, qui n'est ni

celle des anarchistes, ni celle des socialistes, mais qui mène à la dictature du prolétariat. Cette scission, remarquable dans le monde entier, a commencé bien avant l'existence de la III^e Internationale. Si nous avons remporté des succès c'est parce que nous sommes arrivés en plein mouvement révolutionnaire et que le mouvement ouvrier se manifestait déjà dans tous les pays. Voilà pourquoi nous voyons maintenant que s'est produite une scission au sein du socialisme et de l'anarchisme. C'est ce qui oblige dans le monde entier les ouvriers communistes à procéder à la formation de nouvelles organisations et à les unifier dans la III^e Internationale. Une telle manière d'agir est de beaucoup la plus exacte. Si de nouveau, des désaccords surgissaient, notamment, sur l'utilisation du parlementarisme, il servirait, après l'expérience de la révolution russe et de la guerre civile, après que s'est dressée devant tout l'univers la figure magnifique de Liebknecht et que son rôle et son importance se sont révélés aux représentants du parlementarisme, il serait, dis-je, insensé de répudier encore l'utilisation révolutionnaire du parlementarisme.

Il est clair, même pour les représentants de la vieille école, que poser la question de l'Etat comme pour le passé, n'est plus possible; au lieu de l'ancienne manière livresque, le mouvement révolutionnaire a mis au jour une autre façon nouvelle et pratique de la poser. A la force groupée et centralisée de la bourgeoisie, il faut opposer la force groupée et centralisée du prolétariat. Dès lors la question de l'Etat apparaît sous un angle nouveau et le vieux désaccord perd toute raison d'être. L'ancienne scission disparue, voici que de nouvelles se produisent en tête desquelles se trouve l'attitude à observer vis-à-vis du pouvoir soviétiste et la dictature du prolétariat. La Constitution soviétiste met nettement en valeur tout ce qu'a élaboré la révolution russe. Par notre expérience, par nos enseignements, on a obtenu que tous les vieux problèmes ne se résument plus maintenant qu'en un seul: pour ou contre le pouvoir soviétiste; ou pour le pouvoir bourgeois, pour la démocratie, pour ces normes de démocratie, qui promettant l'égalité des repus et des affamés, l'égalité du capitaliste et du travailleur — cachent dans le suffrage universel des exploités et des exploités l'esclavage capitaliste; ou pour le pouvoir prolétarien, pour l'écrasement impitoyable des exploités, pour l'Etat soviétiste. Seuls, les partisans de l'esclavage capitaliste peuvent soutenir la démocratie. C'est ce que nous voyons dans la littérature réactionnaire de Kolitchak et de Dénikine. Après le nettoyage de beaucoup de villes russes on a ramassé dans les immondices quelque prose qu'on a expédiée à Moscou. Nous pouvons à présent examiner les œuvres des intellectuels russes, du genre de Tchirikow ou de penseurs bourgeois comme E. Troubetskoï. Les opinions qu'ils émettaient sur la Constituante nous ont servi lorsqu'on les répandait parmi les masses de gardes-blancs; elles nous ont aidé par suite de la marche même de la guerre civile, des événements. Par leurs arguments, ces écrivains bourgeois, ont réagi de telle façon et provoqué une telle action que tous

les révolutionnaires sincères, qui sympathisent à la lutte contre les capitalistes, s'affirment aujourd'hui, pour la république des Soviets. La marche de la guerre civile le prouve incontestablement. S'élever contre la nécessité du pouvoir central, de la dictature et de l'unité de volonté, — nécessaires pour que le prolétariat avancé se concentre, se développe et rétablisse l'État sous des nouvelles formes, en tenant le pouvoir solidement en mains — porter des jugements sur ce sujet devient impossible après tout ce qui s'est produit en Russie, en Finlande et en Hongrie, après la longue expérience d'une année de république démocratique en Allemagne. La démocratie s'est elle-même discréditée définitivement. C'est ainsi que dans tous les pays, sous les formes les plus diverses, tant de symptômes d'accroissement du mouvement communiste pour le pouvoir des soviets, pour la dictature du prolétariat, se multiplient irrésistiblement. Cet accroissement est si violent que des partis comme le parti des indépendants allemands et le parti socialiste français, au sein desquels règnent les pontifes de la vieille école, qui ne comprennent ni les nouvelles formes d'agitation, ni les conditions nouvelles que l'action parlementaire n'a nullement modifiées (action que ces messieurs transforment d'ailleurs en un moyen d'éluider, grâce à des flots d'éloquence, de répondre aux questions les plus importantes), même ces pontifes, dis-je, ont été obligés de reconnaître la dictature du prolétariat et le pouvoir des Soviets. Il est vrai que les masses, qui ne se laissent pas ignorer les y ont forcés. D'autres camarades vous ont dit que la sortie du parti des indépendants allemands de la II^e Internationale, la reconnaissance par ce parti de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétique a été le dernier coup décisif porté à la deuxième internationale. La situation est maintenant telle que la deuxième internationale est, peut-on dire, morte, et que les masses ouvrières d'Allemagne, d'Angleterre et de France passent dans le camp des communistes. Il y a aussi en Angleterre un parti d'Indépendants qui n'entend pas abandonner le point de vue de la légalité et qui persiste à condamner la violence des bolchéviks. Dans leur journal, on a récemment consacré une rubrique spéciale à cette discussion. Discuter signifie examiner. On examine donc là-bas la question des Soviets; à côté d'un article inséré dans tous les journaux ouvriers et qui traite de cette question nous en voyons un autre d'un Anglais qui ne veut pas compter avec la théorie du socialisme, qui garde le sot dédain d'autrefois pour les théories, mais qui, considérant les conditions actuelles de la vie anglaise, en arrive à conclure: «Nous ne pouvons pas condamner les Soviets; nous devons en être partisans». Cela signifie que même les couches ouvrières les plus retardataires d'un pays comme l'Angleterre se sont ébranlées et l'on peut dire que les vieilles formes du socialisme sont mortes à jamais. L'Europe va vers la Révolution, mais, comme nous y sommes venus nous-mêmes, elle s'y achemine selon le caractère local du mouvement. Chaque pays doit mener, à sa manière, et a commencé une lutte intérieure contre ses men-

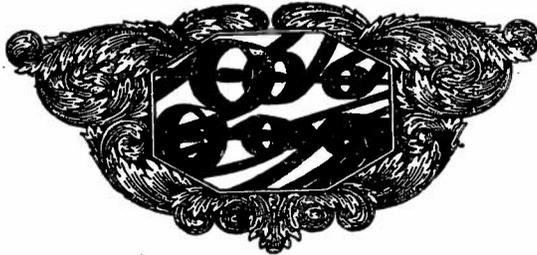
chéviks et contre leur opportunisme, existant sous d'autres dénominations, mais souvent plus profondément enracinés que chez nous. Et c'est précisément parce qu'ils passent isolément par cette expérience qu'on peut considérer la victoire de la révolution socialiste comme inéluctable dans tous les pays. Plus il y a d'hésitations et d'incertitudes dans les rangs ennemis, — et nous ne voyons pas autre chose dans leurs affirmations que les bolchéviks sont des criminels avec lesquels ils ne feront jamais la paix, aussitôt suivies de revirements diplomatiques — mieux vont les choses pour nous. Ils nous disent maintenant: «On peut faire du commerce tout en ne reconnaissant pas les bolchéviks». Nous n'y voyons nul inconvénient, messieurs, faites-en l'expérience. Les raisons qui font que vous ne vouliez pas nous reconnaître, nous les comprenons fort bien. Et nous sommes les premiers à dire que vous commettiez une faute énorme en nous reconnaissant. Mais si vous êtes si ennuyés que de prime-abord vous déclariez les bolchéviks des destructeurs des lois de Dieu et de l'humanité, et qu'ensuite vous disiez que vous allez procéder avec eux à des échanges commerciaux sans les reconnaître politiquement c'est là pour nous une victoire qui dans chaque pays hâtera la croissance du mouvement communiste et l'approfondira. Il est déjà si profond que en dehors de ceux qui adhèrent officiellement à la III^e Internationale, on peut voir dans les pays avancés toute une série de mouvements qui, tout en ne se rattachant ni au socialisme, ni au communisme, tout en persistant à condamner le bolchévisme, viennent à lui poussés par la force des événements. Dans tout pays civilisé, la guerre, au 20^e siècle, oblige le gouvernement à montrer sa face véritable. Un journal français ne s'est-il pas avisé de publier des documents de l'empereur Charles qui en 1916 proposait à la France de conclure la paix? Maintenant que nul n'ignore plus la teneur de cette proposition de paix, des ouvriers se tournent vers le leader français des socialistes chauvins, Albert Thomas et lui demandent: «Vous étiez au gouvernement lorsqu'on lui a proposé la paix... Qu'avez-vous fait en l'occurrence?» Albert Thomas interrogé s'est bien gardé de répondre. Et ces révélations ne font que commencer.

Les masses populaires d'Europe et d'Amérique qui savent maintenant à quoi s'en tenir ont une idée de la guerre bien différente de celle d'autrefois. Pourquoi 10 millions d'hommes sacrifiés? Pourquoi 20 millions d'hommes estropiés? demandent-elles. Poser cette question c'est lui répondre: «10 millions d'hommes ont été tués, 20 millions d'hommes ont été estropiés uniquement pour décider lequel, du capitalisme anglais ou allemand s'enrichira le plus». Telle est la vérité et quoiqu'on fasse on ne l'étouffera plus. La faillite des gouvernements capitalistes est inéluctable. Car on voit bien que la même guerre est inévitable si les impérialistes de la bourgeoisie restent au pouvoir. Entre le Japon et l'Amérique surgissent de nouvelles querelles et de nouveaux conflits. Ils sont préparés par des dizaines d'années de manœuvres diplomatiques entre les deux pays. La guerre est inévitable sur le terrain de

la propriété privée. Entre l'Angleterre, qui s'est appropriée de nouvelles colonies, et la France qui se considère comme lésée le conflit est certain. Personne ne sait où et comment les événements se produiront, mais tous voient, savent et disent que la guerre est inévitable. Et de nouveau, les états s'y préparent. C'est ce qui nous garantit qu'au 20-e siècle, dans des pays, où tout le monde sait à quoi s'en tenir, il ne peut plus être question du vieux réformisme et du vieil anarchisme. La guerre les a tués. Parler de refaire la société capitaliste par des réformes, — alors qu'elle a donné des centaines de millions à la guerre — de la refaire sans pouvoir révolutionnaire et sans violences, sans secousses formidables — parler comme par le passé est une impossibilité. Celui qui parle et pense ainsi n'a plus aucun sens. L'Internationale Communiste est

puissante parce qu'elle s'appuie sur les leçons de la guerre impérialiste universelle. L'expérience de millions d'hommes le confirme de plus en plus, dans chaque pays. Le mouvement vers l'Internationale Communiste est maintenant cent fois plus large et plus profond qu'il ne le fut jamais. Il a provoqué en une année l'écrolement complet de la II-e Internationale. Maintenant il n'y a plus un seul pays au monde, même le moins développé, où tous les ouvriers qui pensent, ne se rattachent à l'International Communiste, n'adhèrent à elle en principe. Et c'est la garantie absolue de la proximité relative de la victoire universelle de l'Internationale Communiste et de sa certitude (*Applaudissements*).

N. LÉNINE





LA COMMUNE DE PARIS ET LA RUSSIE SOVIÉTISTE

Court épisode de la première révolution, faite par le prolétariat pour le prolétariat et qui s'est terminée par le triomphe de ses ennemis. Cet épisode (du 18 mars au 28 mai) a duré 72 jours.
(*La Commune de Paris, 18 mars 1871*, P. L. Lavrov, Pétrograd. Edition de la librairie „Goloss“ 1919, p. 160).

Les partis socialistes de la Commune n'étaient pas préparés.

La Commune de Paris de 1871 a été le premier essai historique—faible encore—de domination de la classe ouvrière. Nous vénérions le souvenir de la Commune en dépit de son expérience par trop restreinte, du manque de préparation de ses militants, de la confusion de son programme, de l'absence d'unité parmi ses dirigeants, de l'indécision de ses projets, du trouble excessif dans l'exécution et du désastre effroyable qui en résulta fatalement. Nous saluons dans la Commune—selon une expression de Lavrov,—l'aube, quoique bien pâle, de la première République prolétarienne.

Kautsky ne l'entend pas ainsi. Ayant consacré la majeure partie de son livre *Terrorisme et Communisme* à établir un parallèle grossièrement tendancieux entre la Commune et le pouvoir soviétiste il voit les qualités prédominantes de la Commune là où nous voyons son malheur et ses torts.

Kautsky s'attache avec ardeur à démontrer que la Commune de Paris de 1870-1871 ne fut pas «artificiellement» préparée mais surgit spontanément, prenant les révolutionnaires à l'improviste, contrairement à la Révolution russe d'octobre-novembre qui fut minutieusement préparée par notre parti. C'est indiscutable. N'ayant pas le courage de formuler clairement ses idées profondément réactionnaires, Kautsky ne nous dit pas franchement si les révolutionnaires parisiens de 1871 méritent d'être approuvés pour n'avoir pas prévu l'insurrection prolétarienne et, partant, pour ne s'y être pas préparés, ou si nous devons être blâmés pour avoir prévu l'inévitable et pour être allés consciemment au-devant des événements. Mais tout l'exposé par Kautsky est conçu de manière à provoquer précisément dans l'esprit du lecteur cette impression: Un malheur s'est tout bonnement abattu sur les communards (le philistin Bavaïois Volmar, n'a-t-il pas un jour exprimé le regret que les communards ne se fussent allés coucher plutôt que de prendre le pouvoir?) et c'est pourquoy ils méritent toute notre indulgence; les bolchéviks, eux, sont allés consciemment au-devant du malheur (la conquête du pouvoir) et c'est pourquoy il ne leur sera pardonné, ni dans ce monde, ni dans l'autre. Poser la question de la

sorte peut paraître d'une incroyable absurdité. Il n'en est pas moins vrai que cela découle inévitablement de la position des «indépendants-kautskistes» qui rentrent la tête dans leurs épaules pour ne rien voir, pour ne rien prévoir et qui ne peuvent faire un pas en avant s'ils n'ont reçu au préalable une bonne bourrade dans le dos. «Humilier Paris», écrit Kautsky, lui refuser l'autonomie, le destituer de son titre de capitale, le désarmer pour s'aventurer, ensuite, en toute certitude, dans un coup d'état monarchiste, telle était la tâche capitale de l'Assemblée Nationale et de Thiers qu'elle venait d'être chef du pouvoir exécutif. De cette situation naquit le conflit qui mena à l'insurrection parisienne. — «On voit jusqu'à quel point se distingue de cette forme de révolution ce qui fut accompli par le bolchévisme qui puisa sa force dans les aspirations à la paix, qui avait derrière lui la masse paysanne; qui, à l'Assemblée Nationale n'avait pas de monarchistes contre lui, mais des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks».

«Les bolchéviks sont parvenus au pouvoir par une révolution bien préparée qui leur mit, d'un coup, entre les mains toute la machine gouvernementale dont ils tirent à l'heure actuelle le parti le plus énergique et le plus impitoyable pour soumettre leurs adversaires et de ce nombre les prolétaires».

«A l'encontre, personne ne fut plus étonné de l'insurrection de la Commune que les révolutionnaires eux-mêmes et pour beaucoup de ceux-ci ce conflit était par-dessus tout indésirable» (p. 44).

Afin de se faire une idée bien nette du sens réel de ce qui est dit ici par Kautsky à propos des Communards, nous apporterons l'intéressant témoignage suivant:

«Le 1-er mars 1871—écrit Lavrov dans son livre très instructif sur la Commune—c'est-à-dire six mois après la chute de l'Empire et quelques jours avant l'explosion de la Commune—les personnalités dirigeantes de l'Internationale à Paris n'avaient toujours pas de programme politique défini» (1).

«Après le 18 mars,—écrit ce même auteur—Paris était aux mains du prolétariat, mais ses leaders, déconcertés par leur puissance inattendue

(1) «La Commune de Paris du 18 mars 1871» P. L. Lavrov Edition de la librairie „Goloss“ Pétrograd 1919 (p. 64-65).

ne prirent pas les mesures de sécurité les plus élémentaires» (1).

«Votre rôle n'est pas à votre taille et votre unique souci est de vous soustraire aux responsabilités», déclara un membre du Comité central de la garde nationale. Il y avait là beaucoup de vérité — écrit Lissagaray, participant et historien de la Commune — mais au moment même de l'action, le manque d'organisation préalable et de préparation provient trop souvent du fait que les rôles incombent à des hommes qui ne sont pas de taille à les remplir» (2).

Il appert de ce qui précède (plus loin ce sera plus évident encore) que l'absence chez les socialistes parisiens d'un programme de lutte directe pour le pouvoir politique s'explique par leur amorphie théorique et leur trouble politique mais nullement par des considérations de tactique plus élevées.

Il est hors de doute que la fidélité du même Kautsky aux traditions de la Commune se traduira surtout, par le profond étonnement avec lequel il accueillera la Révolution prolétarienne en Allemagne, où il ne voit, lui, qu'un conflit «par-dessus tout indésirable». Nous doutons cependant que les générations futures lui en fassent un mérite. L'essence même de son analogie historique n'est, devons-nous dire, qu'un mélange de confusions, de réticences et de panachés.

Les intentions que Thiers nourrissait à l'égard de Paris, Milioukov, soutenu ouvertement par Tchernov et Tsérételey, les nourrissait à l'égard de Pétersbourg. Quotidiennement, ils répétaient tous — de Kornilov à Potressov — que Pétersbourg s'était isolé du pays, qu'il n'avait plus rien de commun avec celui-ci, et que dépravé jusqu'à la moelle il voulait imposer sa volonté à la nation. Discréditer et rabaisser Pétrograd, telle était la tâche première de Milioukov et de ses acolytes. Et cela se passait à une époque où Pétersbourg était le véritable foyer de la révolution qui n'avait pas encore réussi à s'affirmer dans les autres parties du pays. Afin de lui faire donner une bonne leçon, Rodzianko, ex-président de la Douma, parlait ouvertement de livrer Pétersbourg aux Allemands comme on avait déjà livré Riga. Rodzianko ne faisait que préciser ce qui constituait la tâche de Milioukov que Kérénsky appuyait de toute sa politique.

Milioukov voulait, à l'exemple de Thiers, désarmer le prolétariat. Mais ce qui était pire encore, c'est que par l'entremise de Kérénsky, Tchernov et Tsérételey, le prolétariat de Pétrograd avait été à peu près désarmé en juillet 1917. Il avait de nouveau repris les armes lors de l'offensive de Kornilov sur Pétersbourg, en août. Et ce nouvel armement du prolétariat fut un élément sérieux pour la préparation de l'insurrection d'octobre — novembre. De sorte que ces points sur lesquels Kautsky oppose l'insurrection de mars des ouvriers parisiens à notre révolution d'octobre — novembre, coïncident dans une certaine mesure.

Mais en quoi diffèrent-ils? Avant tout en ce que les sinistres projets de Thiers se sont réalisés,

en ce que Paris fut étranglé et des dizaines de milliers d'ouvriers massacrés, tandis que Milioukov s'est effondré misérablement, que Pétersbourg est demeuré la citadelle inexpugnable du prolétariat, que les leaders de la bourgeoisie russes sont allés en Ukraine solliciter l'occupation de la Russie par les armées du Kaiser. C'est évidemment pour une bonne part notre faute et nous sommes prêts à en porter la responsabilité. La différence essentielle est encore en ceci — et c'est ce qui s'est fait plus d'une fois sentir dans le développement ultérieur des événements — que tandis que les Communards parlaient de préférence de considérations patriotiques nous nous placions invariablement au point de vue de la révolution internationale. La défaite de la Commune a mené à l'effondrement en fait de la première Internationale. La victoire du pouvoir soviétiste a conduit à la fondation de la Troisième Internationale.

Mais Marx — à la veille de la Révolution — conseillait aux Communards non l'insurrection, mais l'organisation! — A la rigueur on pourrait encore comprendre que Kautsky apportât ce témoignage afin de démontrer combien Marx sous-estimait l'acuité de la situation à Paris. Mais Kautsky veut à tout prix exploiter le conseil de Marx pour souligner le préjudice que portent au mouvement les insurrections en général. Pareil à tous les mandarins de la social-démocratie, Kautsky voit avant tout dans l'organisation un moyen de gêner l'action révolutionnaire.

Si même on se limite à la question de l'organisation, il convient de ne pas oublier que la révolution de novembre avait été précédée par les neuf mois d'existence du gouvernement de Kérénsky, au cours desquels notre parti s'occupait non sans succès et d'agitation, et d'organisation. La Révolution de novembre a été accomplie après que nous eûmes conquis l'écrasante majorité dans les Soviets d'ouvriers et de soldats de Pétersbourg, de Moscou et en général dans tous les centres industriels du pays et transformé les Soviets en organisations puissantes, dirigées par notre parti. Chez les Communards il n'y eut rien de semblable. Enfin nous avions derrière nous l'héroïque Commune de Paris de l'effondrement de laquelle nous avions tiré cette déduction qu'il appartient aux révolutionnaires de prévoir les événements et de s'y préparer. — Encore une fois, tels sont nos torts.

La Commune de Paris et le Terrorisme.

Kautsky n'a besoin d'un ample parallèle entre la Commune et le pouvoir soviétiste que pour calomnier et ravalier la vivante et triomphante dictature du prolétariat en faveur d'une tentative de dictature qui remonte à un passé déjà lointain.

Kautsky cite avec une satisfaction excessive une déclaration du Comité Central de la garde nationale, en date du 19 mars, au sujet de l'assassinat par les soldats de deux généraux Lecomte et Clément Thomas: «Nous le disons avec indignation. C'est une tache de sang dont on veut salir notre honneur. C'est une misérable calomnie. Jamais nous n'avons ordonné le meurtre; la garde

(1) Idem p. 71.

(2) Histoire de la Commune de 1871, par Lissagaray. Bruxelles 1876 (page 106).

nationale n'a aucunement participé à la perpétration du crime».

On comprendra que le Comité central n'avait aucune raison de prendre sur lui la responsabilité d'un meurtre dans lequel il n'était pour rien. Mais le ton pathétique et sentimental de la déclaration caractérise bien la timidité politique de ces hommes devant l'opinion publique bourgeoise. Faut-il s'en étonner? Les représentants de la garde nationale étaient pour la plupart des hommes d'un stage révolutionnaire fort modeste. «Pas un dont le nom soit connu, — écrit Lissagaray. Ce sont des petits bourgeois, des épiciers, étrangers aux organisations, réservés et en majeure partie étrangers à la politique» (p. 70).

«Un sentiment discret, quelque peu craintif, de terrible responsabilité historique et le désir de s'y soustraire au plus tôt — écrit Lavrov à leur sujet — perce dans toutes les proclamations de ce Comité central, aux mains duquel Paris est tombé» (p. 77).

Ayant cité pour nous faire honte cette déclaration sur l'effusion de sang, Kautsky, après Marx et Engels, critique l'indécision de la Commune: «Si les Parisiens (c'est-à-dire les Communards) s'étaient lancés inlassablement à la poursuite de Thiers peut-être eussent-ils réussi à s'emparer du gouvernement. Les troupes qui reculaient de Paris n'auraient pu leur opposer la plus petite résistance... Mais Thiers put battre en retraite sans encombre. On lui permit de se retirer avec son armée, de la réorganiser à Versailles, de lui insuffler un renouveau moral et de la renforcer» (p. 49).

Kautsky ne peut pas comprendre que ce sont les mêmes hommes et pour les mêmes causes qui ont publié la déclaration citée du 19 mars et qui ont permis à Thiers de se retirer sans coup férir et de regrouper son armée. Si les Communards avaient pu vaincre rien qu'en exerçant une influence morale, leur déclaration eut été d'une grande importance. Mais ce ne fut pas le cas. En fait leur sentimentalité humanitaire n'était que l'envers de leur passivité révolutionnaire. Des hommes à qui par la volonté du sort est échu le gouvernement de Paris et qui ne comprennent pas la nécessité de s'en servir immédiatement et totalement pour se lancer à la poursuite de Thiers, pour l'écraser sans retour avant qu'il ait eu le temps de se raviser, pour prendre l'armée bien en mains, pour effectuer un nettoyage indispensable dans le corps de commandement, pour s'emparer de la province — de tels hommes ne pouvaient naturellement pas être disposés à sévir rigoureusement contre les éléments contre-révolutionnaires. Il y a une connexion étroite entre ces choses. Il était impossible de se lancer à la poursuite de Thiers sans arrêter ses agents à Paris, et sans fusiller les conspirateurs et les espions. En considérant l'assassinat des généraux contre-révolutionnaires comme un crime abominable, il eut été puéril de vouloir développer l'énergie parmi les troupes de poursuite commandées par des généraux contre-révolutionnaires.

En révolution une énergie supérieure équivaut à une humanité supérieure. «Ce sont précisément ces hommes — écrit fort justement Lavrov — qui attachent tant de prix à la vie humaine, au sang

humain, qui doivent mettre tout en œuvre pour obtenir une victoire rapide et décisive et qui ensuite doivent agir au plus vite pour la soumission énergique des ennemis; car ce n'est que par cette manière de procéder que l'on peut obtenir le minimum de pertes inévitables et le minimum de sang versé» (p. 225).

La déclaration du 19 mars peut, cependant, être appréciée plus exactement si on l'envisage non comme une profession de foi absolue mais comme l'expression d'un état d'esprit passager au lendemain d'une victoire inattendue obtenue sans la moindre effusion de sang. Totalement étranger à la compréhension de la dynamique de la Révolution et à l'état d'esprit qui se modifie rapidement par suite des conditions intérieures, Kautsky pense au moyen de formules mortes et déforme la perspective des événements par des analogies arbitraires. Il ne comprend pas que cette indécision généreuse est en général naturelle aux masses dans la première époque de la Révolution. Les ouvriers ne passent à l'offensive que sous l'empire d'une nécessité de fer, comme ils ne passent à la terreur rouge que sous la menace des massacres contre-révolutionnaires. Ce que Kautsky dépeint comme le résultat d'une morale particulièrement élevée, du prolétariat parisien de 1871 ne fait en réalité que caractériser la première étape de la guerre civile. Des faits semblables se sont également observés chez nous.

À Pétersbourg, nous avons conquis le pouvoir en octobre—novembre 1917 presque sans effusion de sang et même sans arrestations. Les ministres du gouvernement de Kérénsky avaient été remis en liberté aussitôt après la révolution. Bien plus, après que le pouvoir eut passé au Soviet, le général cosaque Krasnov qui avait attaqué Pétersbourg de concert avec Kérénsky, et avait été fait prisonnier à Gatchina, fut remis en liberté, sur parole d'honneur, dès le lendemain. «Magnanimité» qui est bien dans l'esprit des premiers jours de la Commune. Mais qui n'en fut pas moins une erreur. Le général Krasnov après avoir dans le sud guerryé contre nous pendant près d'une année, après avoir massacré plusieurs milliers de communistes a récemment attaqué une nouvelle fois Pétersbourg, mais cette fois dans les rangs de l'armée de Voudeitch. La révolution prolétarienne ne se fit plus violente qu'après la révolte des junkers à Pétersbourg et surtout après la révolte, — tramée par les cadets, les socialistes-révolutionnaires, les menchéviks, — des Tchéco-Slovaques dans la région du Volga où des milliers de communistes furent égorgés, après l'attentat sur Lénine, l'assassinat d'Ouirisky, etc., etc.

Ces mêmes tendances, mais seulement dans leurs premières phases, nous les observons aussi dans l'histoire de la Commune.

Poussée par la logique de la lutte elle entra en principe dans la voie des menaces. La création du Comité de Salut public était dictée pour beaucoup de ses partisans par l'idée de la terreur rouge. Ce Comité se destinait à faire «couper la tête aux traîtres» (*Journal officiel*, N° 123), et à «frapper la trahison» (même journal N° 124). Parmi les décrets de «menace» il convient de signaler l'ordonnance (du 3 avril) sur la séquestration des

niens de Thiers et de ses ministres, la démolition de sa maison, le renversement de la colonne Vendôme et en particulier le décret sur les otages. Pour chaque prisonnier ou partisan de la Commune fusillé par les Versaillais on devait fusiller trois fois plus d'otages. Les mesures prises par la Préfecture de police, dirigée par Raoul Rigault, étaient d'un caractère purement terroriste, quoiqu'elles ne fussent pas toujours conformes au but poursuivi. La réalité en était paralysée par l'esprit de conciliation informé des éléments dirigeants de la Commune, par leur désir de concilier par des phrases creuses la bourgeoisie avec le fait accompli, par leurs oscillations entre la fiction de la démocratie et la réalité de la dictature. Cette dernière pensée est admirablement formulée par Lavrov dans son livre sur la Commune.

«Le Paris des riches et des prolétaires miséreux et des contrastes sociaux, en tant que commune politique, exigeait au nom des principes libéraux, une complète liberté de parole, de réunion, de critique du gouvernement, etc. Paris qui venait d'accomplir la Révolution dans l'intérêt du prolétariat et qui s'était donné pour but de la réaliser dans les institutions, réclamait en tant que Commune du prolétariat ouvrier émancipé des mesures révolutionnaires, c'est-à-dire dictatoriales, vis-à-vis des ennemis du nouveau régime» (p. 143-144).

Si la Commune de Paris n'était pas tombée, mais si elle avait pu se maintenir dans une lutte ininterrompue, il ne peut y avoir de doutes qu'elle eût été obligée de recourir à des mesures de plus en plus rigoureuses pour écraser la contre-révolution. Il est vrai que Kautsky n'aurait pas eu dès lors la possibilité d'opposer les communards humanitaires aux bolchéviks inhumains. En revanche Thiers n'aurait pu commettre sa monstrueuse saignée du prolétariat de Paris.—L'histoire y eut trouvé malgré tout son compte.

Le Comité central absolu et la Commune „démocratique“.

«Le 19 mars—relate Kautsky—au Comité central de la garde nationale les uns exigèrent qu'on marchât sur Versailles, les autres—qu'on en appellât aux électeurs, les troisièmes—qu'on recourût avant tout aux mesures révolutionnaires—comme si chacun de ces pas—ainsi que nous l'apprend notre auteur avec une grande profondeur d'esprit—n'étaient pas également nécessaires et comme si l'un eût exclu l'autre» (p. 54).

Dans les lignes qui suivent, Kautsky, au sujet de ces désaccords au sein de la Commune, nous offrira des banalités réchauffées sur les rapports réciproques entre les réformes et la révolution. En réalité la question se posait ainsi: si l'on voulait prendre l'offensive sur Versailles et la faire sans perdre un instant il était nécessaire de réorganiser sur le champ la garde nationale, de mettre à sa tête les éléments les plus combattifs du prolétariat parisien ce qui eût entraîné un affaiblissement temporaire de Paris dans sa position révolutionnaire. Mais organiser les élections à Paris, tout en faisant sortir de ses murs l'élite de la

classe ouvrière eût été dépourvu de sens du point de vue du parti révolutionnaire. Certes la marche sur Versailles et les élections à la Commune ne se contredisaient nullement en théorie, mais dans la pratique elles s'excluaient: pour le succès des élections il fallait remettre la marche sur Versailles; pour le succès de celle-ci il fallait remettre les élections. Enfin, en se mettant en campagne le prolétariat affaiblissait provisoirement Paris et dès lors il devenait indispensable de s'assurer contre toutes les possibilités de surprises contre-révolutionnaires dans la capitale, car Thiers ne se fût arrêté devant rien pour allumer derrière les Communards l'incendie de la réaction. Il fallait établir dans la capitale un régime plus militaire, c'est-à-dire plus rigoureux. «On était obligé de lutter—écrit Lavrov—contre une multitude d'ennemis inférieurs qui foisonnaient dans Paris et qui hier encore se révoltaient aux abords de la Bourse et de la place Vendôme, qui avaient leurs représentants dans la garde nationale, qui avaient leur presse, leurs assemblées, qui presque au grand jour entretenaient des rapports avec les Versaillais et qui se faisaient toujours plus résolus et audacieux à chaque imprudence, à chaque insuccès de la Commune» (p. 87). Il était encore nécessaire de prendre en même temps une série de mesures d'ordre économique et financier pour satisfaire avant tout aux besoins de l'armée révolutionnaire. Toutes ces mesures les plus indispensables de la dictature révolutionnaire n'auraient pu qu'avec peine se concilier avec une large campagne électorale. Mais Kautsky n'a pas la moindre compréhension de ce qu'est une révolution en fait. Il pense que concilier théoriquement signifie réaliser pratiquement.

Le Comité central avait fixé les élections à la Commune au 22 mars, mais manquant de confiance en soi, s'effrayant de son illégalité, s'efforçant d'agir en accord avec une institution plus «légale» il ouvrit des pourparlers, d'ailleurs inepthes et interminables, avec l'assemblée dépourvue d'autorité, des maires et des députés de Paris, prêt à partager le pouvoir avec elle ne fût-ce que pour arriver à un accord. On perdit ainsi un temps précieux.

Marx, sur lequel Kautsky, selon une vieille habitude, lente de s'appuyer, n'a proposé en aucun cas d'élire la Commune et de lancer simultanément les ouvriers dans une campagne militaire. Dans sa lettre à Kugelmann du 12 avril 1871 Marx écrivait que le Comité central de la garde nationale avait bien trop tôt fait abandon de ses pouvoirs pour laisser le champ libre à la Commune. Kautsky, selon ses propres paroles, «ne comprend pas» cette opinion de Marx. La chose est bien simple. Marx comprenait en tous cas que la tâche consistait non à courir après la légalité mais à porter un coup mortel à l'ennemi. Si le Comité central avait été composé de vrais révolutionnaires—dit fort justement Lavrov—il eût dû agir bien différemment. Il eût été impardonnable de sa part d'accorder 10 jours à ses ennemis avant l'élection et la convocation de la Commune pour qu'ils puissent se remettre au moment où les dirigeants du prolétariat abandonnaient leur tâche et ne se reconnaissaient pas le droit de diriger

immédiatement le prolétariat. Le manque de préparation fatal des partis populaires produisait maintenant un Comité qui considérait ces 10 jours d'inaction comme obligatoires.

Les aspirations du Comité central désireux de remettre au plus vite le pouvoir à un gouvernement «légal» étaient moins dictées par les superstitions d'une démocratie formelle, qui, du reste, ne faisaient pas défaut que par la peur des responsabilités. Sous prétexte qu'il n'était qu'une institution provisoire, le Comité central, bien que tout l'appareil du pouvoir fût concentré entre ses mains, refusa de prendre les mesures les plus nécessaires et les plus urgentes. Or la Commune ne reprit pas la totalité du pouvoir politique au Comité central qui continua, sans beaucoup se gêner, à s'immiscer dans toutes les affaires. Il en résulta une dualité de pouvoir excessivement dangereuse notamment pour la situation militaire.

Le 3 mai le Comité central envoya à la Commune une députation qui exigea la remise de la direction du ministère de la guerre. De nouveau—comme le dit Lissagaray,—cette question fut soulevée: «s'il convenait de dissoudre le Comité central ou de l'arrêter, ou s'il fallait lui remettre la direction du ministère de la guerre».

D'une façon générale, il s'agissait ici, non des principes de la démocratie, mais de l'absence chez les deux parties d'un programme d'action net, et du désir commun, tant à l'organisation révolutionnaire absolue, personnifiée par le Comité central, qu'à l'organisation «démocratique», la Commune, de se décharger l'un sur l'autre des responsabilités, tout en ne renonçant pas totalement au pouvoir. De tels rapports politiques ne sont pas dignes d'imitation.

«Mais le Comité central—ainsi se console Kautsky—n'a jamais tenté de porter atteinte au principe en vertu duquel le pouvoir supérieur doit appartenir aux élus du suffrage universel. Sur ce point la Commune de Paris était nettement opposée à la République soviétiste» (p. 55). Il n'y eut pas d'unité de volonté gouvernementale, pas plus que d'audace révolutionnaire, mais il y eut dualité de pouvoir et le résultat en fut un écroulement rapide et épouvantable. En revanche—et n'est-ce pas une consolation suffisante?—aucune atteinte ne fut portée au «principe» de la démocratie.

La Commune démocratique et la dictature révolutionnaire.

Le camarade Lénine a déjà démontré, à Kautsky, que tenter de dépendre la Commune comme une démocratie formelle n'est que charlatanisme théorique. La Commune, tant par les traditions que par les intentions de ceux qui la dirigeaient—les Blanquistes,—était l'expression de la dictature révolutionnaire d'une ville sur le pays tout entier. Il en fut ainsi dans la Grande Révolution française; il en eût été de même dans la révolution de 1871 si la Commune ne fût pas tombée si vite. Le fait que dans Paris même le pouvoir ait été élu sur la base du suffrage uni-

versel, n'exclut pas l'autre fait bien plus important: l'action militaire de la Commune, d'une ville, contre la France paysanne, c'est-à-dire contre toute la nation. Pour que le grand démocrate Kautsky puisse être avec raison satisfait il eût fallu que les révolutionnaires de la Commune questionnassent au préalable, par la voie du suffrage universel, toute la population de la France pour savoir si oui ou non on devait faire la guerre aux bandes de Thiers.

Enfin, dans Paris même, les élections s'effectuèrent après la fuite de la bourgeoisie, parisienne de Thiers, tout au moins de ses éléments les plus actifs, et après l'évacuation des armées de l'ordre. La bourgeoisie qui restait à Paris, malgré toute son imperpénence, n'en redoutait pas moins les batailles révolutionnaires et c'est sous l'impression de cette crainte,—pressentiment de l'inévitable terreur rouge de l'avenir,—que se passèrent les élections. Se consoler de ce que le Comité central de la garde nationale sous la dictature duquel—par malheur dictature molle et informe—s'effectuaient les élections à la Commune, n'ait pas au principe du suffrage universel, c'est, en réalité, donner des coups d'épée dans l'eau.

Multipliant les comparaisons stériles Kautsky profite de l'ignorance de ses lecteurs. A Pétersbourg, en novembre 1917, nous avons aussi élu une Commune (la Douma municipale) sur la base du même suffrage «démocratique» sans restrictions pour la bourgeoisie. Ces élections par suite du boycottage des partis bourgeois nous donnèrent une écrasante majorité (*). La douma élue démocratiquement se soumit volontairement au Soviet de Pétersbourg, c'est-à-dire qu'elle mit le fait de la dictature du prolétariat au-dessus du «principe» du suffrage universel; et quelque temps après elle se dissolvait de sa propre initiative en faveur d'une des sections du Soviet pétersbourgeois. De la sorte le Soviet de Pétersbourg—ce vrai père du pouvoir soviétiste—a pour lui la grâce divine, une auréole formellement démocratique, qui ne le cède en rien à celle de la Commune de Paris.

Lors des élections du 26 mars, 90 membres avaient été élus à la Commune. Parmi eux se trouvaient 15 membres du parti gouvernemental (Thiers) et six radicaux bourgeois qui tout en étant les adversaires du gouvernement n'en condamnaient pas moins l'insurrection des ouvriers parisiens.

«La République soviétiste — nous apprend Kautsky—n'aurait jamais toléré que de pareils éléments contre-révolutionnaires fussent admis ne serait-ce que comme candidats, et à plus forte

(*) Il n'est pas sans intérêt de noter qu'aux élections communales de 1871, à Paris, 230.000 électeurs participèrent. Aux élections municipales de novembre 1917, à Pétersbourg, en dépit du boycottage des élections par tous les partis, sauf le nôtre et celui des socialistes-révolutionnaires qui n'avait dans la capitale presque aucune influence 400.000 électeurs participèrent. Paris en 1871 comptait 2.000.000 d'habitants. Pétersbourg en 1917 en comptait 2.000.000. Il faut prendre en considération que notre système électoral était incomparablement plus démocratique, le Comité central de la garde nationale ayant fait les élections sur la base de la loi électorale de l'empire.

raison comme élus. La Commune par respect de la démocratie ne mit pas le moindre obstacle à l'élection de ses adversaires» (p. 55-56). Nous avons déjà vu plus haut Kautsky battre la campagne dans tous les sens. En premier lieu, dans la phase analogue, du développement de la révolution russe on a procédé à des élections démocratiques à la Commune de Pétersbourg, élections pendant lesquelles le pouvoir soviétiste laissa toute latitude aux partis et si les cadets, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks qui avaient leur presse, qui conviaient ouvertement la population au renversement du pouvoir soviétiste, boycottèrent ces élections, c'est uniquement parce qu'ils espéraient à cette époque en finir promptement avec nous par la force des armes. En second lieu, il n'y eut pas dans la Commune de Paris de démocratie qui groupât toutes les classes. Pour les députés bourgeois, — conservateurs, libéraux, gambettistes — il ne s'y trouva pas de place.

«Presque tous ces personnages — écrit Lavrof, — soit sur le champ, soit très vite, sortirent des Conseils de la Commune; certes, ils auraient pu être les représentants de Paris, — de la ville libre sous l'administration de la bourgeoisie — mais ils furent totalement déplacés dans la Commune, qui bon gré, mal gré, consciemment ou inconsciemment, complètement ou incomplètement, mais tout de même incarnait la révolution du prolétariat et la tentative quoique faible de créer les formes d'une société qui se fût harmonisée avec cette révolution» (p. 111-112). Si la bourgeoisie pétersbourgeoise n'avait pas boycotté les élections communales, ses représentants fussent entrés à la Douma de Pétrograd. Ils y seraient restés jusqu'à la première insurrection des socialistes-révolutionnaires et des cadets, après quoi — avec ou sans la permission de Kautsky — ils eussent été probablement arrêtés s'ils n'eussent pas quittés la Douma à temps, comme d'ailleurs l'avaient fait à un certain moment les membres bourgeois de la Commune de Paris. Le cours des événements fut resté le même, si ce n'est que quelques épisodes se fussent passés autrement.

Glorifiant la démocratie de la Commune et en même temps l'accusant d'avoir manqué de hardiesse à l'égard de Versailles, Kautsky ne comprend pas que les élections communales qui se firent avec la participation à double sens des maires et des députés «légaux» reflétaient l'espoir de la conclusion d'un accord pacifique avec Versailles. C'est pourtant là tout le fond des choses. Les dirigeants voulaient une entente et non la lutte. Les masses n'avaient pas encore épuisé leurs illusions. Les pseudo-autorités révolutionnaires n'avaient pas encore eu le temps de s'effondrer lamentablement. Et le tout s'appelait «démocratie».

«Nous devons dominer nos ennemis par la force morale... — préconisait Vermorel. — Il ne faut pas toucher à la liberté et à la vie de l'individu...» Vermorel qui aspirait à conjurer la «guerre civile» conviait la bourgeoisie libérale qu'il stigmatisait jadis si impitoyablement, à former un «pouvoir régulier, reconnu et respecté par toute la population parisienne». Le *Journal Officiel* publié

sous la direction de l'internationaliste Longuet écrivait: «Le regrettable malentendu qui, dans les journées de juin (1848), a armé l'une contre l'autre deux classes sociales ne peut déjà plus se reproduire. L'antagonisme des classes a cessé d'être» (30 mars). Et plus loin: «Désormais, toute discorde a disparu, parce que jamais il n'y eut aussi peu de haine et d'antagonisme sociaux» (3 avril). A la séance de la Commune, du 25 avril, ce ne fut pas sans raison que Jourde se vanta que «la Commune n'eut jamais porté atteinte à la propriété». C'est ainsi qu'il s'imaginait conquérir l'opinion des milieux bourgeois et s'acheminer vers un accord.

«Ces assurances — dit fort justement Lavrof — ne désarmèrent nullement les ennemis du prolétariat qui comprenaient parfaitement combien le triomphe de celui-ci les menaçait; par contre elles enlevèrent au prolétariat toute énergie combattive, et l'aveuglèrent, comme à dessein, en présence d'ennemis irréductibles» (p. 137). Mais ces assurances émollientes étaient indissolublement liées à la fiction de la démocratie. La forme de pseudo-légalité faisait croire que la question pouvait se solutionner sans lutte. «En ce qui concerne les masses de la population — écrit un membre de la Commune, Arthur Arnoult — elles croyaient, non sans quelque raison, à l'existence d'une entente tacite avec le gouvernement». Impuissants à s'allier la bourgeoisie les conciliateurs, comme toujours, induisaient le prolétariat en erreur.

Que dans les conditions de l'inévitable guerre civile qui se commençait déjà, le parlementarisme n'exprimât plus que l'impuissance conciliatrice des groupes dirigeants, c'est ce que témoigne de la façon la plus évidente, la procédure insensée des élections complémentaires à la Commune (16 avril). A ce moment «on n'avait que faire du vote» — écrit Arthur Arnoult. — La situation était devenue tragique, au point qu'on n'avait plus ni le loisir, ni le sang-froid nécessaires pour que les élections générales pussent faire leur œuvre. «Tous les hommes fidèles à la Commune, étaient sur les fortifications, dans les forêts, dans les postes avancés. Le peuple n'attachait aucune importance à ces élections complémentaires. Ce n'était au fond que du parlementarisme. L'heure n'était plus à compter les électeurs, mais à avoir des soldats; à ne pas vouloir connaître si nous avions grandi ou baissé dans l'opinion de Paris, mais à défendre celui-ci contre les Versaillais». Ces paroles auraient pu faire comprendre à Kautsky pourquoi il n'est pas si facile de combiner dans la réalité la guerre de classe avec une démocratie groupant toutes les classes.

«La Commune n'est pas une Assemblée Constituante, écrivait dans sa publication *Millière*, une de plus belles têtes de la Commune — elle est un Conseil de guerre. Elle ne doit avoir qu'un but: la victoire; qu'une arme: la force; qu'une loi: celle du salut public».

«Ils n'ont jamais pu comprendre — s'écrie Lisagaray en accusant les leaders — que la Commune était une barricade et non une administration». Ils ne commencèrent à le comprendre qu'à la fin lorsqu'il était déjà trop tard. Kautsky ne l'a pas

encore compris. Et rien ne fait prévoir qu'il le comprendra un jour.

La Commune a été la négation vivante de la démocratie formelle, car dans son développement elle a marqué la dictature du Paris ouvrier sur la nation paysanne. Ce fait domine tous les autres. Quels que fussent les efforts des routiniers politiques au sein de la Commune même pour se cramponner à la visibilité de la légalité démocratique chaque action de la Commune, insuffisante pour la victoire était suffisante pour convaincre de sa nature illégale.

La Commune, c'est-à-dire la municipalité parisienne, abrogea la conscription nationale. Elle initia son organe officiel: «journal officiel de la République française». Bien que timidement elle toucha à la Banque de France. Elle proclama la séparation de l'Eglise et de l'Etat et supprima le budget des cultes. Elle entra en relations avec les Ambassades étrangères, etc., etc. Tout cela, elle le fit au nom de la dictature révolutionnaire. Mais le démocrate Clémenceau qui à l'époque était encore vert ne voulut pas reconnaître ce droit.

A l'Assemblée avec le Comité central Clémenceau déclara: «l'insurrection a un motif illégal. Bientôt le Comité deviendra ridicule et ses décrets méprisables. De plus Paris n'a pas le droit de s'insurger contre la France et doit accepter formellement l'autorité de l'Assemblée».

La tâche de la Commune était de dissoudre l'Assemblée nationale. Malheureusement, elle n'y est point parvenue. Et Kautsky, maintenant se met en quête, pour ces desseins criminels, de circonstances atténuantes.

Il argue de ce que les Communards avaient à l'Assemblée nationale des adversaires monarchistes, tandis qu'à l'Assemblée Constituante nous avions contre nous ... des socialistes, en l'occurrence socialistes-révolutionnaires et menchéviks. C'est bien ce qu'on peut appeler une totale éclipse d'esprit! Kautsky parle des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, mais il oublie l'unique ennemi sérieux: les cadets. Ils constituaient précisément notre parti «versaillais» russe, c'est-à-dire le bloc des propriétaires au nom de la propriété, et le professeur Milioukov parodiait de son mieux le petit grand homme. De bonne heure — bien avant la Révolution d'octobre — Milioukov s'était mis à la recherche d'un Gallifet qu'il avait tour à tour cru trouver en les personnes des généraux Kornilov, Alexeïev, Kalédine, Krassnov; et après que Koltchak eut relégué à l'arrière plan les partis politiques et dissout l'Assemblée Constituante, le parti cadet, l'unique parti bourgeois sérieux, de nature essentiellement monarchique, non seulement ne lui refusa pas son appui, mais au contraire l'entoura d'une sympathie toujours plus grande.

Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires ne jouèrent chez nous aucun rôle autonome, comme il en est d'ailleurs du parti Kautsky dans les événements révolutionnaires d'Allemagne. Ils avaient édifié toute leur politique sur la coalition avec les cadets, leur assurant ainsi une si-

tuation prépondérante qui ne correspondait guère à la corrélation des forces politiques. Les partis socialiste-révolutionnaire et menchévik n'étaient qu'un appareil de transmission destiné à gagner dans les meetings et aux élections la confiance politique des masses révolutionnaires réveillées, pour en faire bénéficier l'impérialiste parti contre-révolutionnaire cadet, — indépendamment d'ailleurs de l'issue des élections. La dépendance de la majorité menchévik et socialiste-révolutionnaire à l'égard de la minorité cadette n'était qu'une raillerie mal dissimulée de la démocratie. Mais ce n'est pas tout. Dans toutes les parties du pays, où le régime «démocratique» subsistait assez longtemps, il se terminait inévitablement par un coup d'état contre-révolutionnaire. Il en fut ainsi en Ukraine où la Rada démocratique, qui avait vendu le pouvoir soviétiste à l'impérialisme allemand, se vit elle-même rejetée par la monarchie de Skoropadsky. Il en fut ainsi au Kouban, où la Rada démocratique disparut sous le talon de Dénikine. Il en fut ainsi — et c'est l'expérience la plus importante de notre «démocratie» — en Sibérie, où l'Assemblée Constituante officiellement gouvernée par les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, — par suite de l'absence des bolchéviks, — en fait dirigée par les cadets, conduisit à la dictature de l'amiral tsariste Koltchak. Il en fut ainsi dans le Nord, où les membres de la Constituante, personnifiés par le gouvernement du socialiste-révolutionnaire Tchaïkovsky, ne furent que des figurants en présence desquels agissaient les généraux contre-révolutionnaires russes et anglais. Dans tous les petits gouvernements limitrophes les choses se sont passées ou se passent ainsi: en Finlande, en Esthonie, en Lithuanie, en Lettonie, en Pologne, en Géorgie, en Arménie, où sous le pavillon formel de la démocratie le régime des propriétaires, des capitalistes et du militarisme étranger s'affermirait.

L'ouvrier parisien de 1871. — Le prolétariat pétersbourgeois de 1917.

Un des plus grossiers parallèles, que rien ne justifie, et qui en est politiquement une honte, tracé par Kautsky entre la Commune et la Russie soviétiste est bien celui qui concerne le caractère de l'ouvrier parisien de 1871 et du prolétaire russe en 1917-1919. Kautsky nous dépeint le premier comme un enthousiaste révolutionnaire, capable de la plus haute abnégation, tandis qu'il nous représente le second comme un égoïste, un profiteuse, un anarchiste forcené.

L'ouvrier parisien a derrière lui un passé trop bien défini pour avoir besoin de recommandations révolutionnaires — ou pour devoir se défendre des louanges du Kautsky actuel. Néanmoins le prolétariat de Pétersbourg n'a pas et ne peut avoir de motifs de renoncer à se comparer à son frère aîné. Les trois années de lutte ininterrompue des ouvriers pétersbourgeois — d'abord pour la conquête du pouvoir, — ensuite pour son maintien et son affermissement au milieu de souffrances telles qu'on n'en vit, malgré la faim, le froid, les dangers continuels, constituent un fait excep-

tionnel dans les annales de l'héroïsme et de l'abnégation des masses. Kautsky, comme nous le montrons par ailleurs, prend pour les comparer à l'élite des Communards les éléments les plus obscurs du prolétariat russe. Il ne se distingue en rien sur ce point des sycophantes bourgeois pour lesquels les morts de la Commune sont incomparablement plus sympathiques que les vivants. Le prolétariat pétersbourgeois a pris le pouvoir quarante-cinq ans après le prolétariat parisien. Ce laps de temps nous a doté d'une immense supériorité. Le caractère petit-bourgeois et artisan du vieux et en partie du nouveau Paris est totalement étranger à Pétersbourg, centre de l'industrie la plus concentrée du monde. Cette dernière circonstance nous a facilités considérablement et nos tâches d'agitation et d'organisation, et l'établissement du système soviétique. Notre prolétariat est loin de posséder les riches traditions du prolétariat français. Mais en revanche, au début de la Révolution présente, la grande expérience des insuccès de 1905, était encore vivante dans la mémoire de la génération aînée qui n'oubliait pas quel devoir de vengeance lui avait été légué.

Les ouvriers russes ne sont pas passés, comme les ouvriers français, par la longue école de la démocratie et du parlementarisme, école qui à certaines époques fut un facteur important dans la culture politique du prolétariat. Mais, d'autre part, l'amertume des déceptions et le poison du scepticisme (qui lient la volonté révolutionnaire du prolétariat français — jusqu'à une heure que nous espérons proche), — n'avaient pas eu le temps de se déposer dans l'âme de la classe ouvrière russe.

La Commune de Paris a subi une défaite militaire avant que devant elle se fussent dressés, de toute leur hauteur, les questions économiques. En dépit des magnifiques qualités guerrières des ouvriers parisiens la situation militaire de la Commune fut de bonne heure désespérée: l'indécision et l'esprit de conciliation des sphères supérieures avaient engendré la désagrégation des couches inférieures.

La solde de garde national était payée à 162.000 simples soldats et à 6.500 officiers, mais le nombre de ceux qui réellement allaient au combat, surtout après la sortie infructueuse du 3 avril, variait entre vingt et trente mille.

Ces faits ne compromettent nullement les ouvriers parisiens et ne donnent à personne le droit de nier leur courage ou de les qualifier déserteurs, — bien que les cas de désertion n'eussent certainement pas fait défaut parmi eux. La capacité guerrière d'une armée requiert surtout l'existence d'un appareil de direction régulier et centralisé. Les Communards n'en avaient pas même l'idée.

Le Département de la guerre de la Commune siégeait, selon l'expression d'un auteur, dans une chambre sombre où tout le monde se bousculait. Le bureau du ministère était rempli d'officiers, de gardes nationaux qui exigeaient soit des fournitures militaires, soit des approvisionnements, ou qui se plaignaient qu'on ne les relevât pas. On les renvoyait au Commandement de la place. «Certains bataillons restaient dans les tranchées de 20 à 30

jours tandis que les autres étaient constamment en réserves. Cette insouciance tua bien vite toute discipline. Les plus courageux ne voulaient plus dépendre que d'eux-mêmes; les autres se défilèrent. Les officiers agissaient de même; les uns abandonnaient leur poste pour aller au secours du voisin subissant le feu de l'ennemi; les autres partaient en ville... (La Commune de Paris de 1871. P. Lavrov 1919 p. 100).

Pareil régime ne pouvait pas rester impuni. La Commune fut noyée dans le sang. Mais à ce sujet vous trouvez chez Kautsky une consolation unique en son genre: «La conduite de la guerre — dit-il en secouant la tête — n'est pas en général le côté fort du prolétariat» (p. 76).

Cet aphorisme digne de Pangloss est à la hauteur d'un autre aphorisme de Kautsky, à savoir: que l'Internationale n'est pas une arme du temps de guerre, étant par sa nature «un instrument de paix».

Le Kautsky actuel se résume au fond, tout entier, dans ces deux aphorismes; et sa valeur est à peine supérieure au zéro absolu. «La conduite de la guerre, voyez-vous, n'est pas en général le côté fort du prolétariat; d'autant plus que l'Internationale n'a pas été créée pour une période de guerre! Le balau de Kautsky a été construit pour naviguer sur les eaux tranquilles des étangs, et non pour affronter la pleine mer et traverser les orages. S'il commence à faire eau et s'il coule maintenant à fond les torts sont évidemment du côté de la tempête, des éléments, de l'immensité des vagues et de toute une série d'autres circonstances imprévues auxquelles Kautsky ne destinait pas son magnifique instrument.

Le prolétariat international s'est donné pour tâche de conquérir le pouvoir. Que la guerre civile «en général» soit ou non un des attributs indispensables de la révolution «en général», il n'en reste pas moins incontestable que le mouvement en avant du prolétariat, en Russie, en Allemagne et dans certaines parties de l'ancienne Autriche-Hongrie a revêtu la forme d'une guerre civile à outrance, et ce non seulement sur les fronts intérieurs, mais sur les fronts extérieurs. Si la conduite de la guerre n'est pas le côté fort du prolétariat et si l'Internationale ouvrière n'est bonne que pour les époques pacifiques, il faut faire croix sur la révolution et sur le socialisme car la conduite de la guerre est un des côtés suffisamment forts du gouvernement capitaliste, qui, sans guerre, ne permettra certes pas à l'ouvrier d'arriver au pouvoir. Il ne reste plus qu'à considérer ce qu'on appelle «démocratie socialiste», comme un parasite de la société capitaliste et du parlementarisme bourgeois, c'est-à-dire à sanctionner ouvertement ce que font en politique les Ebert, les Sheidemann, les Renaudel et ce contre quoi, Kautsky, nous semble-t-il, s'élève encore.

La conduite de la guerre n'était pas le côté fort de la Commune. C'est la raison qui fait qu'elle a été écrasée. Et comme elle fut écrasée impitoyablement!

«Il faut remonter, — écrivait en son temps l'historien libéral, plutôt modéré libéral, Fiaux — aux proscriptions de Sulla, d'Antoine et d'Octave pour

trouver pareils assassinats dans l'histoire des nations civilisées; les guerres religieuses sous les derniers Valois, la nuit de la Saint-Barthélemy, l'époque de la terreur, n'étaient en comparaison que des jeux d'enfants. Dans la seule dernière semaine de mai on a relevé à Paris 17.000 cadavres de fédérés insurgés... On tuait encore vers le 15 juin».

...«La conduite de la guerre, en général, n'est pas le côté fort du prolétariat»...

Mais c'est faux! Les ouvriers russes ont montré qu'ils sont capables de se rendre maître aussi de «la machine de guerre». Et nous voyons ici un énorme progrès réalisé sur la Commune. Ce n'est pas une abjuration de la Commune—car la tradition de la Commune n'est pas dans son impuissance—mais la continuation de son œuvre. La Commune a été faible. Pour achever son œuvre nous sommes devenus forts. On a écrasé la Commune. Nous portons coup sur coup à ses bourreaux. La Commune nous la vengeons et nous prenons sa revanche.

Des 167.000 gardes nationaux qui recevaient leur solde 20 ou 30 mille allaient au combat. Ces chiffres servent de matière intéressante pour les déductions qu'on peut tirer du rôle de la démocratie formelle en période révolutionnaire. Le sort de la Commune de Paris ne s'est pas décidé dans

les élections, mais dans les combats contre les armées de Thiers.

Mais en fait, 20 ou 30 mille hommes, minorité la plus dévouée et la plus combattive, fixèrent dans les combats les destinées de la Commune. Cette minorité ne se tenait pas à l'écart, elle ne faisait qu'exprimer avec plus de courage et d'abnégation la volonté de la majorité. Mais ce n'était tout de même que la minorité. Les autres, qui se cachèrent au moment critique, n'étaient pas hostiles à la Commune, au contraire, ils la soutenaient activement ou passivement, mais ils étaient moins conscients, moins résolus. Sur l'arène de la démocratie politique l'infériorité de leur sens social rendit possible la duperie des aventuriers, des chevaliers d'industrie, des parlementaires petits-bourgeois et des honnêtes lourdeaux qui se leurrèrent eux-mêmes. Mais lorsqu'il s'agit d'une guerre de classe déclarée, ils suivirent, plus ou moins, la minorité dévouée. Cette situation trouva encore son expression dans l'organisation de la garde nationale. Si l'existence de la Commune s'était prolongée, ces rapports réciproques entre l'avant-garde et la masse du prolétariat se fussent renforcés de plus en plus. L'organisation qui se fût constituée et consolidée dans le processus d'une lutte déclarée, en tant qu'organisation des masses laborieuses serait devenue celle de leur dictature, le Soviet des députés du prolétariat en armes.

L. TROTSKY.





DE STRASBOURG A MOSCOU

I.

Le Congrès du Parti Socialiste Français tenu à Strasbourg du 25 au 29 janvier 1920 marque une date dans l'histoire du mouvement révolutionnaire international. Jamais Congrès n'avait soulevé durant les semaines qui le précéderent, de si nombreuses, ardentes et violentes discussions. Et toutes ces discussions, controverses et polémiques gravitèrent essentiellement autour de la question de la II-e Internationale. Dans la presse socialiste aussi bien que durant l'entière session du Congrès la lutte fut vive entre les internationalistes conséquents et résolus groupés autour de Lorient et les social-opportunistes qui s'infiltrent les «reconstructeurs», représentés par Jean Longuet, Mayéras, Pressemanne, Daniel Renault, Paul Faure et Frossard et appuyés dans une large mesure par les droitiers du Parti — lesquels sont réduits à présent à leur plus simple expression. A une forte majorité, le Congrès de Strasbourg a décidé, à l'exemple des social-démocrates indépendants d'Allemagne de se retirer de la II-e Internationale (4.330 voix contre 337 recueillies par une motion Renaudel). Le Parti n'a pas osé encore se rallier à l'Internationale Communiste, mais le camarade Lorient qui voici un an, lorsque fut posée pour la première fois la question de la III-e Internationale réussissait à agglomérer autour de sa résolution 256 mandats, en a recueilli cette fois 1621.

Malgré son orientation hésitante, confuse, incertaine, pour tout dire équivoque, le Parti socialiste français au cours des derniers mois a recruté un très grand nombre d'adhérents — et ceux-ci seraient plus nombreux encore si la politique du Parti avait été nettement à gauche. Le rapport du secrétaire général Frossard a donné la statistique suivante :

Paris décembre 1915	24.638	adhérents
Paris novembre 1916	24.854	»
Bordeaux 1917	28.069	»
Paris 1918	34.063	»
Strasbourg 1920	133.327	»

soit en un an, de 1918 à 1920, une augmentation de 90.264. A noter qu'à la veille de la guerre en juillet 1914, le Parti groupait 93.218 membres. La preuve que la plupart des nouvelles recrues sont des extrémistes est que les Fédérations qui se sont le plus développées depuis un an sont précisément celles-là qui ont donné leur adhésion à la III-e Internationale. Paul Faure, le rédacteur en chef du *Populaire* et qu'on situe généralement

à gauche de Jean Longuet en fit d'ailleurs lui-même l'aveu dans un article intitulé : *Ceux qui viennent à nous*. «Les nouveaux venus nous arrivent avec de chauds enthousiasmes, des nerfs en bataille, des impatiences, un sentimentalisme vibrant». Et à la fin de son article, oubliant qu'il est un des spécimens les plus représentatifs du confusionnisme et que son attitude est sans cesse vacillante, il demande aux «camarades d'une extrême-gauche à la boussole un peu vacillante» de faire un effort de conscience et de ne pas gêner la partie! Entendez par là qu'il prie les internationalistes de ne pas être conséquents.

L'exemple de la Fédération de la Seine, qui compte plus de 18.000 adhérents, est typique à cet égard. Au Congrès Fédéral d'avril 1919, les partisans de la II-e Internationale sans réserves, se comptaient sur une motion du centriste Léon Blum : 1.305 voix; le nombre des opportunistes maintenant l'affiliation du Parti à la II-e Internationale sous condition (motion Verfeuil) s'élevait à 3.999; enfin les partisans de l'adhésion pure et simple à la III-e Internationale réunissaient 2.214 voix. En février 1920 la résolution Renaudel sur laquelle se comptent les partisans de la II-e Internationale groupe 616 voix; celle des «Reconstructeurs» décidant la sortie de la II-e Internationale et l'entrée en pourparlers avec la III-e : 5.988; celle enfin du camarade Lorient (adhésion pure et simple à l'Internationale Communiste de Moscou); 9.930 voix.

Autre exemple caractéristique : la Fédération du Pas-de-Calais qui en 1914 comptait 3.275 membres, en 1918 : 1.950 seulement et aujourd'hui : 11.950, et dont les huit députés à la Chambre sont hostiles à la III-e Internationale, après une longue discussion s'est ainsi prononcée : 236 délégués pour la III-e Internationale, 136 pour la résolution des opportunistes «reconstructeurs», 123 pour la motion maintenant l'incorporation du Parti à l'Internationale Jaune.

Troisième exemple singulièrement probant. S'il est une région où le chauvinisme français s'était développé pendant toute la guerre impérialiste c'est l'Alsace-Lorraine. Eh bien, lors du Congrès de la Fédération du Haut-Rhin qui se compose actuellement de 4.300 adhérents, sur 70 délégués, 42 se sont prononcés pour le texte Lorient. Le porte-paroles de la tendance internationaliste est le camarade Kuhn, secrétaire des mineurs lequel a critiqué vivement à la fois les social-patriotes français et allemands et a rejeté le principe de la défense nationale. Au Congrès de Strasbourg, Kuhn qui s'exprima en allemand et dont le discours fut traduit par la camarade Henriette Ro-

land-Holst, déclara que le courant chauvin était très fort en Alsace, non pas seulement à cause de la présence et de la politique du renégat officiel Millerand — qui, comme on sait, fut haut-commissaire — mais par la faute de certains socialistes; il affirma que les Grumbach et les Weill ne représentaient nullement la masse et il assimila Thomas à Noske. Son discours fut certes, celui qui fut animé du plus pur esprit révolutionnaire: «On repousse, dit-il, la dictature du prolétariat, mais on accepte la dictature du capitalisme. L'unité socialiste se fera au besoin contre les chefs. La vague russe nous lavera du préjugé nationaliste qui nous a fait défendre la patrie bourgeoise et qui a fait s'entretenir les travailleurs».

II.

S'il faut se réjouir du renforcement considérable des éléments internationalistes et révolutionnaires, il faut déplorer l'indécision, la faiblesse, l'inconséquence de certains camarades. C'est ainsi par exemple que le cam. Tommasi qui appartient aux syndicats minoritaires (Aviation) et défendait naguère le point de vue de l'extrême-gauche s'est uni aux «reconstructeurs» dont il a signé la résolution et à Strasbourg il a vivement reproché aux partisans de Lorioi leur extrémisme intransigeant. J. L. Chastanet, rédacteur du *Droit du Peuple* de Grenoble fit d'abord dans son organe une campagne en faveur de la III-e Internationale. Dans les premiers jours de février il écrivait: «L'argument de ceux qui ne veulent pas que Moscou domine toute l'Internationale, me fait songer à ceux qui, au cours de la guerre, agitaient le spectre d'une Internationale manœuvrée par Berlin. L'argument ne tient pas. En effet, dans l'Internationale reconstruite, Moscou ou la République des Soviets ne compteraient que pour une section et devrait tenir compte de l'opinion des vingt ou vingt-cinq autres sections».

«Mais le temps presse, dis-je. Sachons, chers camarades, faire le sacrifice des mesquines questions d'amour-propre ou de convenances personnelles et adhérons, sans retard comme sans hésitation, à la seule Internationale digne du nom et du socialisme, à la Troisième».

Quelques jours après, accomplissant une subite volte-face, il défendait la résolution des «reconstructeurs». Voilà comment se comportent en certaines circonstances des éléments instables entraînés dans le tourbillon du confusionnisme.

C'est pourquoi il faut se montrer circonspect et ne pas se faire trop d'illusions sur l'évolution rapide de certains opportunistes. Tant il est vrai de dire que si les talents sont nombreux en France les caractères y sont rares. Surtout parmi les intellectuels. On en voit adhérer fermement, farouchement — en paroles — à la III-e Internationale — et sans imiter l'exemple de Chastanet être d'une inconséquence regrettable et contribuer à la confusion dans laquelle est plongée trop souvent la masse que le sûr instinct conduit à la Révolution et à la dictature du prolétariat. Il existe à Paris, rue de Bretagne, une école marxiste. Des professeurs y font des cours excellents et commentent le *Manifeste Communiste* et les

œuvres de Karl Marx. Le Parti ferait bien d'obliger tous les intellectuels à y assister; car s'ils ont le temps de rédiger des articles, de composer des livres et de prononcer des discours, ils n'ont pas de loisirs pour étudier la doctrine marxiste. Le cam. Georges Pioch est plein de talent et de tempérament. Il a publié des articles et tenu des discours très courageux. Il a signé en compagnie des camarades Lorioi, Souvarine, A. Coen, Oscar Bloch, etc... un appel aux militants, sections et fédérations du Parti les conviant au programme, à l'action et à l'organisation de l'Internationale Communiste. Or dans un article paru dans le *Populaire* du 6 janvier 1920, sous le titre *La France devant M. Caillaux* prenant la défense de l'ancien président du Conseil, il écrit, après avoir rappelé l'intervention de Jaurès dont ce fut «une gloire toute socialiste» en faveur du capitaine Dreyfus: «Je ne suis pas, politiquement parlant, un partisan de M. Caillaux, mais aux nationalistes qui professent: «Tout ce qui est national est nôtre», je sais bien qu'il nous faut répondre, aujourd'hui plus que jamais: «Est nôtre tout ce qui est international». Si l'on appliquait le principe ainsi posé par Pioch, on dirait: «Le capitalisme est international donc il est nôtre». Et plus loin Pioch continue: «Le Parti socialiste se doit à M. Caillaux non pour le suivre, mais pour défendre et sauver en lui ce qui, seul, vaut dignement d'être vécu». Comprenez qui pourra!

Ce confusionnisme, apanage des intellectuels français, nous l'observons dans le groupe *Clarté* qui a pour initiateur Henri Barbusse, écrivain de grand et admirable talent. Le groupe *Clarté* dont le titre ne répond pas au caractère confus de ses actes a organisé un meeting consacré à la III-e Internationale et au cours duquel parlèrent Lorioi, Saumoneau, Pierre Monatte et Raymond Lefebvre... et d'autre part publié des cahiers comprenant parmi les collaborateurs l'innommable Grumbach!

III.

Ce confusionnisme nous le trouvons largement épanoui chez les opportunistes qui s'intitulent à présent les *Reconstructeurs*, qui sous la poussée des masses et de l'extrême-gauche du Parti Socialiste répudient la II-e Internationale, mais n'osent franchir le seuil de la III-e. C'est avec raison que dans un article qu'il écrivait dans le *Journal du Peuple* (*) le camarade Lorioi affirmait: «... les reconstructeurs restent dans la question de l'Internationale les éternels confusionnistes qu'ils n'ont cessé d'être au cours des cinq dernières années».

Au Congrès de Paris, en 1918, Mayéras attaquait la III-e Internationale et les bolchéviki et sentencial: «J'étais défense nationale avant la guerre, je le fus pendant et je n'en rougis pas...» Au dernier Congrès de la Seine, il récidiva et se montre plus confusionniste et opportuniste encore. Reprenant l'argument cher aux menchéviki, il accusa les bolchéviki d'être des sécessionnistes, des divisionnistes et une fois de plus confondit

(*) 8 février 1920.

le marxisme révolutionnaire conséquent, négateur de la défense de la patrie bourgeoise avec l'hervéisme, antimilitarisme de pacotille et tapageur: «Nous reconnaissons, dit-il, dans certaines propagandes les relents de l'hervéisme abject et nous y retrouvons certaines des inquiétudes que nous inspiraient avant la guerre des agents provocateurs». Mayéras, l'incorrigible individualiste et sentimental qui se tient pour l'un des plus purs d'entre les marxistes, faillit ne pas assister au Congrès de Strasbourg parce que le maire de cette ville, le citoyen Peirots — qui pendant la guerre attendrissait tant Jean Longuet — avait fait l'éloge de M. Millerand! Mais après réflexion, il s'y rendit tout de même. «Je ne vais pas à Moscou», intitulait-il un article publié dans le *Journal du Peuple*. Et il affirmait docilement: «En vérité, si les deux révolutions russes furent de grandes choses, si la deuxième en fut une étonnante, l'Internationale Communiste — la III^e — n'est encore qu'un bluff». Et l'éternel confusionniste émettant le vœu d'une réunion où seraient présents «tous ceux qui sont restés profondément, clairement socialistes» (à la manière de Mayéras et Renaudel sans doute!) continue: «Une Internationale renouée, expurgée, mise au point naîtrait de cette rencontre, — dans laquelle les bolchéviki se compromettraient d'ailleurs beaucoup moins qu'à Prinkipo, où ils voulaient tant aller ou à Copenhague, où en la personne de Litvinoff, ils se commettent diablement avec le social-traitre O'Grady!».

IV.

Avec quelques variantes, Pressemanne et Longuet ont défendu à Strasbourg le point de vue instable et équivoque qui fut toujours le leur et ils furent aidés dans leur œuvre de soi-disante «reconstruction» par Renaudel et Grumbach. Les lettres de Lénine et Trotsky à Longuet exercèrent une influence salutaire et la camarade Henriette Roland-Holsi, représentant du Parti Communiste Hollandais et du Bureau occidental de la III^e Internationale intervint, apportant sa lucidité, sa clarté, son talent, ses solides connaissances historiques et marxistes. Elle déclara qu'aucun des vieux partis n'est mûr pour venir à l'Internationale Communiste et elle cita les noms des social-traitres à exclure de l'Internationale. *L'Humanité* qui donna un compte-rendu circonstancié du Congrès omet cette énumération et s'exprime laconiquement: «Elle (la cam. Roland-Holsi) arrive à donner les noms des citoyens susceptibles d'être ainsi exclus de l'Internationale, et ces noms, respectés de tous, soulèvent des manifestations dans le Congrès».

Les porte-paroles les plus représentatifs de l'opportunistisme furent Frossard, secrétaire général du Parti et Paul Faure, rédacteur en chef du *Populaire*. Déjà dans une série d'articles et dans une tournée de conférences organisées par diverses Fédérations, Frossard avait parlé de son voyage en Suisse, voyage d'informations, dit-on, mais en réalité voyage ayant pour but de chercher avec les opportunistes constituant la direction du Parti Socialiste Suisse, en particulier Ro-

bert Grimm, Paul Graber et Huggler, un moyen pratique d'obliger l'Internationale Communiste à faire de larges concessions aux centristes. Il ne s'agit ni plus ni moins d'opérer dans l'Europe occidentale une conjonction des centres: le Parti Socialiste Suisse, le Parti social-démocrate Indépendant d'Allemagne, le Parti socialiste français, l'Independent Labour Party, et — c'est du moins l'espoir chimérique de certains opportunistes français — le Parti socialiste italien.

Durant son séjour en Suisse, Frossard a eu l'occasion également de s'entretenir avec Crispien. Crispien et Huggler se sont efforcés de démontrer que la seule force révolutionnaire organique en Allemagne est «le Parti social-démocrate indépendant et que le Parti Communiste allemand est composé de fractions et sous-fractions qui se combattent, s'excommunient et s'entredéchirent». «Partout — déclare Grimm — Moscou travaille à des scissions... Impossible d'admettre qu'on dénonce comme traitres au socialisme des hommes comme Kautsky, Ledebour et Longuet... L'erreur des Russes a toujours été de baser leur politique internationale sur des hypothèses qui ne se sont pas réalisées, sur la révolution mondiale qu'ils croyaient certaine». Aussi bien le spectre du divisonnisme, du sécessionnisme est sans cesse évoqué par les centristes. C'est ainsi que dans le *Populaire* Jean Longuet s'est fait un malin plaisir de donner la plus large publicité aux déclarations du citoyen Gollomb, membre du Parti socialiste américain d'après lesquelles seul son parti représente la masse tandis que les deux partis communistes sont des organisations auxquels adhèrent très peu d'ouvriers et qui sont obligées de prendre «une forme clandestine auquel ne convient pas le sol américain».

Quant au social-confusionniste francophile et anti-bolchévique Paul Graber, si l'on en croit Frossard, il annonce: «Je n'ai pu obtenir une formule unique et claire de la dictature du prolétariat». Et parlant de ses «amis» suisses et allemands, Frossard ponctue: «Ils veulent aller à la troisième dans des conditions qui soient compatibles avec la dignité de leurs partis et qui leur donnent pour l'avenir la sécurité dont ils ont besoin».

Paul Faure que certains camarades communistes considéraient comme étant très à gauche de Longuet et comme susceptible de se séparer du centre a fait encore machine en arrière. Contre Boris Souvarine, auteur d'une brochure sur la III^e Internationale et qui signa une série d'articles excellemment documentés et précis, il publia des articles, injustes, sournois et méchants. A Strasbourg, il a déclaré qu'il n'y a plus d'Internationale puisqu'il y en a deux! Il faut donc en faire une qui étant la seule, soit l'Internationale. — Selon le leader attiré des «reconstructeurs», la solide construction de Moscou n'existe donc pas! Dans son discours Paul Faure protesta contre les exclusives proposées, contre la «politique de la livraison des coupables» et se prononça contre le rejet de la défense nationale. Il énuméra — si l'on s'en rapporte à *L'Humanité*, les raisons traditionnelles du socialisme en faveur d'une défense nationale qui est la «défense d'une propriété destinée à devenir celle des prolétaires

quand ils se seront libérés!». Il jura enfin que jamais il n'abandonnerait ses chers amis de la Hte-Vienne — forteresse de l'opportunisme et du réformisme.

V.

Tel est le bloc centriste ébauché en Suisse et qu'à Strasbourg on a voulu dresser contre la III-e Internationale. Réformisme, socialisme petit-bourgeois, continuation du socialisme de guerre — bref opportunisme dans toute sa confusion et sa hideur. Mais les discours les plus éloquentes de ses représentants n'ont pas empêché les irréductibles révolutionnaires de voter la résolution Lorient défendue avec force et clarté, principalement par Lorient lui-même et Kuhn.

Ce qui ne veut pas dire que la plateforme de l'extrême-gauche ne soit pas modifiable. Dans la résolution concise et ferme du Comité de la III-e Internationale, on ne trouve point de paragraphe relatif à la question de la défense de la patrie bourgeoise. Et au sujet de l'exclusion des traîtres et des renégats, les camarades Lorient et Saumoneau se sont prononcés différemment.

Voici près de trois ans, dans le premier numéro de *La Nouvelle Internationale* paraissant à Genève, le camarade Lorient publiait un appel à la scission. Mais dans une conversation qu'il avait avec le signataire de ces lignes, il avouait que parmi les camarades d'extrême-gauche il était le seul à avoir ce point de vue. Est-ce que l'idée de scis-

sion a fait si peu de progrès au sein de la fraction laquelle en quelques mois pourtant a largement progressé? Si la plupart des nouveaux membres du Parti vont dès leur entrée à l'extrême-gauche il n'en est pas moins certain que bien des ouvriers essentiellement et résolument révolutionnaires, communistes, internationalistes se refusent à adhérer à un Parti qui s'est distingué dans le débâcle de la II-e Internationale, dont l'organe officiel compte parmi ses collaborateurs Bracke, Renaudel et Grumbach, qui a confié la direction du nouvel organe destiné à la propagande parmi les ouvriers des campagnes: *La voix paysanne* au traître notoire Compère-Morel et enfin dont la fraction parlementaire sous la direction des opportunistes et petits-bourgeois académiques Paul Boncour et Léon Blum (le *Lévy-Cœur* portraituré par Romain Rolland) mène une politique réformiste et de collaboration de classes.

Le prochain Congrès du Parti socialiste français donnera-t-il la majorité à l'extrême-gauche? Et dans le cas de l'affirmative est-ce vraiment la peine de batailler encore des mois au sein d'une vieille organisation plutôt que de constituer le parti véritablement révolutionnaire et communiste qui défendra intégralement le programme de la III-e Internationale et permettra au prolétariat de proclamer lorsque les circonstances le permettront la dictature du prolétariat? Je suis de ceux qui ne le pensent pas.

Henri GUILBEAUX.





LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE EN AMÉRIQUE

III. Les partis communistes.

L'*Internationale Communiste* a déjà longuement parlé, en plusieurs articles, des communistes américains. Je me bornerai donc à un exposé des événements les plus saillants du mouvement communiste et de son état actuel.

C'est en 1912 que le parti socialiste américain, opportuniste et petit-bourgeois obtint le maximum d'influence et de succès, quand il réussit à grouper un million de voix sur le nom d'Eugène Debs, candidat à la présidence et à envoyer son premier représentant, Victor Berger, au Congrès. Au cours de la même année, le parti rompit définitivement avec les éléments ouvriers révolutionnaires; après avoir rappelé le camarade Haywood du Comité Exécutif National, il introduisit dans ses statuts le fameux «paragraphe b (1) de l'article 2», connu sous la dénomination de la «clayse contre le sabotage», ce qui provoqua la sortie du parti de tous les ouvriers militants, qui avaient foi en «l'action directe».

C'est de cette année que date, en réalité, l'expérience parlementaire du parti socialiste; bien vite il confirma ses tendances réformistes et bourgeoises, si nettement exprimées dans le Programme Législatif de 1918, qui parle abondamment de l'amélioration de l'appareil gouvernemental, mais ne dit pas un mot de la classe ouvrière ni de la guerre des classes.

C'est ainsi qu'en 1912 et 1913, — époque marquée par des grèves violentes et des troubles ouvriers très graves le parti socialiste se détacha des éléments progressistes des ouvriers américains. Je me rappelle un incident stupéfiant. A cette date, Adolphe Germer, le secrétaire du parti occupait, simultanément un poste officiel au Syndicat des Ouvriers Mineurs. Pendant la grande grève des mineurs du Colorado, Germer, arguant de sa responsabilité officielle, refusa au parti socialiste d'envoyer de la littérature politique aux grévistes, la grève purement «économique» n'ayant rien à voir avec la politique. L'attitude d'Adolphe Germer provoqua la démission du parti de milliers d'ouvriers militants et, un peu plus tard, la rupture définitive du parti avec l'I. W. W., — un événement des plus regrettables de cette époque.

De même que partout ailleurs, la guerre européenne et la faillite de la Deuxième Internationale ont, tout d'abord, considérablement impres-

sionné les masses socialistes. Les membres avisés du parti, tels que Hilquitt, Walling et Spargo, se sont mis aussitôt à «expliquer» les causes de la défaillance des socialistes européens. A en croire ces messieurs, les socialistes français et allemands avaient fait tout ce qui dépendait d'eux pour conjurer la guerre et n'avaient rien à se reprocher. Mais le bon sens des masses socialistes américaines n'entendait pas trouver tout «naturel» le vote des crédits de guerre, pas plus que le cri chauvin qui devait retentir peu après: «La patrie est en danger!»

Nul autre grand peuple industriel n'a tiré de la guerre des leçons aussi édifiantes que les Américains. L'Amérique était neutre. Le peuple américain était au début de la guerre nettement impartial; il condamnait sévèrement les deux parties adverses. Pendant plus de deux ans, la classe ouvrière des États-Unis avait eu la possibilité d'observer à loisir la conflagration européenne.

Mais il y avait quelque chose, de bien plus important que les ouvriers américains pouvaient aussi observer: c'était la campagne menée par la bourgeoisie américaine en vue de jeter le pays dans la mêlée; on créait peu à peu, à cette intention, une armée considérable et une marine imposante. L'abondance des emprunts financiers et la fabrication intense et ininterrompue des munitions de guerre s'élevaient trop ouvertes ment pour qu'on pût les cacher. Les ouvriers ont pu suivre les unes après les autres toutes les phases successives de la préparation à la guerre et de la propagande en faveur de la guerre.

Tout le pays se rendait parfaitement compte que les élections présidentielles de 1916 seraient décisives. On croyait que Wilson «saurait nous maintenir hors de la guerre mondiale». Mais sur cette question les tendances bourgeoises des leaders du parti se manifestèrent bien nettement. L'opposition des socialistes américains à la guerre partait de raisons pacifiques et humanitaires. De nombreux socialistes — parmi lesquels, je le constate avec regret, se trouvait l'auteur de cet article — usèrent de toute leur influence pour soutenir la candidature de Woodrow Wilson.

A l'époque même, où l'Amérique était déjà en guerre, en 1917, malgré que le parti fut à ce moment divisé en deux camps, les leaders officiels du groupe dominant, pénétrés d'idées bourgeoises, se bornaient à préconiser toutes

(1) Le paragraphe b de l'article 2 fut supprimé en 1917 par le congrès du parti qui approuva, la déclaration de St. Louis, protestant contre la guerre.

sortes de réformes telles que «l'impôt sur les grandes fortunes pour faire face aux frais de la guerre». Maurice Hillquit, qui fut candidat socialiste à la mairie de New-York, alla même jusqu'à inaugurer, en fin de 1917, une campagne sensationnelle, soutenue par les libéraux, les socialistes-chrétiens et les nationalistes irlandais; il déclara que non seulement il n'était pas pour la sortie de l'Amérique de la guerre, mais qu'au contraire, les États-Unis devaient participer aux opérations militaires pour avoir le droit de dicter, après la guerre «une paix équitable et durable».

Les masses socialistes n'en continuaient pas moins, dans les meetings publics et privés, à discuter la question de la guerre. Une œuvre remarquable d'éducation politique y fut accomplie. Les émigrés étrangers étant donné leurs liens plus étroits avec l'Europe et leur frémissement socialiste plus solide, contribuaient puissamment à cette action. Après la sortie du parti des vieux éléments de l'I. W. W., les camarades étrangers formèrent le noyau de l'extrême gauche du mouvement socialiste américain. C'est vers cette époque que fut fondée la «Ligue de Propagande socialiste» — organisation internationaliste, que les organisations politiques étrangères appuyèrent énergiquement.

Au début de 1917, la révolution russe éclata, accueillie joyeusement par les militaristes, les libéraux et les socialistes. La présence de Kérensky, ministre de la justice, dans le nouveau cabinet russe et la formation, un peu plus tard, d'une coalition gouvernementale révolutionnaire de menchéviks et de socialistes — apparaissaient aux socialistes opportunistes américains comme une véritable révolution sociale. Cependant, en fin de printemps, quand le nom de Lénine et le mot *bolchévik* firent leur apparition dans les journaux, plusieurs leaders socialistes américains se mirent à médire des «anarchistes» et des «extrémistes» et la nouvelle des émeutes de juillet à Pétrograd, déclencha leur colère. Plus tard, après l'échec de Korniloff, ils entonnèrent les louanges de Kérensky.

Entre temps les camarades russes, lettons, lithuaniens et ukrainiens expliquaient aux membres du parti américain le véritable sens et la portée de la révolution russe. Un centre très puissant de propagande internationaliste fut formé au sein de la colonie russe sous l'égide de Troïsky, Volodarsky, Boukharine et d'autres camarades russes.

Dans ces conditions la révolution d'octobre n'a point été une surprise pour les Russes d'Amérique, qui en ont fort bien compris l'esprit et le sens. Lorsque de plus amples détails relatifs au coup d'État bolchéviste commencèrent à pénétrer en Amérique, les socialistes opportunistes les passaient sous silence ou faisaient l'éloge de la nouvelle révolution en termes très vagues. Ils devaient adopter plus tard, une attitude «impartiale» déclarant qu'ils ne savaient pas qui de Kérensky ou des bolchéviks avaient raison dans cette affaire. Mais en même temps ils regrettaient profondément qu'un groupe socialiste ait usé de violence contre un autre

groupe socialiste et protestaient énergiquement contre la suppression des journaux bourgeois.

Cependant, pour les masses socialistes, la révolution d'octobre fut une révélation de la plus haute importance. Elle leur prouvait que le prolétariat est capable de garder le pouvoir, de même qu'elle leur expliquait certains actes des leaders socialistes américains jusqu'alors difficiles à bien comprendre. Maintenant on donnait aux socialistes opportunistes le nom de «menchévik», auquel on attachait instinctivement une certaine réprobation.

La révolution allemande fut saluée par les socialistes américains comme une révolution *réelle*. L'on sait les conséquences de cet événement: la révolte des spartakistes, la création d'un gouvernement soviétique en Bavière et la répression impitoyable du mouvement extrémiste par le gouvernement «socialiste» de Scheidemann, Ebert et Noske, répression accompagnée du grand crime symbolique: l'assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxembourg. Tous ces faits ont achevé l'instruction politique des masses socialistes qui commençaient à se montrer disposées à rompre avec le parti, en même temps, qu'ils jetaient la lumière sur la fauchette et les idées politiques des leaders du vieux parti socialiste.

La déclaration anti-militariste de St-Louis, imposée aux socialistes-patriotes par la volonté de la masse révolutionnaire, et qui invitait à «résister coûte que coûte», fut totalement sabotée par les leaders du parti. Non seulement ils ne firent rien pour organiser cette résistance, mais ils tentèrent, à maintes reprises, au cours des deux années qui suivirent, sans qu'il y ait eu de congrès du parti, de faire supprimer cette déclaration par leur Comité Exécutif.

Les représentants du parti au Congrès, les autorités gouvernementales et les conseils municipaux semblaient aussi négliger et ignorer la déclaration de St-Louis. Bien que Meyer London, membre socialiste du parti, n'ait pas voté les crédits de guerre, il s'est bien gardé de protester contre ceux-ci, il a même continué à soutenir ouvertement et franchement, la cause de l'Entente. Au cours d'un meeting très mouvementé, il répondit à ses électeurs, qui lui reprochaient son attitude: «Je suis Américain avant tout». Dans tous les actes de cet homme aussi bien lorsqu'il télégraphiait ses compliments à Kérensky ou à Scheidemann que lorsqu'il félicitait le roi d'Italie à l'occasion de son anniversaire de sa naissance, on voyait le traître au socialisme. En dépit du mécontentement de ses électeurs ouvriers, les leaders de la fraction new-yorkaise du parti, réussirent, par un stratagème politique, à poser de nouveau sa candidature; mais il fut battu, la plupart des membres du parti l'ayant abandonné lors des élections. Les législateurs socialistes de l'état de New-York se déclarèrent ouvertement hostiles au bolchévisme. Les aldermen (échevins) socialistes de la ville de New-York préférèrent leur concours au gouvernement pour la vente des bons de l'emprunt national. Les dirigeants du parti l'appuyaient, de leur côté, dans tous ses actes.

Il en était de même dans les autres parties du pays. Le maire socialiste de Minneapolis ne s'était pas opposé au vote d'une loi qui interdisait le drapeau rouge; le procureur socialiste du district de Milwaukee poursuivait en justice et condamnait à un long emprisonnement onze ouvriers italiens qui avaient organisé, au cours d'un meeting public, une manifestation anticatholique; il accusait ces ouvriers de s'être livrés à des voies de fait bien que la seule et unique preuve de ces actes de violence fût un portrait de Karl Marx, découvert sur le mur de leur cercle ouvrier (!).

L'ère des persécutions impitoyables, qui commença, mit bien plus en relief, les véritables tendances bureaucratiques du parti. Même les membres du Comité Exécutif National furent accusés d'avoir publié la déclaration de St-Louis: Victor Berger, élu membre du Congrès dans l'état de Wisconsin, se vit empêché de siéger à la chambre des représentants. Il adressa une lettre aux membres du Congrès, leur déclarant qu'il s'était opposé à la guerre pour les mêmes raisons que les autres libéraux; quant à son programme politique, il se dit ami de l'Etat capitaliste et se prononça pour le droit de propriété gouvernementale et municipale, en se défendant, en même temps, de toute sympathie pour le bolchévisme.

Un autre fait devait pousser le parti vers une crise intérieure: l'attitude de ses leaders à l'égard de l'Internationale. Bien que la masse des socialistes eût une idée bien claire des raisons qui avaient déterminé la faillite de la Deuxième Internationale et tournât les yeux vers Moscou, vers la Troisième Internationale, les socialistes-patriotes restaient attachés à la vieille organisation. Après la signature de l'armistice, le Comité Exécutif National tenta d'envoyer un délégué à la conférence de Berne. Mais cette tentative se heurta à tant de critiques, que le parti se vit dans l'obligation de l'abandonner. L'assassinat des spartakistes allemands ne détermina pas plus, le parti socialiste américain à dire franchement ce qu'il pensait de la Deuxième Internationale.

Sur ces entrefaites, les socialistes prirent une résolution définitive. Leurs aspirations nouvelles trouvaient dès lors à s'exprimer non seulement dans la presse étrangère, mais aussi dans une série de publications périodiques en langue anglaise. Ces organes étaient: *The Class Struggle*, publication mensuelle, organe de la «Ligue de Propagande Socialiste»; *The New International*, successeur de *Revolutionary Age*, revue hebdomadaire que faisait paraître à Boston Louis Fraina, aux frais des organisations lettonnes de la ville, et enfin *The New York Communist*, revue hebdomadaire que publiait l'auteur de cet article.

Tous ces organes devaient leur naissance au refus de la presse du parti de publier ce qui était imbu d'idées communistes. Cette presse socialiste ne se trouvait pas entre les mains de l'organisation centrale du parti, mais entre celles d'une clique insignifiante. En même temps, les communistes constataient que la structure politique du parti était telle qu'il était impossible d'y réaliser quoi que ce soit sans le concours d'une puissante organisation partielle.

Par suite de cet état de choses, des groupes qui formèrent l'aile gauche, surgirent au cours de l'hiver 1918 au sein du parti, apparaissant peu à peu dans presque tout le pays; ils visaient à s'emparer, par une action combinée du pouvoir exécutif du parti. Cette Aile Gauche, solidement appuyée par les organisations étrangères, publia un manifeste, rédigé par l'organisation de New-York et qui fut répandu dans tout le pays; il réclamait une révision de la politique et de la tactique du parti et insistait pour que le parti adoptât la ligne de conduite du Parti Communiste russe et du groupe «Spartacus», c'est-à-dire: l'abolition de la doctrine réformiste parlementaire, la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir et la dictature du prolétariat. En même temps, les organisations locales réclamaient la convocation d'un Congrès National du Parti, pour examiner toutes ces questions et les solutionner. Cette revendication se heurta, tout d'abord, à une opposition très violente, mais les masses socialistes s'y montrèrent si favorables que les leaders se virent obligés d'y accéder.

De plus, le mouvement de l'Aile Gauche continuait à s'accroître rapidement. Afin de grouper les forces dans une ampleur nationale on décida de convoquer, le 21 juin, à New-York, une conférence pan-américaine des adhérents de l'Aile Gauche.

Les personnages officiels du parti s'alarmèrent. Les élections aux différentes fonctions du parti s'effectuaient, et beaucoup des leaders se voyaient déjà évincés de leurs postes. Pour conjurer ce danger et pour assurer aux socialistes-patriotes la majorité au Congrès du Parti, le Comité Exécutif National entreprit d'expulser systématiquement du parti les adhérents de l'Aile Gauche. On commença donc par l'expulsion de sept organisations étrangères, groupant, près de vingt-cinq mille membres. Les organisations des états de Michigan, de Massachusetts et d'Ohio subirent bientôt le même sort. Les organisations des autres états, dirigées par des réactionnaires, ne tardèrent pas à imiter cet exemple, et se mirent à leur tour à «désinfecter la maison». Aidées par la police municipale de différentes villes, elles s'attaquèrent aux sections de l'Aile Gauche, en sortirent l'ameublement et les «réorganisèrent» à leur manière.

Tandis que réactionnaires et policiers agissaient de la sorte, le référendum pour l'élection des leaders officiels du parti, se prononçait très catégoriquement en faveur des candidats de l'Aile Gauche, battant à plate couture les socialistes-patriotes les plus éminents. Le Comité Exécutif National annonça aussitôt que le référendum avait été entaché de fraudes et le déclara nul. En même temps, pour faire face à la tempête qui menaçait de se déchaîner au Congrès National du Parti, le Comité Exécutif National créa une organisation particulière qui comprenait les vieux leaders officiels et s'appropriait les meubles et les immeubles du parti.

Le 21 juin le Congrès National de l'Aile Gauche du parti socialiste se réunit à New-York, en présence de 92 délégués, représentant plus de 40 mille membres. On se rendit aussitôt parfaitement

compte que deux factions politiques prédominaient au congrès: l'une conduite par les Russes, représentait les organisations étrangères; et la seconde—les éléments anglo-américains.

La différence fondamentale entre les deux groupes était la suivante:

Les Russes voulaient que la lutte pour la rénovation du parti fût immédiatement abandonnée, que le Congrès National du parti fût négligé et que l'on constituât sur le champ un parti communiste. Les «Américains» de leur côté, se prononçaient pour la continuation de la lutte au sein du parti, tout au moins jusqu'à la convocation du Congrès du Parti où l'on engagerait la bataille à fond.

Les «Américains» défendaient comme suit leur point de vue:

Jusqu'à là, la propagande faite dans le pays parmi les membres du parti de langue anglaise était basée sur la nécessité de «s'emparer du parti». Moins instruits et moins expérimentés en socialisme que leurs camarades étrangers, les éléments du parti de langue anglaise avaient besoin de voir des *actes* leur prouvant indubitablement la trahison des leaders du parti. L'expulsion de l'Aile Gauche était, en effet, un moyen de propagande très efficace, qui réveillait et poussait, de plus en plus, vers l'Aile Gauche des éléments nouveaux, sur qui la propagande communiste s'exerçait avec le plus grand succès.

En poursuivant la lutte au sein même du parti, le plus longtemps possible, des milliers d'ouvriers, insuffisamment instruits, mais révolutionnaires, pouvaient être gagnés à la cause de l'Aile Gauche, chose impossible à réaliser *en dehors* du parti. Le Congrès du Parti lui-même serait une occasion unique pour montrer aux ouvriers la nature véritable des socialistes-patriotes, en même temps qu'il offrirait une tribune à la propagande des idées communistes, à la lutte contre les tendances de Scheidemann et de Kautsky.

On finit cependant par décider, que si l'Aile Gauche réussissait à triompher au congrès—chose d'ailleurs absolument impossible—on transformerait, sur le champ, le parti socialiste en parti communiste; et si, au contraire, l'Aile Gauche n'y triomphait pas, elle sortirait du parti pour former un parti communiste.

Les organisations étrangères persistèrent à ne voir là qu'un compromis. Les membres de ces organisations avaient une bonne instruction socialiste, mais se trouvant concentrés en quelques grandes villes industrielles, ils ignoraient l'état d'esprit qui régnait dans le pays; d'un autre côté, isolés dans leurs propres organisations, parlant une langue étrangère et ne lisant que des journaux étrangers, ils ne pouvaient saisir la psychologie des ouvriers anglo-américains.

Les organisations étrangères se croyaient seules capables de diriger le mouvement communiste américain. Elles réclamèrent donc le droit de représenter à la conférence non seulement la masse de leurs membres, mais aussi, tout spécialement, leur comité exécutif. On leur accorda ce droit. Les organisations étrangères allèrent plus loin et demandèrent, quelque temps après, qu'outre

les neuf membres du Conseil National que devait élire la conférence, *sept délégués y fussent admis de la part de leur comité exécutif*. Cette demande fut rejetée. La conférence se prononça à une grande majorité pour la «position américaine» c'est-à-dire pour que l'Aile Gauche continuât à militer au sein même du parti et pour qu'elle participât au congrès du parti de Chicago, fixé au 1-er septembre.

Il en résulta que les organisations étrangères conjointement avec le «groupe de Michigan» anti-industrialiste et foncièrement menchévik, se retirèrent de la conférence et formèrent un Parti Communiste provisoire; elles lancèrent à tous les éléments qui composaient l'Aile Gauche un appel les invitant à boycotter le Congrès du Parti Socialiste et convoquer, le 1-er septembre, à Chicago, un congrès à l'effet de constituer un parti communiste.

Le nouveau Conseil National de l'Aile Gauche se mit aussitôt à l'œuvre pour l'organisation de la propagande. Mais ses efforts furent sérieusement entravés par l'attitude des organisations étrangères. Bien que celles-ci se considérassent toujours comme appartenant à l'Aile Gauche, elles ne lui en refusèrent pas moins tout appui, ne voulurent pas même s'abonner à ses journaux et publièrent des organes spéciaux qui attaquaient non seulement les principes, mais les leaders mêmes de l'Aile Gauche. Ayant perdu l'aide financière, quel eur apportaient les organisations étrangères, plusieurs sections de l'Aile Gauche, se trouvèrent complètement ruinées, désorganisées et mises dans la nécessité de suspendre leur action politique parmi les éléments de langue anglaise.

Ces faits produisirent une très forte impression sur un grand nombre de membres du Conseil National de l'Aile Gauche. C'étaient surtout les intellectuels de langue anglaise, qui en présence du développement très lent du mouvement des masses anglo-américaines, avaient besoin du concours de leurs camarades étrangers et qui jusqu'alors avaient constamment milité avec les Russes. Ces hommes, — Fraina, Ferguson, Cohen, etc. — se virent privés tout à coup de leur public habituel. Les ouvriers anglo-américains, gens très pratiques, ne demandaient plus de théories communistes, ils voulaient savoir ce qu'ils devaient *faire*. Mais c'était précisément ce que les intellectuels ne pouvaient pas leur dire, n'ayant jamais été en contact avec les masses. Il sembla donc inévitable qu'une partie du Conseil National dût tenter un rapprochement avec les organisations russes.

La situation devenait très curieuse. On voyait, d'un côté, les groupes étrangers qui composaient la majorité des adhérents de l'Aile Gauche, mais qui se trouvaient isolés dans leur organisation particulière et qui étaient dans l'impossibilité d'obtenir quoi que ce soit en Amérique sans l'appui des masses ouvrières américaines. De l'autre, on voyait un groupe d'intellectuels de langue anglaise, n'ayant aucun contact avec les masses américaines et n'ayant qu'une connaissance très restreinte de la psychologie du mouvement ouvrier américain, parlant, sans la moindre possibilité d'entrer en contact avec les ouvriers américains;

ce groupe fut dénommé: «Menchévik», du nom de ses anciens partisans.

Il s'agissait de savoir, qui, céderait le premier. Il va de soi que ce fut les intellectuels. Au mois d'août, une assemblée des membres du Comité Exécutif National du nouveau parti, élus par voie de référendum eut lieu à Chicago. Fraina et Ruthenberg, tous deux membres du Conseil National de l'Aile Gauche du nouveau Comité exécutif, y assistèrent. L'assemblée adressa à toutes les organisations de l'Aile Gauche un appel les invitant à envoyer des délégués au Congrès du Parti. Deux jours après Fraina et Ruthenberg, rentrés à New-York, signèrent, en qualité de membres du Conseil National, un *nouvel* appel, où ils déclaraient ne pas reconnaître le Comité Exécutif National et engageaient toutes les organisations de l'Aile Gauche à ne pas envoyer leurs délégués au Congrès du Parti. Un accord fut conclu avec les organisations étrangères, une proclamation fut publiée de même qu'un appel commun en faveur du Congrès Communiste, — sans que Ben Gillo et Jim Larkin, membres de la minorité du Conseil National eussent été consultés.

Aussitôt, l'on fit connaître qu'il n'y avait plus de divergence de vues au sein de l'Aile Gauche. Le Conseil National expliqua qu'il avait agi de la sorte, parce que toutes les organisations de l'Aile Gauche se refusaient à reconnaître le Congrès du Parti. Deux organisations de l'Aile Gauche, à New-York, ayant refusé de voter l'appel commun furent dissoutes par le Comité Exécutif de l'Aile Gauche de cette ville. Etant donné que toute la presse et l'appareil administratif se trouvaient entre les mains des signataires de cet appel, la minorité se vit dans l'impossibilité de s'adresser directement à la masse des membres. Tous ces événements se déroulèrent trois semaines avant le Congrès du Parti.

Sachant pertinemment que le pays n'avait point désavoué le Congrès du Parti, et que, bien au contraire, la majorité des organisations anglo-américaines de l'Aile Gauche, allaient envoyer leurs délégués au Congrès, Jim Larkin, Gillo et l'auteur de ces lignes primes des mesures pour convoquer une conférence de délégués, représentant environ deux mille membres de New-York, conférence qui me chargea ainsi que Gillo de mettre en vigueur le programme adopté par l'Aile Gauche au Congrès du Parti.

Il importe de mettre ici en relief une autre divergence de vues qui approfondit la scission au sein de l'Aile Gauche: l'attitude à l'égard de la question ouvrière.

J'ai déjà signalé, dans la première partie de cet article, l'abîme qui séparait le mouvement socialiste du mouvement ouvrier, qui n'est, en réalité, qu'un mouvement *économique*. Les causes de ces divergences politiques sont diverses: la naissance du mouvement trade-unioniste bien avant le mouvement politique de la classe ouvrière; les actes de trahison et de duperie des politiciens à l'égard des ouvriers; l'expulsion, en 1912, par le parti socialiste de ses éléments révolutionnaires prolétariens.

Exception faite des intellectuels, la plupart des délégués anglo-américains, du Congrès National

de l'Aile Gauche étaient des ouvriers révolutionnaires, — parmi lesquels figuraient de membres de l'I. W. W., il était donc de leur intérêt d'élaborer un plan pour entraîner les masses ouvrières américaines dans le courant révolutionnaire.

C'était une chose absolument urgente, parce que le Congrès de l'Aile Gauche se tenait pendant la grande fermentation des masses ouvrières, que j'ai dépeinte dans mon dernier article, à l'heure où s'arrachant à leurs vieilles trade-unions elles se précipitaient au combat contre le capitalisme mondial. Les ouvriers usèrent dans cette lutte de nouvelles armes révolutionnaires, ainsi que d'une tactique et de formes d'organisation inconnues jusqu'alors. Ce fut le moment le plus favorable dans toute l'histoire de notre mouvement, pour cimenter politiquement et économiquement, les masses ouvrières américaines, et pour les diriger vers un but révolutionnaire unique.

C'est pour cette raison que les délégués anglo-américains, dont Larkin, Gillo et moi pensèrent qu'il était de la plus haute importance d'élaborer un «programme ouvrier» et un plan de campagne de propagande systématique, parmi les masses ouvrières américaines. Les intellectuels ne savaient que bien peu de choses sur ce qui se passait dans les fabriques et usines: ils attachaient beaucoup plus d'importance à l'éducation théorique de l'ouvrier et au côté politique du mouvement. Quant aux ouvriers d'origine étrangère, sauf quelques exceptions assez importantes, — notamment les Lettons, — non seulement ils ignoraient presque totalement les détails de la grande levée ouvrière, mais ils semblaient ne pas s'intéresser du tout aux questions d'organisation économique *pratique*. Il est vrai qu'ils avaient proposé le principe d'une «Union Industrielle Révolutionnaire», mais ils avaient tout l'air d'ignorer le mouvement en faveur de la «Grande Union unique», la propagande en faveur des «Shop Steward Committees» et d'autres faits de cette nature. Ils n'assistèrent même pas aux débats concernant toutes ces questions.

La tendance anti-industrielle se manifesta tout particulièrement à la date où le Conseil National signa l'appel commun. La Conférence de l'Aile Gauche avait autorisé la création d'un Comité du Travail qui devait publier un journal de propagande à répandre spécialement dans les fabriques et usines. Le premier numéro parut au mois de juillet, et son succès parmi les ouvriers fut si vif, que le Conseil National en ordonna, aussitôt, la suspension et prescrivit aux organisations étrangères son boycottage, prétextant des tendances «syndicalistes» du journal.

Le programme du parti communiste donne aussi une impression «d'anti-industrialisme». En ce qui concerne les organisations syndicales, il est extrêmement vague, et ce n'est que sur la création de comités politiques dans les fabriques et usines qu'il se fait plus précis.

Ainsi que l'avait prévu la minorité du Conseil National, la plupart des organisations de l'Aile Gauche envoyèrent leurs délégués au Congrès du Parti de Chicago.

Le premier acte des leaders officiels du parti, pris de panique à la vue du grand nombre de délégués de l'Aile Gauche, fut de requérir la police municipale pour les expulser de la salle des séances. C'était un moyen de propagande excellent. Les délégués expulsés, et ceux des organisations dissoutes auparavant, se réunirent dans une autre salle. Les délégués du parti Communiste vinrent alors nous demander de ne pas nous organiser séparément, mais de nous rendre au siège du parti et de solliciter notre admission à son congrès, qui devait se tenir le lendemain. Nous déclinâmes cette proposition, en déclarant que nous étions le véritable *Congrès du Parti Socialiste*; un bureau officiel fut légalement formé et il fut procédé à la création d'un comité, chargé de se rendre au siège central du Parti Communiste, pour discuter avec lui les conditions d'un arrangement à passer entre les deux organisations, aux fins d'organisation d'un congrès commun.

Le Congrès Communiste, qui devait se réunir prochainement, refusa, tout d'abord, d'élire un comité spécial pour s'aboucher avec le nôtre. Mais il revint le lendemain, sur sa décision et nous informa, par l'organe du Comité Communiste, que nous devions nous présenter individuellement afin de faire viser nos mandats par sa commission spéciale; le Comité ajoutait que tous ceux qui ne seraient pas spécialement élus pour participer au Congrès Communiste n'y seraient pas admis.

Nous repoussâmes cette proposition. C'est alors que la question de notre action future se posa devant nous. A une énorme majorité nous décidâmes de rédiger un programme particulier de l'Aile Gauche et de former un parti communiste. C'est ainsi que fut créé le Communist Labour Party.

Cinq fois de suite nous avons invité le Parti Communiste à s'entendre avec nous pour organiser un congrès commun, et cinq fois notre invitation a été déclinée. Une dernière fois nous avons informé le Parti Communiste que nous restons disposés à discuter avec lui la question de la fusion des deux partis.

A l'heure présente, cependant un accord est élaboré, par le Bureau de l'Internationale Communiste pour permettre cette fusion, accord que les délégués des deux partis ont signé. Tout porte donc à croire que nous verrons, au cours des prochains mois, la naissance du Parti Communiste Unifié d'Amérique.

Les deux partis comptent actuellement près de 45 mille membres, dont 25 mille pour le Parti Communiste et 20 mille pour le Parti Communiste du Travail. Bien que le Parti Communiste du Travail soit d'avis que le mouvement révolutionnaire en Amérique doit se baser sur la masse des ouvriers anglo-américains, cela ne veut point dire, qu'il sera un parti «américain». Le parti compte, par exemple, au nombre de ses organisations une fraction allemande, une fraction scandinave, une fraction italienne et une vingtaine de fractions russes.

La différence principale entre les programmes des deux partis est la suivante: le programme du Parti Communiste est foncièrement théorique et plus général, tandis que celui du Parti Communiste ouvrier adhère aux principes posés par le Premier Congrès de la Troisième Internationale à Moscou et cherche sérieusement à adapter la doctrine communiste aux conditions sociales et économiques de l'Amérique. En outre, le Parti Communiste du Travail a soigneusement élaboré un programme d'action pratique comprenant tous les principes qui doivent diriger l'organisation économique révolutionnaire des ouvriers et précisant le rôle que les organisations du parti doivent jouer dans la lutte économique quotidienne des ouvriers.

De cette façon, les deux programmes, ainsi que les éléments qui composent les deux partis, se complètent admirablement les uns les autres et peuvent accomplir harmonieusement une action d'ensemble.

Le Parti Socialiste, après avoir expulsé définitivement de son sein les éléments révolutionnaires qui s'y trouvaient encore, s'occupa de la composition de son programme. Ce dernier est un chef-d'œuvre d'opportunisme, décoré par quelques mots de phraséologie révolutionnaire. Le parti décida, comme principe fondamental, que tous ses membres doivent se faire naturaliser américains. Le parti s'est retiré de la Deuxième Internationale, mais a refusé d'adhérer à l'Internationale Communiste; tout en louant la politique des bolchéviks russes, il désapprouve le communisme américain; il blâme sévèrement Scheidemann et Noske, chante louanges de Liebknecht et de Luxembourg et... déclare qu'il poursuivra la lutte pour le socialisme à l'aide de moyens légaux et constitutionnels.

Les résultats de ce «nettoyage de la maison», et du retour à la raison se sont montrés tels qu'on devait les attendre: le Comité Exécutif National du parti socialiste a été condamné à des peines de prison sous l'inculpation de «sédition». Victor Berger, à qui on avait interdit de siéger au Congrès de Washington, a été réélu et expulsé une fois de plus. Les dernières dépêches annoncent que les membres socialistes du parlement de l'état de New-York en ont été expulsés sous prétexte que leur parti «est hostile à tout gouvernement».

Les deux partis communistes sont considérés comme des organisations illégales. Mais il est intéressant de signaler, en même temps, que la bourgeoisie américaine a mis également hors la loi le Parti Socialiste américain—le parti de la légalité, de l'ordre et du régime parlementaire.

C'est ainsi que la guerre des classes en Amérique devient de plus en plus vive, de plus en plus acharnée et mouvementée. C'est ainsi que la classe capitaliste arrache elle-même le voile idéaliste qui masquait sa brutale «démocratie». C'est ainsi que le capitalisme lui-même fomenté la révolution prochaine et inévitable.

JOHN REED.



EN NORVÈGE

LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

Le mouvement ouvrier en Norvège, n'était jusqu'à la révolution russe—tant par l'état d'esprit de ses chefs que par celui de la plupart de ses membres—qu'un mouvement radical socialiste. C'est sous l'influence de la révolution russe qu'il a acquis un *caractère révolutionnaire*.

Il y avait, il est vrai, dès avant une opposition révolutionnaire parmi les travailleurs organisés; mais ses représentants n'eussent pu acquiescer si promptement une influence prépondérante dans le parti et dans les syndicats, si la révolution russe n'avait posé aussi impérieusement devant la classe ouvrière le problème de la démocratie bourgeoise ou de la dictature du prolétariat. Grâce à l'exemple révolutionnaire de la classe ouvrière russe, grâce à la puissante pensée révolutionnaire de ses chefs le mouvement ouvrier norvégien s'est pénétré de conscience de classe et est devenu une force révolutionnaire.

Nous tenterons d'indiquer dans cet article les phases les plus importantes de cette évolution. Ne disposant pas en ce moment des documents nécessaires nous ne pouvons nous arrêter sur le détail des événements. Mais les militants étrangers savent si peu de choses du mouvement dans les petits pays tels que la Norvège que l'esquisse la plus générale ne manquera pas de leur être, nous semble-t-il, d'une certaine utilité.

Le mouvement syndical est, en Norvège, antérieur au mouvement socialiste. Vers 1860 des guildes de métiers existaient déjà dans notre pays, et vers 1870 les premiers syndicats se fondèrent. Il va sans dire que le vieil esprit corporatif des «métiers» s'y conserva longtemps.

En 1850—sous l'influence de la révolution de février en France—des groupes révolutionnaires commencèrent à se former parmi les journaliers agricoles, chez lesquels militait l'étudiant Marcus Trane, adepte enthousiaste de Proudhon et de Cabet. Trane, et avec lui la plupart de ses amis furent emprisonnés pour 5 ans et le mouvement s'éteignit. Mais Trane—qui sortit de prison complètement brisé et passa le restant de ses jours, en Amérique, obscurément—avait, par ses écrits, laissé un profond souvenir au cœur des travail-

leurs norvégiens, et quand, en 1887, le Parti Ouvrier Norvégien se fonda il fut pénétré d'un esprit profondément révolutionnaire. Le leader le plus important du nouveau parti, l'ouvrier typographe Christian C. Knudsen avait un tempérament révolutionnaire; il soulignait particulièrement la nécessité de faire des syndicats des organisations révolutionnaires.

Les syndicats adoptaient cependant de plus en plus une tactique réformiste, affaiblissant et déformant par leur influence le mouvement socialiste.

Quelques années avant la guerre, un mouvement contre le réformisme naquit parmi les travailleurs organisés en syndicats. Martin Trammel qui avait passé plusieurs années en Amérique, où il avait été membre de l'Association des Travailleurs Industriels du monde (I. W. W.) se mit à la tête de ce mouvement. Né aux environs de Trondjeim, Trammel milita dans les syndicats de Trondjeim et s'acquit peu à peu la sympathie de la majorité des travailleurs de la ville. Il fut chargé de la rédaction de l'organe local du parti et ses discours aux assemblées du parti et des syndicats attirèrent de plus en plus l'attention des masses ouvrières. Quelques intellectuels du parti se joignirent à lui: ce furent le journaliste Kurre Grepp, l'avocat Emil Stang, le professeur Ed. Bull, etc.

C'est après la révolution d'Octobre que se produisit le premier conflit déclaré entre les anciens représentants du parti et les chefs de l'opposition. Jacob Wydnes qui avait accompli dans le parti, sous l'influence des anciens chefs du mouvement syndical, toute sa carrière de journaliste, était alors le rédacteur en chef de l'organe du parti. Il prit part à la Conférence de Stockholm et en revint complètement acquis au séduisant opportuniste suédois Branting. Comme ce dernier il devint un ententophile fanatique et dirigea l'organe du parti dans cet esprit. Quand, en Russie, s'accomplit la révolution d'Octobre, il prit tout de suite parti contre elle. Sur le bolchévisme Wydnes n'avait que des idées vagues et fumeuses; mais il lui suffisait de savoir que ses

leaders étaient venus en Russie par l'Allemagne, pour conclure qu'ils étaient des agents de l'Allemagne. Il se dépensait en faveur de Kérensky, de l'Assemblée Constituante et condamnait sévèrement la terreur.

La majorité des organes du parti se prononçaient cependant pour la révolution. Les rédactions des journaux provinciaux avaient un contact plus étroit avec les masses et pour les masses, le bolchévisme devint bientôt le mot d'ordre symbolisant tous les espoirs de réalisation du socialisme, tous les espoirs de voir le mot «socialisme» devenir dans tous les pays une réalité.

L'opposition contre Wydnes et contre la majorité du Comité Central qui le soutenait s'accrût incessamment, au fur et à mesure que s'affermis-sait la révolution russe, dont les faits démontraient la viabilité et l'immense signification historique. Le chef le plus notoire de cette opposition fut Olaf Shäfflo, rédacteur de l'organe du parti *Arbeidet (Le Travail)* à Bergen. Il défendait dans ses articles le droit des masses exploitées à agir révolutionnairement sans compter avec les principes de la démocratie formelle; il encourageait de toutes façons les tendances des milieux ouvriers à l'action directe, dont les Soviets des ouvriers et des soldats devaient être les organes.

Les leaders du mouvement syndical sentaient que ce mouvement, quoiqu'il ne fut pas, d'une façon générale, dirigé contre leurs organisations, menaçait leur existence. Et, dans une large mesure, ils avaient raison.

Au congrès du parti (Pâques 1918) une lutte décisive devait avoir lieu entre les deux courants du parti. En dépit de tous les efforts des vicux chefs du parti qui nous accusèrent de nous être faits aveuglément les adeptes des bolchéviks, et de vouloir, sans tenir compte de rien, vaincre la bourgeoisie par la seule violence, — nous oblinmes au congrès la majorité.

Le congrès adopta une résolution reconnaissant à la classe ouvrière le droit d'aller jusqu'à l'insurrection et reconnaissant que les luttes parlementaires, seules, ne suffisaient pas à l'accomplissement de la révolution. Le texte adopté spécifiait que le parti, sans renoncer à l'action parlementaire, saluait avec joie l'action directe ouvrière, tendant à créer de nouveaux organismes révolutionnaires. Le parti se déclarait prêt, au cas où la révolution éclaterait, à y consacrer toutes ses forces matérielles et morales. La même résolution soulignait au reste que la révolution ne peut pas être «faite», mais qu'elle doit être le fruit des contradictions entre les rapports économiques anciens et nouveaux. Le parti décida ensuite d'adhérer à l'Internationale de Zimmerwald.

Tous les anciens membres du Comité Central du Parti déposèrent leurs mandats. Kurre Grepp fut élu président du nouveau Comité Central, Emil Siang, vice-président, Martin Trammel, secrétaire et Olaf Shäfflo, rédacteur de l'organe central du parti.

Sous la direction de ces camarades le parti devait se pénétrer de plus en plus de conscience révolutionnaire; tous les efforts de ses anciens leaders pour recouvrer leur influence perdue restèrent — et resteront — infructueux.

Les syndicats les plus importants — celui des métallurgistes et des manœuvres — se rangèrent du côté de nos nouveaux chefs et le président du Comité Central des Syndicats Ole O. Lyan, qui avait jusqu'alors adhéré aux anciennes tendances se déclara solidaire de ceux qui professaient les nouveaux principes révolutionnaires.

Lors du dernier congrès du Parti, qui a eu lieu en mai 1919, la fusion définitive de tous les éléments révolutionnaires s'est accomplie. A une énorme majorité le congrès a décidé l'adhésion à la III-e Internationale et adopté la plateforme économique de cette dernière. Nous avons élaboré, en vue du prochain congrès du parti qui doit avoir lieu en mai prochain, un programme constitutionnel aux termes duquel les Soviets ouvriers doivent être à la base de toute l'administration du pays. Ce programme est, dans ses traits essentiels, voisin de celui du Parti Communiste russe et des thèses des socialistes italiens. Il sera, nous n'en doutons pas, admis par l'immense majorité du congrès.

Quelques lignes sur notre travail international ne seront certainement pas superflues. Indiquons ici, tout d'abord, que nous n'avons pas cessé de défendre la Russie des Soviets contre les attaques calomnieuses dont elle a été l'objet. Nous avons mis tous les moyens en œuvre pour recevoir des informations de Russie et ces informations, nos journaux, au nombre de 40 environ, les ont répandues dans le pays entier. Nous les transmettions en outre à l'étranger, nous servant pour cela tant des moyens légaux que des moyens illégaux. Que de marins norvégiens ont risqué leur liberté — et même leur vie — pour répandre dans le monde la vérité sur la Russie des Soviets, sans recevoir d'autre salaire que la haute conscience de participer ainsi à la grande œuvre libératrice du prolétariat mondial!

L'idée de la grève générale du 21 juillet, comme manifestation de solidarité envers la Russie des Soviets, fut accueillie avec enthousiasme par les masses ouvrières de Norvège. Et je dois constater avec tristesse que la Norvège fut le seul pays où cette grève générale réussit vraiment. Les

tramways — et d'une façon générale les transports — s'arrêtèrent complètement, ce jour-là, à Christiania. Les magasins se fermèrent. Toute la vie économique fut interrompue. Le mouvement des chemins de fer fut perturbé, et les leaders des cheminots ont été, par la suite, révoqués pour avoir tenté d'arrêter complètement le travail.

Dès le début de la révolution allemande nous avons été avec les spartakistes. De même nous nous sommes efforcés de venir en aide, par tous les moyens à notre portée, aux camarades finlandais. Dès que l'on connut que le bourreau Mannerheim se promettait de visiter le roi de Norvège le prolétariat norvégien tout entier protesta hautement. Les électriciens firent savoir que si le bourreau finlandais mettait le pied sur le sol norvégien ils supprimeraient l'éclairage même au palais royal. A la suite de ces protestations le brave général éprouva une indisposition très opportune qui le fit renoncer à son voyage en Norvège.

A la Conférence scandinave à laquelle nous avons pris part en même temps que les socialistes de la gauche suédois et danois, notre délégation fut la plus importante et par le nombre de ses membres et par son influence car elle représentait vraiment tout le mouvement ouvrier du pays.

Deux tendances s'accusèrent lors de cette conférence, que la délégation norvégienne crut devoir combattre énergiquement : il s'agit, tout d'abord, du « romantisme » révolutionnaire des jeunes socialistes et, ensuite, du « révisionnisme » économique des syndicalistes. En combattant ces deux points de vue nous nous sommes efforcés de nous placer sur le terrain du marxisme véritable. Des raisons de tactique nous firent renoncer à déclarer que la révolution devait, dans tous les pays, revêtir la forme d'une lutte à main armée ; mais nous soulignâmes la nécessité pour les ouvriers de se préparer à toutes les éventualités et à l'emploi de toutes les armes.

En Norvège nous recommandons aux ouvriers d'entrer dans les vieilles sociétés de tir nationales et de former, avant tout, dans les unités militaires des soviets de soldats. Le travail de ces soviets est légal. Ils tendent à la démocratisation de l'armée et à sa transformation en une armée véritablement populaire. Les libéraux, qui au cours du conflit avec la Suède qui devait se terminer par la révolution politique de 1905 se sont eux-mêmes servis de semblables moyens se trouveraient dans une posture bien fautive s'ils voulaient maintenant empêcher la classe ouvrière de se servir de la même arme. Bon gré, mal gré, il faut bien qu'ils fassent des concessions à la classe

ouvrière exigeant la démocratisation de l'armée. Nombreux sont, d'autre part, les officiers issus de la population pauvre et qui sympathisent avec les travailleurs. Bien que les soviets de soldats aient donc une existence parfaitement légale, l'état-major et le gouvernement tendent à entraver de toutes façons leur action.

Une conférence des représentants des soviets de soldats s'est réunie il y a deux mois à Christiania. Ses résolutions n'ont pas été publiées pour des raisons que le lecteur comprendra aisément.

Quelle sera la rapidité du développement ultérieur du mouvement révolutionnaire en Norvège, — nul ne peut le prévoir avec exactitude. Mais on peut s'attendre à de graves conflits sur le terrain économique, dans un avenir rapproché.

Pendant la guerre, les manufacturiers, surchargés de commandes, satisfaisaient volontiers la plupart des exigences ouvrières. A présent que la courbe des bénéfices décline ils manifestent l'intention d'opposer un refus aux revendications nouvelles.

Le premier conflit s'est produit entre les ouvriers des tramways de Christiania et leurs patrons. Les ouvriers qui exigeaient une augmentation des salaires, s'étant heurtés à un refus, cessèrent le travail vers la mi-janvier. A la fin de février la grève durait encore. L'état d'esprit des grévistes était belliqueux et les grandes masses ouvrières du pays se rendaient bien compte que cette grève n'était pas autre chose qu'une escarmouche d'avant-garde entre le capital et le travail. Tôt ou tard la lutte s'engagera sur tout le front et ce ne sera pas seulement pour des augmentations de salaires mais pour la question beaucoup plus importante de savoir qui doit diriger la production.

Le gouvernement libéral a élaboré une loi sur les nouvelles institutions « démocratiques » dans l'industrie. Un peu plus radicale que les lois semblables votées dans d'autres pays celle-ci ne peut cependant amener à aucun résultat. Le parti ouvrier et les syndicats ont leur propre manière de solutionner la question et conseillent à la classe ouvrière de ne pas se fier aux projets que forme la bourgeoisie réformiste, de démocratiser l'industrie sans toucher aux fondements mêmes de l'ordre capitaliste.

Les travailleurs organisent leurs propres comités d'usines, qui se donnent pour tâche la prise en mains de toute l'industrie, de tous les moyens de production et l'abolition de la propriété privée.

D'une façon générale nous pouvons dire hardiment que les travailleurs norvégiens sont prêts à faire face à toutes les éventualités de la révolution. Tenons compte aussi des leçons de la

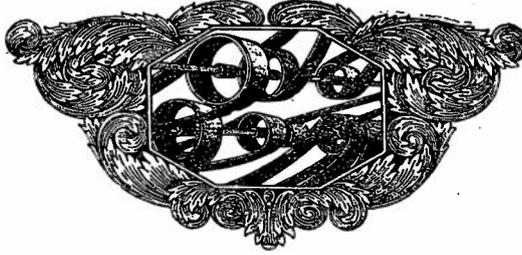
révolution victorieuse en Russie et de ses luttes si sanglantes en Allemagne. Elles ont instruit la bourgeoisie norvégienne et surtout ses intellectuels; ils ont dû comprendre qu'une révolution dont les tâches sont claires, *définitives*, est en tout cas préférable à une révolution qui hésite et équivoque.

C'est pourquoi, médecins et ingénieurs, instituteurs et professeurs, passent de plus en plus au bolchévisme. D'une part l'idéalisme puissant et désintéressé de notre mouvement les attire; de l'autre l'incapacité totale des gouvernants bourgeois de l'Europe à sortir de la situation critique créée par la guerre, les impressionne.

La victoire de la révolution russe, devenue

maintenant un fait accompli, nous a donné, pour combattre la société bourgeoise, une arme puissante. Ce n'est pas seulement chez eux, en Russie, que les camarades russes ont vaincu; ils ont aussi facilité grandement la victoire des communistes dans les autres pays. Grâce à eux, partout, la bourgeoisie doute aujourd'hui, s'inquiète, cherche une issue. Et c'est surtout dans les petits pays, demeurés neutres pendant la guerre, que la classe ouvrière, grâce à l'expérience des révolutions de Russie et d'Allemagne, s'est développée et s'est fortifiée bien plus que la bourgeoisie.

FRYUS.





LES UNIVERSITÉS OUVRIÈRES ET PAYSANNES EN RUSSIE SOVIÉTISTE

(Monographies).

I. L'UNIVERSITÉ COMMUNISTE DU NOM DE J. M. SVERDLOV, A MOSCOU.

(École supérieure du Parti, près le Comité Central).

I.

L'Université Communiste J. M. Sverdlov (ou Ecole supérieure du Parti) de Moscou est l'une des conquêtes du prolétariat auquel la révolution d'octobre a donné la possibilité d'édifier ses écoles nouvelles, purement ouvrières.

Malgré sa fondation récente et les grandes difficultés d'une période de guerre civile et de désorganisation économique le prolétariat a montré par l'exemple de cette école ce que pourront faire les travailleurs sitôt qu'ils se trouveront dans des conditions d'existence tant soit peu favorables.

L'Université Communiste naquit des Cours d'agitation et de propagande organisés près le Comité Central Exécutif panrusse des Soviets, en juin 1918, sur l'initiative du président du C. C. E. le camarade J. M. Sverdlov.

Organisateur remarquable, il comprenait bien que le prolétariat, s'étant emparé du pouvoir devait tirer immédiatement parti de toutes les ressources qui s'offraient à lui, et s'il voulait affermir et élargir ses conquêtes, se servir tout d'abord de l'école.

J. M. Sverdlov, d'autre part comprenait tout aussi nettement que la vieille école bourgeoise ne peut pas servir au prolétariat.

Il se rendait compte que l'on ne pouvait pas, non plus, attendre que le Commissariat de l'Instruction populaire vienne à bout du sabotage des professeurs, élabore de nouveaux programmes d'enseignement, etc. Attendre n'était pas possible: dans les coins les plus reculés de la province on demandait des militants, des hommes capables de diriger la révolution communiste et d'édifier la vie nouvelle.

Les cours d'agitation et de propagande eurent pour but d'instruire rapidement des militants ouvriers, de leur donner, sur les questions actuelles les plus pressantes, les directives essentielles afin qu'il soit possible de leur confier des postes de Commissaires, de mandataires, de représentants du gouvernement des Soviets.

Le plus grand nombre des auditeurs était, pour cette raison, fourni par les ouvriers des centres, la durée des cours était très courte—deux semaines—le programme des travaux et le personnel enseignant variaient avec les circonstances.

L'impossibilité de donner en un laps de temps aussi bref un enseignement tant soit peu complet, tant soit peu approfondi, contraignit dès lors les directeurs de ces cours à en prolonger la durée; la première promotion (200 élèves) sortit de l'école en juin 1918; la seconde, entrée en juillet, dut suivre les cours pendant trois semaines.

Les maîtres furent ainsi contraints de prolonger après chaque nouvelle promotion la durée des cours.

Pendant cinq mois, il fallut sans cesse prolonger la durée des cours et le nombre des auditeurs; et, si, au début, les travaux s'étaient poursuivis sans programme et sans plan définis il fallut bientôt élaborer l'un et l'autre, bien incomplètement sans doute, mais avec netteté.

Le premier directeur des cours, le camarade G. I. Théodorovitch, membre du C. C. E., avait dû inviter des conférenciers au hasard des circonstances et, pour l'enseignement pratique, des militants connus pour leur talent d'organiseurs, des Commissaires du Peuple, des vieux militants du parti. Le second directeur des cours, C. I. Kanatchikov, entré en fonctions le 1-er déc. 1918, se mit derechef à élaborer les plans et les programmes de l'école.

Comme c'est dans les petites villes (chef-lieux d'arrondissements) et dans les campagnes que les militants communistes et soviétistes étaient le plus nécessaires, plans et programmes furent élaborés de manière à les préparer dans le délai le plus court à l'action en province.

Le programme fut donc divisé en deux cycles de leçons: celui des communes rurales et celui des arrondissements.

En janvier 1919, ces cours deviennent l'Ecole des Militants Soviétistes; à la même époque les cours de six semaines (cycle des communes rurales) fournissent une promotion de 341 pers.; le cours du travail dans les arrondissements s'ou-

vrent en mars et se terminent en mai. 450 ouvriers et 300 jeunes camarades des Unions de la Jeunesse y ont reçu l'enseignement.

En mars 1919, au VIII^e Congrès du Parti Communiste Russe la question d'une Ecole du Parti qui serait attachée au Comité Central est posée par des délégués de province; le congrès charge le Comité Central nouvellement élu d'organiser cette école et décide, vu le manque de personnel enseignant (la plupart des militants en vue étant au front), de transformer l'Ecole des Militants Soviétistes en Ecole Centrale du Travail dans le Parti et dans les Institutions Soviétistes.

Un nouveau plan fut élaboré, que l'on peut résumer comme suit: l'Ecole se divise en deux sections: celle des Institutions Soviétistes et celle du Parti. La première dépend du Comité Central Exécutif parnusse des Soviets; la seconde du Comité Central du Parti. Un cours théorique est commun aux deux sections; les étudiants de la section des Institutions Soviétistes forment des sous-sections par Commissariats (guerre, agriculture, justice, etc.).

Instruits des généralités théoriques en même temps que les militants du Parti les auditeurs de la section des Institutions Soviétistes devaient, dans leurs sous-sections spéciales, étudier tout particulièrement telle ou telle branche de l'œuvre d'éducation soviétiste, afin d'être à même d'appliquer et d'expliquer sur place, dans les provinces, les initiatives prises au Centre.

En mai 1919, V. I. Nevsky (membre du Comité Central Exécutif des Soviets) fut chargé de la direction de l'Ecole et revisa de nouveau le programme.

Les auditeurs du nouveau cycle d'études — mille personnes — suivirent de juin à octobre un cours complet de trois mois. L'Ecole organisa en outre des cours abrégés pour les cosaques, faits prisonniers par l'armée rouge (248 h.), pour les soldats rouges envoyés par l'Administration politique du Conseil Militaire Révolutionnaire de la République (200 h.), pour les Coopérateurs (166 h.), pour les baschkirs, etc. La plupart de ces étudiants partaient ensuite pour les fronts où se décidait le sort de la Russie des Soviets.

On peut dire hardiment que de juin 1918 à janvier 1920, c'est-à-dire en 18 mois d'existence, des 4.500 étudiants qui ont passé par l'école, 3.000 ont été envoyés au front, dans les rangs de l'armée rouge.

On peut affirmer, sans craindre d'exagérer que les auditeurs de l'Université Communiste J. M. Sverdloff, de même que les élèves des autres Ecoles Soviétistes (comme celles de Pétersbourg) et que les communistes, d'une façon générale, entrant dans l'armée rouge, ont contribué à la cimenter par leur vaillance, par leur dévouement à la cause ouvrière, par leurs exploits et souvent par leur sacrifice; et qu'ils lui ont donné la victoire, immortalisant ainsi l'armée rouge sur les champs de bataille des environs de Pétersbourg, de la Volga, du front Sud.

C'est pendant les travaux du cycle d'études juin-octobre 1919 que l'Ecole Centrale du Travail dans le Parti et dans les Institutions Soviétistes reçut le nom d'Université Communiste J. M. Sverdloff;

plans et programmes d'études furent une nouvelle fois remaniés.

Avant d'indiquer les raisons de ce changement il nous paraît indispensable de nous arrêter sur les résultats de l'expérience effectuée au moyen de cette école, de juin 1918 à octobre 1919, par le gouvernement des Soviets.

II.

L'Expérience de l'Université Communiste considérée comme une forme nouvelle de l'école prolétarienne.

L'idée d'une véritable école supérieure prolétarienne était certainement à la base de tous les projets du Commissariat de l'Instruction populaire.

Les programmes de l'Ecole du Travail (primaire) et ceux des écoles du second degré sont tels que les programmes entièrement neufs d'une école prolétarienne supérieure en découlent logiquement.

Nous savons d'autre part que cette école prolétarienne supérieure s'édifie: les facultés ouvrières des Universités, l'Académie socialiste, etc., donnent corps, pratiquement, à la nouvelle conception socialiste de l'enseignement.

Outre ces efforts de l'état, des tentatives ont été faites, pour créer une institution tout à fait nouvelle, l'Université prolétarienne dont le camarade Bogdanov a été le principal initiateur.

Sans entrer dans les détails et sans faire de polémique à ce sujet (ce qui nous entraînerait trop loin, car nous aurions à discuter certaines idées originales émises par le camarade Bogdanov, auteur de la *Science organisatrice générale*) indiquons ici que les tentatives de fonder une Université prolétarienne sans faire appel aux forces communistes dont le gouvernement des Soviets dispose ont subi un échec.

Les causes de cet échec sont parfaitement élucidées par les organisateurs de l'Université prolétarienne.

Dans son article sur l'Université prolétarienne (*La Culture prolétarienne*, N° 5, p. 15 et 16) le camarade Bogdanov considère comme les plus importantes de ces causes: 1) que cette entreprise n'était pas le fruit d'un travail collectif et ne fut pas menée par une collectivité; 2) que «la composition de l'auditoire ne fut pas prolétarienne dans la majorité des cas»; 3) et, enfin, que les conditions d'existence étaient terriblement défavorables (famine, guerre civile, etc.).

On ne peut douter que les deux premières causes aient été les plus importantes; car les «conditions d'existence terriblement défavorables» le froid, la faim, l'envoi prématuré des étudiants aux fronts, subsistaient lors de la création de l'Université Communiste.

L'Université Communiste vit pourtant et se développe, et, chose remarquable, se développe précisément, en partant des cours abrégés d'agitation vers le type d'une nouvelle école supérieure prolétarienne.

Ceci, parce que l'absence de travail collectif et la composition non-prolétarienne des auditoires, sont des défauts que ne connaît pas l'Université Communiste.

Qu'il en est réellement ainsi, les statistiques de l'Université (janvier 1919 à janvier 1920) nous l'attestent; elles datent précisément du jour où l'École des Militants Soviétiques, dont les cours n'étaient pas permanents, se transforma en établissement d'enseignement permanent dont les cours furent relativement prolongés.

Sur les 2.500 pers. qui, en 1919, suivirent les cours de l'École (notons ici que pendant un semestre de 1918 les cours d'agitation et de propagande eurent près de 2000 auditeurs auxquels leur appel sous les drapeaux ne permit pas d'achever même les courts travaux inscrits au programme) nous possédons 2.217 enquêtes détaillées.

Elles donnent sur la composition sociale de l'auditoire les renseignements suivants:

Sur les 341 élèves qui, en janvier 1919, suivirent les cours de la section des Communes rurales 325 (soit 95,3%) ont indiqué leur profession. Elles se répartissent comme suit:

	Pour cent.
Ouvriers	141 — 43,38%
Paysans	96 — 29,54%
Profess. libérales	88 — 27,08%
	325 — 100,0%

La composition de l'auditoire apparaît plus nettement encore d'après les données sur la condition sociale des élèves.

Sur les 341 élèves il y avait:

	Pour cent.
98 petits-proprétaires soit	28,7%
243 non-proprétaires	71,3%
	100,0%

Des 464 auditeurs de la section des arrondissements, qui sortirent de l'école en mars 1919, 344 ont répondu à l'enquête.

Nous trouvons ainsi:

	Pour cent.
Ouvriers	44%
Profess. libérales	20%
Paysans	25%

Quant à la condition sociale des 464 auditeurs elle est:

	Pour cent.
Proletaires	308 — 66,38%
Petits-proprétaires	156 — 33,62%
	464 — 100,0%

Les 998 élèves sortis en novembre se répartissent comme suit:

	Pour cent.
Ouvriers	529 — 52,9%
Agriculteurs	158 — 15,8%
Profess. libérales	311 — 31,3%
	998 — 100,0%

Dont:

	Pour cent.
Non-proprétaires	883 — 88,5%
Petits-proprétaires	115 — 11,5%

Les 166 élèves du cours spécial de coopération, sortis de l'école en fév. 1920 sont:

	Pour cent.
Ouvriers	50,6%
Paysans	3,6%
Profess. libérales	45,8%
Non-proprétaires	90,40%
Petits-proprétaires	9,6%

Ces diverses données réunies nous donnent le tableau suivant:

Promotions de	Ouvriers.	Paysans.	Profess. libérales.	Non-proprétaires.	Petits-proprétaires.	Hommes.	Femmes.	Grands-russiens.	Nombre de sortants.
Janvier 1919	43,38	29,54	27,08	71,2	28,7	94,1	5,8	—	341
Mars 1919	44,0	25,0	20,0	64,44	33,62	95,0	5,0	—	464
Octobre 1919	52,9	15,8	31,1	88,5	11,5	95,7	14,1	72,5	998
Février 1920	50,6	3,6	45,8	90,4	9,6	81,6	18,7	88,4	166

Ce tableau montre l'augmentation à chaque réouverture des cours, du nombre des ouvriers; au début de l'année leur nombre était moindre que la moitié du nombre total; en mars, légère augmentation; lors des cours importants d'octobre ils sont presque 53% et plus de la moitié au cours de coopération. Les ouvriers constituent donc, à l'Université Communiste l'élément dominant; et, il s'agit de prolétaires non-possédants comme nous l'indique la 4-e colonne qui précise quel élément vient nous demander l'enseignement: ouvriers, petite ou moyenne bourgeoisie des villes, d'une façon assez générale prolétaires sans avoir vivant de leur travail personnel. Le nombre des auditeurs non-possédants s'accroissait à chaque réouverture des cours et il n'y avait plus en janvier 1920 que 10% d'élèves petits-proprétaires.

Le nombre des paysans propriétaires fréquentant l'école diminuait de façon correspondante; il s'élevait à peu près au tiers au début de 1919, mais à chaque nouvelle entrée d'élèves il décroissait, ce qui s'explique et par le retour des paysans dans les campagnes et par d'autres causes (notamment la mobilisation).

Les chiffres qui montrent l'attraction exercée par l'école sur les travailleurs des villes, voisins du prolétariat, employés, garçons de bureaux, etc., classés dans nos statistiques sous la rubrique «professions libérales» sont dignes d'intérêt.

Plus intéressants encore les chiffres montrant l'accroissement du nombre des auditeurs; elles ne représentaient fin 1919 que 6%; elles étaient déjà au début de 1920, à la quatrième réouverture des cours, 18,7%. Ainsi le nombre des étudiantes s'était sensiblement accru, en même temps que diminuait le nombre des élèves originaires de la campagne; ce n'est là qu'une conséquence de l'accroissement remarquable de l'activité sociale de la femme dans la Russie des Soviets.

Les données concernant la composition sociale et professionnelle de l'auditoire témoignent avec évidence: 1) de la composition purement prolétarienne de l'Université Communiste; — 2) de l'attraction qu'elle exerce sur le prolétariat le plus arriéré (commis, textiles, petits-employés, faillieurs) en même temps que sur les ouvriers qualifiés; — 3) de l'augmentation croissante du nombre des auditrices.

Le caractère politique de l'auditoire de l'Université Communiste est indiqué par le tableau suivant (pourcentage):

	Neutres	Divers partis	Symp.	Communistes Membres	Total
Janvier 1919 . . .	5,5	9,0	16,4	68,9	85,3
Mars 1919 . . .	8,14	—	5,3	82,6	87,9
Octobre 1919 . . .	31,4	1,2	16,2	48	65,0
Février 1920 . . .	9,1	—	31,9	59,0	90,9

L'écrasante majorité des auditeurs est ainsi communiste (membres du parti ou sympathisants); les chiffres montrent d'ailleurs l'augmentation, à chaque réouverture des cours, du pourcentage des communistes, la décroissance des «neutres» et la disparition totale des représentants des autres partis.

Remarquons dans le dernier tableau les chiffres de la III^e ligne qui permettent de constater la diminution du nombre des communistes et l'augmentation de celui des «neutres» pour la période qui s'étend d'octobre 1919 à février 1920; ce fait s'explique de lui-même si l'on veut bien se souvenir que la troisième réouverture des cours (octobre) se prépara en juin et août, au moment où commençait l'offensive des blancs et où les organisations devaient mobiliser presque tous les militants occupant des postes de confiance.

Comme on le voit d'après les chiffres que nous avons en mains la majorité écrasante des auditeurs est, de façon ou d'autre, absorbée par le travail d'édification de la société nouvelle: plus de la moitié d'entre eux travaille dans les institutions soviétistes et la participation de nos élèves au travail des syndicats suit une courbe ascendante.

Les renseignements que nous possédons sur l'âge et sur la situation de famille des auditeurs montrent que les jeunes gens ne sont pas les seuls à venir à l'Université; des camarades âgés, des pères de famille d'esprit positif qui, sous le régime tsariste et bourgeois, n'avaient aucune possibilité de s'instruire viennent à nous, désireux de rattraper le temps perdu.

Les trois quarts au moins des étudiants ont reçu la préparation insignifiante que leur a donnée l'école primaire de l'autocratie; en d'autres termes ils ne savent que lire et écrire.

5% n'ont passé par aucune école et ont appris eux-mêmes la lecture et l'écriture.

Pourtant les auditeurs possèdent une instruction moyenne restant assez nombreux (plus de 16%) et le chiffre de ceux qui possèdent une instruction supérieure s'accroît.

Ce fait étonne un peu, l'Université ne recevant pas en principe les personnes possédant une instruction supérieure. Il a fallu admettre à cette

règle diverses exceptions en faveur de nombreux camarades, spécialistes techniciens de telle ou telle branche d'industrie, récemment entrés dans le parti, ayant donné au gouvernement des soviets des preuves de leur dévouement mais absolument ignorants, à leur grande honte, en matière de socialisme et de sciences sociales.

Leur refus de suivre le cours du camarade Lénine sur les principes de la constitution soviétiste, ou celui de Boukharine sur l'économie politique et, d'une façon générale, d'étudier sommairement l'histoire de notre parti, les détails de notre programme — c'eût été prendre une responsabilité que n'a pas voulu accepter le Conseil d'Études.

L'Université admit, en organisant pour eux des cours spéciaux abrégés, quatre groupes de cosaques, pour la plupart originaires du front oriental.

Ces élèves-cosaques, le plus souvent déserteurs des armées blanches, «cherchaient, comme l'expose le camarade Kohn, organisateur de ces cours spéciaux, à se rendre compte des événements auxquels ils avaient participé et avaient un état d'esprit nettement révolutionnaire—qui n'empêchait pas (surtout dans les premiers temps) l'antisémitisme de prospérer dans leur milieu».

Toutes les données que nous possédons sur la composition de nos auditoires nous permettent de tirer les conclusions suivantes: 1) La composition de l'auditoire, à l'Université Communiste J. M. Sverdloff, est prolétarienne; 2) à chaque réouverture des cours l'Université accueille une nouvelle «vague» de prolétaires recrutés dans les couches les plus profondes de la classe ouvrière; 3) le nombre des auditrices s'accroît; 4) l'écrasante majorité des auditeurs appartient au Parti Communiste ou sympathisent avec lui; 5) a en juger par leur âge ils se recrutent dans la fleur du prolétariat, parmi les hommes parvenus à la maturité de leur vigueur et de leur santé; 6) au point de vue de l'instruction la grande masse des élèves sont des primaires;—dans un certain nombre de cas ils ont reçu une certaine instruction moyenne.

III.

Programme et méthodes d'enseignement.

Comme nous l'avons déjà dit, il n'y avait pas, en 1918, lors de la fondation des cours d'agitation et de propagande dont l'Université Communiste devait résulter, de programmes et de méthodes d'étude arrêtés. Il n'y avait pas, de même, de personnel enseignant fixe.

L'organisation de ces cours avait été nécessitée par les besoins du moment; la province exigeait des militants; il en fallait pour les campagnes, au front, dans les coopératives, dans les syndicats; il fallait des hommes pour le combat, sachant les mots d'ordre, il fallait des hommes de confiance, des commissaires, des émissaires, des fondés de pouvoir pour appliquer sur place les ordres du centre, les instructions, les décrets.

Faire connaître ces instructions et ces décrets de même que l'essentiel de la politique du cen-

tre; donner aux camarades une arme, momentanée sans doute, mais bien affilée, telle était la tâche des cours d'agitation et de propagande.

On concevra qu'ils n'eussent dans ces conditions ni programme mûrement réfléchi, ni méthode d'enseignement, ni personnel enseignant permanent.

Il est vrai qu'à la fin de 1918, feu J. M. Sverdloff, alors Président du Comité Exécutif Central des Soviets enjoignit à tous les Commissaires du Peuple d'élaborer à brève échéance un cours concernant leur Commissariat et d'en assumer la lecture. Mais on comprendra que le résultat fut minime; les leçons gardèrent leur caractère occasionnel (1).

Ce ne fut que six mois plus tard, quand le camarade C. I. Kanatchikov (membre du C. C. E.) devint directeur des cours qu'un programme fut pour la première fois élaboré.

La vie elle-même obligea d'abord à prolonger la durée des cours et ensuite à élaborer un programme.

Comme c'était surtout la campagne qui avait besoin de militants le programme des cycles dits «rural» et «d'arrondissement» fut l'objet des premiers travaux.

Il n'était encore question d'aucun plan d'ensemble des études.

L'expérience montra tout de suite qu'il n'était pas possible de conserver les méthodes et les habitudes de l'école bourgeoise.

Et tout d'abord l'ancienne méthode des lectures apparaissait tout à fait inadéquate à ces grands auditoires ouvriers qui exigeaient des méthodes et des procédés plus intelligibles et pratiquement plus faciles à saisir.

Le programme n'en tenait pas compte. Un professeur venait; il lisait pendant une heure ou deux, il lisait parfaitement bien; l'auditoire écoutait... Comprendait-il? Voilà ce qu'il n'était pas possible de vérifier.

Dans les meilleurs des cas le lecteur — s'il s'agissait d'un vieux militant du parti — se souvenant de son ancienne expérience des groupes ouvriers clandestins suscitait une discussion après la leçon; et c'était tout.

Les cours avaient pourtant leur utilité; les lecteurs conversaient avec leurs élèves et comme la plupart des sujets traités concernaient le gouvernement des soviets, la pratique de tous les jours obligeait le personnel enseignant à réfléchir à sa tâche.

Le travail commencé en mars exigea déjà une réforme totale des méthodes d'enseignement; la décision prise par le Comité Central de former une école du parti imposait l'élaboration d'un plan.

Le Conseil d'Etude se mit à l'œuvre après la sortie des élèves entrés en mars.

L'école fut divisée en deux sections: celle des institutions soviétistes et celle du parti.

Un cours théorique est commun aux deux sections. Il embrasse l'histoire des relations éco-

nomiques, la science économique (autrefois appelée économie politique), le socialisme scientifique, l'histoire du mouvement ouvrier dans les pays de l'Europe Occidentale, l'histoire du mouvement ouvrier russe, l'histoire de la révolution en Europe, l'histoire du Parti Communiste russe, l'étude du Programme du Parti, de la Constitution Soviétiste, de la question agraire et du mouvement agraire en Russie.

Les cours se divisent ensuite, à peu près au moment où s'achève la moitié du cours commun, une section étudiant pratiquement les institutions soviétistes et l'autre approfondissant l'œuvre du parti.

La section des institutions soviétistes devait donc se diviser en autant de sous-sections qu'il y a de commissariats.

Pour concevoir combien les nécessités pratiques nous firent modifier les tâches que d'abord nous nous imposions il suffit de comparer le programme des premiers temps avec celui qui fut élaboré cinq ou six mois après l'ouverture de l'école.

Le programme primitif des cours de deux semaines était le suivant:

- 1) La lutte des classes.—2) Développement du capitalisme, impérialisme, guerre, révolution. —
- 3) Dictature de la bourgeoisie, dictature du prolétariat, parti.—4) Question agraire.—5) Ravitaillement.—6) La nationalisation de l'industrie, du commerce et des banques.—7) L'armée rouge.—
- 8) L'organisation du gouvernement des Soviets.

Mais les organisateurs des cours se rendant compte dès le début qu'en se bornant à remplir une tâche aussi étroite que celle d'instruire aussi hâtivement, des militants sur les questions d'actualité il était impossible — et pourtant nécessaire — de donner aux soviets de province des instructeurs expérimentés. A cette fin «le quart d'un cours de trois mois devait être consacré aux questions théoriques et les trois autres quarts aux leçons et à l'enseignement pratique concernant l'œuvre constructive de l'état socialiste».

Le nouveau programme du cours trimestriel fut le suivant:

- 1) Le Travail et le Capital. Histoire de la lutte des classes. — 2) L'impérialisme et la guerre. —
- 3) Le parlementarisme et la dictature de la bourgeoisie. — 4) La dictature du prolétariat et les Soviets. — 5) Socialisme, Anarchisme et Communisme. — 6) L'opportunisme, hier et aujourd'hui. —
- 7) L'œuvre constructive soviétiste. — 8) La socialisation de la terre. — 9) La question du ravitaillement. — 10) La nationalisation de l'industrie et des banques. — 11) Le contrôle ouvrier et l'obligation du travail. — 12) Les Finances (la Trésorerie) de la République des Soviets. — 13) L'armée rouge et l'armement des ouvriers. — 14) Les Soviets et l'instruction populaire. — 15) L'Eglise et l'Etat. —
- 16) La question nationale. — 17) La paix de Brest-Litovsk et nos tâches. — 18) Le Conseil Supérieur de l'Economie populaire. — 19) La Coopération. —
- 20) Les Transports. — 21) La prévoyance sociale. —
- 22) L'Internationale.

Comme on le voit, il n'est pas question en réalité d'un plan d'études et chaque leçon est brûlante d'actualité.

(1) L'auteur de ces lignes fut ainsi chargé d'un cours sur la religion bien qu'il fut par sa fonction appelé à s'occuper des transports.

«La paix de Brest-Litovsk et nos tâches». — «L'Armée rouge et l'armement des ouvriers». — ces questions étaient de celles auxquelles il fallait répondre sans tarder, sans équivoques, sans dérobades, et qu'il importait de trancher pratiquement sur l'heure.

On voit dans les instructions concernant les cycles des communes rurales et d'arrondissements, un essai de plan d'études (février 1919).

Ces instructions divisaient tous les travaux en deux parties: un cycle de trois mois (cycle d'arrondissement), — et un autre, sensiblement abrégé, celui des communes rurales.

Le cours trimestriel comportait 226 heures de leçons théoriques ayant un caractère général et 400 heures de travaux pratiques spéciaux sur l'œuvre d'édification soviétiste dans le domaine précis de chaque commissariat.

Ce programme comprend déjà un cours de socialisme scientifique (18 h.), — un cours d'histoire du Mouvement Ouvrier (24 h.) et d'histoire du Parti Communiste (24 h.) qui faisaient défaut dans les premiers programmes.

L'expérience nous avait en effet démontré qu'il ne suffisait pas au militant de savoir tenir un fusil mais qu'il fallait aussi qu'il connût l'histoire de son parti et ne fût pas complètement «illettré» en matière de philosophie.

Ces «Instructions» sur l'École indiquaient déjà que «l'enseignement des cours généraux a pour but de donner aux ouvriers et aux paysans l'instruction communiste élémentaire qui est la base indispensable de toute participation consciente au travail soviétiste». A la sortie de l'école les militants étaient supposés devoir devenir secrétaires ou présidents de Comités Exécutifs des Soviets, des Soviets mêmes, des Comités, des Administrations, — ou encore directeurs d'entreprises, instructeurs, agitateurs et propagandistes.

Pour les préparer à des postes aussi importants nous considérions comme indispensable de leur faire suivre un cours théorique général suivi de deux mois de travaux pratiques dans tel ou tel domaine.

Ici encore l'expérience nous corrigea en nous montrant la nécessité d'une spécialisation plus grande, large, tout d'abord dans les deux grands domaines de l'action — celui du Parti, celui des Soviets — puis plus étroite dans les branches spéciales de ces deux domaines.

C'est ce qui fit élaborer en mai 1919 un nouveau programme d'études comportant une plus grande spécialisation dans les détails et plus de travaux pratiques.

Les auditeurs des deux sections (Institutions Soviétistes et Parti) devaient suivre un cours théorique commun de 240 heures et devaient en outre opter pour un travail soviétiste ou communiste défini.

La section des institutions soviétistes se divisait ensuite en neuf sous-sections qui s'occupaient des différentes questions ayant trait à l'organisation de l'état. Les cours de chacune de ces sous-sections (Economie populaire, travail, transports, etc.) prenaient 160 heures; l'étudiant passait

ensuite à l'une des 19 sections d'études pratiques du travail soviétiste.

120 heures étaient réservées à chacune de ces sections; l'étudiant devait fréquenter les commissariats, étudier leur tenue de livres, leur mécanisme et son fonctionnement; il devait par son travail même dans l'un des commissariats faire l'apprentissage de sa fonction ultérieure.

Les étudiants de la section du parti se subdivisaient en trois groupes: groupe de la presse, groupe d'agitation et de propagande et groupe d'organisation.

Les tâches de ces sections sont claires: elles doivent préparer les journalistes, les agitateurs et les organisateurs du parti. 120 heures de travaux exclusivement pratiques étaient consacrées à chacune.

Afin d'en donner une idée plus complète, arrêtons-nous un moment sur la section d'agitation et de propagande.

12 heures y étaient consacrées à la théorie et 120 h. aux exercices pratiques.

En douze leçons les instructeurs faisaient un cours sommaire du développement de l'art oratoire surtout dans les temps modernes, en France, en Allemagne, en Russie; ils produisaient des fragments des discours les plus remarquables des orateurs révolutionnaires et soumettaient à une critique — particulièrement intéressante et vivante — les discours des orateurs russes actuels, des camarades Lénine, Trotsky, Zinoviev, Lounatcharsky, Kollontai, etc.

Ils exposaient ensuite la structure du discours, les méthodes d'agitation, les conditions variées dans lesquelles il peut arriver de travailler, les milieux (fabrique, usine, village, masse ouvrière ou paysanne, femmes, jeunes gens, soldats rouges) dont la composition est capitale pour l'agitateur.

Dès ce moment les étudiants étaient mis dans l'obligation de faire preuve d'initiative personnelle; ils analysaient eux-mêmes les discours des anciens orateurs, ils appréciaient d'un point de vue critique ceux des nôtres, ils recherchaient les causes de leur succès ou de leur insuccès et se préparaient ainsi à parler à leur tour...

Les travaux pratiques de la section d'agitation (divisée en trois groupes de 30 à 40 personnes) s'accomplissaient comme suit: les étudiants se choisissaient eux-mêmes des sujets à approfondir et les préparaient pour ensuite prendre la parole devant leur groupe.

Ce faisant l'un avait pour tâche d'exposer par ex. la question de «l'Antisémitisme et du Parti Communiste» devant un auditoire supposé de paysans illettrés; un autre se préparait à parler devant des ouvriers, un troisième devant des ouvrières. — Les auditeurs passaient ce discours au crible de la critique, recherchant d'abord s'il correspondait bien à la mentalité du milieu auquel il était destiné, ensuite la valeur de son contenu, et indiquant enfin les insuffisances de forme. Les moyens des orateurs, gestes, etc. subissaient le même examen critique.

Les meetings organisés pour l'école entière par les soins de la section d'agitation constituaient le second degré des cours. Chacun pouvait y prendre la parole. D'ardentes discussions s'y soule-

vaient.—Les sujets à traiter étaient naturellement affichés à l'avance.

Les étudiants participaient enfin aux réunions ouvrières de Moscou et aux diverses campagnes de propagande organisées par le Parti Communiste.

C'est ainsi qu'ils prirent une part active à l'organisation de la Tournée de Propagande soviétiste.

Leurs interventions à la tribune, il va de soi, ne furent pas toujours heureuses; mais à chaque nouvelle occasion les succès augmentaient; les témoignages des organisations qui bénéficiaient du concours des étudiants en font preuve.

Faisons remarquer que nos élèves-propagandistes dès le moment où ils se formaient en groupes d'études pratiques, prenaient en mains tout leur propre enseignement; ils élaient, entre eux, un président chargé de diriger leurs réunions, ils désignaient le secrétaire chargé de rédiger les procès-verbaux et l'instructeur du groupe participait à ses travaux au même titre que les autres membres, ne faisant sentir sa compétence que par ses remarques et ses conseils.

Cette façon de faire donna bientôt des résultats brillants. Nous citerons ici l'opinion d'un correspondant du *Manchester Guardian*, d'autant plus intéressante que l'auteur, pédagogue bourgeois, assurément loin d'être communiste, a suivi lui-même les travaux de l'école. Il assista, aux réunions du cercle d'études rurales, au moment l'on y débattait la question agraire. Voici ce qu'il en dit (nous traduisons d'après le compte-rendu sténographique de son speech): «L'orateur remercie tout d'abord les assistants pour l'accueil si cordial qui lui a été fait. Il n'avait pas l'intention de prendre ici la parole, mais cet accueil l'y invite de la meilleure façon. Pour parvenir en Russie il lui a fallu surmonter de bien grandes difficultés; mais tout ce qu'il y a vu est en contradiction avec ce que l'on écrit sur la Russie en Angleterre et dans les autres pays de l'Europe. La richesse et l'organisation de notre système d'enseignement l'ont étonné; à cet égard la Russie a fait plus que les pays cultivés capitalistes. Il est qualifié pour émettre cette appréciation, étant lui-même pédagogue. Au cours de son séjour en Russie il s'est pénétré de respect pour la révolution et, plus particulièrement, pour le communisme. Il s'étonne de nous voir étudier le travail dans les campagnes alors que l'on s'imagine à l'étranger que les campagnes russes sont à l'égard de la révolution, entièrement passives. Tout ce qu'il a vu en Russie, il le dira aux travailleurs anglais pas l'intermédiaire des organes de leurs partis et des grands journaux».

Cette appréciation nous intéresse d'autant plus qu'elle concerne précisément la méthode appliquée pour la première fois à l'Université J. M. Sverdlov. L'auteur était à ce moment sous l'impression des débats entre nos élèves sur le travail communiste dans les campagnes.

Les autres sections des institutions soviétistes travaillaient à peu près de même.

Le programme des études de la dernière session de 1919 comportait également divers travaux à effectuer en groupes ordinaires et groupes spéciaux.

Les groupes ordinaires sont de 30 à 40 élèves. Tous les élèves en font partie. Ils sont dirigés par des instructeurs expérimentés.

De la sorte chaque cours se répète dans les cercles, celle fois par le travail et selon l'initiative des élèves.

Les groupes spéciaux sont formés de volontaires qui s'intéressent à des questions spéciales.

Ils travaillent de façon tout à fait autonome. Les élèves eux-mêmes étudient les questions, font des causeries, discutent. Les instructeurs ne sont que des camarades plus expérimentés qui apportent le concours de leur savoir. Malheureusement leur petit nombre n'a pas permis de généraliser suffisamment ce mode de travail.

D'une façon générale notre personnel enseignant était très restreint: il ne comptait que 8 personnes.

Il n'y avait pour ainsi dire pas de professeurs attirés; les conférenciers, toujours accablés de travail, ne venaient qu'assez irrégulièrement; le Comité Central du Parti les envoyait au front; il leur arrivait d'interrompre leurs cours, de ne pas pouvoir assister aux discussions, etc.

Ils n'étaient pas toujours à la hauteur de leur tâche. Une enquête faite parmi les élèves nous a donné à ce sujet des renseignements précieux qui nous permettront à l'avenir, d'éviter certaines fautes.

En résumé, l'expérience des dernières sessions nous a donné des résultats importants. Nous allons brièvement les examiner.

IV.

L'expérience d'une année de travail.

Comme nous l'avons déjà indiqué l'un des premiers résultats acquis ce fut la condamnation du système des leçons orales.

Elles furent le plus souvent insuffisantes pour l'auditoire de l'Université Communiste.

Les lecteurs ne savaient pas toujours présenter leur sujet de façon assez populaire; ils ne réussissaient pas à en combiner les parties d'une façon vivante, à conserver l'attention de leur auditoire; ils ne provoquaient pas toujours des discussions.

Les leçons ont fait leur temps; pour l'étude des sciences sociales elles doivent être remplacées par des démonstrations, par des discussions, par les travaux des groupes ordinaires ou spéciaux.

Notre expérience nous fit concevoir ensuite la nécessité de créer des cadres d'instructeurs assez nombreux et assez compétents pour la direction des travaux de groupes.

Mais où trouver des instructeurs capables de diriger 50 à 60 groupes?

Le parti n'avait guère de forces disponibles; les meilleures étaient au front.

Il n'y avait qu'une solution naturelle à cette question: trouver parmi les élèves les éléments de ces cadres.

Le Conseil d'Etudes décida donc de conserver à l'école les cinquante meilleurs élèves afin qu'ils approfondissent leurs études et pussent à la session suivante, se charger de l'organisation des

nouveaux élèves et de la direction de leurs cercles.

Ce qui fut fait; aux cinquante anciens élèves se joignirent encore des étudiants de l'académie militaire-pédagogique.

Ces cent jeunes gens accomplissent maintenant un travail important; ils accueillent les nouveaux, ils aident le Conseil d'Études à les former en groupes selon leur préparation et leurs connaissances, ils dirigent les travaux des groupes.

Les résultats de ce procédé sont excellents. Les nouveaux élèves nouent dès l'abord des relations de camaraderie avec les anciens élèves bien au courant de la vie de l'école; ils ne sont pas obligés d'écouter une dizaine de professeurs dont les efforts ne pourraient que faire naître dans leurs cervelles un véritable chaos; tout l'enseignement qu'ils reçoivent est approfondi et assimilé dans les groupes; et, enfin, les étudiants demeurés à l'école en qualité d'instructeurs acquièrent une vaste expérience qui en fera des professeurs, des agitateurs et des propagandistes de valeur (eux-mêmes se qualifient *lecteurs* ou *professeurs*).

L'expérience de 1919 nous a en outre amené à conclure que l'étude la plus sérieuse doit être coupée par des repos et des travaux esthétiques.

Les soirées artistiques—musique, chant, art dramatique—doivent être plus nombreuses et leur programme doit être plus large.

C'est pourquoi la section de Culture Intellectuelle a été élargie et fortifiée. Outre le concours normal des meilleurs artistes, chanteurs, musiciens, etc., des groupes d'études musicales, dramatiques, littéraires sont en formation.

Les étudiants vont éditer un journal où paraîtront leurs travaux les meilleurs, conférences, articles, vers. Ce journal permettra à ceux qui étudient le journalisme et la presse de faire un apprentissage pratique.

Enfin, le programme même des études a dû être modifié.

Les cours les plus importants par leurs sujets, tels que ceux de socialisme scientifique, d'histoire, d'économie populaire, permirent vite de remarquer qu'un certain nombre d'étudiants n'avait qu'une préparation dérisoire qui obligeait les maîtres à leur fournir, après chaque leçon, les éléments de géographie, de mathématiques de chimie et, d'une façon générale, des sciences naturelles et historiques.

Il fallut créer à leur intention des cours abrégés d'initiation aux sciences naturelles et historiques: 1) initiation à la physique, à la chimie, à la biologie, à la géologie, à l'astronomie et 2) répétition abrégée (cours libres) de mathématiques (arithmétique, algèbre, géométrie), de langue russe et de littérature.

Les cours abrégés de langue russe et de mathématiques se bornent souvent en fait à l'enseignement des premiers éléments: lire, écrire et compter.

La création d'un cours de sciences naturelles fut un fait capital. Chacun le comprenait, mais il avait paru, au premier abord, suffisant de ne donner aux élèves que l'enseignement élémentaire des sciences sociales en laissant à leur initiative d'entreprendre d'autres études.

D'ailleurs la brièveté des études ne permettait pas un tel luxe de cours.

C'est ce qui nous détermina—cinquième conclusion—à porter la durée des cours de trois à six mois. Il fallut aussitôt modifier en conséquence le programme des études. Il devint plus ferme et plus rationnel.

Si l'on considère celui du semestre courant on est frappé par l'esprit de suite et par la logique qui y règnent.

Les premiers cours sont ceux des sciences naturelles et du camarade Lounatcharsky.

Ce dernier enseigne, de façon remarquable, l'histoire de la culture; ses leçons sont accompagnées de démonstrations pratiques musicales, dramatiques, etc. La parole, élocuente de l'orateur est illustrée par des projections lumineuses, par la déclamation des meilleures œuvres littéraires, par la musique, par les danses. Ceci grâce au concours d'artistes choisis.

L'initiation à la physique et à la chimie est professée simultanément avec le cours d'histoire de la culture; un cours de géographie physique a lieu ensuite, puis un cours de biologie dans lequel une place spéciale est faite à la théorie de l'évolution.

Le cours d'économie politique, c'est-à-dire d'exposé et d'histoire des systèmes économiques et d'économie populaire s'ouvre dès la première semaine.

Le cours d'histoire générale et d'histoire de Russie fait aussi partie de la série des cours préparatoires.

Le cours dit de «Lutte de classes et de partis en Europe Occidentale» (histoire de la révolution) commence dans la quatrième semaine des études; la semaine suivante s'ouvre le même cours concernant la Russie.

Un cours de statistique commence dès la cinquième semaine et ce n'est qu'à la septième, alors que les éléments des sciences naturelles, de l'histoire et de l'économie politique ont été enseignés que s'ouvre le cours de socialisme scientifique.

Ayant reçu une bonne préparation sur le marxisme et l'histoire du marxisme les élèves achèvent leurs études en abordant (7-e semaine) l'histoire du mouvement paysan et (8-e semaine) celle du Parti Communiste dont ils n'étudieront le programme qu'à partir de la 10-e semaine.

Un exposé abrégé des programmes des autres partis commence à la 17-e semaine.

L'esprit de suite qui préside à l'organisation de ces cours, lus par les meilleurs théoriciens du Communisme en Russie—Lénine, Boukharine, Pokrovsky, Lounatcharsky, Riazanov, Zinoviev, permet de faire connaître et comprendre rapidement des sujets tels que l'histoire du parti et son programme.

Les cours essentiels, sont aussi basés sur les travaux des groupes ordinaires et spéciaux auxquels sont réservées 120 heures; 184 heures sont réservées d'autre part aux groupes, pour la répétition de chaque cours.

Dès la 11-e semaine les deux facultés (du Parti et des institutions soviétistes) se divisent; jusqu'à ce moment les étudiants suivent tous le

même cours théorique. Ils ont alors à choisir la section d'études de tel commissariat ou de telle branche d'activité du parti.

Le travail de ces sections est purement pratique, comme nous l'avons déjà vu par l'exemple de la section d'agitation. La faculté des institutions soviétistes se subdivise en autant de sections qu'il y a de commissariats. Celle du Parti se subdivise comme suit: section d'organisation, — d'agitation, — de travail dans les campagnes, — de travail parmi les ouvrières, — de travail parmi la jeunesse, — de travail à l'armée rouge et de la presse.

Faisons remarquer ici que l'ensemble des étudiants se divise dès le début en deux catégories, par aptitudes et connaissances; les uns suivant les cours fondamentaux et les autres les cours préparatoires.

Avant de conclure il nous paraît nécessaire de nous arrêter encore sur deux faits: 1) l'utilisation des étudiants par l'école et 2) les ressources matérielles de l'école.

En dix-huit mois environ d'existence l'école a instruit près de 5000 élèves dont plus de 4000 ont été ensuite envoyés au front.

Nul n'ignore l'importance de ce résultat pour l'armée rouge; c'est leur vaillance et leur dévouement à la cause de la révolution — dévouement inculqué et cultivé par notre enseignement qui ont permis à nos militants de conduire les troupes rouges et, souvent, de leur ouvrir par le sacrifice le chemin de la victoire.

Partout — sous les murs de Pétrograd rouge, dans les plaines de la Sibérie et de l'Ukraine, sur le Don, au front Occidental, l'enthousiasme des communistes, parmi lesquels se plaçaient nos étudiants, fut le ciment de l'armée rouge, qui déjà lui a fait une légende d'invincibilité et d'héroïsme.

Le camarade Troïsky, et nombre d'autres témoins, constatent unanimement que la victoire de Pétrograd sur l'armée Youdénitch fut obtenue par l'héroïsme des aspirants et des étudiants des écoles au nombre desquelles figure la nôtre.

Ceux de nos élèves qui ne furent pas envoyés au front de guerre reçurent des postes de confiance à l'intérieur. Il n'y a peut-être pas de ville importante en Russie où l'on ne rencontre dans les institutions soviétistes ou dans le parti quelque élève de notre école. Les nombreuses lettres des anciens étudiants à leurs maîtres prouvent quels liens se nouent à l'école et quelle conscience de leur responsabilité nourrissent nos étudiants.

Tous ne sont pas, il est vrai, suffisamment préparés; tous ne sont pas aptes à remplir des emplois comportant des responsabilités, mais on ne peut contester qu'ils apportent tous dans la masse ignorante, ouvrière et paysanne, une nette conscience de la grandeur de notre cause, un grand dévouement au communisme, de l'héroïsme, de l'abnégation, de l'honnêteté et, ce qui est capital, l'esprit de la discipline prolétarienne.

Sous ce rapport l'influence d'une école, même précaire et insuffisante, est inappréciable. Et le 8^e Congrès du Parti, en décidant de sa création, a fait œuvre utile.

La situation matérielle, extrêmement difficile, de l'école est d'autant plus affligeante.

Nous ne faisons pas allusion aux crédits alloués à l'école. A cet égard notre situation est bonne, le Comité Exécutif Central nous subsidie. Mais nous ne pouvons passer sous silence l'existence affamée de nos élèves, le manque de linge, de chaussures, de vêtements dont ils souffrent, le manque de livres, les logements insalubres, le défaut de moyens de communication et, parfois, le manque de professeurs.

Ces aspects de la vie de l'Université sont tels que l'on s'étonne, en y songeant, du courage des étudiants qui réussissent à tenir pendant trois ou quatre mois avec une alimentation réduite à 400 gr. de pain par jour.

Beaucoup ne pouvaient tenir à ce régime de famine et quittaient l'école: les plus fermes, les plus stoïques, les plus dévoués au communisme restaient seuls.

Les ravages du typhus, le manque de chauffage et diverses autres causes rendaient parfois l'existence de l'Université terriblement dure.

V.

Administration de l'Université.

Les instructions du Comité Central Exécutif panrusse des Soviets instituent pour l'administration de l'Université un Conseil d'Etudes composé d'un membre du Bureau du C. C. E., d'un représentant du Comité Central du Parti, de deux professeurs élus par l'ensemble du corps professoral, d'un économiste, d'un représentant du Commissariat de l'Instruction populaire et des délégués élus par les étudiants. Le nombre de ces derniers devrait être limité à deux, mais dans la pratique, le Conseil d'Etudes en admet de cinq à dix (deux du Comité des Cours des étudiants, un de leur Commission administrative, un du groupe communiste et un délégué de chaque organisation spéciale).

Assistent aux réunions du Conseil d'Etudes et participent à ses décisions les directeurs des diverses sections de l'école, c'est-à-dire ceux des sections d'études du Parti ou des diverses institutions Soviétistes, ceux des groupes, etc.

Le Conseil des Etudes élabore avec le concours de professeurs les programmes d'études, discute leur caractère et leur orientation, discute les candidatures des nouveaux professeurs et des instructeurs, examine les demandes et les propositions des étudiants et des professeurs, dirige en un mot toute la vie de l'université, entend les rapports de l'économiste.

Le directeur de l'Université lui est subordonné; il est chargé de l'administration et de l'application des mesures édictées par le soviét en matière d'enseignement.

L'assemblée générale des étudiants élit un Comité des cours qui assume la direction de ceux-ci.

Il élabore le règlement intérieur et fixe la répartition du temps des étudiants; il crée une série de commissions, économique, administrative, etc., qui, d'accord avec le Conseil des Etudes, le Directeur de l'Université et l'Economiste, président à tous les aspects de l'activité de l'école.

Les étudiants se sentent de la sorte chez eux, à l'Université; ils ont l'impression de vivre et de travailler en camaraderie, ne formant qu'une famille unie avec des aînés plus expérimentés.

Parmi les membres les plus utiles de cette famille citons les sous-directeurs dont le concours dévoué a été précieux.

Comment expliquer maintenant la facilité avec laquelle l'Université Communiste a atteint son double but: grouper un auditoire prolétarien et encourager l'initiative des étudiants?

Une chose l'explique: l'esprit communiste qui préside à tous nos travaux. Organisée par le Parti Communiste l'Université n'a pas voulu être «prolétarienne» de quelque façon spéciale et nouvelle, en s'inspirant d'une «culture» spécialement prolétarienne; elle s'est donnée pour but d'être simplement *ouvrière et paysane*, de se pénétrer de l'esprit des masses, de s'éclairer à la lumière de l'enseignement communiste.

C'est là le secret de son succès et le gage de son développement ultérieur.

L'expérience de dix-huit mois d'activité montre d'une façon évidente comment doit s'orienter le développement ultérieur de l'Université: 1) Les cours doivent être approfondis et prolongés jusqu'à 1 an; 2) parallèlement aux cours continus une série de cours abrégés doivent être organisés (par ex., pour les cosaques, les kalmouks, les bashkirs, les tartares); 3) les leçons doivent être réduites au minimum et remplacées par des discussions, des causeries, des entretiens, des tra-

vaux pratiques, des groupes spéciaux; 4) les maîtres doivent se borner à n'être que des guides intellectuels; 5) l'initiative et l'autonomie des élèves doivent être sans cesse encouragées; 6) leur situation matérielle doit être améliorée.

Les étudiants et surtout ceux qui sont restés attachés à l'Université ont d'ailleurs fait preuve d'initiative dans une très large mesure.

Les enquêtes effectuées parmi les étudiants, leur étude, le vivant contact avec les nouveaux arrivants, de continus efforts permettent seuls l'entretien d'une école telle que l'Université Communiste dans des conditions terriblement défavorables.

Qu'il nous suffise de rappeler que les étudiants ont participé à tous les samedis communistes—de travail volontaire—et qu'ils ont, en travaillant pendant tout l'hiver dans les bois des environs de la ville, réussi à procurer à l'établissement le minimum de chauffage qui a permis son activité. Les étudiants de chaque session sont allés couper le bois pour leurs successeurs.

Si nous ajoutons à tous ces faits qu'en dehors de quelques malentendus insignifiants il n'y a jamais eu (et nous espérons bien qu'il n'y aura jamais) de conflits ni entre étudiants, ni entre maîtres et élèves, le caractère essentiel de l'Université J. M. Sverdloff, organisation communiste et révolutionnaire, ressortira avec une netteté définitive.

V. NEVSKY.

L'UNIVERSITÉ OUVRIÈRE ET PAYSANNE DU NOM DE ZINOVIEV A PÉTROGRAD

(ÉCOLE D'INSTRUCTEURS).

Ce n'est pas une université aux nombreuses facultés, aux riches laboratoires, aux auxiliaires précieux où enseignent de vieux professeurs. Les étudiants n'y demeurent pas des années.

C'est une école de courte période d'instruction, où paysans et ouvriers reçoivent les connaissances indispensables de législation et d'éducation soviétistes.

Notre université naquit en 1917 en pleine révolution d'octobre.

Ceux qui prirent part à la grande révolution d'octobre savaient qu'il est bien dangereux de limiter la révolution à une seule ville ou à un seul rayon, et qu'il était indispensable de l'étendre au pays tout entier.

Tout le pays devait être exactement informé sur les événements de Pétrograd et de Moscou. Partout le pouvoir des Soviets devait être établi.

Et ce résultat ne pouvait être obtenu autre-

ment que par un travail vivant, créateur. Il fallait des hommes, on devait donc les préparer.

On se mit résolument à l'œuvre. On commença avant même que les combats des rues ne fussent terminés. Des ouvriers désireux de partir pour la province, affluèrent à Smolny, des fabriques et des usines, pour y entendre deux ou trois conférences et pour se disperser ensuite dans tous les coins de la Russie pour y mener une action nouvelle, jusqu'alors inconnue; tout le travail fut concentré entre les mains des sections d'agitation du Comité du Parti Communiste de Pétrograd et entre celles du Comité Central Exécutif Panrusse. Le premier groupe de ce genre compta 300 ouvriers.

Le programme de notre Université dans sa forme primitive était tout ce qu'il y a de plus simple et se bornait aux sujets suivants: 1) La révolution d'octobre et la dictature ouvrière et

paysanne, 2) la question agraire en Russie—le décret sur les terres, 3) le décret sur la paix.

Ce cours se terminait habituellement par un discours d'adieu du camarade Lénine ou du camarade Zinoviev.

Vers la fin du mois d'octobre et dans le courant du mois de novembre, on instruisit par ce rapide procédé plus de mille camarades. Ils se répandirent par toute la Russie et n'ont cessé dès lors de mener une action féconde d'instruction et d'organisation.

Le degré suivant de l'Université Paysanne et Ouvrière comporte un cours de plus longue durée, organisé auprès de la même section d'agitation, celui de l'école d'agitateurs. Les cours se prolongeaient de 2 à 3 semaines et l'enseignement était donné par des maîtres de conférences permanents, pris parmi les camarades du parti. L'école eut pour élèves des ouvriers de Pétrograd venus de tous les coins de la ville et désireux de partir pour la province.

Voici le programme des cours:

1) Un bref exposé du développement de la société humaine jusqu'au capitalisme et au communisme.

2) Histoire du mouvement révolutionnaire en Russie et en Occident.

3) Histoire des partis. Leurs programmes.

4) Qu'est-ce que la République des Soviets? Les Soviets de 1905 et ceux de 1917 avant la révolution d'octobre. Les Soviets et leur importance après la révolution d'octobre. Les Soviets comme organisation du pouvoir du prolétariat et des paysans pauvres. Le système électoral des Soviets et l'organisation du pouvoir soviétiste en province.

5) Les problèmes économiques de la Russie des Soviets. La nationalisation de l'industrie et du commerce, la nationalisation des banques, et le contrôle ouvrier.

6) L'armée Rouge, sa tâche. Ce qui la distingue des armées bourgeoises.

7) La question agraire. Notre politique agraire. Organisation des communes agricoles.

8) L'église et l'état. Séparation de l'église et de l'état; séparation de l'école et de l'église.

9) Qu'est-ce que l'Internationale?

10) Le moment actuel.

Ce programme était étudié en deux ou trois semaines. Les élèves passaient ensuite un examen et étaient envoyés en province ou restaient à la disposition de la Section provinciale créée dès le 12 juillet 1918 auprès du Comité Exécutif de l'Union des Communes du Nord.

Au cours de la première moitié de l'année 1918, on prépara de la sorte cinq groupes de 50 personnes chacun.

Plus tard la question se posa de la nécessité d'une action nouvelle pour la province. Il était impossible d'y envoyer indéfiniment des ouvriers. Il fallait, avec des éléments pris parmi le prolétariat agricole, former des cadres de militants soviétistes.

On confia à la Section provinciale l'organisation d'une Ecole d'Instituteurs dont les cours devaient être de plus longue durée.

Cette école commença à fonctionner le 15 septembre 1918.

Les élèves étaient délégués par les comités exécutifs des districts et des provinces et par les organisations du parti. Pendant trois mois, les élèves habitaient Smolny où ils étaient logés vêtus et nourris. En outre, ils recevaient quelque peu d'argent pour leurs besoins personnels. Cette allocation d'ailleurs était augmentée au fur et à mesure du renchérissement du coût de la vie. De 100 roubles par mois, qu'elle était au début elle s'est élevée à deux mille roubles et sera bientôt portée à 3.000 roubles. Les études terminées tous les élèves reviennent obligatoirement au lieu d'où ils ont été délégués.

Les études du 1-er contingent commencèrent le 27 novembre 1918.

Les étudiants nous furent envoyés par les provinces suivantes:

Vologda	30 personnes.
Novgorod	32 »
Olonetz	12 »
Pétrograd	64 »
Dvinsk	40 »
Pskov	49 »
Tchérepovetz	23 »
Tambow	17 »

Total . . . 327 personnes.

De ce nombre il faut défalquer un certain nombre de personnes qui renoncèrent à poursuivre leurs études:

Par suite des conditions matérielles insuffisantes	15 personnes,
Pour cause de maladies	11 »

Reste . . . 301 personnes.

Dont externes 168 »

Total . . . 469 personnes.

Tous paysans de cantons éloignés, dont l'âge variait de 18 à 40 ans. Les élèves de 18 à 25 prévalaient dans ce premier contingent.

A titre exceptionnel des vieillards furent admis. Un vieillard de 60 ans fit même ses études avec beaucoup de succès.

Les auditeurs du premier contingent résolurent à une de leurs réunions générales de nommer l'école—Première Université Ouvrière et Paysanne du nom de Zinoviev. L'école ouvrant aux élèves les portes de la vie politique, il fallait donc souligner en la nommant son importance considérable pour les ouvriers et les paysans.

C'est ainsi que la Première Université Ouvrière et Paysanne de Pétrograd, du nom de Zinoviev, reçut son appellation.

Les études de ce contingent furent organisées selon un plan plus large.

Elles se divisèrent en deux parties: l'agriculture, culture générale et politique.

Pendant les trois mois de cours, les conférences suivantes eurent lieu :

1) sur l'agriculture	16 conférences.	
(avec projections lumineuses).		
2) Botanique	2	»
3) Sciences naturelles	1	»
4) Hygiène	1	»
5) Histoire de la révolution française	10	»
6) Histoire du mouvement révolutionnaire en Russie	3	»
7) République des Soviets	2	»
8) Éducation soviétiste :		
a) Organisation de la production,		
b) Nationalisation de l'industrie et des banques	8	»
9) Question agraire	2	»
10) Armée Rouge	2	»
11) L'Église et l'État	2	»
12) L'impérialisme et la guerre	2	»
13) Le Communisme	5	»
14) Le Ravitaillement et le Povoïr Soviétiste	1	»
15) Mouvement féministe	2	»

Il faut encore y ajouter de brefs aperçus sur l'organisation et l'activité de tous les Commissariats.

Outre les cours fondamentaux, on organisa des excursions: 1) à l'Institut forestier; 2) aux Papeteries gouvernementales; 3) à la forteresse de Pierre-et-Paul; 4) à la fabrique de chaussures, «Skorokhod»; 5) à la station électrique; 6) à l'usine à gaz; 7) au jardin zoologique; 8) au jardin botanique; 9) au musée d'agriculture; 10) dans les principaux édifices de Pétrograd présentant un intérêt au point de vue architectural: la cathédrale St-Isaac, la cathédrale de Kazan, l'Ermitage, etc.

Au cours de leurs études à l'Université, les élèves assistèrent à toutes les séances du Soviet de Pétrograd, ainsi qu'aux congrès qui eurent lieu pendant cette période, et à divers solennités (inauguration des monuments, etc.); ils participèrent à la fête de l'Anniversaire de la Révolution d'Octobre sous leurs propres drapeaux.

Les jours fériés ils visitaient les musées, les meilleures théâtres.

La 1^e promotion de l'Université eut lieu le 29 novembre. Une séance solennelle du Soviet de Pétrograd fut organisée à cette occasion et dès le 30 novembre les élèves commençaient à regagner leur province.

Ceux qui finirent leurs études à l'Université furent pourvus d'une petite bibliothèque composée de 50 ouvrages d'écrivains socialistes connus.

Comme il appert de l'exposé du plan et du programme les études à l'Université n'avaient pas encore un caractère strictement systématique. Ce fait s'explique surtout par l'absence d'un cadre permanent de conférenciers. Pour toute question politique on était obligé de recourir à des camarades extrêmement occupés par leur travail quotidien.

Aussitôt après la 1^e promotion les travaux préparatoires commencèrent pour le cours suivant.

L'Université fut transférée au palais Ouritzky. Le plan d'études fut modifié et le programme élargi.

L'école préparatoire des Miliciens fut réunie à l'Université Ouvrière et Paysanne.

On dressa le plan suivant: l'Université pourra recevoir de 600 à 1.000 personnes, la durée des cours serait de trois mois. L'Université devait comprendre les sections suivantes: 1) section d'Agriculture; 2) section de la Milice (de la ville, des chemins de fer, milice fluviale); 3) section de la Sécurité Publique; 4) section d'Administration soviétiste.

Les auditeurs devaient suivre le programme général obligatoire, — programme quelque peu élargi comme on l'a vu ci-dessus; puis, ils passaient aux cours spéciaux organisés pour chaque section.

La 11^e période d'études commença le 1^{er} janvier 1919 et se termina le 1^{er} mai de la même année.

Les élèves avaient été envoyés des provinces suivantes:

Pétrograd	254 personnes.
Tchérepovetz	131 »
Vologda	118 »
Dvinsk	110 »
Novgorod	89 »
d'Olonetz	43 »

Au total . 745 personnes.

Par suite de maladies, d'inaptitude, ou par suite des mauvaises conditions matérielles — 36 personnes ne purent suivre les cours. En tout, 709 suivirent les cours, dont 187 femmes.

Pour plus de commodité, les élèves furent divisés en groupe de 100 personnes ayant chacun à sa tête un «chef de groupe» chargé de veiller au bon ordre.

A partir de cette époque les salles de l'ancien palais de Tauride (aujourd'hui Palais Ouritzky) furent transformées en internat pour l'Université Ouvrière Paysanne.

Vu la gravité de la situation militaire, tous les auditeurs reçurent une instruction militaire.

La 2^e période des études se termina en été, à une époque où il est bien difficile de réunir des élèves dans les districts et dans les communes; elle coïncida également avec les grandes mobilisations pour le front Ouest où la plus grande partie des jeunes forces fut dirigée.

Il en résulta une interruption des travaux.

Pendant l'Université ne suspendit pas ses cours. La mobilisation avait pris à Pétrograd pour le front Ouest, une grande quantité de mobilisables. L'afflux de forces nouvelles pour la milice diminua visiblement. C'est ce qui fit poser la question de la formation d'une milice composée de femmes.

En juin 1919, des cours abrégés furent créés spécialement pour la nouvelle milice féminine. Des groupes de 100 à 200 personnes y furent instruits en un mois.

Le programme des études comporte:

- 1) Exercices militaires, tir, gymnastique.
- 2) Exposé sommaire de l'histoire de notre révolution.
- 3) République des Soviets.
- 4) Constitution de la République des Soviets.
- 5) Théorie de la sûreté publique (instruction du milicien).
- 6) Notions sur les principaux décrets.
- 7) Secours aux noyés, asphyxiés et blessés avant l'arrivée du médecin.
- 8) Topographie de la ville.

Plus de 900 miliciennes suivirent ce cours durant l'été et ensuite pendant l'hiver.

On se proposait de commencer la III-me période d'études vers le milieu du mois d'octobre.

L'offensive de Youdénitch contre Pétrograd empêcha l'arrivée des auditeurs de la province. Ce n'est que vers le 24 novembre que nous eûmes 640 personnes; pendant les 4 premiers mois, 90 quittèrent l'Université pour des causes diverses.

Les 550 personnes qui restèrent se répartissaient par provinces de la façon suivante:

Pétrograd	426 personnes
Pétrograd	11 »
Pskov	17 »
Olonetz	13 »
Tchéropovetz	30 »
Novgorod	18 »
Vologda	45 »

Au total . . . 550 personnes

Les causes susmentionnées, déterminent ici la grande prépondérance d'auditeurs de Pétrograd. Le cours est de 6 mois. Le nombre des sections a été augmenté.

Outre un cours d'instruction générale, l'Université possède désormais les sections spéciales suivantes:

- 1) Milice soviétiste.
- 2) Sûreté publique.
- 3) Agriculture.
- 4) Administration soviétiste.
- 5) Entretien public de la ville.
- 6) Action du parti et la presse soviétiste du parti.

De plus, depuis le début des études, un groupe a été formé où l'on instruit les illettrés.

Section d'instruction générale.

(Cours obligatoire).

Programme et ordre des cours.

Histoire de la littérature russe	12 conférences.
« » religion et de l'Église en Russie	4 »
Histoire des mouvements sociaux dans l'Europe Occidentale	20 »
Histoire de la Révolution française	15 »

Histoire de la culture matérielle	26 conférences.
Législation sociale	25 »
Sciences naturelles	26 »
Biologie	18 »
Chimie et physique	10 »
Histoire de l'art et du théâtre	14 »

Outre cela, le camarade Rochtchine fit des conférences sur l'histoire et sur la psychologie de l'esclavage; le camarade Nevsky, sur la question agraire; le camarade Milioutine, sur la politique industrielle; le camarade Radek, sur le mouvement politique en Allemagne, et M. Gorky, sur le savoir.

Section de la Sûreté publique (60 auditeurs).

Technique de la Sûreté	24 conférences.
» scientifique de la recherche criminelle	24 »
Droit pénal (jusqu'au 1-er février)	22 »
» » (à partir du 1-er février)	13 »
Médecine judiciaire	10 »
Emploi des chiens policiers dans le service de la Sûreté	10 »
Gymnastique et moyens de défense	40 »
Topographie de Pétrograd	5 »

Les auditeurs de cette section se rendent chaque jour à tour de rôle à la Section de la Sûreté de Pétrograd, pour y recevoir un enseignement pratique, et travaillent dans le bureau d'enregistrement à côté des agents de la sûreté pour découvrir et prévenir les crimes.

Section d'Agriculture (163 auditeurs).

Question agraire et agronomie	20 conférences.
Jardins potagers	32 »
Race bovine, fermes-laiteries, élevage des moutons ou de la race bovine	20 »
Élevage des chèvres	4 »
Culture des champs	15 »
Drainage des marais	14 »
Maladies des plantes et leurs parasites	6 »
Pêche	4 »
Constructions incombustibles	10 »
Agriculture générale	16 »
Paturages	37 »
Machines et instruments agricoles	12 »
Anatomie et physiologie des animaux domestiques	12 »
Organisation de l'exploitation des fermes	20 »
Médecine vétérinaire	2 »
Appareils frigorifiques	2 »
Élevage des chevaux	2 »

Les cours de la section d'agriculture se terminèrent le 1-er avril. Le 15 avril, les auditeurs commencèrent les travaux agricoles pratiques à l'île Krestovsky sous la direction de leurs professeurs. Pendant leur séjour à l'Université, ils visi-

tèrent en détail, sous la direction d'un spécialiste, le Musée d'Agriculture, le jardin Botanique et les serres du palais de Tauride.

Section de l'Administration Soviétiste.

La Russie des Soviets	6 conférences.
Commissariat des Finances	20 »
» de la Santé publique	8 »
» de l'Instruction publique	6 »
Commissariat de l'Assistance Sociale	4 »
Coopération	3 »
Mouvement syndical	1 »
Commissariat du Ravitaillement	2 »
Conseil Supérieur de l'Économie Nationale	2 »
Prisons	2 »
Section de l'Administration du Soviet de Pétrograd	4 »
Tribunaux populaires	4 »
Commissariat de la Justice	2 »
Inspection ouvrière	2 »

Selon leur propre désir, les auditeurs de la Section d'Administration Soviétiste sont divisés par groupes. Ces groupes se spécialisent en suivant des cours pratiques dans les divers Commissariats.

Section d'administration urbaine.

Entretien public général	17 conférences.
L'art et la vie d'intérieur	5 »
Canalisation et alimentation en eaux	4 »
Désinfection	4 »
Problèmes principaux de l'organisation économique du travail	3 »
Avenir économique de Pétrograd	4 »
Composition de la population de Pétrograd d'après les professions	1 »

Remarque. Les cours de cette section ont lieu au Musée de la ville.

Section d'action du parti.

L'Internationale	3 conférences.
Histoire du Parti Communiste Russe	5 »
Constitution	5 »
Journaux politiques	2 »
Construction du parti	5 »
Programme du parti communiste russe	5 »
Action politique illégale	2 »

Section de la Milice Soviétiste.

Cette section fonctionne depuis le mois de juin 1919. 982 personnes (799 femmes et 183 hommes) y ont fait leurs études.

Elle comprend les cours suivants:

Constitution soviétiste.
Théorie et pratique de la Sûreté.
Droit Pénal.
Secours aux noyés, aux blessés.
Emploi des chiens policiers.

3 heures d'exercices militaires ont lieu chaque jour sous la direction d'un instructeur; on étudie également le service du quartier. Les études terminées les auditeurs de la Section sont équipés et entrent en fonctions.

Excursions.

Les excursions ont lieu sous la direction d'instructeurs de la Commission des Excursions du Commissariat de l'Instruction Publique.

Théâtres.

Les auditeurs vont au théâtre les jours où l'on donne des spectacles pour le Soviet des Syndicats: notamment au théâtre Académique (opéra et ballet), au théâtre Académique dramatique et au Grand théâtre dramatique.

Pour la culture générale, notre Université a pour conférenciers des professeurs des Universités de l'Etat; pour l'Instruction politique et pour l'Instruction spéciale — des camarades du parti et des militants soviétistes. Les camarades Zinoviev, Radek, Nevsky, Boukharine, Riasanov et Maxime Gorky participent activement aux travaux de l'Université. Il faut tenir pour très satisfaisants les résultats des deux premières promotions qui ont fourni 800 miliciennes.

A de rares exceptions, toutes les personnes ayant fait leurs études à l'Université se distinguèrent en province par leur compréhension de la nouvelle organisation et surent parfaitement faire comprendre aux paysans les aspects les plus difficiles de l'actualité. Au cours des élections aux Soviets, ces camarades sont habituellement élus aux Comités Exécutifs.

Ces camarades se retrouvent en nombre toujours plus grand aux congrès de districts, aux congrès provinciaux, comme à ceux du parti.

En ce qui les concerne nous recevons de province les meilleurs références.

Les miliciennes ont également justifié toutes les espérances qu'on mettait en elles. Elles assurent avec zèle le service d'ordre dans la ville. Plusieurs se sont distinguées en qualité de sous-chefs de la milice de quartier.

Elles ne le cèdent en rien aux hommes en bravoure et en fermeté, dans la lutte contre la pénétration des crimes.

Le cours de recherche criminelle a aussi une grande importance.

Nous avons eu recours à des formes nouvelles pour lutter contre les crimes. Les camps de travail, les colonies de travail où les hommes s'habituent au labeur régulier et reçoivent en même temps une instruction générale, remplacent les anciennes prisons.

La lutte contre les crimes et les recherches qu'elle nécessite exigent une attention toute spéciale en rapport avec les nouvelles conditions de la vie.

On arrive au but par une préparation spéciale des ouvriers et des paysans eux-mêmes à la lutte rationnelle contre la criminalité. Le détective professionnel dont les côtés négatifs sont bien connus est donc appelé à disparaître.

Ainsi nous avons réussi à créer un type déterminé d'école d'instructeurs qui peut donner 2.000 collaborateurs par an. Remarquons que l'université ne confère aucun privilège. Elle n'a pour tâche que la préparation. Pour occuper tel ou tel poste, les camarades ayant fait leurs études à l'université doivent prouver leur activité dans le domaine de l'agitation et de la propagande. Ils doivent être élus dans l'une ou l'autre institution.

A côté de l'Université du nom de J. M. Sverdlov à Moscou, dont parle le camarade Nevsky — notre Université présente une école tout à fait nouvelle et très typique pour notre époque. Ce type d'école n'entre pas dans les cadres des institutions scolaires, destinées à

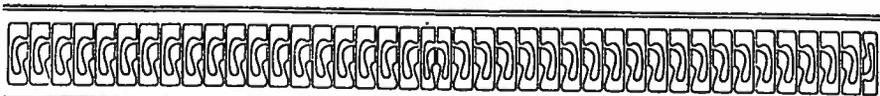
l'enseignement systématique. C'est une école pour la préparation d'instructeurs, de militants pour la vie pratique. Ces écoles doivent selon notre opinion être du ressort du Commissariat de l'Intérieur qui devra les faire constamment évoluer en concordance avec l'esprit présidant à l'œuvre d'édification de l'Etat.

De pareilles écoles ont un vaste avenir. Notre appareil Soviétiste tendant, en effet, à entraîner les grandes masses ouvrières et paysannes à l'édification sociale et à la direction du pays. Il convient d'élaborer sans retard le plan de tout un réseau de semblables Universités Ouvrières et Paysannes, organisées sur le même modèle et fonctionnant selon un programme uniforme.

C'est en donnant partout à nos collaborateurs une préparation uniforme que nous arriverons le plus rapidement à ce que les Soviets travaillent dans la vaste Russie selon un plan unique, et que la province pourra promptement rattraper les grands centres.

S. RAVITCH.





L'ORGANISATION SOCIALISTE DE L'ETAT

I.

Deux congrès.

La guerre civile qui fait rage depuis deux ans sur tout le territoire de la Russie, touche à sa fin. Malgré les nombreux secours que les propriétaires et les capitalistes russes ont reçus des Etats capitalistes les plus puissants, une victoire complète va couronner les efforts de la classe ouvrière dans cette lutte intestine. Les tentatives du capitalisme international d'étrangler la Russie ouvrière par les moins des soldats français, anglais, américains et japonais ont piteusement échoué; les victoires du printemps de 1919 l'ont démontré d'une façon nette et catégorique. Le mouvement de protestation contre l'intervention dans les affaires intérieures de la Russie qui se manifesta en premier lieu parmi les ouvriers anglais, les moins pénétrés jusqu'alors d'esprit internationaliste, a donné à réfléchir aux leaders du capitalisme allié. Toutes les tentatives répétées d'étrangler la révolution russe par les mains des paysans russes, mobilisés par les généraux blancs avec l'aide matérielle des capitalistes anglais, français et américains, n'ont abouti qu'à une débâcle complète des armées de Youdenitch, de Dénikine et de Koltchak; résultat naturel d'ailleurs, parce que la contre-révolution n'a pu ni animer ni inspirer les paysans qui se voyaient menacés du rétablissement de l'ancien esclavage dans le cas d'une victoire des blancs. La contre-révolution a été, en fin de compte, battue à plate couture. Il est possible que le capitalisme étranger tente, plus d'une fois encore, de mobiliser contre la Russie Soviétiste certains éléments de la contre-révolution. La Russie Soviétiste le sait bien, le prévoit et maintient de ce fait son prolétariat sur le pied de guerre. Mais comme le capitalisme étranger ne pourra revenir à la charge dans un avenir plus ou moins rapproché, les ouvriers russes peuvent, sans déposer les armes, se mettre à l'œuvre d'organisation économique de leur pays. Cette œuvre, ils ne la perdirent pas de vue dès les premiers jours de leur victoire en octobre 1917. L'affirmation de la presse capitaliste étrangère suivant laquelle l'industrie russe nationalisée n'aurait rien produit au cours des deux années écoulées, n'est qu'une absurde exagération. L'industrie russe nationalisée a équipé et mis sur pied de guerre une armée de deux millions d'hommes, et ceux qui prétendent que ces légions n'ont vécu jusqu'ici que des approvisionnements qui leur avaient été légués par le régime tsariste, mentent sans vergogne. Tout homme raisonnable comprend que pendant une guerre ci-

vile si violente, qui exigea du peuple la tension de toutes ses forces, l'industrie nationale ne pouvait demeurer à un niveau correspondant aux besoins des masses et que cette industrie, au service de la guerre, était forcée de ne produire que pour satisfaire aux besoins les plus urgents de l'armée; elle travaillait et vivait aux dépens de tout le pays, et le résultat de ce travail excessif de nos usines et de nos fabriques pendant deux ans apparait éclatant et concluant, quand on pense aux succès de l'armée rouge qui a vaincu tous ses ennemis, malgré le concours que ceux-ci recevaient de l'industrie si développée de l'Angleterre et de l'Amérique. Au point de vue économique, la Russie, malgré ses réserves assez considérables de grains et de farine, est, à l'heure actuelle, un pays manquant de machines et de moyens de transport, d'ouvriers spécialisés et de matières et d'articles absolument nécessaires à l'organisation socialiste de la nation et au ravitaillement régulier et normal de la population des villes. Aussi, pendant toute la durée d'une ère guerre civile, en plein ouragan de victoires et de revers, les gouvernants de la classe ouvrière s'acharnaient-ils à travailler sans relâche à la régénération économique du pays; au milieu de combats incessants, au bruit du canon tonnant sans répit, le parti communiste pensait nuit et jour à la restauration de l'économie nationale. Ce n'est que grâce à cette constance inébranlable que le parti communiste a pu, en décembre passé (au moment où Dénikine repoussé le danger mortel qui menaçait la Russie Soviétiste fut conuré) poser carrément devant la classe ouvrière la question de la guerre économique, de la guerre à la faim, au froid, à la désorganisation générale de la vie. Depuis lors, les débats sur les moyens de venir à bout de cette désorganisation, n'ont pas cessé. Ayant joué un rôle prédominant dans la vie des organisations communistes, ils ont peu à peu abouti à l'adoption d'une ligne de conduite bien déterminée en matières de politique économique et fait naître une volonté commune tendant à la réalisation pratique de cette politique. Plus tard, le congrès du parti communiste, ayant mis fin à la divergence d'opinions qui s'observa encore pendant quelque temps au sein du parti au sujet des questions d'organisation économique, traça définitivement la voie que devra suivre, dans son développement ultérieur, le prolétariat russe. De son côté, le congrès des syndicats ouvriers, qui se tint peu après, approuva les décisions et les résolutions du congrès communiste et tira toutes les conclusions qui découlaient de l'attitude prise par le parti, dans la

question relative à la ligne de conduite que doivent adopter les masses ouvrières dans leur action commune.

Les questions que le congrès du parti communiste russe n'a résolues que théoriquement et que la classe ouvrière de toute la Russie aura à résoudre pratiquement, présentent un intérêt énorme pour le prolétariat international. La presse capitaliste de toute l'Europe a cherché, pendant de longs mois, à persuader le prolétariat universel que la Russie des Soviets n'est, en réalité, qu'une Russie sans Soviets, que la haute direction de l'industrie, dont les ouvriers russes s'étaient emparée en 1917, leur fut retirée plus tard, et que le gouvernement soviétiste voyant en fait que les ouvriers sont incapables de diriger l'industrie, revient au mode d'administration en usage par le passé, et se sert de spécialistes bourgeois en remettant peu à peu les fabriques et les usines militarisées entre les mains des autorités militaires. De même, la tendance encore très faible d'ailleurs, du gouvernement soviétiste à une transaction avec l'Occident capitaliste, est commentée par la presse bourgeoise comme une décision du gouvernement de Moscou de rétablir le régime capitaliste. Les journaux bourgeois relatent, à cette occasion, à leurs lecteurs que les bolchéviks joueront en Russie le rôle des jeunes-lurcs, ces chiens d'attache du capitalisme victorieux anglo-américain. En 1919 quand la Russie Soviétiste fut forcée à conclure la paix avec l'impérialisme allemand, toute la presse de l'Entente s'exprimait en termes presque analogues à ceux dont se servent actuellement les journaux allemands, en commentant les tentatives de négociations du pouvoir soviétiste avec les alliés; et comme, à la même date la presse bourgeoise en s'efforçant de démontrer que nos espérances de créer un régime soviétiste ouvrier nous trompaient, alléguait le discours prononcé par le camarade Lénine, en avril 1918, sur les problèmes urgents du pouvoir soviétiste, il est à prévoir que cette presse alléguera maintenant les décisions du congrès du parti communiste. La bourgeoisie internationale a grand intérêt à ce que les ouvriers du monde entier ajoutent foi au retour imaginaire du pouvoir soviétiste au capitalisme; elle espère faire dévier de cette façon la résolution des ouvriers européens de lutter pour le pouvoir, les y faire renoncer, en leur inculquant l'idée qu'ils ne pourront conserver le pouvoir conquis et seront tôt au tard forcés de rebrousser chemin.

Il importe donc au plus haut degré au prolétariat international de comprendre nettement et clairement les événements qui se déroulent actuellement en Russie et la politique économique présente du parti communiste russe et du gouvernement soviétiste. Ce n'est qu'en ayant une idée parfaitement exacte de la portée et du véritable rôle de la politique économique du pouvoir soviétiste que les travailleurs communistes de l'Europe pourront apprécier si la voie qu'ils suivent est bonne; ils apprendront aussi, en tout cas, qu'après l'avoir traversée, ils devront nécessairement s'engager dans celle que suit déjà la Russie Soviétiste. Ils comprendront que la politique économique que les écrivains bourgeois cherchent à repré-

senter aux yeux du prolétariat universel, comme une trahison du pouvoir soviétiste envers la doctrine communiste ne fait que caractériser la période où le pouvoir prolétarien passe de la lutte pour le pouvoir à l'organisation socialiste du pays...

II.

La lutte pour la destruction du régime capitaliste.

Pendant la période pacifique du mouvement ouvrier, nombre de gens représentaient le passage du capitalisme au socialisme comme un résultat de l'influence toujours croissante de l'Etat sur la production capitaliste et du prolétariat sur l'Etat capitaliste. Ils pensaient que ce passage se ferait sans que l'appareil du pouvoir capitaliste en éprouvât un choc tant soit peu violent. La révolution sociale signifie cependant en réalité, la désagrégation et la destruction de tous les organes de l'appareil politique et économique de l'Etat capitaliste. Il est impossible, en s'emparant du pouvoir politique, de briser l'appareil coercitif gouvernemental tout en laissant intact l'appareil économique. C'est impossible non seulement pour cette raison très simple que la guerre civile, en transformant en déserts de vastes territoires, laisse après elle autant de ruines et de débris que la guerre ordinaire; c'est aussi impossible parce que la guerre civile ne peut se faire sans que les ouvriers des fabriques et usines ne tentent la destruction du pouvoir capitaliste. Les ouvriers ne peuvent pas aller aux barricades et rester, en même temps, dans leurs ateliers, esclaves dociles qui n'osent violer ni les droits du propriétaire capitaliste ni ceux de l'administration capitaliste. La révolution sociale tend précisément dans sa marche et dans son développement à créer des conditions telles que la masse ouvrière perd toute confiance dans le régime capitaliste et cherche à attaquer ses organes de pouvoir dans ses foyers les plus fondamentaux, ceux-là mêmes qui fonctionnent aux fabriques et usines. Où faut-il chercher la cause du mouvement révolutionnaire qui gagne peu à peu les travailleurs du monde entier? Elle est dans ce fait que le capitalisme ne peut assurer aux ouvriers ni l'existence acceptable, qu'ils s'efforcent à conquérir depuis cinquante ans, ni même le pain quotidien. Aussi, les masses ouvrières cessent-elles de croire, en fin de compte, que le capitalisme soit à même d'assurer dans l'avenir, la marche régulière de la production technique et mécanique. Elles commencent la lutte, en réclamant tout d'abord une augmentation des salaires et la réduction de la journée ouvrière. Mais quand l'organisme capitaliste riposte à toute augmentation de salaires par une hausse proportionnelle des cotes de vente, quand les marchandises commencent à faire défaut, quand la désorganisation du transport ne cesse de croître, les ouvriers se demandent si ce n'est pas le moment de créer dans le pays un contrôle ouvrier de toute la production. La lutte pour le droit de contrôle de la production découle de la défiance des ouvriers pour la classe capitaliste, qui a créé cette pro-

duction. Même dans le cas où une usine chôme pour des raisons d'ordre général, les ouvriers sont enclins à chercher dans ce fait le sabotage, la malveillance du capitaliste et ils arrivent nécessairement à conclure qu'ils doivent coûte que coûte contrôler la production par l'organe de leurs représentants élus. Mais il arrive aussi, que si même les ouvriers n'accusent pas le capitaliste, propriétaire d'une fabrique, d'avoir suspendu volontairement le travail de son entreprise, si même ils constatent que la responsabilité de leur misère incombe à la désorganisation générale, ils ne veulent pas mourir de faim les bras croisés, ils espèrent, de plus en plus, pouvoir organiser la production avec plus de succès que la classe capitaliste. Au fur et à mesure que cette foi croit, les ouvriers conscients de leurs droits, engagent peu à peu la lutte pour la conquête de l'industrie. Cette lutte se manifeste non seulement par une abondance de grèves et d'actes de sabotage, mais aussi par des tentatives de chasser les administrateurs et les chefs, de contrôler la production par l'organe de comités ouvriers, — lesquels, dans la marche ultérieure de cette lutte, cherchent tout en contrôlant, à s'emparer de la direction des entreprises industrielles. Cette lutte est un processus très compliqué, une source intarissable de combats révolutionnaires politiques pour la conquête du pouvoir gouvernemental; c'est un processus de désagrégation de l'économie capitaliste qui détruit, pour quelque temps, les bases mêmes de la vie économique du pays, rend plus intense la désorganisation générale et augmente la misère. Mais quelques pénibles que soient les conséquences de ce processus, il est impossible de l'éviter, tout comme il est impossible de gagner une bataille sans avoir recours aux canons, aux mitrailleuses et aux fusils. La classe ouvrière russe, en jetant un coup d'œil rétrospectif sur la période où Kérénsky était au pouvoir et où fut proclamé le principe du contrôle ouvrier par l'organe des comités de fabrique, peut se rendre compte de la régularité de ce processus, en analysant le développement du mouvement ouvrier en Europe et en Amérique après la guerre. La crise que traverse actuellement l'industrie allemande, anglaise et américaine, ne diffère qu'en intensité de celle que l'industrie russe a vécue en 1917.

L'élément fondamental du processus de décomposition de la classe capitaliste est la défiance que témoigne la classe ouvrière à la classe capitaliste qui a créé l'industrie. Mais comme la classe ouvrière n'a pas, elle-même, en matière d'organisation de spécialistes qui pourraient prendre la place des organisateurs capitalistes, elle se voit dans la nécessité, pour cette période transitoire, d'avoir recours à un contrôle et à une administration exercés par l'organe de ses délégués et fondés de pouvoirs éligibles. Au début de la révolution la classe ouvrière a proclamé le mot d'ordre qui exigeait des réformes démocratiques pour les fabriques et usines et un contrôle efficace de l'industrie par les représentants des ouvriers. C'est dans cette phase précisément que se trouve, à l'heure présente, la classe ouvrière de l'Europe.

Cette phase se poursuit ordinairement même

après la conquête du pouvoir gouvernemental et elle devient même assez souvent plus prononcée. Car jusqu'à la conquête du pouvoir, jusqu'à la défaite politique de la classe capitaliste, les ouvriers ne peuvent exercer leur contrôle que dans les centres industriels, là où ils sont assez forts; et ils sont impuissants à le faire dans les autres parties de l'Etat, où les capitalistes leur opposent une résistance acharnée. A présent, même les couches les plus faibles et les plus opprimées de la classe ouvrière se mettent sous la protection du pouvoir soviétique, et les travailleurs arriérés, qui n'osaient pas même rêver, pendant la période de la lutte pour le pouvoir ouvrier, de la conquête des fabriques et des usines, se lèvent, à leur tour, comprenant qu'ils appartiennent à la classe en révolte et qui triomphe. Partout, dans les fabriques et les usines, les ouvriers créent des comités; ils tentent ensuite de passer du contrôle des entreprises industrielles à leur administration et de tirer le maximum d'avantages (tant pour les groupes d'ouvriers que pour les travailleurs isolés) de la destruction du pouvoir capitaliste. C'est pourquoi la période qui suit de près la conquête du pouvoir est une période d'intense désagrégation économique. Mais, pendant cette période, l'idée d'une administration collective de l'industrie par l'organe de représentants de fabriques et d'usines ne quitte pas la conscience de la classe ouvrière. En peu de temps, ces aspirations, même purement formelles, entraînent des conséquences funestes. Chaque groupe d'ouvriers s'étant emparé, à ses risques et périls d'une fabrique ou d'une usine, et y organisant la production sans le moindre contact avec d'autres entreprises analogues, ne s'inspire que de ses intérêts spéciaux, locaux, étroits. Il vend les stocks disponibles au plus offrant et fabrique — s'il est à même de le faire — non des produits dont la société a besoin, mais des articles qui peuvent rapporter le maximum de bénéfices. Point n'est besoin d'être un profond penseur pour comprendre que cet état de choses n'a rien à démêler avec le socialisme. Mais il ne s'agit pas de comprendre (et là gît la difficulté) que le partage pur et simple de l'industrie ou de ses produits parmi les ouvriers n'a rien de commun avec le socialisme, il s'agit de comprendre que ce partage n'est qu'un fait social inévitable et un phénomène transitoire dans la marche de la révolution. Quels sont les moyens de lutter contre ce phénomène social? En janvier 1918, au premier congrès des syndicats, le camarade Zinoviev insistait sur la nécessité de confier toute la direction de l'industrie aux syndicats ouvriers. Il est à supposer que le camarade Zinoviev en homme qui connaît à fond toutes les tendances du mouvement syndicaliste en Europe, ne peut ignorer la célèbre dispute des marxistes et des syndicalistes, on sait que les premiers ont cherché à démontrer à leurs adversaires que la remise de diverses branches de l'industrie entre les mains de syndicats isolés équivaldrait à la création d'une concurrence où les syndicats joueraient le rôle que jouaient auparavant les groupes capitalistes organisés en trusts industriels; d'un autre côté, la remise de

toute l'industrie entre les mains des syndicats confédérés équivaldrait à la création d'un type d'organisation très dangereux, qui en suscitant des compétitions pour le pouvoir et pour ses avantages entre les diverses catégories de la classe ouvrière, rendrait celle-ci hostile à la classe paysanne. Mais à l'heure présente, quand l'anarchie que nous a léguée le capitalisme renversé bat son plein, quand les intérêts spéciaux de groupes d'ouvriers et de travailleurs isolés prédominent avec une violence inouïe, parce que les ouvriers, en s'émancipant du joug capitaliste, veulent naturellement voir tout de suite leur situation économique améliorée, — à l'heure présente la tentative d'abandonner, ne fût-ce que pour quelque temps, l'industrie aux syndicats ouvriers aurait pour but d'introduire dans l'anarchie complète et générale quelques éléments organisateurs et de mettre, à la place des intérêts spéciaux et isolés de divers groupes, ceux de grandes unités prolétariennes, dont les intérêts s'accordent plus facilement et peuvent être contrôlés sans difficulté. Il faudrait être un imbécile pour y voir du syndicalisme.

Pendant la période qui suivit de près la conquête du pouvoir par le prolétariat, les communistes russes affirèrent peu à peu à la haute direction de l'industrie les représentants des syndicats ouvriers et mettaient sous leurs ordres les directeurs de l'industrie — les ingénieurs et les techniciens qui avaient été au service des capitalistes. Pour coordonner en même temps le travail de diverses branches de l'industrie, pour dresser un plan économique général, pour organiser un échange régulier d'articles demi-manufacturés entre diverses branches de l'industrie et pour établir, enfin, des relations commerciales entre les villes et la campagne, le pouvoir soviétique créait des conseils d'économie nationale qui devaient jouer le rôle d'organes gouvernementaux et représenter les intérêts de tout le pays vis-à-vis des administrations des fabriques et usines placées sous l'influence directe des masses ouvrières. Ces conseils d'économie nationale étaient formés de délégués des syndicats ouvriers et des soviets, qui représentaient, les uns et les autres, les intérêts de toute la classe ouvrière. Ils comprenaient des spécialistes et s'occupaient d'élaborer, pour chaque branche d'industrie, un plan de travail général et un nouveau type d'administration; ils cherchaient aussi à créer des centres économiques approvisionnant l'industrie de matières premières et de combustible, et des organes réparant, aux consommateurs, les articles manufacturés. Les conseils d'économie nationale ainsi que les directions des usines et des fabriques, constituaient des administrations collectives. Cette particularité de leur constitution était parfaitement légitime pour des organes d'administration, chargés, les uns, de la direction de toute la vie économique de la Russie soviétique, de celle d'une région isolée ou de celle d'une branche d'industrie quelconque, et les autres ne représentant aux usines et aux fabriques que le résultat d'une nécessité temporaire. L'élément collectiviste correspondait à un besoin parce que la classe ouvrière ne possédait pas,

au sein des syndicats ouvriers ou dans le parti communiste d'organisations économiques assez nombreux et n'avait ni ingénieurs ni techniciens susceptibles d'inspirer confiance. Les intellectuels, dans l'attente de la chute imminente, à leur avis, du pouvoir ouvrier, sabotaient la vie économique du pays; les travailleurs voyaient donc clairement qu'ils devaient se mettre à l'œuvre eux-mêmes, s'ils voulaient venir à bout du sabotage de la bourgeoisie. Aux fabriques et usines la prédominance des tendances collectivistes signifiait, que les ouvriers, manquant d'organisations expérimentées, se voyaient contraints de charger de l'administration des entreprises des camarades inexpérimentés pour qu'ils pussent apprendre à diriger des établissements industriels. Le principe collectiviste ne signifiait point qu'une administration collective de trois et de cinq camarades paraissait meilleure qu'une direction unipersonnelle. Les tendances collectivistes ne découlaient point d'un principe communiste quelconque, mais résultaient tout simplement du fait que les ouvriers sachant que leurs délégués élus, même les plus méritants, ne pouvaient s'acquiescer isolément de la tâche d'administration, la confiaient à un groupe de camarades pour qu'ils pussent se soutenir et se compléter les uns les autres. Cette période qui suivit de près la conquête du pouvoir aurait passé beaucoup plus vite, sans la guerre civile qui relégua au second plan toutes les questions de la politique économique. Aussi, le camarade Trotsky, dans son discours prononcé en mars 1918 sur la discipline professionnelle, et le camarade Lénine, en parlant des tâches urgentes du pouvoir soviétique, ont-ils fait ressortir la nécessité d'une administration énergique responsable et se sont-ils prononcés l'un et l'autre contre la direction collective. Mais en présence de la guerre civile le pouvoir soviétique se voyait forcé à une politique économique hâtive et, pour ainsi dire, militaire, ce qui lui ôtait toute possibilité d'appliquer un plan régulier quelconque. Les hostilités changeaient sans cesse les frontières de l'État soviétique; on ne parvenait pas à les stabiliser et de même, il fut impossible, en tenant compte du principe de l'administration collective, de passer systématiquement à la direction unipersonnelle, dont la nécessité se faisait sentir de plus en plus fortement. D'ailleurs, la question d'un plan économique et celle des méthodes d'administration ne viennent en premier lieu qu'après la fin de la guerre civile, quand l'organisation économique, régulière et systématique, devient possible...

III.

L'organisation du travail.

La république soviétique, en dressant le plan de son organisation économique, doit se baser sur le fait que le désarroi économique, qui va en augmentant dans toute l'Europe, réduit de plus en plus l'espoir d'obtenir des pays occidentaux les machines nécessaires pour le rétablissement de la vie économique normale de la Russie. Il va de soi que le gouvernement soviétique fera de son

mieux pour tirer du monde capitaliste mourant le maximum de ressources techniques, mais il ne doit pas perdre de vue ce fait très important qu'il doit compter, avant tout, dans la grande œuvre de restauration qu'il aura à accomplir, sur ses propres forces et moyens. La révolution mondiale ne nous libérera pas de cette nécessité, parce qu'elle détruira, pendant sa première période, une quantité considérable de ressources productrices du monde capitaliste, accroîtra la désorganisation économique de l'Europe et ne fournira à la révolution russe, au point de vue technique, qu'un certain nombre d'ouvriers qualifiés européens. Mais, s'il en est ainsi, comment la Russie Soviétiste créera-t-elle les ressources et les moyens de production dont elle a besoin?

La Russie Soviétiste, manquant presque complètement de machines, se verra dans la nécessité de remplacer la force mécanique par celle des paysans et des ouvriers qui ont fait un apprentissage industriel et technique. Or, ce remplacement, qui paraît inévitable, nous fait revenir à la question de la militarisation du travail, question autour de laquelle les journaux de l'Europe capitaliste font tant de tapage ces temps derniers. Les ouvriers qualifiés, dont notre pays avait toujours besoin, se sont dispersés, en grand nombre, dans les villages dont ils étaient originaires pour y chercher leur pain quotidien. Si donc, la Russie Soviétiste veut sortir de la crise économique qui la ronge, elle doit procéder en premier lieu, au rassemblement de ces forces disséminées du prolétariat instruit. Si la société socialiste a le droit de jeter sur les champs de bataille des centaines de milliers de prolétaires, pour qu'ils y versent leur sang pour la cause commune de l'émancipation de la classe ouvrière, elle a naturellement le droit de dire aux ouvriers qualifiés rentrés dans leurs villages: «Nul ne s'étonne que vous fuyiez la faim dans vos campagnes; mais le pays mourra de faim, si vous ne rentrez pas dans les villes. Ce n'est qu'en intensifiant la réparation des locomotives défectueuses et en renforçant la production des moyens de transport que nous sauverons de la famine la classe ouvrière russe. De même que vous êtes obligés de combattre pour la Russie Soviétiste, il est de votre devoir d'aider le pouvoir soviétiste, votre pouvoir ouvrier, dans sa lutte contre la famine». La Russie n'a que très peu d'ouvriers qualifiés. Si même on réunissait tous les éléments dispersés du prolétariat, les ouvriers ainsi rassemblés ne suffiraient pas pour déblayer les ruines de l'édifice capitaliste démolé pour faire place à des constructions sociales nouvelles, sans parler de la force ouvrière proprement dite, nécessaire pour cette organisation d'un nouvel Etat. L'assainissement des villes et la réparation des habitations, chose absolument nécessaire pour l'amélioration des conditions hygiéniques de l'existence, sans laquelle tout travail productif des centaines de milliers d'ouvriers est impossible; la coupe du bois pour l'approvisionnement en combustible des fabriques et usines; l'exploitation, dans le même but, de gisements de houille — tout cela demande l'application pratique d'une quantité énorme de force physique, qu'il faudra aller prendre aux paysans. Or, le gouvernement ouvrier

et paysan, en prenant cette force à ces derniers, remplit par là une œuvre d'organisation non seulement socialiste, mais aussi civilisatrice. Si on ne rétablissait pas l'industrie, si on laissait se continuer la décadence actuelle des villes, si on ne faisait pas appel à la classe paysanne, la campagne, émancipée, grâce à la révolution ouvrière, du joug des traditions féodales, retomberait au régime qui précéda l'époque féodale, laquelle se réduisait, à proprement parler, à l'organisation du travail sur une vaste échelle. Si l'industrie des villes n'est pas rétablie, la campagne se verra, un beau matin, sans allumettes, sans tabac, sans sel, sans pétrole, sans charrues ni faucilles, c'est-à-dire réduite à la condition où vivent encore les peuples sauvages. L'œuvre de restauration de la Russie, considérée comme une entité économique, une et indivisible, œuvre que doit accomplir les mains de fer de la dictature prolétarienne, présente un intérêt vital pour la masse paysanne elle-même.

C'est au moment de la débâcle définitive de Dénikine et de Koltchak que la question de l'utilisation de la force paysanne pour la régénération économique de la Russie se dressa devant le gouvernement soviétiste. L'instabilité de la situation internationale et le fait que la Russie Soviétiste n'avait pas encore conclu une paix solide avec les pays capitalistes de l'Occident — ces organismes principaux de la contre-révolution russe — nous rendaient impossible jusqu'ici la démobilitation de nos armées. Et comme ces dernières n'avaient pas de tâches de guerre spéciales, elles sont devenues peu à peu un élément purement parasitaire, mangeant gratuitement et inutilement le pain du pays réduit à l'extrême misère. C'est alors qu'on a pensé à la transformation des armées de guerre en armées de travail qui se chargeraient, sur une large échelle, de gros ouvrages, tels que l'assainissement des villes, le déblocage des voies ferrées, l'approvisionnement en combustibles, et d'autres travaux n'exigeant pas de connaissances pratiques spéciales. Les armées de travail ainsi créées ont encore trop peu d'expérience pratique pour qu'on puisse juger du degré de vitalité de cette idée sous sa forme première. Mais il n'est plus à discuter: les armées, en général, ne s'adaptent pas à la résolution de problèmes ayant trait à la production technique ou industrielle utile, et leurs unités de guerre, si elles ne sont pas différenciées sur la base d'un principe économique, ne peuvent ainsi que leurs états-majors s'acquitter de tâches de cette sorte. Il est donc possible qu'il faille réorganiser les unités militaires, en en dégagant les ouvriers spécialistes pour des travaux spéciaux, et en employant les paysans, qui sont dans l'armée à de gros ouvrages. Quoi qu'il en soit, la force physique et le travail des paysans seront utilisés aux fins du rétablissement de la vie économique de la Russie, et on le fera en se servant de l'appareil militaire déjà fonctionnant ou bien à l'aide d'un appareil spécialement créé à cet effet. Quant aux cris sur le retour au régime d'Arakhtchéff et au servage, — pure hypocrisie de la part de ceux qui n'ont point protesté quand les tsars et les capitalistes envoyaient des millions de

paysans se faire tuer pour les intérêts d'une bande de banquiers, de bureaucrates et de généraux. Ceux qui poussent ces cris sont ineptes, et ne comprennent pas que l'importance sociale, des actes de coercition notamment de l'utilisation forcée de la masse des paysans, pour la solution de problèmes économiques, dépend entièrement de ceux qui sont au pouvoir et du véritable but de cette mesure elle-même. L'emploi même coercitif de millions d'hommes à la construction de chemins de fer, à la lutte contre la fièvre typhoïde et le choléra, aux travaux ayant pour but le rétablissement de la vie économique,—est la solution d'une question vitale intéressant directement la classe des paysans et non pas l'exploitation de celle-ci pour la résolution de problèmes qui lui sont étrangers.

Quelles seront donc les conditions dans lesquelles se feront la mobilisation et la répartition des ouvriers qualifiés et de la force ouvrière ayant de l'expérience professionnelle? Il va sans dire que la chose est impossible sans une propagande extrêmement énergique et tendant à donner aux masses une idée nette et claire de la nécessité du travail qu'on leur fera faire. Mais, d'un autre côté, la force de la parole est dix fois plus grande, quand elle a derrière elle une volonté, fermement résolue à l'action. C'est pourquoi la création d'un appareil de coercition réglant l'activité des masses conscientes, les organisant et stimulant le courage des arriérés et des fatigués, s'impose impérieusement. La tâche de rassembler les ouvriers qualifiés et de les répartir conformément aux besoins de l'industrie ne peut être réalisée que par l'étroite union de la propagande avec un appareil très puissant, embrassant les masses populaires et dirigeant le fonctionnement des organes de coercition de tout l'Etat. Mais quels sont ces derniers organes embrassant les masses et qui seront chargés de la mobilisation et de la répartition de la main-d'œuvre? Ce sont les syndicats industriels. Ayant surgi, sous la forme de syndicats ouvriers, à l'époque capitaliste, ils luttèrent pour l'amélioration des conditions matérielles de la classe ouvrière. En Russie, les syndicats industriels datent de la révolution de 1905. Etranglés pendant la période contre-révolutionnaire ils revinrent à la vie après la révolution de février et se trouvèrent aussitôt en face d'un problème que leur programme ignorait jusqu'alors: la lutte pour le contrôle de l'industrie. Après la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, secondée énergiquement dans cette œuvre par les syndicats industriels, ceux-ci se chargent de l'organisation du contrôle de l'industrie, et, un peu plus tard, de l'organisation de l'administration des fabriques et des usines. De cette façon, les syndicats industriels passent, peu à peu de la lutte pour l'amélioration de la situation matérielle de la classe ouvrière dans le cadre du régime capitaliste, à l'organisation de la production socialiste et cessent d'être professionnels pour devenir *industriels*. Ils comptent dans leurs rangs des millions d'ouvriers; néanmoins, il est à constater qu'ils n'ont pas réussi, pendant les deux années de révolution, à rapprocher étroitement les masses organisées de l'œuvre de production

industrielle. La guerre civile obligeait sans cesse les syndicats industriels à jeter leurs meilleurs membres sur divers fronts, parce que la cause de la Russie Soviétiste était naturellement celle de ces syndicats et parce qu'il était impossible d'organiser le mouvement syndicaliste à un moment où il fallait défendre l'existence du régime qui était à la base même du développement des syndicats industriels. Comme la guerre civile épuisait les forces des syndicats industriels, on ne pouvait établir, pendant cette période de luttes intestines, d'autre forme de liaison avec l'organisation de la production que celle d'une participation à cette organisation des sommets du mouvement syndical. Les représentants des syndicats industriels faisaient partie des conseils d'économie nationale et des comités d'administration de fabriques et d'usines. Pour toutes les questions spéciales et professionnelles ces délégués consultaient les bureaux de leurs syndicats, mais la masse des ouvriers restait toujours hors d'action. Le parti communiste, en posant en premier lieu la question de la régénération économique de la Russie, insiste, avant tout, sur la nécessité d'un renforcement de l'activité des syndicats industriels et sur la création de liens réels et solides entre la masse ouvrière et la haute administration de l'industrie. Mais le parti ne peut faire qu'une propagande générale en faveur du développement de la discipline professionnelle et du renforcement de la productivité du travail; or, ce n'est pas le cas des syndicats industriels qui peuvent, dans chaque fabrique et dans chaque branche d'industrie, organiser des campagnes pratiques visant le but susmentionné, expliquer aux masses les besoins de telle ou telle branche d'industrie, et en obtenir l'initiative des mesures à prendre aux fins du relèvement de la productivité du travail. Les syndicats doivent, conjointement avec le commissariat de l'instruction publique, créer partout des écoles techniques industrielles où les ouvriers les plus doués pourront apprendre la technique et l'administration de diverses branches d'industrie. Ils doivent confier aux ouvriers les plus expérimentés des postes administratifs et se charger, enfin, de la mobilisation et de la répartition de la main-d'œuvre. En parlant des noyaux syndicaux les plus infimes, et notamment des comités d'usines et de fabriques, en passant ensuite par les conseils d'administration de diverses entreprises, par les grands comités centraux géant des branches entières de l'industrie, par les conseils d'arrondissement et de district de l'économie nationale, et en s'élevant, enfin, au Grand Conseil de l'Economie Nationale,—les syndicats industriels deviennent non seulement des organes participants à la direction de l'industrie, mais forment aussi des bases d'organisation où la haute administration de l'industrie vient puiser toutes les forces qui lui sont nécessaires. Les syndicats constituent l'instrument, au moyen duquel le pouvoir ouvrier, qui représente les intérêts des travailleurs de tout le pays, réalise sa politique économique. Le rôle que jouent les syndicats industriels dans l'organisme de la Russie soviétiste diffère de celui que leur attribuent les syndicalistes. Les syndicats industriels, tels qu'ils sont, n'assument ni la direction générale de l'industrie ni celle des entreprises

isolées. La direction de la production industrielle appartient à des organes qui unissent en un seul bloc, les meilleures forces des syndicats industriels, les forces scientifiques que le régime capitaliste nous a léguées et les représentants du pouvoir ouvrier; quant aux syndicats industriels, ils ne sont qu'une organisation des masses prolétariennes, une base de la dictature du prolétariat; ils sont la source, seule et unique, du pouvoir ouvrier; ils sont, enfin, comme organisation prolétarienne des masses, la grande force motrice de l'industrie mécanique. Les syndicats industriels, en s'inspirant de ce rôle et en y puisant leur force, sont donc à même d'influencer sérieusement toute la marche de l'industrie, sans en avoir toutefois la direction formelle. Mais, ne dirigeant pas l'industrie isolément du point de vue étroit de l'intérêt professionnel et participant, au contraire, aux fonctionnements des organes généraux du gouvernement, devant, quand il s'agit de mesures de coercition, avoir recours à l'appareil gouvernemental de l'Etat, auquel ils sont étroitement liés, — ils se verront dans la nécessité, pendant le processus du renforcement de l'industrie, de renoncer aux dernières traditions étroites du professionnalisme et de se constituer en un groupe d'organes exprimant les intérêts du prolétariat tout entier et se rendant une idée nette et claire des problèmes généraux du prolétariat dans un pays paysan.

La mise en relief de ce rôle des syndicats industriels est la meilleure réponse aux cris que l'on pousse au sujet de la militarisation et du retour aux vieilles méthodes d'administration bureaucratique dans l'industrie. La militarisation de l'industrie, telle que la réalisaient pendant la guerre les Etats impérialistes occidentaux, est impossible en Russie. En Europe, l'Etat qui représente les intérêts des bourgeois, exigeait des ouvriers le renoncement à toutes les libertés conquises par eux en temps de paix; pendant leur lutte contre le capitalisme, la militarisation de l'industrie obligeait les ouvriers à travailler jusqu'à l'épuisement, sous la menace d'être envoyés, en cas d'insubordination, au front où ils se verraient dans la nécessité plus triste encore d'aider la bourgeoisie de leur pays à dévaliser celle des pays voisins. En Russie Soviétiste c'est la classe ouvrière qui est au pouvoir. L'armée rouge est un organe de la classe ouvrière elle-même et non plus celui d'une classe hostile ou exploitant le travail d'autrui. L'organisation de la production, l'intensification du travail et le relèvement de la discipline professionnelle, tout cela se fait non dans l'intérêt d'un groupe de banquiers, mais pour sauver la classe ouvrière des affres de la faim. Si la presse et les leaders du parti communiste usent en Russie de termes militaires pour désigner ces mesures tendant au renforcement de la discipline et au relèvement de la productivité du travail, ils ne le font que pour faire comprendre aux masses laborieuses que le typhus, le choléra et la faim ne sont pas moins dangereux que les canons de Dénikine et de Koltchak. La presse capitaliste et ententiste européenne ment sciemment, quand elle cherche, en jonglant de ces mots, à persuader aux ouvriers européens que le gouver-

nement soviétiste se propose d'introduire en Russie un régime analogue à celui qui régnait, pendant la guerre, dans les usines et les fabriques de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre. Notre militarisation ne signifie point l'anéantissement de la liberté des syndicats ouvriers, mais, au contraire, l'emploi de toutes les forces du parti communiste et du gouvernement soviétiste au renforcement de ces syndicats. Notre militarisation accorde aux masses ouvrières la libre discussion de toutes les questions se rapportant à la production industrielle. La militarisation capitaliste exigeait de l'ouvrier qu'il se fit, pendant la guerre, un rouage muet de sa machine; la soi-disant militarisation en Russie, demande, au contraire, à l'ouvrier qu'il devienne un organisateur conscient de la production communiste, et si les syndicats industriels et le pouvoir soviétiste se voient contraints d'user de mesures coercitives à l'égard des éléments démoralisés de la classe ouvrière, des spéculateurs et des trafiquants, ce sera chaque fois le fait des ouvriers eux-mêmes, agissant au nom et dans l'intérêt de la classe ouvrière.

Non moins absurdes sont les cris de ceux qui prétendent que la Russie Soviétiste revient au régime bureaucratique, et qu'elle penche de plus en plus à passer de l'administration collective à l'administration unipersonnelle. Il est évident que l'administration collective n'a rien de commun avec le communisme; la preuve en est le fait que ce mode de direction est appliqué assez souvent par les sociétés en commandite et par les trusts capitalistes. L'administration unipersonnelle ou individuelle n'aurait le caractère d'une direction bureaucratique que dans le cas où les organes politiques et économiques appelés à nommer les directeurs industriels seraient étrangers à la classe ouvrière, dans le cas où les organisations ouvrières seraient éloignées de toute participation aux fonctions des organes qui inspirent la politique économique du pays ou, enfin, dans le cas où la classe ouvrière n'aurait pris aucune part à la discussion des questions industrielles. Dans un Etat ouvrier, où le pouvoir représente la classe ouvrière et où les organes d'économie nationale sont créés par les représentants des organisations ouvrières, qui peuvent toujours être rappelés par leurs électeurs; dans un Etat ouvrier où ces organes d'économie nationale, contrôlés par l'Etat ouvrier, tracent collectivement le plan de la politique économique du pays et où le pouvoir ouvrier fait son possible pour attirer la masse des ouvriers au travail en vue de solutionner les problèmes industriels, — sachant qu'il est lui-même impuissant sans cette participation, — dans un Etat ouvrier ainsi constitué les gens qui administrent une fabrique ou une usine ne peuvent influencer en aucune façon la haute direction de l'industrie. L'esprit social du type de direction est déterminé et fixé par toute la conjoncture et par le programme général de la politique gouvernementale. Il y a deux raisons qui forcent le parti communiste à se prononcer définitivement en faveur d'une administration unipersonnelle: la première est d'ordre général et elle se répétera probablement dans toutes les révolutions à venir; la seconde est concrète et

foncièrement russe. Première raison: un organe d'administration collective signifie, généralement parlant, un organe collectif irresponsable, parce qu'il tue dans chaque membre de l'administration collective le sentiment de responsabilité, si familier à l'homme, quand il sait que c'est lui, et nul autre, qui est responsable de la besogne qu'il fait, quant à la seconde raison, spécialement russe, il est à noter que le nombre des ouvriers, pouvant participer à la direction de l'industrie, est petit en Russie, et que le groupement de ces ouvriers en organes d'administration collective serait un gaspillage de forces impardonnable. La tendance à l'administration unipersonnelle puise sa source dans une autre tendance—celle de mettre à profit, le plus utilement et le plus largement possible, les administrateurs ouvriers. Il va de soi que l'on n'y réussira pas d'un seul coup, et qu'il faudra, là où les ouvriers spécialistes et les ouvriers techniciens feront défaut, joindre à un administrateur ouvrier spécialiste un technicien bourgeois, à un bon technicien bourgeois un commissaire ouvrier et maintenir, enfin, les petites administrations collectives ouvrières, fonctionnant déjà avec succès. D'ailleurs le plus important après tout, est de tracer un plan politique, de préciser sa direction et d'en finir avec l'idéologie de l'administration collective qui est nécessaire, il est vrai, à l'époque de la lutte pour le pouvoir, mais qui est ensuite un empêchement sérieux à l'organisation économique. La politique susmentionnée ne peut être considérée en aucune façon comme un retour au régime capitaliste; au contraire, elle est plutôt étroitement liée aux origines de l'organisation socialiste, à la mobilisation de la masse ouvrière aux fins de la solution de problèmes économiques, au développement de la dictature du prolétariat et au passage de ce dernier à une participation active à la direction économique du pays.

La révolution prolétarienne, déterminée par une faillite sans pareille du régime capitaliste, en augmente nécessairement et inévitablement l'acuité et celle, par conséquent, de la catastrophe nationale qui en découle. La classe ouvrière russe a dû supporter les pires souffrances, quand elle a pris le pouvoir entre ses mains dans un pays dont le régime capitaliste était peu développé, dans un pays très pauvre et où le régime capitaliste ne lui laissait guère d'héritage. La classe ouvrière russe a dû soutenir, pendant deux ans, une lutte armée non seulement contre sa propre bourgeoisie, mais aussi contre celles du monde entier, qui, coalisées, ont tenté d'étrangler le premier Etat ouvrier. En résultat, nous nous trouvons en présence d'un pays effroyablement ruiné et dont le peuple est plongé dans une misère terrible. La victoire de la Russie Soviétiste, le fait qu'elle a su tenir ferme contre ses innombrables ennemis, qu'elle vit et qu'elle va se développer et se fortifier, tout cela facilitera énormément aux ouvriers des autres pays leurs périodes de développement transitoires, parce que l'existence de la Russie Soviétiste, qui reste une source inépuisable de force militaire et économique, fera renoncer les pays capitalistes, à tout attentat militaire direct à la vie politique de nouveaux Etats ouvriers. Mais nulle

part la classe ouvrière n'évitera une période de guerre civile et, par conséquent, la ruine et la misère qui en sont les corollaires. L'organisation socialiste du pays s'étendra sur une très longue période, et pendant bien des années les conditions matérielles et intellectuelles de la vie de la classe ouvrière ne seront pas supérieures dans les états ouvriers, mais plutôt inférieures, à celles des ouvriers dans les pays capitalistes. Le camarade Trotsky avait parfaitement raison, quand il marquait comme suit, au congrès du parti communiste, les étapes de la réalisation du plan économique: 1) Réparation et fabrication de moyens de transport; 2) fabrication de moyens de production technique et industrielle et 3) organisation de la consommation en masse. Il faisait ressortir que les conditions matérielles et intellectuelles de la vie des masses ne s'amélioreront que très lentement et revêtiront le caractère d'une évolution sociale successive et méthodique. La politique communiste étant une politique des masses, lesquelles ne pourront vaincre qu'à la condition d'un développement incessant de leur conscience politique, la politique communiste ne cache rien aux masses, ne leur promet pas le paradis terrestre, mais leur dit tout simplement que le monde entier, précipité par le capitalisme dans le gouffre de la guerre, roulera jusqu'à un état de barbarie complète, si le prolétariat, bravant la faim et le froid, ne réussit pas à organiser le travail et à le fonder sur les bases d'une discipline professionnelle des plus sévères. Les geôliers du prolétariat européen, les capitalistes de tous les pays, agiront naturellement selon leurs habitudes et chercheront à profiter de nos discours communistes sur le travail et sur la discipline. Ils tâcheront de troubler et d'effrayer les ouvriers, en leur peignant leurs camarades russes chassés au travail à coups de fouet. M. Lloyd Georges a donné lecture, il y a quelque temps, au parlement anglais, de l'appel du Soviet de Moscou qui porte, entre autre: «Nous avons vaincu Dénikine et Koltchak, mais la faim et le froid nous menacent, et nous ne pourrions défaire ces ennemis qu'avec les armes mêmes que nous ont donné la victoire sur les champs de bataille. Il faut organiser les citoyens en bataillons et les envoyer couper du bois!» Après avoir lu ce passage de notre appel, le ministre-président britannique s'exclama pathétiquement: «Y a-t-il un ouvrier anglais qui tolérerait que le pouvoir gouvernemental le chassât à la coupe du bois?» Mais les ouvriers anglais, que les capitalistes de leur pays chassent dans les mines pour y remplir les poches du duc de Northumberland et qu'ils font vivre dans de hideuses masures, les ouvriers anglais, ont fort bien compris la différence qui existe entre les conditions du travail dans les pays capitalistes et en Russie Soviétiste: en effet, les capitalistes occidentaux, en proclamant hypocritement le principe de la liberté du travail, ont jusqu'ici contraint leurs ouvriers par la faim, à travailler pour les propriétaires des entreprises, lesquelles représentent, depuis la guerre, sous l'aspect de fabriques et d'usines militarisées, des foyers d'esclavage dont les «nègres» européens peinent

jusqu'à l'épuisement dans l'intérêt d'une bande de propriétaires; or, ce n'est pas le cas de la Russie Soviétique; elle mobilise ses forces ouvrières, les répartit d'après un plan économique rationnel, intensifie la discipline professionnelle et relève la productivité du travail, dans le seul but de réaliser l'organisation du travail que le socialisme avait proclamée dès ses origines et qu'il avait opposée aux dupes capitalistes— du travail qualifié libre. Depuis Thomas Morus et Grachus Babeuf, la pensée socialiste des grands utopistes se développa en posant le problème de l'organisation du travail. Le socialisme proclama invariablement le principe d'une société sans classes et celle de l'égalité des citoyens dans l'organisation du travail. En société capitaliste l'organisation du travail se fait par un processus très violent, au prix d'une lutte acharnée. Les propriétaires, détenant tous les moyens de production toutes les ressources industrielles, ignoraient les quantités précises d'articles à fabriquer, les véritables besoins de la société et la capacité d'achat de la population eu égard aux besoins à satisfaire. Dans les pays les plus civilisés, la société capitaliste n'a pu aboutir, même jusqu'ici, à un recensement exact de la production et de la consommation. Se basant sur la concurrence des détenteurs des moyens de production, et sur la misère des masses, cette société ne voyait plus qu'un semblable mode d'organisation du travail signifie la disette dans une partie du monde et l'opulence dans une autre, le chômage dans une branche de l'industrie et le manque d'ouvriers dans une autre. C'est ainsi que le socialisme mis au monde par la classe ouvrière parmi des souffrances intolérables, au prix du martyre spirituel des meilleurs enfants de l'humanité, qui ont enfin compris comment la société capitaliste, en organisant par la violence le travail dit «libre», mutila la vie de centaines de milliers d'hommes, le socialisme a dû proclamer, dès la première heure, la nécessité de l'organisation du travail. Né à une époque où le capitalisme n'était pas encore à l'apogée de son développement et devant d'une centaine d'années la révolution prolétarienne, le socialisme n'a pu naturellement élaborer un plan concret et s'est égaré dans la forêt vierge des utopies. A l'époque où l'histoire a vu paraître dans son arène des peuples qui non seulement souffraient, mais aussi combattaient, le socialisme dut abandonner la question de l'organisation socialiste du travail et concentrer toute son attention sur l'organisation des masses qui commençaient leur lutte contre le régime capitaliste.

Le plan que le parti communiste russe a dressé aux fins de l'organisation du travail n'est pas le résultat d'études abstraites; on le doit à la vie même. Pour déblayer le terrain des ruines et des débris qui l'encombrent après l'incendie politique, pour faire couler un sang nouveau dans les artères de l'organisme social, pour mettre en branle les locomotives, pour faire fonctionner les télégraphes et les télégraphes, pour faire tourner toutes les roues, pour mettre les villes à même de fournir la campagne en articles manufacturés et en obtenir en échange le pain qui leur est nécessaire,— il faut l'économie la plus sévère, le recensement

le plus exact de tous les besoins matériels, une discipline sans réserve et des mesures coercitives que le gouvernement des travailleurs conscients doit faire appliquer là où l'armature intérieure de la société nouvelle n'atteint pas encore un degré suffisant de solidité.

Pour forcer les ouvriers, sortis d'un milieu d'artisans et devenus prolétaires ou issus de la classe paysanne dépossédée, à travailler pour eux les capitalistes ont imaginé quantité d'expédients,— depuis la préconisation punitive du travail et jusqu'à l'implacable déclaration de Malthus: «Que les faibles et les incapables meurent». Dans le même but ils ont marqué au fer rouge les va-nu-pieds sans travail et créé des Maisons de travail (Work-House) qui ne sont autre chose que des lieux de tortures et de mort. La classe ouvrière, qui représente les intérêts de presque toute l'humanité, n'a pas besoin de ces mesures. Elle saura réveiller de bons sentiments même dans les âmes prolétariennes les plus arriérées et leur inculquer une plus nette conscience de leurs propres intérêts qui s'accordent parfaitement avec ceux de la société communiste. Mais la classe ouvrière ne peut pas renoncer, à une transition accélérée au travail communiste, transition qui impose des mesures coercitives. Elles auront à faire rentrer le travail de personnes isolées dans le lit du travail commun et fraternel que chacun fait pour tous et que tous font pour chacun. Tout ce que les capitalistes et leurs agents disent de l'organisation du travail, que le prolétariat russe cherche à réaliser au milieu d'une lutte sans merci, les cris qu'ils poussent au sujet «des casernes de la contrainte», prouvent qu'ils veulent mettre à profit la dernière illusion bourgeoise, leur dernière tromperie, l'illusion de la liberté du travail, pour garder les travailleurs sous le joug capitaliste.

Quand les capitalistes internationaux défendaient le principe de la liberté du travail, en l'opposant à notre principe de l'organisation socialiste, c'était encore une illusion. Les capitalistes croyaient sincèrement avoir remplacé le servage par le travail libre, bien que leur liberté du travail ne fût, en réalité, que la liberté de la faim. Mais ils mentent sciemment, s'ils continuent à parler, à l'heure actuelle, de liberté du travail, parce que, s'ils réussissaient à venir à bout de la révolution ouvrière internationale, ils seraient bien obligés d'abolir toute liberté dans le domaine du travail et d'y appliquer, dans l'intérêt du capitalisme, une implacable organisation militaire du travail.

La désorganisation économique, le défaut de marchandises, l'épuisement des forces productrices et le manque de matières premières, exigeraient après la victoire des capitalistes, leur organisation en des trusts inexorables et tout puissants, en présence desquels les ouvriers n'auraient pas de choix. La main-d'œuvre serait répartie aux exploités, comme les machines et les matières premières. La bataille est engagée non pas entre la liberté capitaliste du travail et l'organisation communiste, mais, d'un côté, entre l'esclavage complet de la classe ouvrière, ployée sous le joug d'un travail exténuant dans l'intérêt des capitalistes, et, de l'autre la self-organisation de la classe

ouvrière dans une société communiste. C'est ainsi que les avant-gardes du prolétariat russe ont compris la situation actuelle lors des congrès du parti communiste et des syndicats industriels. Et on ne peut douter que, malgré les attaques calomnieuses de la bourgeoisie internationale, les prolétaires russes se montreront, ici encore, des

champions aussi vaillants de la révolution internationale, qu'ils le furent en 1917, quand ils prenaient le pouvoir entre leurs mains, ou en mars 1918, quand ils entreprenaient la création de l'armée rouge.

KARL RADEK.



CORRESPONDANCE DE „L'INTERNATIONALE COMMUNISTE“

LETTRE DE TCHÉCO-SLOVAQUIE

Pour donner un tableau fidèle de la situation présente dans la république tchéco-slovaque, il faut retracer, brièvement, la marche des événements qui s'y sont produits depuis le 28 octobre 1918.

Ce même jour, quand la nouvelle de la capitulation militaire de l'Autriche parvint à Prague, l'indépendance des territoires historiques bohèmes (la Bohême, la Moravie et la Silésie) et slovaques fut proclamée et un gouvernement provisoire constitué; ce fut le «Comité national» bien connu sous la présidence de M. Kramarz. Plus tard, par suite d'un accord conclu avec tous les partis, ce Comité national fut élargi et déclaré gouvernement permanent. C'était un cabinet de coalition auquel participaient tous les partis politiques tchéco-slovaques jusques et y compris les anarchistes. La Révolution fut opérée sans la moindre effusion de sang. Les représailles que le gouvernement de Vienne avait ordonnées par téléphone furent rapportées avant qu'on les eût appliquées, et les régiments hongrois, auxquels le gouvernement austro-hongrois se proposait de recourir pour réprimer l'explosion révolutionnaire de Bohême, consentaient à évacuer Prague de bon gré et à se retirer dans leur pays. Il est vrai que les Allemands refusèrent catégoriquement de reconnaître la nouvelle république et formèrent leur propre gouvernement se proposant d'incorporer les terres allemandes de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie (qu'ils désignaient sous le nom de «Sudetenland») dans l'Allemagne ou dans l'Autriche allemande; mais l'existence de ce gouvernement fut de courte durée. Les villes allemandes eurent bien vite compris qu'elles défendaient une cause désespérée et se rendirent aux trompes tchéques sans combat; il n'y eût que quelques collisions sans importance dans certaines localités du pays. Le territoire slovaque fut occupé de même sans combat. Pendant un certain temps la frontière commune avec la Hongrie, présentait une ligne vague, qui, en fin de compte, fut tracée et établie de façon que la Slovaquie englobât, outre les Slovaques, 750.000 Magyars. Les Ruthènes des Carpathes se rattachèrent eux aussi à la nouvelle république.

La république tchéco-slovaque, telle qu'elle était alors et telle qu'elle fut reconnue plus tard par le traité de paix de Paris, ne présente pas une agglomération nationale homogène: c'est plutôt l'ancienne Autriche sensiblement réduite, car parmi la population du pays qu'on évalue à 14 millions, on compte plus de deux millions d'Allemands, un demi-million de Polonais et 750.000 Magyars, excepté les Ruthènes des Carpathes qui furent dotés d'une constitution spéciale.

Outre la journée du 28, celle du 14 octobre mérite aussi d'être mentionnée. Ce jour-là, on devait tenter un coup d'Etat socialiste et décréter la grève générale. Mais le 14 octobre, les régiments magyars et allemands occupèrent

les rues des villes tchéques et la journée s'écoula sans le moindre incident. Cette tentative d'insurrection mal organisée, échoua complètement. Néanmoins, elle ne resta pas sans effets: les communistes exagérés qui la firent connaître au front contribuèrent puissamment à la désagrégation croissante de l'armée.

Au cours de la guerre, bien peu étaient ceux qui parmi les Tchéco-Slovaques avaient des sympathies pour l'Autriche; seuls, les grands propriétaires et les capitalistes souhaitaient la victoire de l'armée autrichienne. Ils espéraient que le triomphe des puissances centrales affermirait leur influence et leur rapporterait de nouveaux avantages et profits; le clergé catholique partageait ce sentiment, considérant la dynastie comme son unique appui. Une partie des leaders de la social-démocratie soutenaient également la politique nationale autrichienne. Mais celle-ci était loin d'être populaire parmi les couches profondes du prolétariat, dont les tendances austrophobes s'expliquaient surtout par la haine qu'il nourrissait à l'égard de la monarchie et de la dynastie et non par les aspirations conscientes vers une autonomie nationale. Contrairement aux arguments d'une partie des leaders politiques, qui croyaient fermement à l'existence de l'Autriche après la guerre, faisant ressortir, dès lors, qu'on aurait à tenir compte plus tard de cet organisme politique les masses comprenaient instinctivement que l'Etat autrichien était condamné à mort et que le prolétariat aurait à édifier son avenir sur les ruines de l'Autriche-Hongrie. Et les masses agissaient en conséquence.

A en croire le socialiste national Kiofacz, ministre de la défense nationale de la république tchéco-slovaque, 70% de tous les légionnaires étaient des socialistes. D'ailleurs c'est une erreur de croire que les ouvriers tchéco-slovaques se faisaient légionnaires sous la poussée de sentiments nationalistes: au contraire, la majorité de ces ouvriers comprenaient bien que la défaite militaire de leur Etat contribuerait puissamment au renforcement du socialisme. Les ouvriers n'étaient pas sans ignorer aussi l'opinion de Karl Marx relative à l'Autriche et ils rêvaient déjà (du moins en Amérique et en France) de transformer l'Empire Austro-Hongrois en une république socialiste. Quant à l'idée qu'un accord avec la bourgeoisie de leur pays et l'adhésion à l'impérialisme étranger, pussent avoir des conséquences fatales, telle que l'action des légions tchéco-slovaques contre la révolution prolétarienne russe, personne, dans le tumulte de la lutte acharnée contre l'Autriche contre-révolutionnaire, n'y pensait et, en général, personne ne se livrait à l'examen théorique et impartial des questions de ce genre.

Au fur et à mesure que la guerre se développait, que la défaite des puissances centrales devenait de plus en plus

certaine, le nombre des hommes politiques austrophiles se faisait de plus en plus restreint. Finalement, il ne resta plus que le docteur Szmeral et un petit groupe de ses partisans pour demeurer encore dans ce camp presque totalement abandonné. La presse bourgeoise fit alors du docteur Szmeral une cible aux attaques les plus furieuses; plus la liberté de la presse augmentait, plus cette campagne se faisait acharnée, allant même jusqu'à des menaces personnelles. Le docteur Szmeral tenta au congrès du parti une défense de sa politique austrophile. Il chercha à expliquer son attitude par des considérations opportunistes et déclara qu'il n'avait pratiqué cette politique que pendant la période des représailles, pour sauver la classe ouvrière et sa presse des persécutions, pour éviter la dissolution des organisations ouvrières et la confiscation des fonds du parti, pour que celui-ci fût à même de continuer sans encombre, après la guerre, sa propagande politique. Il insista aussi sur la nécessité de conserver à tout prix, en Bohême, ce fut-ce qu'un seul groupe autrichien, avec lequel la monarchie pût traiter dans le cas où elle se maintiendrait après la fragmentation européenne.

Un autre groupe foncièrement austrophobe et pénétré d'idées nationalistes, se trouvait à l'aile opposée du parti social-démocrate. Il avait pour leaders M. Modraczek et M. Gabermann, ministre de l'instruction publique dans le cabinet actuel; ce groupe appuyait la propagande étrangère du professeur Massarick. Ces deux courants politiques se livraient mutuellement à une lutte acharnée qui s'envenima dès qu'en Bohême parvinrent les premières nouvelles de la révolution bolchévique de Russie. Les adversaires de Szmeral ne comprirent pas du tout l'importance et le sens de la révolution d'octobre; ils en conclurent que ce coup d'Etat ne contribuerait qu'au renforcement des puissances centrales et menacerait par conséquent l'indépendance tchéco-slovaque. Bien avant ses ennemis politiques le docteur Szmeral avait compris, au contraire, la portée mondiale de la révolution prolétarienne de Russie, et malgré une nuée de nouvelles absurdes et fantastiques qui s'abattit sur la Bohême à propos de la révolution d'octobre, admit-il aussitôt la possibilité de son triomphe. Un nombre très considérable d'ouvriers tchèques, qui avaient pris le parti de Szmeral lors des attaques dirigées contre lui par la presse bourgeoise, adhérent maintenant à sa cause. Une lutte très sérieuse s'engagea presque aussitôt.

En novembre 1918, quelques semaines après la proclamation de la liberté nationale, les premiers camarades de la Russie soviétiste de même que leur leader, Mouna, arrivèrent en Bohême. Ils firent la lumière dans ce chaos d'inventions mensongères répandues à profusion sur la vie en Russie soviétiste. Ils communiquèrent les premières nouvelles exactes sur les vrais mobiles de la révolte des légions tchéco-slovaques contre le gouvernement soviétiste et sur le rôle dans cette affaire du Conseil National et du professeur Massarick. Ces révélations firent sensation. Jusqu'alors la population considérait les légionnaires comme des héros et portait l'autorité du président à une hauteur inaccessible. On peut dire, sans être taxé d'exagération, que l'arrivée de Mouna ouvrit une ère nouvelle dans l'histoire du mouvement socialiste tchéco-slovaque, car ce n'est qu'après son arrivée que se commença le groupement conscient et bien déterminé des diverses tendances politiques. La haute bourgeoisie comprit

aussitôt le danger qu'elle allait courir. La petite bourgeoisie fit cause commune avec elle caressant naïvement l'espoir qu'une fois la guerre finie, le bon vieux temps reviendrait dans toute sa splendeur. Les couches profondes de la petite bourgeoisie se faisaient une joie sincère de leur émancipation du joug des Habsbourg. En même temps elles avaient une peur bleue qu'un nouveau danger quelconque ne vienne menacer l'indépendance nationale du pays. L'on sait que le trait caractéristique et principal du petit bourgeois tchèque, comme celui du petit bourgeois de tout autre Etat, est sa crainte de tout ce qui est nouveau ou incertain et son vif désir de tranquillité. Or, l'arrivée de Mouna compromettait sérieusement cette quiétude. Ce camarade devint bientôt le redoutable ennemi de l'intérieur, jouissant, à la fois, d'une grande popularité au sens positif et négatif. Le nom de Mouna était sur toutes les lèvres; on en parlait dans la presse, aux réunions publiques, les artistes des cafés-concerts composaient des couplets en son honneur. Des bruits absurdes et fantastiques circulaient sur son compte: on racontait qu'il avait fait exécuter des centaines de légionnaires et reçu des millions de marks du gouvernement allemand. Les légionnaires furieux parcouraient en automobiles les villes de la Bohême, cherchant Mouna partout pour le prendre, disaient-ils, vif ou mort. Mouna fut arrêté à Prague; mais il ne resta en prison que quelques heures et fut remis en liberté. Le gouvernement de Kramarz ne se risqua pas à le maintenir en état d'arrestation. Il savait trop que les masses se trouvaient du côté de notre camarade et qu'elles n'auraient pas manqué de le défendre. Le gouvernement comprenait aussi que la lutte contre le bolchévisme réclamait d'autres mesures que des représailles pures et simples.

Les camarades russes se livrèrent aussitôt à une propagande énergique parmi les ouvriers tchèques des suburbs et les ouvriers mineurs de Kladio. Une lutte d'agitation acharnée s'engagea dans cette dernière région. Plusieurs orateurs, appartenant aux socialistes modérés, y firent leur apparition, entre autre la femme docteur Alice Massarick, fille du président. Cette lutte se termina par la complète victoire des communistes. 56.000 mineurs de Kladio reconquirent le programme de la III^e Internationale, se déclarèrent partisans de la dictature du prolétariat et de l'action directe et formèrent des Soviets. En ce moment, la région de Kladio, étant donné la situation politique actuelle du pays tchéco-slovaque, joue un rôle considérable dans toute la république, en général, et dans le parti social-démocrate en particulier. Les leaders de ce dernier passent sous silence l'attitude des ouvriers de Kladio et ferment les yeux sur toutes les infractions des mineurs à la discipline du parti, pourvu qu'ils restent au sein du parti. Le gouvernement tâche, de son côté, d'exacerber tous les vœux des ouvriers; il laisse impunis tous leurs petits délits, les traite avec beaucoup d'égards et envoie à Kladio tout ce qu'il a de meilleur en fait de produits alimentaires.

L'arrivée des communistes de Russie ne fut pas sans accentuer très fortement la différenciation au sein du parti social-démocrate. Il est vrai que Gabermann reste toujours, dans le parti, mais l'aile d'extrême gauche s'en est détachée. Modraczek a fondé un nouveau «parti socialiste progressiste», et a transformé en même temps, sa revue hebdomadaire «Socialisticka Listy» en un journal quotidien — «28 Rijem» (Le «28 octobre»). Mais le nouveau parti ne recruta pas

même un partisan parmi les ouvriers. Ce groupe politique, qui se compose de déserteurs bourgeois, surtout de petits employés, n'a présentement pour tâche qu'une lutte sans merci contre les bolchéviques. Le docteur Szmeral, pour contrebalancer l'influence du nouveau parti, créa, de son côté, une revue hebdomadaire «Socialni Demokrati» («Le Social-Démocrate») où il défend, avec sa prudence habituelle, les idées communistes. L'organe des ouvriers de Kladio, «Kladienska Svoboda», qui ne paraissait auparavant que tous les huit jours, paraît maintenant tous les deux jours, sous la direction de Monna. Le journal «Jiskra», qui paraît à Třebje, en Moravie, est imbu également d'esprit communiste. Il n'y a que ces deux dernières publications périodiques et le «Průkopník Svobody», fondé tout récemment à Vienne, qui représentent de véritables organes bolchéviques. Les journaux «Ravnost», organe des «autonomistes» de Brün, et le «Dělnický Denník», organe des centralistes de la même ville, manifestent aussi de la sympathie pour la doctrine communiste, publient des articles à tendance bolchévique mais tâchent, en même temps, d'accorder leur communisme pâle et bien chétif, avec la politique des social-démocrates et parfois même, avec la politique du gouvernement; en résultat, les deux journaux offrent un mélange bien drôle d'idées et d'opinions politiques. La revue scientifique et artistique des anarchistes communistes — «Cerven» contribue aussi très vigoureusement à la propagation des idées communistes en Bohême, mais ses efforts pour concilier le bolchévisme avec le vieil anarchisme nous semblent voués à un échec certain. Outre les groupes de gauche et de droite, il existe encore en Tchéco-Slovaquie un centre social-démocrate, dirigé, d'un côté, par des hommes politiques qui mettent encore leur confiance dans le parlementarisme, — tels que l'Allemand Tussar, le ministre-président actuel, et Tomascek, le président de l'Assemblée Nationale, — et d'un autre côté, par des gens qui hésitent toujours entre deux courants, tel que Stivin, rédacteur en chef de l'organe du centre du parti — «Právo Lidu». Ce journal qui publie sans cesse des articles contradictoires et change de langage selon la politique du moment, reflète assez fidèlement les aspirations du groupe du centre. La gauche elle aussi n'est d'ailleurs, pas suffisamment compacte et solide et se divise en deux fractions: l'une, fœnicièrement communiste et l'autre, qui se trouve sous la direction d'un théoricien marxiste — M. Skalak (Szmeral a pour le moment quitté Prague). Bien que toute la gauche reconnaisse le programme de la III^e Internationale, M. Skalak, qui, toutefois, veut ardemment que tout le parti adhère à la III^e Internationale, insiste sur la nécessité de maintenir l'unité du parti et serait prêt à la défendre même au prix d'une action anti-communiste. Toutes ces brûlantes questions de mouvement seront soumises à l'examen du prochain congrès du parti, fixé au 15 avril. Toute la classe ouvrière de la Bohême l'attend avec impatience. Il devra se prononcer catégoriquement sur son attitude à l'égard de la III^e Internationale et déterminera peut-être une scission définitive au sein du parti.

L'année passée, bon nombre d'actions révolutionnaires se sont produites en Bohême; malgré leur peu d'importance, elles n'en jettent pas moins un rayon de lumière sur l'état d'esprit du pays, d'autant plus que toutes ces actions ont été spontanées et bien indépendantes les unes des autres. En général, l'esprit révolutionnaire se fortifie dans tout le pays. Ce qu'il lui faut, pour éclater, c'est des leaders ca-

pables d'organiser les éléments pénétrés de cet esprit et de les conduire vers le même but commun.

Au mois de janvier, deux étudiants attentèrent à la vie du docteur Kramarz, président du conseil des ministres; tout d'abord on pensa, qu'une organisation politique se cachait derrière ces deux jeunes gens, mais tous les efforts du parquet de mêler dans cette affaire Mouna et les communistes russes échouèrent totalement. Au mois de mars, des manifestations nationalistes allemandes, très mouvementées, eurent lieu dans le Nord-Ouest de la Bohême. Le gouvernement prétendit alors que ces manifestations devaient servir de prélude à la révolution allemande qui se préparait de longue date. Le même mois, des manifestations sanglantes, se produisirent à Kaaden et Karlbad. En été, dans le Nord de la Bohême, les mineurs anarchistes se mirent en grève et à Ostrau une grève non organisée éclata, vivement désapprouvée d'ailleurs par tous les partis socialistes. Ces deux grèves furent de courte durée. Les leaders socialistes et anarchistes ayant réussi à décider les ouvriers à reprendre le travail. En juillet, à Eisenberz, un régiment, composé principalement de légionnaires russes, se révolta, après s'être proclamé partisan des idées bolchéviques. L'attitude adoptée par le gouvernement à l'égard de cette révolte militaire caractérisée bien sa tactique de souplesse. Le régiment s'empara de la ville, forma des soviets, se rendit, dans un train dont il s'était saisi, à Klatoz qu'il occupa également, et se mit en marche dans la direction de Pilsen où se trouvent les grandes manufactures d'armes et de munitions. Aucune force militaire ne fut envoyée pour réprimer le mouvement. Seule, une délégation venue en automobile de Prague promit aux soldats, au nom du président Maszarick, de donner satisfaction à toutes leurs revendications et les fit rentrer de la sorte regagner leurs casernes. Au cours du procès judiciaire intenté au régiment rebelle les autorités firent leur possible pour dissimuler soigneusement la couleur bolchévique de cette affaire et, contre toute attente, le verdict rendu par le tribunal fut très doux. Les manifestations les plus importantes se produisirent en fin de mai. La population de presque toutes les villes et bourgades tchèques, ayant pris la résolution de donner un dernier avertissement aux commerçants, qui spéculaient affreusement, organisa de nombreux cortèges; les habitants s'emparèrent de tous les spéculateurs locaux connus, les mirent en tête des processions organisées en leur faisant porter des potences sur leurs épaules; arrivée au point de dislocation de chaque cortège, les meneurs de celui-ci forçaient les spéculateurs à jurer solennellement qu'ils vendraient dorénavant leurs marchandises à des prix modérés. A Prague et à Kladio ces manifestations se terminèrent par un pillage en règle des magasins et dépôts.

Trois semaines après, le 15 juin, les élections communales eurent lieu en Bohême et en Moravie. Les élections se firent sur la base du suffrage universel, comme il en sera des élections prochaines à l'Assemblée Constituante. Ainsi, les résultats de ces élections peuvent donner un tableau plus ou moins fidèle de la couleur politique qu'aura le futur parlement. Voici ces résultats: dans les régions tchèques, les socialistes ont recueilli 53% des voix et 62%, si l'on y ajoute celles qui sont allées aux social-démocrates allemands; il faut noter, cependant, que ces chiffres englobaient aussi les «socialistes nationaux» de la petite bourgeoisie avec lesquels les social-démocrates ont conclu un accord avant les élections

aux fins de la formation d'un bloc politique. Toutes les autres voix sont allées presque entièrement aux agrariens et, seuls, un petit nombre d'électeurs ont voté pour le parti des démocrates nationaux de Kramarz. Les partis politiques qui composaient le gouvernement du docteur Kramarz, se trouvaient dans la même corrélation que les partis tchèques dans l'ancien parlement autrichien. Mais cette fois, les élections communales révélèrent brusquement qu'en Bohême la situation politique avait tourné et que les démocrates nationaux tenaient dans le gouvernement une place qui ne leur revenait point. Les manifestations de mai et les élections communales obligèrent le gouvernement à donner sa démission. Un nouveau cabinet fut formé de social-démocrates, de socialistes nationaux et d'agrariens sans la participation des démocrates nationaux. Le social-démocrate Toussar fut mis à la tête de ce gouvernement que le président Massarick appela, sans ironie d'ailleurs, le «gouvernement du peuple laborieux de la ville et de la campagne».

Le dernier mandat lancé par l'ancien gouvernement concernait l'arrestation de Mouna et de ses camarades. Ce n'est qu'à la veille de sa démission que Kramarz se décida à cet acte. Jusqu'à ce jour le courage lui avait manqué. En donnant cet ordre, le docteur Kramarz poursuivait un double but: il voulait, d'un côté, offrir enfin un sacrifice à la bourgeoisie furieuse et d'un autre côté espérait susciter des difficultés au nouveau gouvernement mi-socialiste et mi-agrarien. Kramarz pensait qu'en retenant Mouna en prison, la plupart des ouvriers passeraient dans le camp de l'opposition gouvernementale, mais, par contre, en la remettant en liberté, les paysans qui en seraient mécontents, renverseraient le gouvernement. Et il avait bien calculé. Le camarade Mouna a été victime des intrigues politiques. A l'heure actuelle il est toujours en prison. Le gouvernement actuel, faible et couard, serait heureux si Mouna se déclarait citoyen russe; dans ce cas il pourrait l'expulser du pays. A malutes reprises on lui a donné la possibilité de fuir; mais notre camarade et les ouvriers qui le soutiennent veulent, à tout prix, que l'affaire vienne en justice, tous fermement convaincus qu'un procès judiciaire de la sorte donnera une poussée vigoureuse au développement du mouvement révolutionnaire en Tchéco-Slovaquie. L'acte d'accusation contre Mouna ne contient rien d'important: la seule preuve de culpabilité est une lettre de Bela-Kun que le destinataire n'a jamais reçue. L'acte d'accusation, très volumineux, abonde en phrases générales d'esprit nationaliste. Il parle moins de l'accusé, que du docteur Szmeral, qui réside à l'étranger, le représentant comme le père spirituel du bolchévisme tchèque. Les autorités ne mettent aucune hâte à régler ce procès. Le parquet paraît attendre l'arrivée des légionnaires sibériens qui doivent faire des dépositions plus sérieuses contre Mouna. Les ouvriers mineurs de Kladio organisèrent à Prague (Kladio se trouve à 6 heures de marche de la capitale) une grande manifestation en faveur de Mouna. Puis au début de l'automne, ils décrétèrent une grève mouvementée déclarant qu'ils ne reprendraient pas le travail aussi longtemps que le procès de Mouna resterait ainsi immobilisé par les autorités judiciaires. Mais, une fois de plus, les ouvriers se laissèrent tromper par des promesses mensongères. Le gouvernement fixa la date de la clôture de l'enquête qui avait tant traîné en longueur et tint même sa promesse. Mais la

fin de l'enquête ne signifie point le commencement du procès que l'on renvoie sans cesse sous divers prétextes et par suite de difficultés soi-disant techniques.

Le procès de Mouna se trouva en rapport très étroit avec la révolution hongroise. Quand celle-ci éclata en Hongrie, les Tchéco-Slovaques occupaient la ligne de démarcation. Le commandement des forces militaires de la république appartenait non à un Tchéque, mais au général français Pelley, nommé à ce poste par l'Entente. La population du pays fut extrêmement surprise, en apprenant que des combats s'étaient livrés à la frontière hongroise et que les Hongrois avaient envahi une grande partie du territoire slovaque. Les milieux gouvernementaux tchéco-slovaques et la presse bourgeoise cherchèrent à accrédi-ter que la lutte qui se livre en Hongrie n'a rien à voir avec la cause socialiste, que le gouvernement soviétiste n'est qu'un pavillon qui cache le vieux chauvinisme magyar, que le comte Carolly a remis de bon gré le pouvoir aux bolchéviks qui se proposent sous le nouvel étendard du gouvernement soviétiste, de ressusciter l'impérialisme magyar et veulent en attaquant trahissantement la Slovaquie, la soumettre de nouveau à leur domination. Les habitants ajoutaient foi à tous ces mensonges avec d'autant plus de crédulité que même l'organe central du parti social-démocrate «Pravo Lidu» adhère à l'opinion qu'il faut défendre l'Etat contre l'ennemi extérieur. Ce n'est qu'après la chute du gouvernement, lorsque la bourgeoisie tchèque tomba dans l'opposition au gouvernement actuel, que le docteur Rasin, ancien ministre des finances, mû par un sentiment de vengeance, dévoila les dessous de cette affaire. On apprit que la ligne de démarcation avait été franchie non pas sur l'ordre des Hongrois mais sur l'ordre du socialiste national Klofacz, ministre de la défense nationale de Tchéco-Slovaquie. C'est alors que les régiments tchéco-slovaques envahirent la région houillère hongroise de Salgo-Tarjan. Cet acte fut naturellement commis avec l'autorisation du général Pelley, ou, pour mieux dire, sur l'ordre de la France qui voulait récompenser la république tchéco-slovaque de son concours à l'œuvre d'extermination de «l'hydre bolchévique», en donnant au jeune pays un bien qui ne lui appartenait pas, à savoir, les mines houillères de Salgo-Tarjan. C'est ainsi, que cette fois encore, les soldats tchéco-slovaques à leur insu, luttèrent inconsciemment dans l'intérêt de la contre-révolution. Après avoir agi de la même façon en Russie, ils répétèrent cet acte e utre la Hongrie. Si la république tchéco-slovaque doit à l'Entente son affranchissement du joug des Habsbourg, elle a payé cette dette au prix d'une honte ineffaçable. Ses fils couvrirent d'opprobre leur pays nouvellement né et enfant de la révolution, en combattant pour les bourreaux qui étouffent dans le sang les peuples révolutionnaires. Nous sommes sûrs que la France réclamera, bien des fois encore, pareils règlements de cette dette et que le gouvernement tchéco-slovaque manifesterait invariablement son empressement à payer tout ce qu'on exigera de lui. En Hongrie, comme en Russie, les soldats tchéco-slovaques furent trompés et vendus sans vergogne. Mais cet épisode fut trop éphémère pour que le prolétariat pût en comprendre alors le véritable sens, d'autant plus que l'affaire ne fut dévoilée que tardivement. D'un autre côté, la propagande d'un petit groupe de communistes, mal informés sur ce qui s'était passé, fut étouffée par le vacarme des

nationalistes et par les hurlements de ceux qui réclamaient la défense de la patrie.

Voilà très succinctement les événements les plus importants de l'année écoulée.

Quant à la différenciation politique et à la situation économique du pays, elles se présentent sous l'aspect suivant:

Avant la révolution, les relations politiques des partis s'étaient extrêmement simplifiées. Tous les partis bourgeois furent dissouts et ne formèrent plus qu'un seul «parti des démocrates nationaux», ayant pour leader le docteur Kramarz. Au point de vue numérique, le parti tchéco-slovaque est le plus faible, mais il dispose d'importantes ressources matérielles, joue un rôle prédominant à l'université, au théâtre national de culture intellectuelle et possède une presse magnifiquement organisée; son journal principal «Narodní Listy», groupe autour de lui tout un état-major de savants et de gens de lettres, qui appartiennent par leur esprit à un passé déjà mort, mais qui jouissent néanmoins d'une grande popularité. Les démocrates nationaux sont des nationalistes fiftés et des impérialistes invétérés; leur aile droite se prononce même ouvertement en faveur de l'intervention. Ce parti protège vigoureusement l'agent de Dénikine, le nommé Edmovsky, qui inonde la presse bourgeoise tchèque d'une avalanche de nouvelles mensongères et ridicules sur la Russie Soviétiste. Pour accomplir sa triste besogne il s'est assuré le concours d'une bande d'aventuriers, fait paraître un journal «Slavianskaya Zaria» («L'Aube Slave») et a organisé un bureau spécial d'information. Il y a tout lieu de croire, que ces messieurs ont à Prague un bureau clandestin qui recrute des volontaires pour l'armée de Dénikine.

Le parti clérical se nomme désormais «parti du peuple». Il ne compte, en Bohême, que très peu d'adeptes, mais par contre il joue un rôle assez important en Moravie et plus grand encore en Slovaquie, pays arriéré et ignorant. Bien que ce parti soit pénétré profondément d'étroites idées bourgeoises et d'esprit réactionnaire, les rêves monarchistes utopiques n'y sont entretenus cependant que par les représentants de la haute aristocratie ecclésiastique, dépourvue de toute son ancienne puissance. Les éléments slovaques de ce parti, poussés par le désir légitime et compréhensible de se voir au gouvernail de l'Etat, exigent pour la Slovaquie une autonomie absolue; il y a même un groupe qui va jusqu'à réclamer son annexion à la Hongrie monarchiste. Le parti agraire, que l'on nomme maintenant «parti républicain des régions bohêmes», est composé de paysans aisés et de petits propriétaires ruraux. Dans ce parti il y a également un petit groupe qui ne serait pas hostile à l'intervention. Ce parti est très riche, pénétré tout entier d'idées nationalistes et impérialistes et occupait, jusqu'aux dernières élections communales, une situation prédominante dans la plus grande partie de la Bohême. Le parti socialiste tchéco-slovaque (les anciens socialistes nationaux) est un parti petit-bourgeois (son programme se base sur la collaboration commune du travail et du capital), comptant dans ses rangs un nombre insignifiant d'ouvriers, sympathisant aux idées nationalistes. Un peu avant la Révolution, les anarchistes communistes se joignirent au parti socialiste tchéco-slovaque et en formèrent l'extrême-gauche. Dans leur revue hebdomadaire «Cerven», rédigé selon toutes les règles du journalisme,

ils furent les premiers à saluer la révolution prolétarienne de Russie. Tous les renseignements sérieux et intéressants que le public bohême possède sur les bolchéviks, lui sont fournis par cette publication. Les anarchistes jouissent d'une influence assez grande dans les régions bouillères de la Bohême du Nord.

Le parti le plus fort du pays est celui des ouvriers social-démocrates tchéco-slovaques. Ses organisations politiques comptent plus d'un demi-million de membres et ses syndicats un nombre encore plus grand, du fait qu'en Tchéco-Slovaquie, chaque ouvrier doit être membre d'un syndicat. Aussi, les syndicats représentent-ils, en réalité, des organisations politiques très influentes. Les socialistes progressistes de Modraczeck avec leur programme négatif antibolchévique, ne constitue qu'une petite force politique. Il ne reste plus dans le pays que quelques partisans de l'ancien «parti réaliste» de Massarick, dont les membres se rallient, presque tous, aux démocrates nationaux ou aux partis socialistes. Enfin, quelque peu avant les dernières élections, il se forma un petit «parti d'artisans», composé d'ouvriers de ce type et de propriétaires de petites entreprises industrielles.

A l'heure actuelle, la dictature nationale des Tchèques et des Slovaques régné dans toute la république tchéco-slovaque. Les minorités nationales ne furent admises ni au parlement, ni au gouvernement. Il est vrai que l'on prétend, que les Allemands se sont refusés de reconnaître la république, que les frontières de la région occupée par la minorité magyare ne sont pas fixées définitivement et que la partie de la Silésie, dont la population est de langue polonaise a été occupée par les Polonais. Mais le fait est que les représentants de la bourgeoisie tchéco-slovaque voulurent tout simplement établir les bases constitutionnelles sans la participation au gouvernement des minorités nationales. Ils ont d'ailleurs réussi. Mais, en dépit de l'unité nationale du parlement et du gouvernement les travaux de ceux-ci n'avancent pas. Tous les partis attaquent le gouvernement de Toussar: l'opposition réactionnaire (les démocrates nationaux et les cléricaux), ainsi que l'opposition socialiste (les social-démocrates de gauche et l'aile anarchiste des socialistes nationaux). Mais ces attaques bilatérales n'affectent pas le gouvernement qui pense que la pression de la droite sera équilibrée par celle de la gauche et qu'en fin de compte, cet état de choses contribuera à la consolidation du cabinet. Le seul but que poursuit ce gouvernement, est d'affirmer la république bourgeoise et de la rendre forte à l'extérieur et à l'intérieur. C'est à cette intention qu'il accorde aux socialistes quelques réformes sociales très modérées; aux agrariens des prix exorbitants du blé; aux social-démocrates, la liberté des spéculations financières; et, enfin, à l'Entente et à ses capitalistes, tout ce qu'ils veulent bien. C'est un gouvernement qui veut être agréable à tout le monde, un gouvernement sans caractère et sans énergie. Les premières élections parlementaires auront lieu en fin d'avril. Cette fois les représentants des minorités nationales, qui comptent environ trois millions et demi d'habitants, pourront pénétrer dans l'Assemblée Nationale. Mais leur apparition au parlement n'aura pour effet que d'accumuler sur l'ancien chaos, un chaos nouveau de questions nationales. Il faut être foncièrement optimiste pour admettre qu'un parlement de cette nature puisse travailler utilement et efficacement, qu'il puisse

être à même de résoudre les problèmes vitaux des masses prolétariennes appartenant à quatre ou cinq nationalités diverses.

Quant à la situation économique, elle est, il faut le dire, meilleure qu'en pays yougo-slave et qu'en Pologne et infiniment plus favorable qu'en Autriche allemande; mais, en somme, et en général, elle est aussi mauvaise que dans le reste de l'Europe centrale, où l'on ne produit que très peu de valeurs économiques. Ici, comme partout les industriels ont plus d'intérêt à spéculer sur les matières premières, ce qui leur permet de réaliser des bénéfices plus importants qu'en les transformant en articles manufacturés. De plus il leur est autrement facile de cacher les proportions de ces bénéfices et de les soustraire aux attaques de fisc. Les ouvriers ne consentent plus à fournir la même somme de travail qu'autrefois et ne veulent plus s'épuiser pour remplir les poches des exploiters. En outre, toute l'Europe centrale n'est à l'heure présente, que la propriété des capitalistes de l'Entente. L'Autriche allemande, dont la monnaie coûtait, en fin de janvier, cinq fois moins cher que celle de la république tchéco-slovaque, est, en ce moment, la propriété des capitalistes anglo-français. Il en sera bientôt de même de la république tchéco-slovaque. Le dollar américain, qui coûtait avant la guerre cinq couronnes autrichiennes environ, vaut maintenant 180 couronnes tchéco-slovaques et 600 couronnes austro-allemandes. Dans ces conditions, les capitalistes de l'Entente peuvent acheter tout ce qui reste dans le pays. Et déjà, bon nombre d'entreprises industrielles tchéco-slovaques se trouvent aux mains des capitalistes anglo-français. Le danger de cette vente aux étrangers de tout ce qu'il y a de plus précieux dans le pays et l'appauvrissement de la population qui peut en résulter ont provoqué enfin un sentiment de vive inquiétude au sein même de la bourgeoisie et, pleine de foi naïve en la puissance du gouvernement démocratique, elle l'a interpellé à ce sujet. Mais le gouvernement est naturellement impuissant de faire quoi que ce soit. L'Entente ne manquerait pas de considérer comme un acte hostile toute tentative d'interdire l'importation dans le pays des capitaux étrangers et userait aussitôt de représailles. Mais ce qui constitue un fait économique et politique particulièrement sérieux, c'est le rachat par les étrangers des actions des entreprises industrielles. Après le 28 octobre 1918, toutes les grandes propriétés foncières avaient été confisquées ou nationalisées. Les mêmes mesures révolutionnaires devaient être appliquées aux grandes entreprises industrielles et aux banques. Les partis socialistes avaient même reçu la promesse que cette mesure serait réalisée tout au moins en ce qui concerne les mines et l'industrie métallurgique. Mais le gouvernement, fidèle aux « principes d'évolution », ne se hâte point de tenir sa promesse.

Entre temps, les capitalistes de l'Entente ont accaparé la majeure partie des actions et déjoué ainsi tout le projet de nationalisation, du fait que le gouvernement de la république ne peut pas les exproprier. Mais les étrangers ne se contentent pas d'achats purs et simples. Tout récemment, un consortium de financiers anglo-américains et le syndicat des industriels du textile de Bohême ont fomenté un complot ayant pour but de donner à ferme toutes les fabriques textiles de Bohême au consortium susmentionné. A première vue, c'est un marché avantageux, qui semble contenter tout le monde. En effet les usines de tissage bohèmes

chômaient jusqu'alors faute de coton et leurs propriétaires ne gagnaient rien; désormais ils toucheront le prix de l'affermage; d'un autre côté les ouvriers du textile restés sans travail faute de matière brute, pourront le reprendre dès qu'il y aura du coton. Mais il va de soi que les gens les plus heureux sont dans cette affaire, les capitalistes anglais et américains, et voici pourquoi: l'on sait qu'il n'y a pas un ouvrier américain qui consente à travailler pour un salaire quotidien au-dessous de deux dollars; mais deux dollars font 240 couronnes tchéco-slovaques, et il est manifeste que le capitaliste américain ne payera à l'ouvrier tchéco-slovaque qu'une partie infime de cette somme, réalisant une différence sensible, qui constituera pour lui un bénéfice net, du fait que le transport du coton nécessaire en Europe lui coûtera autant que celui des articles déjà fabriqués. Mais là où il y a gain pour l'un, il y a toujours perte pour l'autre. Et en l'occurrence, exception faite du consommateur, c'est l'ouvrier américain du textile qui y perd, parce que son camarade bohème lui ôte son travail ou réduit son salaire. Donc, l'ouvrier tchèque qui a déjà rendu tant de services politiques à l'Entente, en luttant, les armes à la main, contre ses camarades russes et hongrois, va désormais rendre des services économiques aux capitalistes alliés en s'comparant du pain qui appartient de droit à ses camarades anglais et américains. Triste tableau!

La politique extérieure, aussi bien que la politique intérieure, de la république tchéco-slovaque est guidée totalement par la volonté de l'Entente et par les intérêts de ses capitalistes. Nous avons parlé déjà de la lutte des légions tchéco-slovaques contre les révolutionnaires russes et hongrois. Mais il est encore une question de politique extérieure qui met tout particulièrement en relief l'influence de l'Entente et qui fournit, en même temps, une preuve irréfutable de l'absurdité des querelles et des luttes au sujet des frontières géographiques. Encore tout au début de la révolution nationale, les Polonais occupèrent une partie de la Silésie. La population de ce pays parle plusieurs langues et représente un conglomérat ethnographique très varié (Polonais, Allemands, Tchèques, Juifs, etc.) avec une prédominance très prononcée de l'élément polonais. Néanmoins, les intérêts des deux parties sont concentrés non pas sur la question ethnographique, mais sur celle des mines de houilles de Karvin. Les Polonais et les Tchèques poussèrent même leur querelle jusqu'à en venir aux armes, et l'Entente se vit dans la nécessité d'intervenir pour tracer la ligne de démarcation de façon que les Polonais aient de leur côté la région houillère de Karvin et les Tchéco-Slovaques — celle d'Ostran où se trouve une des plus importantes usines métallurgiques de l'Europe. Mais comme l'usine d'Ostran ne pouvait fonctionner sans la houille de Karvin, l'Entente ordonna, malgré la décision précitée, un plébiscite pour trancher la question de savoir, à quel ~~est~~ doit revenir la région occupée par les Polonais. Ce referendum n'est encore qu'en état de projet, mais les populations allemande, juive et tchèque se sont déjà prononcées en faveur de la Tchéco-Slovaquie; une partie des Polonais, comprenant qu'Ostran est leur centre local naturel, dont ils vivent, se joignirent aux Juifs et aux Tchèques et inventèrent même pour résoudre cette question purement économique, un nouveau mot d'ordre nationaliste: « Nous ne sommes pas Polonais, nous sommes Silésiens ». Mais l'Entente rusée renvoie d'un jour à l'autre le plébiscite et oblige,

tant par les promesses que par les menaces, les Tchèques et les Polonais à la servir seule. Espérant, semble-t-il, que la Pologne peut devenir un rempart contre le mouvement bolchévique, les Alliés soutiennent, ces derniers temps, plus volontiers l'impérialisme polonais que celui des Tchèques; il faut dire qu'ils ont aussi l'espoir que les Polonais leur livreront à meilleur compte les mines houillères de Karvin, du fait que la monnaie polonaise coûte moins chère que celle des Tchèques. De cette querelle ethnographique, qui s'envenime de plus en plus entre la Pologne et la Tchéco-Slovaquie, les millionnaires de l'Entente tireront le maximum de bénéfices, parce que les deux cujeux, Karvin et Ostrau, tomberont, en fin de compte, entre leurs mains.

Quel que soit le lieu où le regard se porte, on ne voit en pays tchéco-slovaque qu'un capitaliste anglais ou français. L'Etat tchèque est devenu une colonie des Alliés, dans le sens le plus strict de ce mot, et le sort si triste réservé à toute colonie l'attend dans l'avenir. Les ouvriers de ce lopin de terre, qui se nomme pompeusement république tchéco-slovaque, n'ont qu'un seul moyen de salut: la révolution

prolétarienne. Les conditions économiques du pays rendent la nécessité de cette révolution de plus en plus impérieuse. Le journa de huit heures, les salaires maxima, les soviets d'usines et de fabriques et toutes les autres réformes que le gouvernement accorde aux ouvriers pour les satisfaire, n'existent que sur le papier et sont impuissantes à modifier la situation actuelle. Les conditions historiques sont plus fortes que ces palliatifs. De plus, la révolution russe a ouvert les yeux à la majorité du prolétariat tchéco-slovaque, et les ouvriers qui aujourd'hui ne sont pas révolutionnaires, le seront infailliblement demain. En ce moment, nous n'avons besoin que des «sages-femmes de Marx» pour nous faciliter la mise au monde du nouveau régime économique et pour rendre plus courte la période douloureuse des couches. Le congrès du parti, fixé au 15 avril, sera le premier appel sérieux à la lutte.

N. O.

Prague, janvier 1920.

LETTRE D'ANGLETERRE

UN CONGRÈS OUVRIER ANGLAIS

Note de la Rédaction. Nous attirons l'attention du lecteur sur la lettre suivante qui nous parvient de Londres. Le Congrès dont nos amis d'Angleterre nous adressent le compte rendu aura sans nul doute sa place dans l'histoire du mouvement prolétarien anglais et international.

Deux tendances s'accusent de plus en plus dans les trade-unions anglaises; les révolutionnaires s'y groupent contre les opportunistes.

Souhaitons aux camarades anglais d'avoir bientôt achevé leur mouvement de concentration et de bientôt conduire le prolétariat à l'assaut des citadelles du capitalisme!

Du 10 au 12 mars un Congrès ouvrier s'est tenu à Londres sous les auspices des Comités ouvriers. Environ 200 délégués représentant les travailleurs de toutes les industries, les partis socialistes et divers groupements d'Angleterre, d'Ecosse et du Pays de Galles y participaient. Les organisations suivantes étaient représentées:

Union nationale des Chemins de Fer (National Union of Railway men), 11 sections; Mineurs du Pays de Galles, 4 sections; Comités Ouvriers (9) (1); National Union of General Workers (3 groupes); National Amalgamated Furnishing Trade Association (1 section); Union Ouvrière (7); Union nationale des Employés (9); Mineurs du Yorkshire (2); Electriciens (9); Union Industrielle du Bâtiment (Centre); Amal. Society of Engineers (Mécaniciens, 6); Outilleurs (6);

(1) Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre de groupes représentés.

N° 10.

Charpentiers et travailleurs du bois (4); National Builders' Lab. and Constructional Workers Society (1); United Builders Labourers' Union (Bâtiment) (1); Fondateurs de Métaux Ecosseis (Comité Exécutif); Postiers (1); Brigustiers (1); Craftsmen and Enginemen's Assoc. (1); Engine Makers Society (1); Plâtriers (1); Boulangers, etc. (2); Trav. du fer et de l'acier de la Marine (1); Nat. amal. Coal Workers Unions (industrie minière, houille) 1; Habillement (1); Trade Union Staffs Guild; Travailleurs du Fer, de l'Acier et assimilés (1); Labour Party (1); Plebs League (1); Agents de Police et gardiens de prison (Union nationale) 1; Conseils industriels (Trade Councils) 7; Tisseurs de Nelson (1); British Political Union; Hand's off Russia Committee (Comité «Bas les mains devant la Russie») 3; Anciens militaires (3); I. W. W. (Comité Exécutif et 1 section); Groupe Anarchiste de Glasgow; Ligue des Jeunes Socialistes (2); Ligue Communiste de Stoney; Worker's Socialist Federation (4); Herald League (3); Socialist Labour Party (2); British Socialist Party (9); Independent Labour Party (11).

De nombreuses organisations qui n'avaient pu envoyer leurs délégués au Congrès lui ont adressé des messages de sympathie et ont déclaré approuver ses résolutions.

Première Séance.

Le Président Mac Manus déclare en ouvrant la Conférence qu'elle ne doit pas se borner à des entretiens et à des discussions quelle que puisse être leur utilité; quelque chose de plus que des résolutions verbales doit en résulter. L'ensemble des membres des organisations doit saisir l'occasion d'exprimer directement ses vues, sans l'intermédiaire de

la caste des représentants officiels du mouvement ouvrier qui, par le passé, ont toujours parlé au nom du travail sans être mandatés pour cela.—Il critique la tendance qui voulait inviter les employeurs à une conférence au lieu d'engager la lutte contre eux. Cette tactique officielle ne laissait d'autre alternative que la grève ou le recours à la loi. Et, résultat de toutes ces manœuvres, un nouveau moyen d'étendre l'action directe a été découvert; il s'agit, pour les leaders, de faire sonner haut leurs possibilités d'action et de terminer ensuite par la nomination d'une Commission. Toutes ces Commissions qui ne font que traîner les conflits en longueur jusqu'au moment où la fermentation des milieux ouvriers s'affaiblit, doivent être réprimées. Le mouvement des Comités Ouvriers permet le mieux aux travailleurs d'exprimer et d'appliquer leurs idées.

Un télégramme a été adressé aux grévistes de Dalnuir, dont nous souhaitons ardemment la victoire. Ce conflit ne concerna tout d'abord que des employés auxquels les ouvriers ont bientôt voulu se joindre. Des réunions ont, lieu à ce sujet. Toute tentative des jaunes ou de la police pour briser la grève se heurterait à une résistance générale. La Conférence vote par acclamation le message de sympathie.

Le camarade Mac Manus s'excuse de ne pouvoir demeurer plus longtemps à la Conférence, étant appelé à prendre la parole dans une réunion ouvrière. Keeley (Comité Ouvrier Londres Ouest) le remplace.

Mac Cracken (Mineurs du Yorkshire) propose, et Thomas (Galles du Sud) défend, une résolution urgente (Résolution N° 6). L'orateur a travaillé dans presque toutes les mines du pays; il a pu y observer lui-même le gaspillage auquel donne lieu la production capitaliste. Partisan de la nationalisation des mines il soutient que le Gouvernement ne peut pas refuser d'agir conformément aux conclusions de la Commission Sankey; s'il le faisait cependant l'action directe serait notre seul remède.

Les leaders, précise Thomas, parlent de la nationalisation des mines comme si elle devait être avantageuse à toutes les classes. Les mineurs du Pays de Galles exigent la socialisation des mines et l'abolition de toutes les formes d'exploitation. Il est pleinement d'accord avec Mac Manus en ce qui concerne les commissions.

Après une discussion à laquelle prennent part Sylvia Pankhurst, Mac Alpine (Parti Ouvrier Communiste Américain), Lucey (Exeter, Independent L. P.), Hugues (Galles du Sud), Webb (National H. O. R. Committee), Gallacher et Jack Tanner (éditeur de *Solidarité*) la résolution suivante est adoptée:

«La Convention considère comme ne pouvant être d'aucun avantage temporaire ou permanent pour la classe ouvrière tout projet de nationalisation qui maintient la classe capitaliste au pouvoir, n'invite pas les ouvriers à se préparer à la direction du mécanisme industriel et ne leur remet pas le contrôle—en toute indépendance du capitalisme—de la production et de la répartition.

La Convention reconnaît la nécessité de l'action directe pour contraindre le gouvernement à satisfaire les exigences des travailleurs. Elle invite le Congrès des Trade-Unions à préparer la grève générale qui doit arracher les mines aux capitalistes.

La Convention décide d'élire un Comité Spécial des Mines:

1) afin de hâter les grèves,

2) afin de collaborer avec le Comité de Réforme (non officiel) des mineurs pour l'élaboration d'un projet de socialisation et de contrôle ouvrier de l'industrie minière.

3) afin d'élargir, lors des grèves, les revendications ouvrières dans le sens de la socialisation totale de la terre et de l'industrie.

15 délégués seront désignés pour collaborer avec le Comité des mineurs. Le Président invite à lui présenter des listes de candidats; le vote aura lieu après les débats.

La résolution I à l'ordre du jour est présentée par Webb du Comité National Hands off Russia (Bas les mains devant la Russie). Il admire l'œuvre des camarades russes. Les événements de Russie ont révélé les aspects de la défense du capitalisme. Des gardes civiques ont été formées dans notre pays, qui sont identiques aux gardes blanches de Russie et de Finlande.

La section de H. O. R. de Wicledon soutient Webb. Lecture est faite de la résolution suivante:

«La présente Convention des travailleurs anglais salue la République des Soviets et exprime son admiration enthousiaste de l'œuvre d'éducation Communiste entreprise par les Soviets. Elle salue l'Armée rouge qui soutient une lutte magnifique contre la coalition des gouvernements capitalistes. Elle se solidarise avec la République Ouvrière des Soviets russes comme avec tous les travailleurs en lutte contre le capitalisme international.»

L'amendement suivant est apporté à cette résolution par J. Thurgood, du Comité Ouvrier de Staines:

«La Convention blâme le groupe parlementaire de n'avoir pas mis à l'ordre du jour du Congrès extraordinaire l'intervention en Russie. Elle demande la publication d'un rapport complet sur les pourparlers entre le groupe parlementaire et le gouvernement au sujet de l'intervention et demande si un accord a été conclu concernant la paix immédiate avec les Soviets?».

La résolution II est proposée par Harvey de la Daily Herald League (Section de Birmingham) et de l'Union de la Police. Homer, des mécaniciens, l'appuie. En voici le texte:

«La Convention déplore la longue patience des travailleurs anglais en présence des attaques répétées du monde capitaliste contre la Russie des Soviets. Elle invite de la façon la plus pressante les délégués au Congrès des Trade-Unions à se prononcer nettement en faveur de l'action des organisations ouvrières par la grève générale pour forcer le gouvernement à cesser l'intervention sous toutes ses formes, que ce soit par terre, par air ou par mer, par le blocus, par le concours financier prêté aux ennemis des Soviets, par la Ligue des Nations, par des états conquis ou protégés,—à supprimer immédiatement toutes les entraves apportées au commerce avec la Russie,—et à conclure la paix avec la Russie des Soviets, paix sans annexions et sans indemnités, basée sur la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et sur la non-intervention dans les affaires intérieures de la Russie.»

(Au cas où le Congrès des Trade-Unions adopterait une autre décision, il serait du devoir de la convention de décider de la tactique à suivre et les groupes sont priés de mandater à cette fin leurs délégués.)

L'orateur insiste sur la nécessité de former des Soviets en vue de l'action.

Répondant à une interpellation les délégués des Fondreurs de Métaux Écossais et le camarade Cook des mineurs du Pays des Galles (sud) promettent de faire leur possible pour porter à la tribune du Congrès des Trade-Unions l'opinion de la Convention.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

La résolution N° 10 est ensuite débattue. Le délégué du I. S. P. de Southend la trouvant inopportune. Les travailleurs, dit-il ne soutiennent pas le mouvement. Il fait allusion aux I. W. W. et déclare que leur tactique mène le mouvement ouvrier américain à un désastre.

Gallacher (S. W. C.) répond que trop de socialistes sont enclins à éviter les conflits sous le prétexte d'éduquer le prolétariat : sur la Clyde les camarades croient à la propagande par les grèves. Mais il faut aller plus loin. C'est la faim qui défait les grèves. Les organisations doivent apprendre à ravitailler les régions où la lutte se déroule. Des Comités d'Études doivent être formés dans le but de réunir tous les renseignements qui, aux moments critiques, peuvent être utiles. Ces Comités existent déjà dans toute l'Écosse. — Gallacher répond à ceux qui, en Angleterre, critiquent la tactique des I. W. W. qui n'est que la conséquence logique des procédés capitalistes. Les travailleurs américains savent mieux que nous ce qu'ils ont à faire.

Il est décidé après discussion que les délégués désireux de participer à la création de Comités sociaux se réuniront le vendredi suivant au Club Socialiste International.

La résolution suivante est alors présentée avec divers amendements :

«La Convention, reconnaissant que le service social et industriel sera à la base de la société future invite les travailleurs à créer sans tarder des Soviets composés de :

1) délégués des travailleurs industriels élus comme les comités de fabrique;

2) délégués des travailleurs de la terre;

3) délégués des travailleurs des campagnes, partout où la population ne peut, étant données les conditions locales, être divisée en catégories industrielles.

4) délégués des femmes appartenant à la classe ouvrière bien que n'étant pas employées dans l'industrie, et désignées par localité.

Ces délégués reçoivent des mandats impératifs de leurs commettants, et peuvent être rappelés à tout moment. Le contrôle de la tactique et de l'action appartient à tous.

Nulle représentation n'est accordée à ceux qui vivent du travail d'autrui ou sur des richesses antérieurement accumulées.

Doivent être constitués de même des Soviets économiques composés des membres des groupes ci-dessus énumérés munis du pouvoir de s'ajouture par cooptation des représentants compétents des Trade-Unions, des Coopératives et de la technique industrielle.

Le Président lit ensuite la liste des membres du Comité des Mines. Il est composé des camarades: Hugues (Galles, Sud), Gallacher (Comité Ouvriers d'Écosse), Dingley (Slough), Ramsay (Union des constructeurs de machines et Comité central des Soviets londoniens), Mac Craken (Mineurs de Doncaster), Watkins (Union nationale des Mineurs et Mineurs de Doncaster), J. Perkins (Soviet professionnel de Trerherbert), E. Sylvia Pankhurst, Pendroy (Cheminoats et

Comité Ouvrier de Bormondsee), Stavenhagen et Mair (électriciens).

La première séance est déclarée close.

Deuxième séance.

Le camarade W. Gallacher préside. En ouvrant la séance il fait connaître ce qu'il a pu apprendre du Congrès des Trade-Unions. Il relate la déclaration de Clynes affirmant que rien ne peut mieux faire le jeu de M. Lloyd Georges qu'une politique d'action directe. Certes nul n'est plus qualifié pour parler de M. Lloyd Georges que Clynes, qui fut son chien de garde. Les travailleurs ont à se débarrasser du fétichisme du parlement. L'action directe est leur arme naturelle. S'ils veulent qu'une chose soit faite ils doivent avoir la virilité de la faire eux-mêmes. M. Clynes ne cesse de spéculer sur la lâcheté de la classe ouvrière. — «L'Action directe — c'est le conflit à main armée, l'effusion de sang. Vous serez mis à mal». Mais les travailleurs ne sont-ils pas, tout au long de leur existence, mis à mal dans les bagnes du travail? Notre devoir est d'aller de l'avant et de stimuler le courage des travailleurs. Leur tâche est d'empêcher le capitalisme de se régénérer. Il est maintenant ébranlé; c'est le moment de l'attaquer. Quant au Congrès des Trade-Unions il ne fera jamais rien qui puisse troubler le sommeil des capitalistes. Ses premiers rôles ne se soucient que de votes et de carrières parlementaires.

La résolution concernant l'Irlande est examinée. Après quelques modifications le texte suivant est accepté :

«La Convention réclame l'indépendance complète et immédiate de l'Irlande et le retrait des troupes britanniques. Elle invite à l'organisation d'une conférence spéciale des représentants de la masse des travailleurs irlandais et anglais, dans le but d'examiner les moyens que le prolétariat anglais peut mettre en œuvre afin de venir en aide au prolétariat irlandais».

La conférence invite le camarade Mac Alpine, délégué du Parti Ouvrier Communiste Américain, de donner son opinion sur ce sujet. Mac Alpine souligne l'importance vitale de la question irlandaise pour le mouvement ouvrier anglais. L'indifférence des organisations ouvrières en présence de l'Irlande crée dans l'île révoltée une impression fâcheuse; les Irlandais ne sont pas toujours à même de distinguer la position de l'ensemble des militants ouvriers de celle des leaders officiels. Les travailleurs anglais sont responsables dans une large mesure, de ce qui advient maintenant en Irlande. Troupes, armes et munitions ont été envoyés dans l'île grâce au travail des syndiqués. Jamais les Irlandais n'oublieront que des hommes comme Henderson, collaborant au nom des travailleurs avec un ministère bourgeois, ont leur part de responsabilité dans la mort de Conolly. Ces hommes il faut les répudier.

D'autres orateurs s'expriment dans le même sens et la résolution est acceptée à l'unanimité.

La résolution IV présentée par le camarade Warr (British Socialist Party, Southend) et soutenue par Nucey (N. U. R., Exeter) est votée de même. Elle porte que :

«La convention salue les travailleurs de l'Inde et de l'Égypte; elle exige le retrait des troupes britanniques d'Égypte et l'indépendance de ce pays. Elle proteste avec indignation contre les brutalités perpé-

trés à l'encontre des travailleurs indiens manifestant contre les *Rouletts acts* tyranniques. Elle exige l'indépendance et l'autonomie du peuple indien, l'émancipation et l'égalité de traitement pour les travailleurs de couleur.

Elle condamne l'impérialisme qui maintient les peuples de l'Orient et les races de couleur dans l'esclavage, limitant ses aspirations au bien-être des blancs et ignorant l'humanité véritable qui doit embrasser les peuples de toutes couleurs, de toutes les races, de toutes les croyances.

Acceptée aussi à l'unanimité sans débat, la résolution N° 5 dont voici le texte:

«La Convention considère que nul expédient tel que la limitation des bénéfices, le contrôle ouvrier de l'industrie, l'impôt sur le revenu ou la nationalisation de certaines industries ne peut émanciper les travailleurs du joug de la misère, du chômage et de l'exploitation. — et que l'émancipation de la classe ouvrière ne peut être que la conséquence du remplacement de l'organisation capitaliste de la société par une forme d'organisation communiste».

Sont de même votées à l'unanimité:

la résolution VII, présentée par le camarade Walsh (Fédération du Bâtiment) et soutenue par Etur (British Socialist Party). En voici le texte:

«La Convention considère que la cherté des vivres qui détermine parmi les travailleurs une misère sans précédent, est la conséquence naturelle des rivalités et des guerres entre états capitalistes et des attaques répétées contre la Russie des Soviets, grenier de l'Europe. L'existence d'un peuple affamé, au sein même d'une société où régnerait l'abondance, loin de constituer une nouveauté, ne serait que l'un des traits caractéristiques de la société capitaliste en temps de paix comme en temps de guerre. La Convention invite donc les travailleurs à lutter pour le renversement du capitalisme et à former des Comités Ouvriers capables d'assurer l'administration de la société au profit des classes laborieuses».

La résolution VIII, présentée par Sara (North-London, Ligue du Daily Herald):

«La Convention répudie toute intensification de la production en régime capitaliste et souligne que le chômage, chronique dans les pays capitalistes, sévit maintenant à l'état aigu dans presque tous les pays excepté en Russie Soviétique, où l'influence bienfaisante du communisme est telle qu'un nombre illimité de travailleurs trouveraient encore à s'y employer».

La résolution XIV, proposée par Lucey (Independent Labour Party, Exiter), qui porte:

«La Convention déclare que le système parlementaire et celui des administrations locales du pays correspondent aux besoins du capitalisme, désireux de supprimer dans l'administration et la législation la classe ouvrière et que les Soviets (ou Comités Ouvriers) sont les organisations constituées par les ouvriers de tous les pays pour renverser le système capitaliste et instituer la République Communiste».

La résolution XII:

«La Convention attire l'attention des travailleurs organisés sur la création par le gouvernement des Gardes Civiles destinées à être opposées aux travailleurs; elle les invite à adopter toutes les mesures nécessaires pour faire face à la situation ainsi créée».

La résolution XIII (proposée par E. S. Fankhurst et Pendery):

«La Convention salue la III^e Internationale Communiste créée à Moscou et invite les organisations ouvrières ici représentées à adopter la plateforme communiste et à adhérer à la III^e Internationale. Elle invite les délégués ici présents à exiger le retrait de leurs organisations de la II^e Internationale et leur adhésion à la III^e».

(Acceptée à l'unanimité).

De même les résolutions suivantes:

«La Convention, considérant les dangers qui menacent l'existence des communistes hongrois et de Bela Kun invite le Ministère des Affaires Etrangères à faciliter leur passage en Russie».

(Proposée par S. Ward et soutenue par G. Anderson du British Socialist Party):

«La Convention considérant la haute valeur de la main d'œuvre qualifiée en Russie, élit un Comité chargé de faciliter l'émigration des mécaniciens et des ouvriers qualifiés désireux de se rendre en Russie et invite les organisations à exiger à cette fin, l'aide des Trade Unions».

(Proposée par le groupe du B. S. P. de Tooting):

Au sujet de cette résolution l'orateur indique qu'une députation doit se rendre auprès du Président du Conseil afin de demander les passeports.

Keeley (West London) approuve la résolution sauf en ce qui concerne la démarche auprès du Premier.

Sims Roberts (du personnel des Trade-Unions) souligne que nombre de travailleurs, non classés habituellement parmi les ouvriers qualifiés ou artisans pourraient être utiles en Russie. Il demande que la résolution soit modifiée de manière à embrasser tous les travailleurs susceptibles de se rendre utiles.— Admis.

Un Comité est alors composé des camarades Franklyn (outilleurs), F. Willis (British Socialist Party), Pollit (chaudronniers), Ramsay (Union Central des Comités Ouvriers de Londres), J. Tanner (éditeur de *Solidarity*), T. Finuc (Conseil Central de Londres), N. Smith (Fédération Socialiste Ouvrière).

Mac Manus propose et J. Tanner défend la résolution suivante:

«Considérant que le Gouvernement a accordé des passeports aux membres du Labour Party et du Congrès des Trade-Unions, la Convention décide de demander également des passeports pour une délegation de la masse ouvrière qui serait chargée de se rendre compte de la situation en Russie et d'en faire un rapport du point de vue du commun des membres des organisations».

Mac Manus expose qu'il est nécessaire d'envoyer en Russie des délégués de bonne foi. Le Congrès des Trade-Unions a prouvé qu'on ne peut se fier à ceux qui viennent d'être envoyés en Russie. Le fait que des passeports refusés à tout autre sont accordés à MM. Henderson et C^{ie} est par lui-même suspect.

Tanner fait connaître que le gouvernement se dispose en ce moment à envoyer en Russie des techniciens chargés de missions pour les capitalistes. Il n'en est que plus urgent que des travailleurs communistes puissent s'y rendre en même temps.

Willis remarque que tous les délégués du Congrès des Trade-Unions envoyés en Russie ont publiquement manifesté leur hostilité envers l'administration Soviétique. Raison de plus pour envoyer en Russie une délégation du commun des membres.

Le président invite Mac Alpine (du Parti Ouvrier Communiste Américain) à exposer la situation en Amérique.

Mac Alpine donne des détails sur la terreur blanche en Amérique. Le seul fait d'appartenir à un Parti révolutionnaire est un crime que punissent de longues peines d'emprisonnement. Mac Alpine rappelle l'emprisonnement de Debbs et de nombreux militants, les brutalités dont les communistes sont victimes. L'intérêt que les travailleurs anglais ont manifesté envers Thomas Mooney a fait honte aux ouvriers américains qui n'osaient pas exiger sa libération et a beaucoup contribué à émouvoir l'opinion publique. Il adresse un appel à la Convention qui doit s'intéresser activement aux questions internationales. La lutte contre le capitalisme est vaste comme le monde.

La Convention décide d'adresser des messages fraternels aux I. W. W. et au Parti Ouvrier Communiste Américain.

Troisième Séance.

En présence de la faillite du Congrès des Trade-Unions la Convention décide de consacrer la soirée à l'examen de la situation des Mineurs et des moyens de leur venir en aide.

Thomas (du Pays de Galles) parlant des modifications apportées aux revendications de salaires reconnaît qu'on peut y voir des concessions de principes. La seule solution serait de présenter des revendications susceptibles d'ébranler le capitalisme jusque dans ses fondements. Une grève est certes nécessaire; mais on peut douter que la minee revendication d'une augmentation de salaires de trois shillings suffise à la justifier. Il faut tenir pour certain que les leaders des mineurs la considéraient comme devant être satisfaisante; sans quoi ils ne l'eussent pas formulée. Les mineurs du sud du Pays de Galles exigent au moins deux livres d'augmentation de salaires par semaine afin d'absorber les bénéfices des propriétaires...

Mac Cracken (Mineurs de Doucastor) montre que les trois sh. d'augmentation peuvent être commodément passés au compte du consommateur. Il fallait exiger beaucoup plus, de manière à menacer les prix d'exportation qui contrôlent la concurrence étrangère. C'est alors seulement que les propriétaires eussent ressenti le coup.

Lucey (Independent L. P. Exoter) insiste sur la nécessité d'une large propagande parmi les travailleurs du rail, pour qu'ils ne viennent aucunement en aide au gouvernement dans sa lutte contre les mineurs.

Après ample discussion la camarade Pankhurst propose la résolution suivante, qui est acceptée:

«La Convention des délégués de la masse ouvrière condamne la lâcheté du Congrès des Trade-Unions qui s'est refusé d'admettre le recours à l'action directe dans la question des mines. La décision d'agir par la voie parlementaire ne peut donner aucun résultat.

«La Convention invite les travailleurs de toutes les industries à manifester leur esprit de solidarité en soutenant les mineurs, au cours de leur prochaine grève. La Convention s'engage à soutenir les mineurs dans leur revendication d'une augmentation de salaires de 2 livres par semaine et de la soviétisation de l'industrie minière. Une vigoureuse propagande doit être faite au faveur de la soviétisation de toutes les industries et du sol. Des conférences de la masse ouvrière doivent être organisées dans toutes les industries; il leur appartient de préparer le contrôle ouvrier dont les projets doivent être imprimés et répandus comme l'ont fait les groupes non-officiels des mineurs du Pays de Galles».

Fut aussi admise la résolution suivante:

«La Convention réprovoque la décision du Congrès des Trade-Unions d'abandonner l'action directe et de se servir des procédés politiques de la classe moyenne conseillés par les leaders trade-unionistes comme pouvant amener à la satisfaction des revendications des mineurs. Elle désapprouve le Comité Exécutif des Mineurs d'avoir demandé, sans consulter préalablement la masse ouvrière, une augmentation de 3 sh. par jour. Considérant cette augmentation de salaires comme étant totalement inadéquate, la Convention invite les travailleurs des mines à se solidariser avec les mineurs du pays de Galles réclamant une augmentation immédiate de 2 livres par semaine.

«Elle conseille la masse ouvrière d'exiger satisfaction même par la grève et invite toutes les branches d'industries à soutenir les mineurs par la grève générale qui amènera la chute du capitalisme».

Est acceptée sans débat une résolution du camarade Pendery condamnant le Trade-Unionisme qui rend possible la trahison des masses ouvrières par leurs chefs officiels et invite les travailleurs à instituer un nouveau mécanisme qui assurerait le pouvoir réel à l'ensemble des ouvriers organisés.

Après une déclaration de Jack Tanner, suivie d'un long débat au cours duquel des témoins furent appelés à déposer W. F. Watson prit la parole pour répondre à ses accusateurs; la résolution suivante fut acceptée à la majorité contre trois voix d'opposition.

«La Convention considère la présence de W. F. Watson au sein de l'un de ses Comités ou de l'une de ses commissions comme inadmissible».

W.

Londres. Avril 1920.

EN ALLEMAGNE

L'AVENTURE KAPP-LUTTWITZ

I. Avant l'action.

Après quinze mois de pouvoir, le gouvernement Ebert-Noske fut, un beau matin, renversé à coups de votes par une clique d'officiers. Ce gouvernement avait surgi au milieu de la lutte qu'on livrait à la classe ouvrière; pour se maintenir au pouvoir, l'Ebert-Noske s'étaient vus dans la nécessité de soutenir sans trêve, une guerre sanglante contre le mouvement prolétarien toujours croissant et ils avaient finalement réussi à rétablir le joug de la soldatesque. En s'appuyant sur les militaires, la coalition des partis bourgeois et des socialistes a fait son possible pour consolider la situation, devenue très précaire, de la classe des capitalistes et des propriétaires et, sous le prétexte, de raffermir les conquêtes de la révolution, elle a systématiquement décimé, épuisé les forces qui auraient pu accroître et stabiliser ces conquêtes.

Le seul résultat précieux de la révolution de novembre consistait en une considérable augmentation de l'activité politique des masses prolétariennes qui s'étaient pénétrées d'un esprit nettement révolutionnaire et menaçaient la domination des hobereaux prussiens et de la bourgeoisie. Ce résultat ne pouvait être accru que par une vigoureuse action pratique, c'est-à-dire en arrachant aux hobereaux et aux capitalistes le droit de disposer à leur gré des richesses sociales, en leur ôtant le pouvoir économique.

La coalition socialiste et bourgeoise, dirigée par les socialistes de la majorité, suivait une direction opposée. Elle remettait systématiquement d'un mois à l'autre la socialisation des richesses, et en fin de compte, l'enterra à jamais; elle rétablit la dictature capitaliste dans les fabriques et les usines; elle mutila les soviets industriels que la révolution avait appelés impérieusement à la vie, et, en moins de six mois, sous le prétexte d'une régularisation législative de leur activité, les transforma en un moyen de rejeter sur les ouvriers toutes les responsabilités de la marche anormale de la production, dans le cadre du régime capitaliste; elle désarma les ouvriers et par la formation d'organisations contre-révolutionnaires de renards, leur enleva de fait le droit de grèves; elle proclama l'état de siège et ayant ainsi supprimé les libertés de réunion et de parole, livra les ouvriers à la merci des capitalistes-exploiteurs. Pendant toute la période de domination de la coalition socialiste et bourgeoise, les conflits économiques se sont invariablement terminés par la défaite des ouvriers, bien que ces derniers ne fissent qu'une guerre défensive, pour empêcher les capitalistes d'aggraver encore les conditions de la vie et du travail de la classe ouvrière.

La coalition socialiste et bourgeoise accordait une liberté d'action presque illimitée au capita-

lisme commercial, qui tirait, de ce fait, des bénéfices démesurés de la misère de la masse ouvrière. La spéculation prenait des proportions inouïes, et l'exportation en franchise de droits, rétablie dans l'intérêt de gros exportateurs et de banquiers, avait pour résultat la disparition complète de tous les produits de première nécessité.

Pour sauvegarder les privilèges sacrés du capitalisme et pour assurer aux capitalistes et aux spéculateurs l'exploitation facile et tranquille des masses, le gouvernement fâcheux pour maintenir, par tous les moyens, le calme et l'ordre public. Il se servait dans ce but, des généraux et des officiers qui disposaient de toutes les ressources du pouvoir gouvernemental. Tant qu'il lui question de combattre la classe ouvrière, la camarilla des hobereaux et des propriétaires, la dictature militaire et la contre-révolution bourgeoise, soutenues par la majorité socialiste, réalisèrent un accord touchant; mais dès que la coterie militaire se crut assez forte pour maintenir dans l'obéissance les masses ouvrières sans le concours des socialistes, elle jugea préférable de remiser le décor socialiste et révolutionnaire, devenu superflu, et ne chercha plus qu'une occasion favorable pour se défaire d'alliés qui gênaient sa liberté d'action.

Depuis longtemps, le gouvernement bourgeois et socialiste n'était qu'une arme docile entre les mains de la dictature militaire. Il remplissait fidèlement et sans réserve tous les ordres des dictateurs militaires qui ne cessaient d'exiger qu'on mit définitivement un frein à la liberté d'action de la classe ouvrière. Vers la mi-janvier, sur l'ordre du général Lüttwitz, le gouvernement Ebert-Noske proclama de nouveau l'état de siège, qu'il avait levé en décembre. Notons ici qu'en publiant le 13 mars, avant de s'enfuir de Berlin, un appel à la grève générale, MM. Ebert, Noske et Bauer violaient eux-mêmes les mesures édictées par le sieur Noske lui-même!

C'est ainsi que le parti des social-traitres, en participant à la coalition bourgeoise et socialiste, prépara, par toute son activité, le prononcement de la contre-révolution et livra la population laborieuse à la camarilla militaire. La chute du gouvernement Ebert-Noske témoigne de la faille irréparable de la démocratie bourgeoise et socialiste. La révolte militaire et la débâcle du gouvernement Ebert-Noske achèvent la première période de la lutte de la classe ouvrière allemande pour son émancipation, lutte dont l'intensité n'a cessé d'augmenter depuis le 9 novembre 1918.

Cette période a tué à jamais l'illusion politique qui faisait croire à la nécessité d'une alliance entre la bourgeoisie et les socialistes pour tirer le prolétariat de la situation critique où l'avait réduit la guerre mondiale. Les événements de cette période, en demandant au prolétariat tant de sacrifices, ont

démenti pratiquement l'idéologie des social-traitres qui préconisaient la paix civile, sous l'égide protectrice de la démocratie. En Russie, la même période de déclin des illusions de la bourgeoisie démocratique commencée en mars (1917) ne s'est terminée qu'en novembre de la même année. Mais à cette date, les masses se trouvaient encore sous l'influence de la guerre mondiale et la paix civile avec la bourgeoisie démocratique semblait être alors un moyen pour aboutir à la paix internationale.

En 1917, la bourgeoisie démocratique russe, ayant à choisir entre la guerre impérialiste et la paix prolétarienne, décida l'offensive de Kérénsky (juin) et la reprise de la guerre impérialiste. Il fallut le coup d'Etat prolétarien pour trancher nettement cette question dans l'intérêt des millions d'ouvriers et de paysans qui en attendaient la solution et pour apporter une paix prolétarienne qui devait être le prologue de la révolution mondiale.

En Allemagne, après le coup d'Etat du 9 novembre, une autre question, non moins complexe, se posa devant la démocratie bourgeoise: Comment restaurer l'économie nationale dans l'intérêt commun? Mais la démocratie bourgeoise allemande, au lieu d'y répondre, entreprit de rétablir dans son intégrité le joug capitaliste, aux dépens des larges couches de la population.

Mais trouvant que dans la lutte pour l'exploitation la plus fructueuse du prolétariat citadin et rural et pour le débâblissement de la domination des hobereaux prussiens et des gros financiers, le capitalisme industriel et commercial jouissait d'avantages excessifs, les propriétaires fonciers décidèrent de détruire de fond en comble l'édifice de la démocratie bourgeoise. Leurs sentiments patriotiques s'offensaient de la liberté d'exploitation, accordée au capitalisme commercial et industriel, alors que leur propre politique d'exploitation avait toujours à tenir compte de certaines restrictions gênantes.

Le coup de main organisé par Kapp et Lullwitz, n'est donc autre chose qu'un soulèvement armé des hobereaux, contre la démocratie bourgeoise qui prête, à leur gré, trop d'attention aux intérêts du capitalisme industriel et commercial des villes.

Ce coup de main fit tomber le masque de la coalition bourgeoise, en prouvant qu'elle ne cherchait qu'à opprimer les masses prolétariennes dans l'intérêt d'une fraction des classes dominantes. Il montra aussi aux prolétaires du monde entier que la démocratie bourgeoise promettait aux généraux et aux hobereaux leur réintégration au pouvoir et la jouissance des droits et privilèges des représentants du capitalisme industriel et commercial. Jetant donc un rayon de lumière sur l'esprit social de la démocratie bourgeoise, cette émeute militaire révèle la nature véritable de l'idéologie des social-traitres, dont la démocratie bourgeoise arborait les insignes.

Il faut rendre justice à la classe ouvrière allemande: elle a su se mettre en garde à temps et riposter immédiatement par une grève générale à l'insolente tentative des hobereaux désireux de reconquérir le pouvoir. En se mettant en grève, les ouvriers n'obéissaient point au moi-

d'ordre des social-traitres en fuite, dont les mains étaient rouges de sang prolétarien, ils n'entendaient point restaurer le régime constitutionnel de Noske, dont celui de Kapp ne différait que très peu, mais ils voulaient en finir avec la bande de Kapp et de Noske et affermir le pouvoir prolétarien.

La grève générale s'étendit à toute l'Allemagne; elle envahit toutes les couches ouvrières et toutes les classes d'employés; elle arrêta la circulation des trains, suspendit l'activité de toutes les grandes entreprises publiques et permit au prolétariat, après une bataille acharnée, de se frayer un passage vers la conquête du pouvoir politique.

II. La grève générale et le Parti Communiste allemand.

L'émeute militaire n'étonna personne. Si quelques mois avant cet événement, le comité central du Parti Communiste allemand avait déclaré, dans une lettre circulaire aux organisations locales, que les partis de la droite n'étaient pas assez sots pour compromettre, par une tentative de révolte armée, leur situation particulièrement favorable, il est à constater que c'était aussi l'avis général des représentants les plus autorisés de la contre-révolution bourgeoise. La *Kreuzzeitung* et la *Deutsche Tageszeitung* se sont prononcées à maintes reprises, contre tout projet de soulèvement armé, croyant fermement que la consolidation de la coalition socialiste et bourgeoise leur faciliterait un coup d'Etat paisible, légal et constitutionnel. Tout en restant dans la légalité, malgré l'état de siège qui ne menaçait de représailles que la classe ouvrière, les partisans de cette opinion pouvaient mobiliser tranquillement les forces sociales et politiques des grands propriétaires fonciers, des paysans aisés et de la noblesse bureaucratique, et s'appuyer, en même temps, sur les paysans pauvres et sur les petits bourgeois, mécontents les uns et les autres, de la situation politique. Les représailles dont usait le pouvoir et son impuissance à venir à bout de la désorganisation du ravitaillement, fournissaient un aliment naturel à la propagande de ces milieux, leur affirmant de nombreux partisans de toutes les couches de la bourgeoisie. D'un autre côté, la politique financière d'Erzberger, qui n'était en somme qu'une tentative héroïque d'amortir, à coups d'impôts démesurés, les dettes et les frais de l'Etat, se montant au bout de la cinquième année de la guerre à un total colossal, soulevait contre le gouvernement, les fonctionnaires à appointements fixes et les classes aisées qui considéraient cette politique comme une conséquence directe de la guerre dans laquelle on avait été vaincu par la faute de la révolution.

L'affaire Erzberger-Helferich, qui compromit sérieusement le gouvernement Noske-Erzberger, rapporta une victoire complète aux partis de la droite et leur ouvrit une voie légale pour le renversement du cabinet. La tâche était d'autant plus facile que toute l'armée, grâce au régime de Noske, était sous la coupe des généraux et des officiers. De sorte

que la force militaire et les sympathies populaires se trouvaient, semblait-il, du côté des éléments de la droite. Il ne restait donc qu'à résoudre une question d'ordre tactique: Quand et comment agir? Les leaders politiques du parti de la noblesse campagnarde provoquèrent des débats politiques à l'Assemblée Nationale et réclamèrent d'urgence de nouvelles élections au Reichstag. Ils posaient la candidature de Hindenburg à la présidence de la république, espérant par là que le coup d'Etat se produirait, pour ainsi dire, «d'une façon légale». Mais la contre-révolution dirigée et tisonnée par les partis de la droite, éclata dans une autre direction. La coterie militaire se chargea elle-même de la besogne et eut recours à la violence.

Le coup d'Etat n'a point surpris le Parti Communiste allemand. Dès le début de mars, la *Rote Fahne* signalait les préparatifs d'un soulèvement armé, alors que le comité central, dans une lettre aux organisations, rédigée quelques jours avant l'émeute militaire et publiée le 13 mars, écrivait ce qui suit:

«Le développement de la politique intérieure du gouvernement se poursuit d'une allure et rapide, quo la classe ouvrière révolutionnaire doit s'attendre à une agression inopinée de la contre-révolution militaire. Celle-ci met, tout d'abord, à profit, les moyens que lui prête la constitution démocratique. Elle compte faire un pas énergique en avant, lors des prochaines élections parlementaires et présidentielles. Il faut être aveugle pour ne pas voir que la majorité de la bourgeoisie, grande, moyenne et petite, et de la classe paysanne manifestent des tendances de plus en plus vives à un retour à l'ancien ordre de choses et tournent leurs yeux vers Hindenburg et Ludendorff. Mais si, jusqu'à nouvel ordre, la contre-révolution n'a recours qu'à des moyens légalisés par la révolution, toute idée qu'elle puisse renoncer à des actes de violence serait une erreur impardonnable.

Parallèlement à la propagande et au travail préparatoire, soi-disant démocratique, l'on prépare systématiquement et sur une vaste échelle, les émeutes et les soulèvements armés. L'expérience historique montre que le bonapartisme qui agit en Allemagne sous une forme tout à fait nouvelle et peu familière à ce mouvement contre-révolutionnaire, sait accorder la violence la plus grossière avec les principes les plus démocratiques. La contre-révolution militaire, comme toute force réelle, a pour source de son action le principe même que notre parti a adopté pour son programme tactique où il approuve tous les moyens politiques et se réserve la liberté complète du choix, conformément à la conjoncture politique au moment de l'entrée en action.»

Le parti ouvrier allemand comprenait donc bien qu'en cas d'émeute militaire, la classe ouvrière se verrait dans la nécessité de recourir aux mesures de défense les plus énergiques, et cela non dans l'intérêt du maintien de la constitution, mais pour résister aux insurgés contre-révolutionnaires et pour faire disparaître à jamais les sources qui alimentent leur activité. Les événements ont démontré que le parti a bien compris la situation et s'est aussitôt prononcé pour la grève générale.

Les organisations berlinoises du parti, y compris son comité central adoptèrent cependant une attitude différente. En obéissant à une pre-

mière impulsion fugitive des ouvriers berlinois, elles renoncèrent, dans leur premier appel, à leur programme politique et émirent contrairement à leur propre opinion, l'idée que les ouvriers ne devaient rien faire pour la république démocratique, qu'ils devaient engager à pari leur lutte contre la dictature militaire et choisir, à cet effet, l'heure et les moyens. «Or,—portait leur appel du 13 mars,—celte heure n'a pas encore sonné. Elle ne sonnera qu'au moment où la dictature militaire se démasquera. Certains ouvriers savent très bien ce que signifie la dictature militaire; l'exemple de la Hongrie les a éclairés. Mais les masses ouvrières ne le comprendront qu'après en avoir fait quelque peu l'expérience; elles ne le comprendront qu'au moment où les représailles commenceront à être exercées non seulement contre leurs otages, mais aussi contre tous les travailleurs, quand l'oppression à l'intérieur du pays se trouvera alourdie de la menace d'une nouvelle guerre extérieure; ce n'est qu'alors que la classe ouvrière engagera son combat final, s'inspirant de mots d'ordre qui seront: *A bas la dictature militaire! Vive la dictature du prolétariat! Vive la République Soviétiste Communiste allemande!*»

Cet appel exprimait l'état des esprits dans les milieux ouvriers allemands, particulièrement dans ceux de Berlin, qui nourrissaient pour le régime de Noske une haine extrêmement violente. Combattre pour la république de Noske et pour ses partisans semblait, à cette date, tellement absurde et si peu compatible avec la joie dont fut pris tout Berlin à l'occasion de la chute du gouvernement d'Ebert-Noske, que tous les mots d'ordre paraissaient psychologiquement stupides et inopportuns à un moment pareil. On n'admettait même pas l'idée d'un soulèvement armé ou d'une grève générale. Au contraire! Les ouvriers berlinois se félicitaient de l'aventure militaire. Partout, les sentiments belliqueux faisaient place à une joie méchante, qui mérite cependant, au point de vue politique, le blâme le plus sévère, parce qu'elle étouffait les meilleurs sentiments de révolte et l'aspiration à la lutte. Ce ne fut que quelques jours plus tard que les ouvriers berlinois commencèrent à s'agiter, et cette agitation, augmentant d'heure en heure, atteignit bientôt son maximum d'effervescence et d'ardeur militante.

Les syndicats se prononcèrent les premiers pour la grève générale. Les partis socialistes se joignirent bientôt à eux. Mais le fait seul que l'idée initiale de cette grève émanait d'Ebert, de Noske, de Bauer et des syndicats contre-révolutionnaires, sur lesquels reposait le pouvoir de Noske, rendait les travailleurs révolutionnaires indifférents et froids. La haine pour les représentants de ce régime de sang était si forte qu'il fallut aux ouvriers un certain temps pour adopter envers la dictature militaire une attitude d'hostilité déclarée.

24 heures y suffirent néanmoins et l'état d'esprit devint à Berlin si combattu que la grève s'étendit comme une trainée de poudre, aux ouvriers de la plupart des entreprises, à la petite bourgeoisie laborieuse, aux cheminots, aux employés des postes et des télégraphes, etc.

Les procédés des troupes du général Luttwitz jetèrent de l'huile sur le feu, et le lundi, 15 mars, la grève était déjà générale: les chemins de fer, les tramways, l'éclairage électrique, le gaz et le service des eaux ne fonctionnaient pas.

Dans son deuxième appel, publié lundi, le parti communiste allemand déclara qu'il reconnaissait la grève générale, devenue un fait accompli, et tenta de donner les mots d'ordre de la lutte qui venait de s'engager. Il va de soi que cette fois encore, le parti n'appelait point les ouvriers à la guerre en faveur du gouvernement de Noske. Les exigences qu'il formulait et qui se trouvaient en parfait accord avec son programme, allaient plus loin: il exigeait que la démocratie bourgeoise fût remplacée par une république soviétiste, ayant pour base les Conseils ouvriers. Le parti exposa aussi, dans cet appel, ses revendications fondamentales: démission immédiate du gouvernement Kapp-Luttwitz, désarmement et licenciement de l'armée territoriale, de la police de sûreté, de la milice urbaine et du corps provisoire de volontaires, confiscation immédiate de toutes les armes se trouvant entre les mains de la bourgeoisie, création d'une armée ouvrière soumise au contrôle des soviets ouvriers et libération de tous les détenus politiques. L'appel invitait en outre les ouvriers à organiser une assemblée générale permanente de tous les soviets ouvriers de Berlin qui devaient se charger de la direction ultérieure de l'action et cimenter les forces ouvrières en une seule volonté, en une aspiration unique vers un but politique commun.

Tous ces mots d'ordre n'avaient qu'une valeur d'agitation et devaient surtout éclairer la conscience des masses; il fut impossible aux Communistes d'accroître la combativité des ouvriers ou de leur inspirer une tendance consciente vers un but bien déterminé. A de pareils moments, comme aux premiers jours de la grève générale en Allemagne, quand l'excitation et l'acharnement des combattants atteignent leur point culminant, un parti politique est tenu d'indiquer aux masses le but qu'elles doivent poursuivre activement et l'action qui peut servir de soutien à leur énergie révolutionnaire accumulée. Dans le cas dont il s'agit, le but en question aurait pu être l'armement des ouvriers; le parti aurait dû donner ce mot d'ordre, en écartant temporairement ses autres exigences et revendications. Il fallait naturellement tenir compte du fait que la proclamation de ce mot d'ordre aurait conduit à des collisions et à des attaques de groupes isolés contre les détachements militaires contre-révolutionnaires. Mais il y avait une chose plus importante: ce mot d'ordre, qui ne devait point être une exigence pure et simple adressée au gouvernement, aurait pu contribuer à l'union étroite de toute la masse des combattants (il n'y avait à Berlin qu'un seul gouvernement, celui de Kapp-Luttwitz, qu'il fallait combattre à main armée; le gouvernement Ebert-Noske, qui se trouvait à Stuttgart, n'aurait pas voulu et n'aurait pas pu donner des armes aux ouvriers). Ce mot d'ordre: «l'armement des ouvriers» aurait donné aux ouvriers berlinois un but bien déterminé et une réponse bien nette à leur «Que faire?» angoissé.

Mais le moral de l'organisation berlinoise était entaché d'un excès de prudence: les camarades redoutaient toute action révolutionnaire, la comprenant comme un échange de coups de feu dans les rues. Ils ne voyaient pas qu'une action révolutionnaire ne se traduit pas nécessairement par une fusillade et qu'un échange de coups de feu n'est pas toujours une action révolutionnaire. Celle-ci n'est qu'une tentative pour atteindre par la violence, un résultat ne découle pas de la conjoncture politique du moment donné. La lutte des ouvriers dans les rues de Berlin, lutte qui eût eu pour but le désarmement des troupes et l'armement des ouvriers n'eût point été une tentative de rébellion, bien qu'elle eût pu être accompagnée de coups de feu. Exiger l'armement des ouvriers, en montrant aux masses un but concret et parfaitement réalisable, c'eût été leur inspirer un désir d'activité et augmenter la puissance de leur poussée révolutionnaire.

Le mercredi, 17 mars, l'organisation berlinoise décida de faire paraître un nouvel appel pour calmer les ouvriers et les retenir d'une action jugée dangereuse. Il était d'ailleurs fort naturel que les socialistes de la majorité et les indépendants aient passé sous silence la question de l'armement des ouvriers; au lieu de marcher à la tête du mouvement, ils en formaient toujours la queue, incapables qu'ils étaient de suivre le développement de la conscience révolutionnaire de la masse ouvrière. Quoi qu'il en soit, le fait que le Parti Communiste allemand n'a pas eu le courage, pendant les cinq premiers jours de la lutte, de lancer ce mot d'ordre, influença funestement la marche des événements et ôta au parti son rôle dirigeant.

«L'opposition» (le rayon central berlinois du parti communiste allemand), qui proclamait à cor et à cri son intransigence, n'a pas réparé la gaffe du parti communiste allemand. Ayant fait mousser quelques communications absurdes, parues sur la formation à Berlin d'une «armée rouge», cette opposition induisit les ouvriers en erreur; au lieu d'organiser les masses ouvrières qui aspiraient au combat, elle commença à répandre des bruits sur les collisions qui se seraient produites, on ne savait trop où et quand; elle ouvrit des bureaux de recrutement spéciaux que l'on couvrit d'énormes affiches multicolores, invitant les ouvriers à s'enrôler individuellement dans l'armée rouge. Ces absurdes bureaux furent naturellement fermés, l'un après l'autre, par les troupes baltiques et toute cette bruyante équipée ne contribua, en fin de compte qu'à renforcer l'action des troupes réactionnaires baltiques et à affaiblir d'autant la classe ouvrière révolutionnaire.

Tous ces événements empêchèrent définitivement la grève générale de revêtir à Berlin le caractère d'un soulèvement armé, et puisque toute action prolétarienne que l'on abandonne à mi-chemin sans direction et sans possibilité de développement ultérieur, faiblit inévitablement et s'interrompt, la grève générale berlinoise n'a point été victorieuse. Le fait seul que la direction réelle de la lutte se trouvait entre les mains des leaders des syndicats ouvriers, socialistes majoritaires prouvait que la portée politique de la grève

n'avait point augmenté au cours de la semaine écoulée. Le mot d'ordre du parti communiste allemand, exigeant les élections des soviets et la remise de la direction de la lutte à l'assemblée générale des soviets ouvriers, était, à proprement parler, parfaitement opportun, à la condition toutefois, que les socialistes de la majorité n'usurpassent pas en cette occasion, le rôle dirigeant ou prédominant, qui devait appartenir au Parti Communiste allemand et aux social-démocrates indépendants. Cette condition était loin d'être réalisée, et les indépendants ne donnèrent leur acquiescement aux élections d'un Soviet ouvrier que huit jours après, quand la grève générale avait déjà perdu toute son importance politique. Ce n'est qu'au neuvième jour que l'on fit convoquer une assemblée générale, et toute la tâche de celle-ci se réduisait au vote d'une décision, invitant les ouvriers à faire cesser la grève générale, décision déjà adoptée, la veille par les «Syndicats ouvriers unifiés» (Leghien), par la «Commission centrale de Berlin», présidée par l'indépendant Rusch, et par le Comité central du parti des social-démocrates indépendants (Crispian).

En fin de compte, la grève cessa, quoique la classe ouvrière n'eût reçu aucune garantie de victoire, et qu'en réalité elle n'eût pas obtenu de victoire.

Pendant toute la semaine de grève des négociations avaient été poursuivies entre les gouvernements Ebert-Noske et Kapp-Lutwitz, d'une part, la Commission générale des syndicats ouvriers et le gouvernement Ebert-Noske, de l'autre.

Les pourparlers entre les deux gouvernements aboutirent à la démission de Kapp et à la nomination au commandement de la milice régulière du fameux général Von-Zeek, celui-là même qui n'avait pas cru devoir offrir ses services à Noske, quand celui-ci dans la nuit du 12 au 13 mars, avait sollicité le concours des généraux, pour la résistance armée aux troupes contre-révolutionnaires qui prenaient l'offensive du côté de Deberitz.

Quant aux négociations entre la Commission Générale des Syndicats ouvriers et le gouvernement Ebert-Noske, elles aboutirent comme on sait à un compromis en 8 points. Voici le texte de l'accord:

«Les représentants des partis gouvernementaux ayant participé à l'élaboration du présent accord, s'engagent à insister, devant les bureaux de leurs partis, sur la mise en pratique des mesures qui suivent:

1) La formation de nouveaux gouvernements, pan-germanique et prussien, ne devra se faire, en ce qui concerne leur composition, par les partis politiques qu'à la suite d'accords passés avec les organisations professionnelles d'ouvriers, d'employés et de fonctionnaires, ayant pris part à la grève générale; les susdites organisations auront la possibilité d'influencer réellement et énergiquement la révision des dispositions et des mesures économiques, sociales et politiques, sans toutefois porter atteinte aux droits de la représentation nationale.

2) Arrestation et châtiment de toutes les personnes coupables du renversement des gouvernements constitutionnels et de tous les fonctionnaires ayant passé au service du gouvernement illégal.

3) Toutes les institutions et entreprises gouvernementales et publiques devront être soigneusement «nettoyées» afin d'en éliminer les contre-révolutionnaires,

et particulièrement les fonctionnaires responsables du coup de main; seront réintégrés tous les représentants de diverses organisations, révoqués pour des raisons d'ordre politique ou professionnel.

4) Réalisation urgente d'une réforme démocratique de l'administration et participation à cette réforme des organisations économiques d'ouvriers, d'employés et de fonctionnaires.

5) La législation sociale sera élargie et complétée de manière à ce que les ouvriers, les employés et les fonctionnaires jouissent de l'égalité de droits dans toutes les questions sociales et économiques; les statuts du service administratif seront reformés dans un esprit démocratique.

6) Socialisation immédiate de toutes les branches de l'économie nationale qui auront été reconnues comme nôtres pour cette réforme, dont décidera avec le concours des organisations syndicalistes une commission de socialisation. Cette commission sera immédiatement créée. L'Etat assomera immédiatement la direction des mines de charbon et des fabriques de potasse.

7) Confiscation et au besoin expropriation de tous les produits alimentaires disponibles; guerre impitoyable à la spéculation commerciale et au mercantilisme dans les villes et les campagnes; adoption de mesures de rigueur en vue de l'application des dispositions législatives relatives à la remise à l'Etat de tous les excédents de produits d'alimentation et création, à cet effet, de syndicats de fournisseurs; répression impitoyable de toutes les infractions aux dispositions légales susmentionnées.

8) Toutes les unités militaires qui ont trahi la constitution seront licenciées et remplacées par d'autres que l'on formera d'éléments républicains éprouvés et tout particulièrement d'ouvriers, d'employés et de fonctionnaires, sans donner toutefois la préférence à aucun de ces groupes. La mise en exécution de cette réforme ne devra attenter aucunement à l'inviolabilité des droits et des privilèges des troupes restées fidèles à la république et de la milice municipale.

Communication était faite en même temps de la démission des ministres Noske et Heine.

A la suite de cet accord, l'ordre fut donné de faire cesser la grève générale, bien que le vulgaire bon sens eût dû faire comprendre que ce compromis ne pouvait être qu'un chiffon de papier, ni plus ni moins que le célèbre traité garantissant la neutralité de la Belgique. En réalité, la clique militaire a su se maintenir au pouvoir à Berlin, et le gouvernement Ebert-Noske, pour prolonger sa propre existence, devait avoir de nouveau recours à la fidélité douteuse des généraux et des officiers qui l'avaient soutenu auparavant.

Berlin n'est pas toute l'Allemagne, il est vrai, mais Berlin exerce sur la vie politique du pays une grande influence; aussi, fallait-il, malgré les succès très importants de l'éméute militaire en maints endroits et bien que le mouvement eût dépassé le but visé, tenir compte de Berlin, chaque fois que l'on cherchait à tirer parti des circonstances. Dans plusieurs villes où le Parti Communiste allemand disposait d'une puissante influence politique, par les masses fortement organisées et avait de réelles possibilités d'action, grâce à une discipline très sévère, les succès militaires locaux reflétaient toujours la situation politique du pays. La victoire avait partout pour conséquence la consolidation de la position de la classe ouvrière et écartait tout danger de revanche de la part de la cama-

rilla militaire. Ce fut le cas à Chemnitz où les ouvriers, sous l'influence de notre organisation, désarmèrent les soldats, armèrent les masses, créèrent un Soviet, composé de représentants des trois partis, qui prit entre ses mains tout le pouvoir exécutif—acte correspondant parfaitement à la maturité complète du prolétariat. La liberté d'action du prolétariat à Chemnitz, qui est un des centres industriels les plus importants de la Saxe, se trouva fortement entravée par la défaite des ouvriers de Dresde.—A Leipzig, les partisans du parti social-démocrate indépendant engagèrent une lutte sanglante contre les troupes, mais ne réussirent pas à s'emparer de dépôts d'armes; à Dresde le pouvoir était entre les mains du général Merker qui jouait un rôle équivoque et spéculait sur la défense des principes constitutionnels. Le Soviet ouvrier de Chemnitz exigea du gouvernement une réorganisation du cabinet et de nouvelles élections au parlement Saxon.

En d'autres endroits, les événements se déroulaient différemment. Dans le bassin de la Ruhr, par exemple, les ouvriers à la suite de combats acharnés, soutenus avec un courage extraordinaire, renversèrent la dictature militaire, s'emparèrent de dépôts d'armes, organisèrent une milice ouvrière et mobilisèrent les travailleurs sur un front commun. Les Soviets ouvriers, cimentés en un seul bloc par le Soviet central du bassin de la Ruhr, étaient sous l'influence politique du Parti Communiste allemand, dont la puissance ne le cédait que fort peu à celle du parti social-démocrate indépendant, le plus important sur place de tous les partis socialistes. Le Soviet Central avait cherché à situer sa victoire militaire dans les cadres des possibilités politiques, c'est-à-dire à poursuivre sa campagne stratégique victorieuse de manière à pouvoir y mettre fin dès que sa continuation susciterait le danger d'une lutte contre un adversaire plus fort. Les camarades de Chemnitz, ainsi que les camarades les plus conscients de la région de la Ruhr, se rendaient parfaitement compte du fait que les ouvriers, unis pour la première fois dans cette lutte contre leurs ennemis, ne pouvaient être absolument unanimes sur la question du pouvoir soviétiste. Aussi, le Soviet central de la Ruhr avait-il décidé, sous l'influence de nos camarades, de faire cesser la lutte dès qu'il aurait reçu des garanties suffisantes contre tout retour offensif de la camarilla militariste. L'accord de Bielefeld correspondait parfaitement au point de vue politique du Soviet central, et cet accord aurait été une fin très digne de la campagne victorieuse, assurant aux ouvriers une nouvelle victoire, même au cas où la camarilla militaire se serait avisé de le violer et de se venger des ouvriers par une nouvelle effusion de sang. Mais, contrairement à l'organisation de Chemnitz, celle de notre parti dans la Ruhr n'était pas assez forte, et il arrivait assez souvent que les dirigeants militaires des travailleurs armés ne se soumettaient pas aux dispositions politiques du Soviet central et tentaient de lui imposer leurs propres projets, excellents peut-être à n'envisager que l'état de guerre où se trouvait la région, mais ne correspondant nullement à la situation politique générale du pays:

Si donc, dans la région de la Ruhr la lutte dépassa les cadres du but politique, commun pour toute l'Allemagne, si les ouvriers, ayant donné dans le piège provocateur que leur avaient tendu les généraux, y subirent une défaite militaire, la faute en est au Parti Communiste allemand qui n'avait pas, dans cette région, d'organisations locales assez fortes, assez nombreuses et bien disciplinées; et c'est précisément pour cette raison que nos camarades s'y sont trouvés dans l'impossibilité de coordonner leurs succès militaires avec un but politique réalisable et de terminer opportunément la lutte.

III. Le rôle et l'importance politique des combats de mars.

Quel est le but politique qui aurait pu être atteint par les combats de mars 1920? Le parti communiste allemand devait répondre à cette question avec toute la clarté possible. Ou bien, au lieu de diriger les événements, il se serait vu entraîné par leur courant irrésistible.

On a parfaitement raison de dire que les cadres d'une lutte politique doivent être tracés en parfait accord avec les résultats visés; il est vrai aussi que la tâche des partis révolutionnaires est de contribuer par tous les moyens possibles, à l'intensification de la lutte et à son développement qu'il faut pousser jusqu'à ses limites les plus extrêmes, déterminées par la situation du moment; il est enfin, évident, qu'on ne peut pas prévoir la portée et l'envergure des batailles. Cependant, quand l'influence politique d'un parti, comme le prouve l'exemple du parti communiste allemand, ne se borne pas à ses propres organisations, mais s'exerce sur les masses ouvrières, le devoir du parti est non seulement d'agir révolutionnairement, mais aussi de veiller également à l'application stricte et précise de la stratégie révolutionnaire; en d'autres termes, le parti doit savoir suspendre la lutte au moment où sa prolongation est susceptible d'entraîner une défaite militaire ou politique. Le parti communiste allemand a une double tâche à accomplir dans ce but. La conquête de toutes les étapes révolutionnaires doit coûter au prolétariat le minimum de victimes. Le grand devoir du Parti Communiste allemand est donc de savoir analyser infailliblement et apprécier avec justesse la situation politique au moment où la classe ouvrière jouit encore des avantages de ses succès militaires et quand elle est à l'apogée de sa puissance.

C'est sous cet aspect que se présentait la situation à Berlin, quand le gouvernement de Kapp, au bout d'une grève générale de six jours, fut complètement dissous, quand Kapp lui-même disparut de l'arène politique, quand le conseil des syndicats ouvriers unifiés, sous la pression de membres des bureaux et des masses ouvrières, fut forcé de présenter au gouvernement d'Ebert une série de revendications, tendant tout d'abord, à la liquidation de la coalition bourgeoise et socialiste.

En menaçant de recommencer la grève générale, il était possible de forcer le gouvernement d'Ebert à céder la place à un gouvernement purement ouvrier excluant tout élément bourgeois. Leghien entama des pourparlers avec le parti social-démocrate indépendant, pour l'engager à entrer dans le nouveau gouvernement. L'aile droite des indépendants se montra favorable à cette proposition, à condition toutefois que le nouveau gouvernement s'appuyât exclusivement sur les ouvriers, organisés en partis socialistes ou en syndicats économiques; elle était donc prête à contribuer à la formation d'un gouvernement purement ouvrier sur lequel le parti des indépendants aurait pu exercer une influence prédominante. L'attitude de l'aile gauche des indépendants dépendait de la position que pouvait adopter le Parti Communiste allemand au cas où les indépendants accepteraient la proposition Leghien; mais l'aile gauche jouant dans le parti un rôle capital, il en résulte que le caractère de la réponse, positive ou négative, à la proposition Leghien,—réponse que devaient donner Hilferding et Crispian, dépendait uniquement de Däumig et de ses camarades. Nos représentants au comité de grève, mis au courant de la proposition Leghien, déclarèrent qu'un gouvernement purement ouvrier, sans le moindre élément bourgeois, était à préférer au rétablissement du pouvoir de la vieille coalition bourgeoise et socialiste, dont le régime, malgré le changement de personnes, ne différait sans doute que très peu du régime de Noske. Cette déclaration de nos représentants fut longuement discutée au comité central du Parti Communiste allemand qui publia ensuite, le 21 mars, la déclaration suivante:

1. L'élément militaire Kapp-Lutwitz équivaut à la faillite complète de la coalition bourgeoise et socialiste. La lutte prolétarienne contre la dictature militaire était une lutte contre la coalition bourgeoise et socialiste et avait, en même temps, pour but l'extension du pouvoir ouvrier, extension allant jusqu'à l'éloignement complet de la bourgeoisie des organes gouvernementaux.

2. La dictature des ouvriers ne peut se manifester que par l'organe de la partie du prolétariat qui exerce sur les masses une influence particulière; toute dictature de cette nature présuppose l'existence dans le pays d'un puissant Parti Communiste, s'appuyant sur les masses révolutionnaires conscientes de la population travaillaise qui reconnaît la dictature du prolétariat.

3. La phase actuelle de la lutte, pendant laquelle le prolétariat ne dispose pas encore de forces militaires assez puissantes, tandis que le parti social-démocrate majoritaire exerce encore une grande influence sur les fonctionnaires, les employés et certaines couches de la classe ouvrière, la phase, pendant laquelle le parti social-démocrate indépendant trouve son appui dans la majeure partie du prolétariat des villes, prouve que les bases solides de la dictature du prolétariat n'existent pas encore à l'heure actuelle.

4. Pour que les couches profondes des masses prolétariennes acceptent la doctrine communiste, il faut créer un état de choses où la liberté politique sera presque absolue et empêcher la bourgeoisie d'exercer sa dictature capitaliste.

5. Le Parti Communiste allemand estime que la constitution d'un gouvernement socialiste sans le

moindre élément bourgeois ou capitaliste, créera des conditions extrêmement favorables à l'action énergique des masses prolétariennes et leur permettra d'atteindre la maturité dont elles ont besoin pour réaliser leur dictature politique et sociale. Le parti déclare que son activité conservera le caractère d'une opposition loyale, tant que le gouvernement n'attentera pas aux garanties qui assurent à la classe ouvrière sa liberté d'action politique et tant qu'il combattra par tous les moyens la contre-révolution bourgeoise et n'empêchera pas le renforcement de l'organisation sociale de la classe ouvrière.

En déclarant que l'activité de notre parti conservera le caractère d'une opposition loyale, nous sous-entendons que le parti ne préparera pas de coups d'Etat révolutionnaires, mais gardera une liberté d'action complète en ce qui concerne la propagande politique de ses idées.

Le Comité Central du
Parti Communiste Allemand
(Union Spartacus)

21 Mars 1920.

Cette déclaration du Comité Central, qui provoqua au sein du parti une opposition très vive fut débattue, de tous les points de vue, à l'organisation centrale de Berlin et à la commission centrale du parti. Les camarades qui se prononcèrent contre cette déclaration disaient, les uns, que nous renoncions par cette déclaration à l'idée de la république soviétiste dont nous exigeons la réalisation; les autres, comprenant qu'avant d'atteindre le but final—la république soviétiste,—il faut passer par une série d'étapes intermédiaires, estimaient que le parti ne devait pas formuler par avance et dans le détail les revendications propres à chacune de ces étapes, mais tendre inlassablement vers le but final. Ces camarades étaient d'avis que le rôle du Parti Communiste allemand n'était pas «d'aider» la formation d'un gouvernement ouvrier ou d'un ministère purement socialiste, parce que l'un et l'autre se trouveraient aussitôt en opposition avec le parti, dont le but final est l'établissement du régime des soviets. Mais l'argument le meilleur et qui eut le plus de succès au cours des critiques dudit appel, nien attaqua le teneur, mais le Comité central qui l'avait publié à un moment tout à fait inopportun au point de vue tactique. Les lecteurs de cette déclaration—disait-on—auraient pu croire que les circonstances politiques présentaient à cette date un terrain réel et favorable pour la formation d'un gouvernement purement socialiste, alors qu'en réalité la dictature militaire battait son plein et qu'il fallait poursuivre à tout prix une lutte acharnée. A la date dont il s'agit, toutes les discussions sur la participation des indépendants au gouvernement faisaient du tort aux partis socialistes en affaiblissant l'action des masses. Les camarades qui raisonnaient de cette façon reconnaissaient que la constitution d'un gouvernement purement socialiste, appuyé par les Soviets ouvriers pourrait assurer à la classe ouvrière une liberté d'action plus grande, mais ils affirmaient, que ce n'était point l'affaire du parti communiste de contribuer à sa formation et que le devoir du parti communiste était, au contraire, de combattre sans trêve et de mettre

rapidement et habilement, à profit, toutes les possibilités révolutionnaires.

Nous voyons donc que les adversaires de la déclaration ne considéraient pas la formation d'un gouvernement socialiste comme contraire à leurs intérêts; ils auraient sans doute préféré, un gouvernement Hilferding-Leghien à la coalition socialiste et bourgeoise, et ils saisirent, de ce fait, la commission centrale, d'une résolution qui aurait pu être votée in extenso par les autres camarades. Voici le texte de cette résolution, dite résolution de Brandler:

«La déclaration du Comité Central du parti communiste allemand, relative à la formation d'un gouvernement purement socialiste, passe sous silence notre attitude désapprobatrice à l'égard d'un gouvernement de cette nature. Le comité central réuni en séance plénière reconnaît qu'un gouvernement purement socialiste ne peut être qu'une étape vers le régime socialiste. La commission centrale déclare, que la constitution, en ce moment, d'un gouvernement purement ouvrier, qui romprait définitivement avec la coalition bourgeoise, qui contribuerait à l'armement des ouvriers et engagerait une lutte énergique pour le désarmement de la bourgeoisie, est à désirer. Un gouvernement de cette nature, s'appuyant sur la classe ouvrière, réuni autour des soviets politiques révolutionnaires, pourrait abrégier et faciliter le chemin long et pénible qui conduit au but final.

Au moment où la déclaration en question fut publiée, les conditions nécessaires pour la constitution d'un gouvernement purement socialiste n'étaient pas encore assez ébruités. Il fallait donc développer avec la plus grande énergie l'action des masses, la continuer jusqu'au moment où la classe ouvrière se serait emparée des organes gouvernementaux pour écarter la bourgeoisie du pouvoir.

Au moment où cette déclaration fut publiée, elle mit un frein à la lutte engagée, elle en arrêta le développement et la suspendit dans une phase où la grève, n'ayant pas encore abouti à un soulèvement armé, ne pouvait modifier le rapport des forces de façon à rendre possible la constitution d'un gouvernement purement socialiste.

Le Parti Communiste allemand ne peut poursuivre sa politique ultérieure qu'en obéissant fidèlement à ses propres mots d'ordre. En critiquant vertement la politique des social-démocrates et des indépendants, le Parti doit prendre la direction des luttes prochaines et diriger l'action des masses du prolétariat révolutionnaire vers la conquête de nouvelles positions inexpugnables.

Les exigences partielles du parti, dans sa marche vers le but final communiste, doivent être en coordination parfaite avec ce but. Au cours de la réalisation de ces exigences, le parti se doit d'exercer une critique impitoyable contre les partis ouvriers qui s'arrêtent à ces points intermédiaires et s'accrochent de la satisfaction partielle de leurs exigences».

Cette résolution réunît 8 voix.

La seconde, proposée par Eberlein, Meyer et Friesland, réunît 12 voix, 7 camarades ayant voté contre.

La voici:

«La déclaration du Comité Central, publiée en pleine lutte, a naturellement diminué la fougue révolutionnaire des masses. La tâche des représentants du Parti Communiste allemand lui impose exclusive-

ment d'employer toutes ses forces à modifier révolutionnairement le rapport qui existe, à un moment donné, entre les forces adverses.

Le Parti Communiste allemand doit dans sa politique ultérieure obéir fidèlement à ses propres mots d'ordre.

Le Parti doit, tout en critiquant impitoyablement les social-démocrates et les indépendants, prendre la direction des luttes à venir et la conduite de l'action en masse du prolétariat révolutionnaire marchant à la conquête de nouvelles positions inexpugnables.

Les débats qui se déroulèrent autour de la déclaration du Parti Communiste allemand se rapportèrent exclusivement à une question de tactique qui se présentait sous l'aspect suivant: le Parti Communiste allemand, peut-il soutenir, au cours de l'action, une proposition de compromis, qui tout en marquant un pas en avant par rapport au stade précédent, ne correspond cependant ni au but ni aux mots d'ordre du parti? Les critiques qui affirmèrent que la déclaration citée fut inopportune ou prématurée semblent oublier qu'elle ne fut pas publiée sur sa propre initiative, mais en réponse à une question posée par l'aile gauche des indépendants (V. 42-e lettre circulaire du Comité Central du parti communiste allemand, en date du 22 mars 1920). Cette déclaration n'avait point pour but la suspension prématurée de l'action, ce qui appert avec clarté de l'attitude de nos représentants au comité de grève où ils se prononcèrent, comme les indépendants de gauche, pour la continuation de la grève et agissaient dans ce sens malgré leurs pourparlers avec les délégués des syndicalistes.

Ce n'est donc pas/nous qui avons choisi le moment pour publier cette déclaration et elle n'a pu, de ce fait, affaiblir l'intensité du mouvement; au contraire, la continuation de la lutte était nécessaire pour rendre possible la constitution d'un gouvernement socialiste. Mais la question se présente sous un autre aspect, si l'on suppose que le parti renonçait, ainsi à son but et à ses tâches fondamentales.

Si, au début du mouvement ou dans sa marche ultérieure, le Parti Communiste allemand avait pensé qu'une victoire pouvait aboutir à la création d'une république soviétiste, on aurait pu lui reprocher, à bon droit, de sacrifier son but propre à la réalisation d'un compromis et d'avoir renoncé à ses principes pour entamer une politique opportuniste. Mais nul membre du parti communiste allemand, ni au début de la lutte, ni dans sa marche ultérieure, ne pensait que l'heure de la proclamation d'une république soviétiste en Allemagne allait sonner et que les conditions extérieures et la conscience politique des travailleurs s'y prêtaient. Bien au contraire. Dès le début, le Parti Communiste allemand, considéra la crise provoquée par l'émeute contre-révolutionnaire, comme attestant la faillite de la coalition bourgeoise et socialiste, la banqueroute irréparable de l'idéologie des socialistes majoritaires.

En réalité, un grand nombre d'ouvriers socialistes majoritaires ou membres de la gauche radicale de ce parti, ne pouvaient pas ne pas reconnaître que toute la politique du gouvernement Ebert-Noske, qui se termina par la révolte de Kapp,

découlait par voie de conséquence naturelle des actes de la coalition bourgeoise et socialiste et que le seul résultat politique que la lutte eût avoir était la perte définitive de l'influence exercée jusqu'alors par la bourgeoisie sur l'appareil gouvernemental. En réalité, au sein même du parti majoritaire, un combat se livrait pour et contre la coalition bourgeoise-socialiste.

Au moment où le parti communiste allemand fut invité à s'expliquer sur son attitude éventuelle en présence d'un gouvernement purement socialiste, la grève se poursuivait encore et la déclaration du Parti Communiste devait de ce fait renforcer la gauche majoritaire dans ses efforts contre la droite. Au point de vue politique, cette déclaration devait donc affaiblir la droite du parti social-démocrate, contribuer au déplacement vers la gauche de son centre de gravité et consolider la position des éléments du parti favorables à la constitution d'un gouvernement ouvrier, à la rupture de la coalition avec la bourgeoisie et à la participation au gouvernement conjointement avec les indépendants.

Pour les indépendants, la déclaration du comité central du Parti Communiste allemand avait la même importance. Si la droite du parti social-démocrate indépendant et la gauche des socialistes majoritaires avaient formé un gouvernement purement socialiste, la conséquence en eût été, contrairement à l'affirmation erronée des critiques, non le passage des masses, influencées par la gauche des indépendants, à la droite, mais l'entrée de nombreux indépendants dans le parti communiste. L'activité politique des adeptes de Hilferding et de Kautsky leur aurait fait perdre tout prestige aux yeux des masses, comme cela est arrivé aux socialistes majoritaires.

Certains communistes n'aimant pas les équivoques se demandaient anxieusement, si la formation d'un gouvernement purement socialiste ne généraient pas la liberté d'action de leur parti et si les indépendants et les socialistes n'en tireraient pas un argument sérieux contre les communistes? Les indépendants et les socialistes n'auraient-ils pas pu dire que les communistes, après avoir approuvé la constitution d'un gouvernement socialiste et promis d'observer une attitude loyale à son égard, perdaient à l'avenir tout droit de critique? Nos réponses sont bien simples: si le gouvernement socialiste avait rempli les engagements qui conditionnaient notre «opposition loyale», s'il avait lutté contre la bourgeoisie contre-révolutionnaire et les hobereaux réactionnaires, sans opposer, d'autre part de résistance, à la classe ouvrière, il eût été de notre devoir non seulement de nous borner à une «opposition loyale», mais aussi de le soutenir, parce que sa lutte aurait aussi été la nôtre. Mais s'il n'avait pas usé de tous les moyens et de toutes les ressources, dont il dispose, s'il avait tenté de mettre des bâtons dans les roues du mouvement ouvrier, il aurait ébranlé par là le fondement de sa propre existence, affaibli sa position à l'égard de la bourgeoisie et perdu la confiance des ouvriers. Toute loyauté serait alors tombée d'elle-même, et le parti communiste allemand se serait vu dans la nécessité de combattre ce

gouvernement au même titre que celui de Noske. Nous ne renoncions nullement à notre but final, quand nous tentions de réaliser des conditions qui n'eussent pas, il est vrai, accordé une satisfaction complète à nos vœux et à nos exigences politiques, mais qui eussent tout de même procuré à la classe ouvrière une assez large liberté d'action. Nous affirmons même, en outre, que c'était pour le Parti Communiste allemand la voie de développement la plus naturelle et la plus désirable, parce qu'elle lui eût permis de s'organiser et de se préparer politiquement à conduire le prolétariat à la conquête du pouvoir.

D'aucuns diront peut-être que nous n'avons pas d'idée nette et claire du gouvernement socialiste possible, que nous en attendons la solution de toutes les questions, que nous le croyons capable de mettre en pratique la dictature socialiste, telle que nous la comprenons. Loin de là! Nous comprenons parfaitement que le gouvernement socialiste qui voudrait aplanir, par voie démocratique, la contradiction entre le travail et le régime capitaliste, serait condamné à une imminente faillite. Il ne serait pas à même de réaliser une socialisation véritable du pays. Il n'aurait pas assez de forces pour combattre le chômage et la vie chère. Il ne pourrait faire qu'une chose: prouver l'impossibilité d'un régime socialiste sans la dictature du prolétariat. La démonstration pratique de cette vérité a d'ailleurs une si grande importance pour la préparation de la classe ouvrière à la dictature soviétiste, que le parti, qui se base sur la dictature du prolétariat et qui veut être logique, doit contribuer de son mieux à créer cette situation.

Ceux de nos communistes qui tranchent sans hésitation toutes ces questions, commettent une erreur très grave, en cherchant à accélérer la marche des événements et en décidant par avance que le prolétariat allemand aura inévitablement à gravir, pour aboutir à la dictature, le même calvaire que la classe ouvrière russe. Ces communistes oublient que les ouvriers russes auraient pu organiser leur régime soviétiste bien plus facilement, s'ils n'avaient dû recourir si vite à l'établissement de la dictature. Après la révolte de Korniloff, une conjoncture parfaitement favorable à la constitution d'un gouvernement purement socialiste, s'était créée en Russie et le parti bolchéviste avait exigé, du gouvernement de Kérensky qu'il renoncât à toute collaboration avec la bourgeoisie en lui promettant à cette condition de ne pas tenter de renverser le ministère. Kérensky et les menchéviks avaient repoussé cette proposition. Ils subirent peu après les dures conséquences de leur refus. D'ailleurs, au point de vue des intérêts de la révolution prolétarienne, les bolchéviks furent les premiers à déplorer cette politique inconsiderée et inopportune qui allait les obliger à engager une lutte acharnée pour atteindre leur but final—la conquête du pouvoir,—lutte qui devait exiger d'immenses et cruels efforts et le sacrifice de victimes sans nombre. L'intensité de cette bataille aurait été considérablement atténuée, si elle avait été précédée d'une période plus ou moins longue, de dépérissement naturel des illusions «foncières»

ment socialistes» et de maturation du prolétariat.

La déclaration du comité central du Parti Communiste allemand a joué un certain rôle historique, et si elle n'a donné aucun résultat politique, si elle n'a pas été suivie de la constitution d'un gouvernement socialiste, ce n'est pas le parti communiste allemand qui doit en supporter la responsabilité.

Cette responsabilité incombe avant tout à la droite des indépendants (Crispien) qui ont cherché et réussi à faire suspendre la grève générale à un moment où la classe ouvrière n'était pas encore sûre que le régime Noske ne se trouverait pas rétabli un beau jour, et où les socialistes majoritaires, conduits par Ebert, étaient encore à même de défendre leur programme de coalition, malgré les attaques de la gauche du parti.

IV. Les leçons de la lutte de mars.

Au lendemain de la fin de la grève générale, Konrad Haussmann, leader de la bourgeoisie démocratique, annonça dans la presse allemande «la victoire de l'idée de coalition». Ces mots expriment nettement et clairement toute la portée de la défaite subie dans cette lutte par la classe ouvrière. Malgré toutes les vicissitudes, malgré l'élan et la passion de la classe ouvrière allemande, les ouvriers allemands n'ont pas réussi à percer une brèche dans la muraille du régime bourgeois et à se frayer un passage vers la conquête du pouvoir politique. La coalition bourgeoise et socialiste est restée au pouvoir et tout porte à croire qu'elle tentera le rétablissement du régime Noske, en mettant à sa place un autre personnage politique de la même trempe. Le premier acte de la coalition bourgeoise et socialiste après sa victoire fut la campagne militaire de la Ruhr où les ouvriers avaient réussi à renverser définitivement la dictature militaire. Il fallut, pour équiper et faire marcher cette expédition, amnistier les généraux traîtres, malgré l'ordre donné d'arrêter Kapp, Luitwitz et quelques autres meneurs de la révolte.

La campagne de la Ruhr, ayant pour mot d'ordre «la lutte contre la terreur rouge des bandes armées», sera suivie sans doute d'une série de mesures analogues, tendant non seulement au désarmement des ouvriers des régions où ils s'étaient armés, mais aussi à la suppression de tous les droits politiques de la classe ouvrière. La coalition bourgeoise et socialiste régénérée reviendra une fois de plus à l'épopée des cours martiales de 1919, et nous en voyons la preuve dans l'acte du général von-Zeekl, commandant en chef de l'armée territoriale, répétant déjà (fin mars 1920), l'ordre du «commissaire du peuple Philippe Scheidemann» exigeant, en janvier 1919, d'un ton de gendarme—que les ouvriers rendissent incontinents, sous menace de peines sévères, les armes dont ils s'étaient servis pour renverser le gouvernement des hobereaux prussiens.

Peu après, le conseil des syndicats ouvriers et le gouvernement Ebert-Noske signaient un accord, dont les 9 articles, devenus célèbres,

accordaient aux syndicats ouvriers une influence décisive sur la composition politique du gouvernement et invitaient celui-ci à la prise de mesures urgentes tendant au «nettoyage politique» de l'armée territoriale, à la démocratisation de l'armée active dans un esprit républicain, à la réalisation de la socialisation des richesses, etc. Mais au bout de quinze jours, cet accord était presque complètement oublié. Le gouvernement traquait la classe ouvrière; cela continue et Dieu sait la limite où s'arrêtera ce gouvernement bourgeois et socialiste.

L'histoire pourtant ne se répète pas! La bataille prolétarienne de mars 1920 a fait remonter la courbe jusqu'alors descendante du mouvement révolutionnaire. La force du prolétariat allemand augmente rapidement, ainsi, que, grâce à la lutte soutenue, la conscience qu'il a de sa force. L'envergure extrêmement vaste du mouvement ouvrier a créé un front prolétarien uni que toutes les mesures du gouvernement de la bourgeoisie socialiste ne sauront ébranler. L'édifice de la société bourgeoise a été dangereusement sapé par les événements de mars 1920. La rentrée du parti socialiste majoritaire au sein du gouvernement de coalition portera le coup de grâce, le dernier coup, aux traités du socialisme. La révolte militaire a été le dernier avertissement de l'histoire au parti de Noske; à cette date, il était encore temps pour Noske de penser à son salut; elle est passée. Il est vrai que le parti social-démocrate a rayé de la liste de ses membres Noske et Heine, mais Hermann Muller y poursuit son ancienne politique, et le parti a perdu à jamais la confiance de la classe ouvrière. Ce parti ouvrier, dont la politique aboutit à une révolte militaire et qui n'a su tirer aucune leçon de l'aventure de Kapp, ce parti qui continue son ancienne politique à l'heure qu'il est, quand les ouvriers l'ont mis au pouvoir, ce parti est condamné à mort. Aux prochaines élections, et peut-être dès avant, ce parti ouvrier subira une défaite telle que jamais, dans aucun pays les ouvriers n'en ont infligé à un parti ouvrier. Avec la droite des indépendants, il est responsable du rôle prépondérant que la bourgeoisie, mortelle ennemie de la classe ouvrière, joue toujours dans le pays; il est responsable de ce qu'elle demeure au pouvoir, avec la complicité du militarisme «quasi-constitutionnel». Il est responsable de toutes les conséquences du rétablissement du régime Noske.

Dans le processus du développement de la révolution allemande, il y eut des jours où les socialistes de la majorité et la droite des indépendants auraient pu donner à la marche de la révolution une allure relativement calme et créer des conditions dans lesquelles la grande majorité de la population laborieuse de l'Allemagne, y compris les couches les plus arriérées de la classe paysanne et de la petite bourgeoisie, mue par un seul désir d'assurer le salut du pays, aurait pu avoir raison de la désorganisation économique et rendre moins tragique et sanglante la lutte de la classe ouvrière pour son émancipation. Nous ne croyons pas que ce moment puisse se représenter. Le nombre des ouvriers, des fonctionnaires

et des employés, qui partagent encore les illusions des socialistes de la majorité et croient voir le salut du pays dans les méthodes politiques de la bourgeoisie démocratique, diminuera d'un jour à l'autre, sous l'influence de la politique recommencée par la coalition bourgeoise et socialiste.

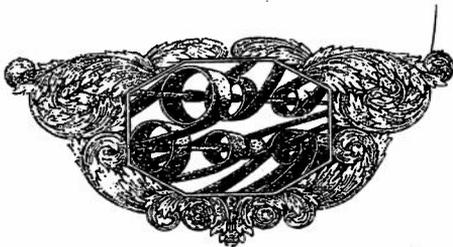
Le conseil des syndicats ouvriers, dirigé par Leghien, bénéficiait d'un second printemps politique, quand il dirigeait et inspirait la lutte, pieusement écouté par les larges couches de fonctionnaires, d'employés et d'ouvriers. La bureaucratie des syndicats ouvriers ayant trompé, une fois de plus et honteusement, la confiance de ces couches laborieuses, a remis les masses à la merci de la dictature capitaliste incarnée par la coalition bourgeoise et socialiste. Elle a rendu illusoire les résultats acquis par la grève générale et anéanti les victoires que les ouvriers et les employés avaient payé si cher. Mais cet artifice ne lui réussira plus. Les masses tireront une leçon utile des événements vécus et viendront au Parti Communiste qui a été le seul à leur montrer que la démocratie bourgeoise n'est autre chose qu'une dictature capitaliste et que le pays ne peut être sauvé que par le pouvoir ouvrier.

Quand les masses auront tiré cette leçon des événements qui se sont succédés en régime de démocratie bourgeoise (1919) et de l'émeute Kapp-Luitwitz elles repousseront les Leghien, les Crispin et leurs pareils. On n'aura plus besoin d'un gouvernement « purement socialiste », de majoritaires fratres au socialisme et de marionnettes indépendantes. Le peuple travailleur tournera le dos avec mépris à cette « canaille socialiste » et, passant outre toutes les étapes intermédiaires, arborera le drapeau de sa dictature.

SPARTACUS.

Berlin, avril 1920.

Note de la Rédaction. Cette lettre d'Allemagne, écrite par un militant communiste allemand très influent, traite de diverses questions de tactique de haute importance, qui exigent une réponse nette et claire. La rédaction se propose de publier dans le prochain numéro de *l'Internationale Communiste*, une lettre spéciale du Comité exécutif de l'Internationale Communiste, où seront analysées les dissensions les plus importantes qui se manifestent au sein du mouvement communiste allemand.



DOCUMENTS DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL



A TOUS LES PARTIS QUI ONT ADHÉRÉ A LA III^e INTERNATIONALE

Le Comité Central des social-démocrates indépendants d'Allemagne a adressé le 13 décembre 1919, au Comité Exécutif de la III^e Internationale une lettre, lui donnant connaissance du programme d'action, adopté au Congrès du parti à Leipzig, et invitant le Comité Exécutif à prendre part, après un examen attentif de ce plan, à une conférence qui discutera, de concert avec les autres partis révolutionnaires, la question de la création d'une Internationale militante.

Il appartient au Comité Exécutif de la III^e Internationale de donner une réponse définitive à cette lettre, mais comme la presse des Indépendants l'a publiée dans ses organes, nous nous voyons dans la nécessité de faire connaître à tous les partis ayant adhéré à la III^e Internationale notre façon d'envisager cette question.

Le programme d'action des social-démocrates indépendants se base sur la dictature du prolétariat, considérée comme conduisant au socialisme. Cette attitude est le résultat d'une lutte de douze mois que les ouvriers organisés, appartenant à ce parti, ont soutenue contre leurs leaders opportunistes. Dans ce sens, la résolution du Congrès de Leipzig peut être saluée comme une victoire des éléments prolétariens du parti des Indépendants sur leurs leaders opportunistes et droitiers, qui n'ont pas cessé de tendre à un compromis avec la bourgeoisie. Mais ces leaders droitiers du parti des Indépendants n'ont nullement l'intention, semble-t-il, de se soumettre à cette résolution. Ayant renoncé, lors du congrès, à lutter contre toute tactique révolutionnaire, comme ils l'avaient fait jusqu'alors, ayant participé ensuite au vote pour le programme d'action, adopté à l'unanimité, — ces leaders ont prouvé qu'ils sont partisans de la politique des révisionnistes, lesquels ayant voté, en 1913, à Dresde, pour la résolution recommandant d'aviver la guerre des classes, ont saboté ensuite son application en pratique.

Les représentants des masses ouvrières au parti des social-démocrates indépendants n'ont pas compris le double sens de cette politique; à preuve, l'attitude de la gauche du parti qui n'a

pas empêché les leaders droitiers d'annuler le programme d'action des Indépendants; ils ont réussi au Congrès même. Le Congrès, en effet, après avoir oui les discours redondants de quelques messieurs foncièrement réactionnaires, — les Oscar Kon et les Ledebour, — sur la terreur en Russie, rejeta une résolution, exprimant l'idée absolument juste que le prolétariat doit répondre par la violence à la violence de la bourgeoisie. Une dictature qui renonce à la violence est comparable à un couteau sans lame et sans manche...

Il va de soi que ce refus de recourir à la violence, refus imposé au Congrès par les leaders droitiers du parti, n'empêchera point les masses ouvrières de répondre, dans leurs luttes, par la force aux actes de violence de leurs adversaires; mais il révèle le désir des Indépendants de la droite de transformer la dictature qu'ils doivent admettre sous la pression des masses ouvrières, en un simulacre inoffensif. L'expérience des révolutions de Hongrie et de Bavière a montré le danger d'une politique de cette nature: elle mène inévitablement à un état de choses tel que le gouvernement se voit sérieusement entravé dans son activité par ses propres partisans et amis. Le programme d'action des Indépendants passe presque complètement sous silence la question des moyens concrets et pratiques dont le parti des Indépendants se propose d'user dans sa lutte pour la dictature; le programme ne signale pas l'intensification de la lutte révolutionnaire et n'indique pas la tactique qui pourrait correspondre à ce développement de la guerre des classes.

Si le programme d'action du parti des Indépendants montre suffisamment que le processus de son développement n'est pas encore terminé, ce fait est mis en valeur avec une clarté plus grande encore par la résolution du parti relative à la question de l'Internationale.

Pris entre le cadavre de la II^e Internationale et l'organisme vivant de la III^e qui croît vigoureusement et ne cesse d'affirmer dans ses rangs des milliers de prolétaires de tous les pays, le parti des Indépendants n'a pu se résoudre jusqu'ici

à adhérer à la III-e Internationale, comme l'avaient demandé les Indépendants de gauche. Il est vrai que ce parti, contrairement au désir d'un groupe de leaders droitiers, a quitté l'Internationale jaune; mais il a pris à la même heure la résolution de discuter préalablement avec les autres partis la question de la constitution d'une Internationale révolutionnaire.

L'Internationale Communiste a nettement exposé, lors de son congrès, son credo politique; la question de l'adhésion à l'Internationale Communiste dépendait donc uniquement de l'approbation (ou de la non approbation) par le Congrès de ce programme politique. Le Congrès des social-démocrates indépendants n'a cependant pas voulu préciser quelles sont les questions de programme et de tactique qui l'empêchent d'adopter le credo politique de la III-e Internationale. Les mobiles du refus du Congrès d'adhérer à la III-e Internationale, tels qu'ils y ont été mentionnés, ne se rapportaient ni à la tactique ni au programme fondamental politique. Ils faisaient ressortir l'offense faite à l'honneur du parti. La crainte était aussi exprimée que l'Internationale Communiste ne prétende de diriger, de Moscou, la politique des social-démocrates indépendants.

Si la III-e Internationale s'en prend aux social-démocrates indépendants et à leurs idées politiques, cette attitude ne peut être qu'agréable à tout révolutionnaire membre du parti des Indépendants qui proteste contre la coalition politique avec les socialistes de la majorité et continue à combattre les illusions démocratiques encore entretenues par les leaders du parti même depuis leur sortie des sphères gouvernementales.

Le Congrès ayant refusé d'approuver la dictature du prolétariat, les social-démocrates indépendants ont ainsi reconnu que les attaques de l'Internationale Communiste contre leur ancienne tactique étaient bien fondées; ils ont ainsi avoué la justesse du reproche qu'on leur a fait de ne pas avoir défendu jusqu'ici la dictature du prolétariat. C'est précisément pour cette raison que les Indépendants n'ont pas été invités à participer à la création de la III-e Internationale.

Quant à présumer que l'Internationale Communiste pourrait prétendre régenter, de Moscou, le prolétariat de n'importe quel pays, elle est dénuée de tout fondement.

Au congrès de Moscou, l'Internationale Communiste a fixé les principes politiques sur lesquels doivent se baser tous les éléments qui la composent; ces principes découlent de la marche générale du processus révolutionnaire. Là où l'évolution de ce processus révolutionnaire rend encore impossible l'application de la tactique généralement adoptée pour la solution de telle ou telle question précise, le parti local doit définir et choisir lui-même les moyens susceptibles de lui assurer le succès.

Les social-démocrates indépendants ne peuvent signaler aucun fait montrant le Comité Exécutif de la III-e Internationale tentant d'imposer ses décisions ou ses résolutions à un parti communiste quelconque.

Si les social-démocrates indépendants croient devoir faire à la III-e Internationale des proposi-

tions relatives à la tactique ou au programme politique, le comité central du parti doit le faire publiquement pour qu'on puisse lui donner une réponse également publique, et pour que l'élaboration du programme politique et de la tactique de la révolution prolétarienne soit l'œuvre de la classe ouvrière elle-même et non celle d'un petit groupe de meneurs. Il va de soi qu'une discussion détaillée n'exclut pas les négociations préliminaires entre les représentants des diverses organisations. Mais les négociations de cette nature exigent avant tout la mise au point des questions à débattre; elles requièrent aussi des renseignements précis sur les groupes politiques qui seront invités à y participer.

Or, le comité central des social-démocrates indépendants n'a voulu faire ni l'un ni l'autre. Bien qu'il eût adressé sa lettre non seulement au Comité Exécutif de la III-e Internationale, mais encore à diverses organisations, il ne lui indiqua pas les groupes politiques qu'il se proposait d'inviter aux négociations en question. Nous nous permettons donc de poser nettement cette question et nous demandons au comité central des Indépendants s'il se propose d'inviter à ces pourparlers les social-démocrates austro-allemands, suédois et hollandais, le parti socialiste français et le parti ouvrier indépendant anglais?

Nous déclarons franchement que nous considérons comme absolument impossibles toutes négociations sur la constitution de l'Internationale révolutionnaire avec les social-démocrates austro-allemands, suédois et hollandais; quant aux pourparlers analogues avec le parti ouvrier indépendant anglais, ils seraient condamnés d'avance à un échec complet. Les partis social-démocrates austro-allemand, suédois et hollandais sont foncièrement opportunistes et poursuivent une politique de coalition avec la bourgeoisie. Quant au parti ouvrier indépendant anglais, il est empreint d'esprit réformiste et se prononce contre le principe même de la dictature du prolétariat.

Il ne reste donc que deux partis socialistes ou social-démocrates avec lesquels il serait possible d'entamer des pourparlers: les partis français et suisse. Mais le parti français a une aile droite dont les tendances politiques sont absolument réformistes. Les négociations avec le centre de ce parti relativement à l'adhésion à l'Internationale Communiste sont impossibles tant qu'il se trouve sous l'influence de Renaudel et de Thomas et jusqu'au moment où il aura annoncé sa ferme décision de renoncer à toute coopération avec ces collaborateurs de la bourgeoisie. Ce dernier acte, s'il se produit, nous le saluons chaleureusement. Il nous apprendrait, en effet, que la majorité de la démocratie socialiste française a exprimé le désir de suivre la même voie que nous; d'ailleurs, la campagne électorale que cette majorité a faite sur la plateforme de la défense de la Russie Soviétiste, nous permet d'espérer que le jour est proche où les travailleurs révolutionnaires français contraindront enfin leurs leaders à entrer sans hésitation, dans la voie de la lutte révolutionnaire. C'est alors que sonnera l'heure des pourparlers entre l'Internationale Communiste et le parti socialiste français.

En ce qui concerne l'Europe (et tout porte à croire que les Indépendants, en proposant de convoquer en février une Conférence commune n'avaient point en vue l'Amérique) il ne nous reste donc qu'à tenir compte du parti socialiste suisse.

Il est vrai qu'il a décidé, par voie de référendum de sortir de la II-e Internationale; mais il n'a pas résolu d'adhérer à la III-e. Il s'est borné à exprimer le désir de voir tous les éléments révolutionnaires former un seul bloc politique.

Nous avons déjà expliqué ci-dessus que, hors des social-démocrates indépendants, il n'y a pas de parti prolétarien, assez nombreux et n'ayant pas adhéré à la III-e Internationale, que l'on puisse avoir en vue, en posant la question de l'Internationale révolutionnaire.

Le plus simple serait donc que le parti social-démocrate suisse remplît son vœu en s'entendant avec les Indépendants sur les conditions dans lesquelles ils pourraient adhérer au bloc internationale de partis révolutionnaires, c'est-à-dire à l'Internationale Communiste. Mais nous craignons que les conditions d'adhésion du parti suisse à l'Internationale Communiste ne diffèrent quelque peu de celles des Indépendants.

La III-e Internationale ne défendant pas à ses partisans la lutte parlementaire, le parti socialiste suisse ou, pour mieux dire, ses leaders droitiers,

ne peuvent vouloir débattre en l'occurrence, que l'admission par la III-e Internationale de moyens de lutte «révolutionnaires» tels que l'exercice par un socialiste des fonctions de chef de la police dans un Etat capitaliste. Nous ne pensons pas que les social-démocrates indépendants veuillent discuter avec la III-e Internationale une question de cette nature.

Il ne s'agit donc pas, en fin de compte, d'une fusion de divers partis en une nouvelle Internationale révolutionnaire, mais tout simplement du désir des Indépendants d'adhérer (ou de ne pas adhérer) à la III-e Internationale. Or, la solution de cette question peut se passer de négociations internationales. Il suffit, que le parti des Indépendants entre en pourparlers avec la III-e Internationale. Nous pensons, néanmoins, que la question de l'adhésion du parti des Indépendants à la III-e Internationale ne sera résolue promptement et en accord avec l'esprit révolutionnaire des ouvriers, appartenant à ce parti, que si elle est considérée non comme une affaire qui ne peut intéresser que les leaders et ne doit être discutée qu'en des conférences secrètes, mais comme une question intéressant toute la masse ouvrière.

Le Secrétariat de l'Internationale Communiste, pour l'Europe occidentale.

15 janvier 1920.

PREMIER ANNIVERSAIRE

Salut à l'Internationale Communiste!

Communistes de tous les pays, le Comité de la III-e Internationale, traduisant la pensée des travailleurs communistes français, salue le premier anniversaire de l'Internationale Communiste et vous renouvelle, en cette circonstance, le serment d'indéstructible solidarité qui nous unit dans un seul parti mondial.

Un an s'est écoulé depuis la fondation, à Moscou, par une élite des communistes internationaux rassemblés sous l'égide de la grande Révolution prolétarienne russe, de la nouvelle Internationale des travailleurs. Pendant cette année de combats implacables entre le capitalisme et le prolétariat de tous les pays, combien s'est accru le nombre des victimes du régime oppresseur et féroce de la bourgeoisie! Mais aussi que de réconfortantes victoires à l'actif des prolétaires révoltés, présages de la victoire finale dont l'humanité attend sa libération!

Le cœur des communistes de toute la terre est serré de douleur à l'évocation de l'assassinat des héroïques champions de leur cause. La mémoire de Volodarsky, Ouritsky, Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, Landauer, Lewiné, Otto Khor-

vine, et de tant d'autres serviteurs de la cause des opprimés, sera éternellement vivace partout où les hommes luttent pour leur émancipation. Mais le sang des martyrs n'a pas été versé vainement. La Révolution sociale, née en Russie, se révèle invincible et l'irrésistible croissance de ses forces est une menace mortelle pour la barbarie capitaliste. Le ralliement des organisations révolutionnaires des deux continents à l'Internationale Communiste annonce l'ère d'une lutte décisive des forces du prolétariat mondial contre la puissance néfaste du capitalisme cosmopolite.

Communistes de tous les pays, sachez que le prolétariat français ne sera pas inerte pendant le combat libérateur des exploités contre les possédants. Les leçons de la guerre impérialiste et de la Révolution européenne portent leurs fruits. Les erreurs funestes qui ont trop longtemps stérilisé la lutte émancipatrice des travailleurs français, égarés par les traîtres du socialisme et du syndicalisme révolutionnaires, se dissipent au rayonnement de l'exemple communiste. Les enseignements féconds de la 3-e Internationale ont

armé l'avant-garde du peuple français qui repousse aujourd'hui les renégats du mouvement ouvrier, répudie la collaboration des classes, et prend sa place au front révolutionnaire international en s'inspirant des méthodes éprouvées de la lutte communiste. Une grande force de la III-e Internationale se constitue en France et accomplira son devoir sans défaillance, guidée par

l'exemple de ceux qui sont morts pour la libération du travail.

Vive l'Internationale Communiste!

Vive la Révolution sociale internationale!

Pour le Comité de la III-e Internationale.

Les Secrétaires:

F. LORJOT, P. MONATTE, B. SOUVARINE.

EN FRANCE.

MANIFESTE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE AUX SOCIALISTES FRANÇAIS

En suivant le développement des événements de la vie sociale et politique mondiale, l'Internationale socialiste avait prévu la guerre. Elle avait souligné que seul le prolétariat était en mesure d'y faire obstacle, étant l'unique classe qui n'avait rien à y gagner et tout à perdre. Aussi, l'Internationale Socialiste s'était-elle efforcée de faire naître au sein de la classe ouvrière, le sentiment de la nécessité de lutter contre la guerre en indiquant les moyens auxquels on eût pu recourir pour mener victorieusement cette lutte. Les trois derniers congrès internationaux (Stuttgart, Copenhague et Bâle) avaient consacré une bonne partie de leur temps à examiner ce qu'il convenait au prolétariat d'entreprendre pour conjurer la guerre. Les débats et les résolutions de ces congrès, marquèrent un immense progrès sur les anciens congrès internationaux. Se basant sur l'étude approfondie des faits sociaux l'Internationale avait établi que la guerre provoquerait inéluctablement une crise que le prolétariat pourrait utiliser dans ses intérêts. Cette idée était clairement exprimée dans la résolution du Congrès de Stuttgart, dont le texte fut de nouveau confirmé à Copenhague et à Bâle. «Si malgré tout la guerre venait à éclater—est-il dit dans cette résolution—le devoir de tous les partis socialistes serait d'intervenir en vue de la faire cesser immédiatement et d'utiliser dans toute son ampleur la guerre pour soulever les couches profondes du peuple et pour précipiter la chute de la domination capitaliste...»

De toutes les résolutions des congrès internationaux il appert que l'Internationale avait donné aux partis socialistes et aux syndicaux qui se rattachaient à eux les directives suivantes: 1) empêcher la déclaration de la guerre, 2) selon les possibilités abrégier sa durée, 3) pousser les masses à la Révolution sociale.

On sait comment se sont conduits en l'absence des masses de camarades mobilisés, les leaders

des grands partis socialistes d'Allemagne, de France, d'Autriche-Hongrie; comment ils se sont efforcés de justifier leur politique militariste et leur abjuration des principes socialistes par des arguties métaphysiques et idéologiques comme: «la défense nationale», «la guerre du droit et de la justice», «la lutte pour la libération des peuples opprimés», «la guerre pour la démocratie et pour l'union des peuples». Toute cette métaphysique menaçait—particulièrement en France—d'éclipser totalement la grande conception marxiste du matérialisme historique et de la lutte des classes et donnait à la bourgeoisie capitaliste qui avait provoqué cette guerre un motif de plus pour la faire durer davantage, tout en cachant en même temps ses véritables buts.

On sait aussi à quoi ont mené d'abord à Brest-Litovsk, plus tard à Versailles et à Saint-Germain toutes les utopies dont le «wilsonisme» était la plus absurde synthèse.

Mais lors de cette faillite de toutes les idées socialistes, une minorité, tout d'abord insignifiante, puis toujours croissante continua ouvertement et stoïquement à défendre les moys d'ordre de l'Internationale, s'en tenant rigoureusement dans toutes ses actions aux décisions fondamentales du congrès de Stuttgart.

La tendance de cette minorité à renouer les relations internationales même pendant la guerre mena à la Conférence socialiste internationale de femmes et de la jeunesse qui se tint à Berne en mars 1915, puis aux Conférences de Zimmerwald (septembre 1915), de Kienthal (avril 1916) et de Stockholm (septembre 1917).

Toutes les résolutions prises par ces Conférences attestent la tendance à conserver dans leur inviolabilité tous les principes théoriques et pratiques du socialisme communiste de Marx pour faire contrepois à toutes les nouvelles utopies.

En France, où l'abandon des positions d'autrefois fut tout particulièrement sensible, du fait que le parti socialiste unifié s'opposa longtemps à la

reprise des relations internationales et soutint quelque temps presque intégralement les devises du président Wilson — notre fraction, groupée autour du Comité pour la Reprise des Relations Internationales, transformé présentement en Comité de la III-e Internationale, milita sans une minute de répit, n'acceptant aucun compromis, se tenant strictement aux revendications posées par les conférences précitées.

Tout le cours de la guerre impérialiste et sa conclusion furent la preuve éclatante de la justesse des pronostics de l'Internationale et de la ligne de conduite de l'opposition internationaliste à laquelle se rattachait notre fraction.

Maintenant comme avant le droit des nations est foulé aux pieds, — le militarisme est plus puissant et plus menaçant que jamais.

Nous ne croyons pas nécessaire de revenir sur l'examen de toutes les fautes commises par les socialistes de la tendance qui nous est hostile (« l'union sacrée », le vote des crédits de guerre; la participation ministérielle), de même que sur leur abjuration partielle ou totale des idées de l'Internationale; nous ne ferons qu'indiquer qu'il appartient aux camarades du parti et à toute la classe ouvrière de tirer de ces fautes un enseignement; qu'il est nécessaire de réviser les articles du programme proposé par le parti, à l'heure où, par la faute de ces fractions socialistes qui se sont égarées si longtemps et si profondément, nous traversons une période critique.

Si les pronostics de l'Internationale sur les causes et les conséquences de la guerre mondiale ont été justifiées de la façon la plus indéniable, il faut bien dire que la crise économique et politique provoquée par la guerre de 1914-1919 a été plus profonde encore et la situation générale bien plus révolutionnaire que ne s'y attendaient les socialistes. En réalité personne ne pouvait prévoir, que la guerre durerait aussi longtemps, qu'elle entraînerait un gaspillage aussi effroyable de vies humaines et de richesses, un tel renchérissement du coût de la vie, une telle dévastation, une désorganisation si totale et si générale.

Les partis et les fractions qui ne se sont jamais laissés captiver par les utopies du « socialisme de la guerre », qui n'ont pas cessé d'envisager les faits du point de vue des méthodes critiques du socialisme scientifique, dont l'agitation révolutionnaire a constamment éclairé et expliqué ces faits aux couches profondes des masses populaires — ces partis, ces fractions furent et seront toujours les mieux préparés à combattre pour la grande cause de l'émancipation du prolétariat mondial. De plus, par leur situation morale, par leur état d'esprit ils sont, plus que quiconque, capables de grouper les éléments conscients de la classe ouvrière et d'utiliser les énergies révolutionnaires, qui s'accumulent insensiblement dans les différents pays.

En se terminant la guerre universelle a engendré quelques révolutions. La première de ces révolutions, celle de la Russie — à laquelle revient le grand honneur de la priorité — a pour le mouvement révolutionnaire du monde une signification correspondant à celle de la révolution française par rapport aux autres révolutions bourgeoises.

Le développement de la révolution russe a conduit à la conquête du pouvoir par le prolétariat et amène infailliblement en dépit des obstacles innombrables dressés par les capitalistes et leurs valets, à la réalisation intégrale du communisme. La révolution allemande fut bloquée dans son développement par la politique conciliatrice de ses adversaires. La Révolution en Autriche allemande s'est arrêtée à mi-chemin. La révolution hongroise est tombée sous les coups de l'impérialisme de l'Entente, victime de la trahison des social-réformistes, aveuglés par les illusions de la démocratie bourgeoise.

Les fractions socialistes sont sorties en totalité ou en partie de la voie tracée avant la guerre par l'Internationale, incapables de comprendre le sens et la signification des révolutions prolétariennes. Elles ont occupé vis-à-vis de celles-ci une position hostile ou oscillante et ce faisant elles ont causé un mal immense à leur développement et au mouvement révolutionnaire prolétarien en général. La déformation des idées du socialisme par quelques-unes de ces fractions, leur incapacité de s'élever à la hauteur de la situation et de faire face aux événements, voilà ce qui nous apparaît de la façon la plus manifeste dans les actions de la Deuxième Internationale. Il suffit d'envisager à la lumière des événements les plus importants de l'année passée les résolutions prises par les conférences de Berne et de Lucerne et par l'organe exécutif qu'elles avaient créé pour se persuader que la II-e Internationale ne fut jamais à la hauteur de la situation.

Au demeurant, les principes du communisme marxiste qui ont trouvé leur application à l'époque mouvementée de la révolution russe et des autres révolutions et qui forment la base de l'activité de la III-e Internationale, pénètrent toujours plus profondément dans la conscience sociale des masses prolétariennes. La dictature du prolétariat, qui jusqu'à la révolution de novembre était demeurée une formule abstraite, a été réalisée lors de la formation du pouvoir soviétique. Ce fait a obligé les partis socialistes et les masses ouvrières à procéder à un examen fondamental de la question de la dictature. Les moyens mis en œuvre par le prolétariat russe pour la réaliser sont de plus en plus appropriés par les masses révolutionnaires; et les leaders socialistes ont dû, sous la pression de ces masses, faire des concessions. Dès avant la guerre la trahison de quelques parlementaires du parti socialiste français avait provoqué une certaine défiance à l'égard du parti au sein d'une importante fraction du prolétariat révolutionnaire. Cette défiance éloignait de plus en plus les organes centraux du parti de la masse ouvrière, augmentant toujours plus leur dépendance des fractions parlementaires.

Les choses étaient allées si loin qu'on en était venu à déterminer la force du parti par le nombre de ses représentants au Parlement, dénaturant totalement le sens du programme socialiste qui soulignait la nécessité de la conquête du pouvoir.

La déviation prolongée et accentuée du parti vers le « socialisme de guerre » n'a fait qu'augmenter cette défiance des masses qu'on n'a pas réussi,

en dépit de tous les efforts de l'opposition internationaliste, à dissiper entièrement jusqu'à ce jour.

Cette attitude du parti à l'égard de l'enseignement révolutionnaire et des éléments révolutionnaires lui ôta la possibilité de remplir sa mission historique, qui consistait à éclairer les masses dans leur marche au socialisme, à être le cerveau et la conscience de la révolution prolétarienne. Le parti se cramponne encore aux formes inférieures de la lutte et c'est pourquoi il n'est en état ni de grouper toutes les forces révolutionnaires, ni d'utiliser les conditions propices pour le développement de la révolution. Cette discordance entre les revendications révolutionnaires des masses d'une part et la force morale et l'initiative créatrice du parti de l'autre menace de mettre le prolétariat français dans une situation tragique: le mouvement révolutionnaire qui a surgi du sein même des masses populaires peut rester stérile par suite de l'insuffisance de chefs éclairés.

Aussi le parti doit-il sortir de sa léthargie, s'élever au niveau des idées de la plupart des partis socialistes mondiaux, mettre son programme et sa tactique en concordance avec les exigences du présent, avec les aspirations révolutionnaires du prolétariat opprimé et avec les positions de combat occupées par la bourgeoisie.

Notre fraction n'a été nullement étonnée de la paix par laquelle le militarisme impérialiste a terminé la guerre mondiale. Elle n'a pas été étonnée de la lutte entreprise par les capitalistes contre les révolutions prolétariennes, ni même des mesures que la bourgeoisie démocratique prend ou se dispose à prendre, pour défendre son existence.

L'histoire des peuples, même écrite par les classes régnantes, l'histoire dont le sens fut généralement élucidé par Karl Marx, nous convainc que toute classe qui utilise des principes idéalistes philosophiques et politiques dans sa lutte pour le pouvoir, les oublie dès l'instant où elle entame la lutte pour la conservation de ses privilèges. Si la loi électorale existante et tous les moyens de corruption dont dispose la bourgeoisie pour gêner la conquête légale du pouvoir par les socialistes se montraient insuffisantes il ne peut y avoir l'ombre d'un doute que la bourgeoisie aurait vite fait d'élaborer une loi qui répondit mieux à la défense du capitalisme. Elle utiliserait dans ce but tous les moyens et en cas d'insuccès, elle recourrait sans hésiter à la force ou au coup d'état.

La scission du parti radical ne doit ni nous étonner ni nous inquiéter. Au moment de l'exacerbation de la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat, — lutte dans laquelle la première doit vaincre ou succomber — les partis intermédiaires ne représentent qu'une fraction infime et de plus nuisible du prolétariat socialiste conscient.

L'idée de la régénération du parti radical, sous la forme d'un nouveau parti soi-disant démocratique, et le projet de reconstruction du « bloc républicain » auraient pu être fatale pour le parti socialiste si celui-ci avait commis la grande faute de donner dans ces idées. Ça aurait été un nouvel écart de la bonne voie, écart qui eût mené à une nouvelle perte des forces organisées du prolétariat français.

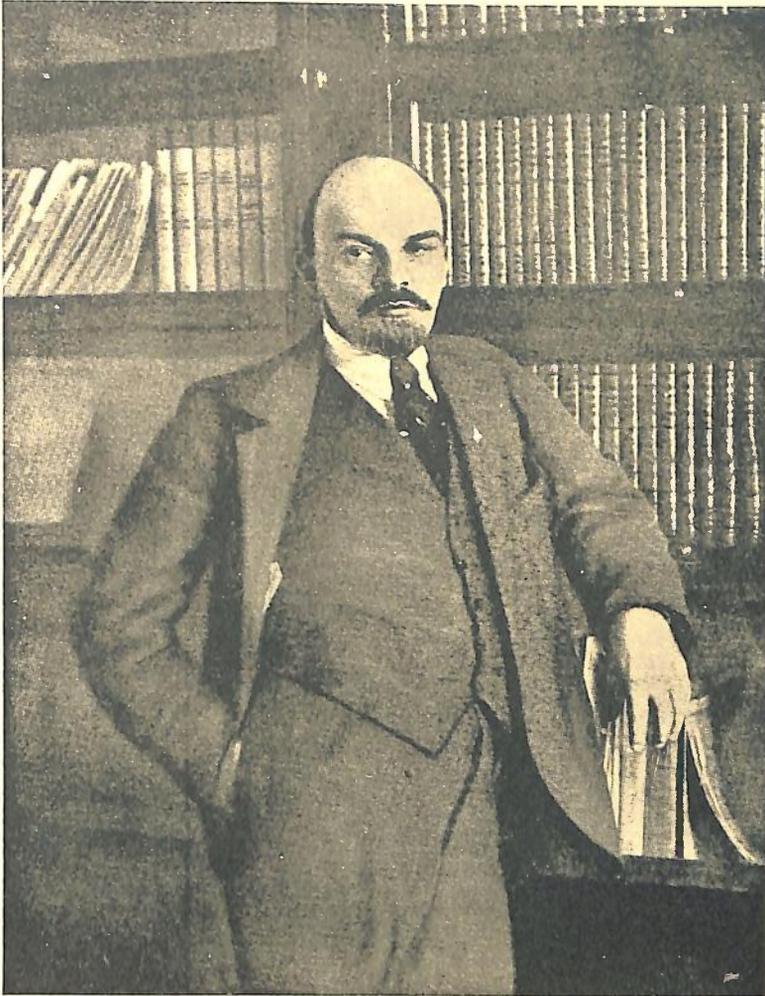
Les révolutionnaires, qui n'ont pas encore oublié la scission qui s'est produite dans le parti par suite de la politique de coalition républicaine, qui se souviennent des résultats insignifiants que donna le « bloc » et qui, récemment, étaient encore les témoins de la faillite des utopies wilsoniennes, sauront réagir sur les tentatives des partisans de la collaboration des classes et, de leur côté, revendiqueront une liberté d'action absolue pour les socialistes et les ouvriers. L'observation attentive de la vie nationale et internationale prouve incontestablement que la crise sociale devient de plus en plus aiguë et que la révolution s'avance. La composition actuelle de la Chambre des députés et les moyens mis en œuvre aux dernières élections pour arriver à la coalition, confirment que la bourgeoisie se rend compte comme nous de ce qui la menace et se prépare à la lutte de même que la classe ouvrière. Ainsi le parti socialiste doit être non avec les défenseurs des bases du régime actuel, mais avec ceux qui incarnent l'énergie révolutionnaire; avec ces éléments qui lui seront nécessaires le jour de l'action décisive.

Le parti socialiste ne pourra se lancer, dans cette action révolutionnaire qu'après avoir adhéré à la Troisième Internationale, c'est-à-dire après avoir reconnu l'idée dirigeante de la révolution prolétarienne, formulée dans les résolutions que nous vous prions de soumettre à l'examen de vos sections et fédérations en vue du prochain congrès du parti et de soutenir au congrès par vos suffrages.

Le Comité de la III-e Internationale.

Pour le Secrétaire *LORJOT*.

Note de la Rédaction. Nous nous excusons auprès de nos lecteurs de ne pouvoir garantir l'exactitude littérale du manifeste des Communistes français dont nous n'avons encore reçu qu'une traduction suédoise, d'après laquelle nous avons reconstitué le texte qu'on vient de lire. Que nos lecteurs veuillent bien se rappeler que le blocus de la Russie Communiste continue en fait, et qu'il faut pour le vaincre et pour intensifier la propagande internationale toute la bonne volonté, toute l'énergie, toute l'ingéniosité des militants.



N. Lenin (W. I. Uljanow)

Zum fünfzigsten Geburtstag (23. April 1870–23. April 1920)

UN MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE HONGROIS

Au prolétariat des villes et des campagnes.

Les martyrs, morts sur le gibet, parce qu'ils avaient voulu réaliser le communisme, par la dictature prolétarienne; les martyrs que la trahison des chefs social-démocrates a livrés aux bourreaux et jetés dans les oubliettes; les martyrs qui ont versé leur sang pour la dictature du prolétariat et de la pauvreté paysanne, pendant que, derrière eux, les chefs du parti social-démocrate libéraient leurs tortionnaires d'aujourd'hui et préparaient la contre-révolution avec le concours des impérialistes de l'Entente et celui de la bourgeoisie hongroise; les martyrs que les social-traitres de Budapest et les émigrés de Vienne, appelaient les «bandits rouges» et les «assassins rouges» dans l'espoir de se voir accorder par la bourgeoisie charitable les miettes du pouvoir; les martyrs que Wellner, Kunfi et Ronai ont abandonné à l'instar de Payer et de Behm — seront tous des témoins éternels de la honte dont se sont couverts les salimbanques et les Judas, qui après avoir trahi la cause de la dictature prolétarienne constituent maintenant, le «Comité Provisoire des émigrants social-démocrates hongrois».

Prenez garde, prolétaires hongrois, qui succombez affamés à bout de sang; accablés de privations! Cette enseigne abrite la bande de Behm, de Wellner, de Ronai, de Kunfi, et elle prépare une nouvelle duperie, une nouvelle trahison envers la classe ouvrière. Ces traîtres ont jeté la corde au cou du prolétariat; ils ne vous appellent de nouveau à la révolution, que pour vous vendre et vous trahir encore une fois.

Rappelez-vous, comment, pendant la guerre, ils faisaient échouer vos grèves révolutionnaires; comment à la veille même de la proclamation de la dictature ouvrière, ils lancèrent contre vous les meutes policières; rappelez-vous comme vous vous prépariez vous-mêmes à les chasser de vos rangs, convaincus qu'ils étaient réellement les ennemis de votre cause; mais vous n'eûtes pas le temps de les exclure; ils s'affiliaient au parti de la révolution, à seule fin de trahir les chefs du communisme. Les conditions du pacte que, tremblant pour eux-mêmes ils ont conclu plus tard avec la contre-révolution ne furent pas observées par les gardes-blancs et c'est pourquoi ils invoquent maintenant la révolution; ils ne veulent que pouvoir continuer leurs marchandages et leurs trahisons.

Étudiez à fond chacun de ceux qui sollicitent à obtenir votre confiance; lisez et retournez les marchandises que les camelots social-démocrates veulent vous imposer. La révolution n'est pas terminée, vous disent-ils; ils vous promettent de faire de la question hongroise une question européenne. C'est Sigismund Kunfi, qui vous le promet, ce même Kunfi qui n'a cessé de vous conseiller de mettre bas les armes, la révolution

étant impossible dans le pays d'Occident. C'est Guillaume Behm qui vous le promet, — le Behm qui vous promettait du lard et des étoffes au nom de l'Entente, si vous aviez consenti à vous rendre, abandonnant ainsi la cause de la dictature du prolétariat.

Ces messieurs qui dès la dictature du prolétariat, alors que les yeux des ouvriers de l'Europe entière étaient tournés vers le prolétariat hongrois, — se sauvèrent à Vienne pour y préparer sans encombre la contre-révolution, sont actuellement généreux — en promesses.

«Vive la république!» s'exclament-ils en offrant leur marchandise.

Mais demandez-leur: «Quelle république? la république des prolétaires, des ouvriers et des paysans pauvres?»

Où une république dans laquelle les fabriques, les mines de charbon et les terres appartiendront aux banquiers, aux propriétaires et aux actionnaires? Une république pareille, dans laquelle, par la grâce de la bourgeoisie, Payer et Mikitsch, comme Behm, Kunfi et Ronai recevront des portefeuilles ministériels?

Prolétaires hongrois, vous avez déjà eu une république. Dans cette république, la terre, les fabriques et les usines, les mines appartenaient aux travailleurs; on tenait pour principe fondamental, que celui qui ne travaille pas, ne mange pas. Mais qui donc s'opposait avec le plus d'acharnement à ce principe? N'était-ce pas les mêmes «chefs» social-démocrates, les mêmes défenseurs de la bourgeoisie?

Est-il possible que vous désiriez une république dans laquelle les armes seront rendues aux reîtres de la bourgeoisie?

Vous avez eu votre république où les armes étaient aux mains des prolétaires.

Cette république, la république des Soviets hongrois est tombée victime des Judas qui sous l'enseigne de la social-démocratie internationale essayent maintenant de troquer leur marchandise avariée.

Leur second article s'appelle: «L'Internationalisme».

Mais l'Internationalisme n'est pas un mot nouveau pour vous, prolétaires de Hongrie! Vous avez été à l'avant-garde des pionniers de la révolution internationale européenne prolétarienne! Vous êtes la fierté et l'ornement de la III^e Internationale Communiste! Et c'est pourquoi ces «social-démocrates internationaux» vous ont vendus à la contre-révolution internationale, et ont tâché d'ébranler votre foi en vous-mêmes pour vous faire pencher vers la reddition, vers une complète capitulation devant les bandits impérialistes internationaux et hongrois.

L'internationalisme de ces messieurs ne vaut pas un sou! Pas un parti ouvrier vraiment révo-

lutionnaire ne consentira à tendre la main à ces tristes assassins, à ces bourreaux de la révolution internationale prolétarienne. Les Scheidemann seuls et leurs pareils, les agents de la contre-révolution mondiale peuvent seuls s'unir à eux.

Mais ceux-ci consacrent toutes leurs forces à tuer de leurs propres mains, s'il est possible, la révolution qui grandit dans leurs propres pays. Les partis ouvriers du monde entier qui ne se sont pas déshonorés par leur trahison de la lutte de classe, ont déjà adhéré à la III-e Internationale, ou se préparent à y adhérer.

Le groupe hongrois de la III-e Internationale, le Parti Communiste Hongrois, vous invite à rompre toutes relations avec les traîtres, et de les chasser de votre milieu, comme le fait l'unique association internationale des travailleurs, la III-e Internationale.

Ne les croyez pas, quand ils invoquent nos martyrs après les avoir eux-mêmes livrés.

Luttez sans faiblesse pour le communisme, ne renoncez pas à votre mission historique! La terreur blanche la plus implacable ne doit pas diminuer votre foi en vous-mêmes; et vous ne pouvez

pas trahir, la révolution prolétarienne contre le pouvoir de la social-démocratie bourgeoise.

Chassez les traîtres, et aussi les hésitants.

Car le prolétariat ne peut s'emparer du pouvoir que par sa résolution révolutionnaire; elle seule lui permet de traiter selon leurs mérites les traîtres et les bourreaux.

Votre mot d'ordre ne peut pas être: Vive la république! A bas le roi!

Votre mot d'ordre est:

Vive la République des Soviets ouvrière et paysanne!

A bas le capitalisme!

Vive la dictature révolutionnaire du prolétariat!

Vive la révolution internationale prolétarienne!

Vive la III-e Internationale!

Salut communiste

Le Parti Communiste de Hongrie.

Budapest, janvier 1920.

PLATEFORME DU PARTI COMMUNISTE ESPAGNOL

Un Parti Communiste s'est fondé en Espagne, sur la plateforme suivante:

1. Adhésion immédiate à la III-e Internationale, centre unique du mouvement révolutionnaire dans le monde.

2. Rejet de toutes les tentatives de ressusciter la II-e Internationale, qui ne sont de nature qu'à tromper le prolétariat tout en pervertissant sa mentalité.

3. Déclaration de principes sur la guerre: toutes les guerres, tant «défensives» qu'«offensives» ne peuvent en aucun cas servir les intérêts du prolétariat. Le Parti Communiste Espagnol entreprendra dans les deux éventualités une campagne défaitiste.

4. Propagande et agitation en vue de la révolution sociale et non de réformes isolées. Tout opportunisme doit être considéré comme démoralisant et nuisible.

5. Admission de l'action parlementaire, mais

uniquement dans un but de propagande et d'agitation révolutionnaire. Les députés du Parti ne pourront en aucun cas collaborer avec le gouvernement bourgeois.

6. Le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (Parti du Socialiste Obrero Espagnol) n'est qu'un parti réformiste; nul ne peut appartenir en même temps au Parti Communiste et au P. S. E.

7. La Confédération Nationale du Travail et l'Union Générale des Travailleurs doivent s'unir au sein du Parti Communiste Espagnol. Des efforts seront faits en ce sens.

8. La dictature du prolétariat est l'unique transition possible vers le communisme; et le Parti reconnaît le gouvernement des Soviets russes comme un modèle de cette dictature.

Le Parti Communiste Espagnol a pour organe l'hebdomadaire *El Comunista* édité à Madrid. La Fédération des Jeunesses Socialistes édite *Renovación*.

LE 3-e CONGRÈS DES SYNDICATS RUSSES.

APPEL AUX OUVRIERS DE TOUS LES PAYS.

Camarades ouvriers!

Le télégraphe, le radio, la presse, ces armes terribles de la grande duperie capitaliste, vous ont entretenu bien de fois au cours de ces dernières semaines de la militarisation du travail en Russie Soviétiste. Les laquais de l'impérialisme s'efforcent de tirer de ce fait un double profit: colommer la Russie socialiste et justifier leurs propres violences contre les travailleurs.

Réunis aujourd'hui, plus de mille cinq cents délégués, représentant au 3-e Congrès pan-russe des syndicats plus de trois millions de travailleurs industriels organisés — nous considérons comme étant de notre devoir de vous mettre fraternellement en garde tant contre les louanges que contre les injures de l'opinion publique bourgeoise à l'adresse des méthodes soviétistes d'organisation du travail.

Notre vie économique est ruinée, épuisée, par la guerre impérialiste, par le blocus et par les attaques incessantes des bandes militaires de Lord Churchill et de Clémenceau. La plus grande tension de nos forces est maintenant nécessaire pour sortir le pays dans le plus bref délai de cette misère et de ce dénûment. Cette tâche exige de chaque travailleur russe l'effort le plus soutenu et l'abnégation la plus absolue. Pareils au soldat rouge conscient qui, au front, est à tout instant prêt à sacrifier sa vie pour la cause des travailleurs, tout ouvrier, toute honnête ouvrière doivent être désormais prêts à donner toutes leurs forces pour le salut économique de la République socialiste. Il n'y a pas et il ne peut y avoir d'autres tâches, d'autres pensées, d'autres soucis que l'intensification de la production en vue du bien-être

commun. Une forte discipline du travail, une unité inébranlable dans l'exécution du plan économique — voilà ce que nous appelons «militarisation du travail». Au-dessus de nous il n'y a ni des rois, avec leurs dignitaires, ni des députés bourgeois avec leurs ministres, ni des propriétaires et des capitalistes, avec leurs agents, ni des généraux bourgeois, ni des juges avec leurs bourreaux. Les méthodes de la militarisation du travail ne nous sont pas imposées d'en haut par les exploiters et par leurs gouvernements spoliateurs.

Travailleurs nous-mêmes, c'est de notre propre volonté, que nous assumons les rudes obligations requises par notre devoir devant la révolution et devant les générations futures. Les fruits de nos efforts ne se transformeront pas en profits pour les parasites, mais serviront à adoucir la vie des masses populaires accablées par le besoin. Travailleurs de Russie, nous sommes nous-mêmes législateurs; ayant décidé la militarisation du travail, nous la réaliserons nous-mêmes, par nos organisations prolétariennes.

Proletaires de tous les pays! Engagés dans cette formidable lutte et dans ce vaste labeur nous vous adressons notre salut fraternel. Nous attendons, avec certitude, l'heure — qui sonnera bientôt — où les travailleurs du monde capitaliste tout entier secoueront le joug de leurs exploiters, anéantiront tout le mal qui nous a été légué par des siècles de violences, d'infamies, de tortures et feront avec nous, de la terre le patrimoine ensoiteillé de l'humanité libre.

Vive l'Union Universelle du Travail!

Le 3-e Congrès pan-russe des syndicats.

MESSAGES DE SYMPATHIE

Au prolétariat Allemand.

Salut au prolétariat révolutionnaire d'Allemagne, à ses syndicats révolutionnaires, au Parti Communiste et à ceux du parti des indépendants qui luttent avec les communistes pour la dictature du prolétariat!

Frères de combat!

A vous qui lutez les armes à la main contre la dictature de la bourgeoisie et contre ceux, — la lie du socialisme, — qui ont fait cause commune avec elle et qui sont groupés autour des Leghien; à vous qui êtes les champions de la grande cause du communisme, 1.600 délégués du 3-e Congrès pan-russe des syndicats adressent au nom de quatre millions d'ouvriers organisés leur salut enthousiaste et fraternel. Venus de tous les coins de la Russie libérée de la contre-révolution, mem-

bres des syndicats de Grande Russie, de Sibérie, d'Ukraine, du Turkestan, du Caucase et d'autres contrées, ne formant qu'une même famille prolétarienne sur les champs de bataille de la lutte de classe, rapprochés par l'unité des conceptions et des sentiments dans le combat pour le communisme et la haine des exploiters, ces délégués, de même que les prolétaires qui les ont élus, suivent avec une joie profonde la lutte engagée par les ouvriers allemands pour le triomphe du socialisme.

Nous connaissons les difficultés, au milieu desquels se bat l'ouvrier allemand. A des millions de kilomètres nous ressentons les coups que vous porte la bourgeoisie allemande par les mains des renégats du socialisme. Mais nous avons la conviction que l'étendard de la révolte une fois levé ne sera plus abaissé par la classe ouvrière. L'histoire est pour nous. Des entrailles de la société

bourgeoise la révolution prolétarienne est née. Elle fera place nette de tous les obstacles dressés sur sa route. Dans votre lutte, soyez bien assurés que vous n'êtes pas seuls. Le prolétariat de Russie, de toute son âme, de tout cœur, est avec vous. Votre défaite, c'est la nôtre, votre victoire, c'est la nôtre. En avant, sous le drapeau du communisme, jusqu'au bout, jusqu'au triomphe!

Vive la révolution prolétarienne universelle!
Vive la dictature du prolétariat!
Vive la III-e Internationale!

A tous les champions du communisme.

Le 3-e Congrès pan-russe des syndicats, en se mettant à l'œuvre, adresse son premier salut à ceux qui luttent dans le monde entier pour l'idéal élevé du communisme. Le prolétariat russe, qui, le premier a levé l'étendard de la révolution socialiste suit avec un intérêt passionné le développement de la révolution sociale dans tous les pays. Partout où bat un loyal cœur prolétarien, où il y a une conscience révolutionnaire, où la pensée humaine cherche une issue de l'impasse dans laquelle les classes régnantes ont poussé le monde, un vengeur naît: le communisme. Il plonge dans l'effroi tout le vieux monde d'exploitation qui se meure. Que tous ceux qui ont levé l'étendard de la lutte pour le nouveau régime soviétiste, en quelque lieu qu'ils se trouvent, sachent bien qu'il est à l'Est une République des Soviets, où le prolétariat, sans doute accablé par ses luttes, mais le moral excellent, continue son offensive sur tout le front. Qu'ils sachent que les syndicats de Russie, qui forment la clef de voûte du gouvernement soviétiste prolétarien, en procédant à la rénovation économique du pays ruiné par les guerres, adresse aux prolétaires qui combattent pour notre idéal commun, leur fraternel salut.

Travailleurs de tous les pays, sachez que les 1.600 délégués du 3-e Congrès pan-russe des syndicats et les quatre millions de membres qu'ils représentent sont avec vous non seulement en paroles, mais aussi en fait, prêts à le prouver sitôt que les circonstances l'exigeront.

Vive la lutte non à vie, mais à mort avec le capitalisme!

Gloire aux champions, qui dans le monde entier vont au combat pour le communisme!

Vive la révolution universelle!

Vive la III-e Internationale Communiste!

A la III-e Internationale.

Le troisième congrès pan-russe des syndicats salue la III-e Internationale — centre du Communisme mondial.

Dès les premiers jours de la Révolution les syndicats russes ont marché sous le drapeau de l'Internationale d'action révolutionnaire et de lutte de classe impitoyable — sous le drapeau de la III-e Internationale Communiste. Approuvant chaudement l'idée de la création d'un «Fond de combat international», les 1.600 délégués du 3-e Congrès pan-russe promettent au nom des quatre millions de membres qu'ils représentent, que le prolétariat russe économiquement organisé marchera fermement et sans défaillances comme il l'a toujours fait sous le drapeau du communisme vers la victoire définitive sur l'impérialisme.

Vive la révolution prolétarienne universelle!

Vive la 3-e Internationale — centre du communisme mondial.

oo

Message de sympathie du Congrès international des ouvriers du transport.

Le Comité Exécutif de la III-e Internationale a reçu le télégramme suivant:

Le Congrès international des ouvriers du transport adresse au peuple russe un salut fraternel. L'Internationale des ouvriers du transport fera son devoir dans la lutte émancipatrice du prolétariat.

Le secrétaire du Congrès *FIMMEN*.

Christiania, le 20 mars 1920.

AUX OUVRIÈRES DE TOUS LES PAYS

(Manifeste du Parti Communiste Russe).

Le 8 mars, jour de la revue des forces du prolétariat féminin organisé, les ouvrières de tous les pays totalisent les résultats de leurs efforts d'une année.

Que vous a-t-elle donné, cette année écoulée, camarades ouvrières de l'Europe et de l'Amérique?

Les gouvernements des Etats de l'Entente, gouvernements qui se basent sur une division si

prononcée des classes sociales, vous leurrent avec les promesses d'une «paix victorieuse». Et pour atteindre à cette paix, vous aviez consenti à tous les sacrifices, vous aviez enduré patiemment toutes les calamités de la guerre. Voici que cette paix est un fait accompli.

Mais quelles en sont les conséquences pratiques, réelles? Une monstrueuse cherté de la vie, le chômage et ses pires conséquences, la désorga-

nisation complète de la vie économique. Dans le beau et riche pays de France, la plupart des produits alimentaires sont rationnés par le gouvernement, les combustibles manquent, quantité d'usines et de fabriques chôment, toutes choses deviennent de plus en plus chères, le peuple souffre, la spéculation croît de jour en jour. En Italie, crise alimentaire, misère croissante de la population... En Angleterre, les souverains du capitalisme font les plus grands efforts pour empêcher le cataclysme imminent de l'industrie, le mouvement ouvrier fermenté, une vague de grèves parcourt le pays, le chômage sévit, les prix des vivres montent rapidement, accroissant la misère. Même en Amérique, dans ce grenier à blé du monde, vous avez appris, prolétaires, ce que c'est que le manque de vivres: vous êtes accablées par les conséquences redoutables du chômage.

La situation dans les pays neutres est aussi loin d'être réconfortante: les Etats scandinaves, l'Espagne et la Suisse souffrent, dans une même mesure, de la cherté de la vie et du chômage. Et c'est au-dessus de toute cette misère que se trace la politique absurde des gouvernements bourgeois, que leur crainte de la «contagion bolchéviste» entraîne aux pires excès. Les prisons de l'Amérique, de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne sont bondées de victimes de la terreur blanche, et les meilleurs militants les plus dévoués et les plus fidèles serviteurs, de la cause ouvrière, sont livrés à l'inquisition bourgeoise.

Est-ce là ce que vos gouvernements vous avoient promis? Est-ce la victoire que vous avez achetée au prix du sang de vos enfants, de vos maris et de vos frères, camarades ouvrières de France, d'Angleterre, d'Italie, d'Amérique?

En Allemagne, en Autriche, en Bulgarie et en Turquie, les souffrances du prolétariat sont les mêmes que partout ailleurs. Mais la famine est plus vive encore dans ces pays et la désorganisation économique plus désespérée. La paix que le parti de Noske et de Scheidemann a voulu conclure, à tout prix n'a servi qu'à nos ennemis communs, aux capitalistes des pays alliés et des puissances centrales, en leur permettant d'étrangler la révolution dans l'Europe centrale, de noyer dans le sang la République des Soviets Hongrois et de réduire l'Autriche à une famine qui décime sa population.

A l'heure qu'il est vous devez comprendre l'erreur que vous avez commise.

Dans tous les pays la classe ouvrière étouffe sous les ruines du régime capitaliste. Votre misère est grande, camarades ouvrières, mais le salut est à votre portée. Il vous appartient d'entrer dans la voie qui vous conduira vers l'émancipation et vers la création d'une vie nouvelle — vers le socialisme.

Cette voie, le prolétariat russe l'a déjà conquise au prix d'une lutte pénible, au prix de grandes victoires.

Camarades ouvrières d'Europe et d'Amérique! Songez à la République des Soviets, la première au monde. Ses ennemis la calomniaient sans cesse devant vous. Ils vous ont dit que les bolchéviks

avaient démolé les églises et tué la religion. Nous nous bornons à empêcher la religion d'exploiter le peuple; nous avons réalisé la séparation de l'Eglise et de l'Etat. On vous dit que «les femmes sont en Russie nationalisées». Fable absurde, que la bourgeoisie a forgée de toutes pièces. Ce n'est pas chez nous que les femmes sont «nationalisées», mais dans les pays capitalistes où règnent la misère et l'orgie des riches. Nous avons légalisé le mariage civil et simplifié la procédure du divorce. Nous avons fait de la maternité une institution sacrée, et l'Etat accorde chez nous à toute mère une subvention proportionnée à ses besoins. Il n'y a plus chez nous d'enfants «illégitimes». Tous les enfants sont enfants de la République du travail. Nous les soignons, nous les choisons. Nous-mêmes, mères-ouvrières et mères-paysannes, nous organisons des maisons hospitalières pour les femmes en couche, des crèches et des communes d'enfants, nous veillons à l'instruction et à l'éducation sociale, de nos petits. Nos enfants sont nourris et vêtus aux frais de l'Etat des travailleurs. Vous n'êtes pas sans ignorer, aussi, que nous participons, nous, ouvrières et paysannes, au gouvernement. La femme est libre chez nous et jouit de tous les droits: elle est partout où l'on a besoin de son aide et de son travail: dans l'armée rouge, au ravitaillement, à l'assistance sociale, à l'instruction publique, au commissariat de la santé publique.

Et vous, camarades ouvrières, êtes-vous placées dans les mêmes conditions que nous? Vous souffrez du chômage. Nous l'ignorons, parce que nous n'avons plus chez nous *ni propriétés ni capitaux*, le travail commun les a remplacés pour le bien public. Quiconque ne travaille pas, ne mange pas, — telle est notre devise.

Vous êtes toujours courbées sous le joug du capitalisme-exploiteur, alors que nous sommes vraiment les maîtres de notre pays.

Il est vrai que nous aussi, nous souffrons cruellement de la faim, du froid et de la désorganisation du transport. Mais à qui la faute? Ce n'est certainement pas à la révolution ouvrière. *L'impérialisme qui s'attaque également à nous et à vous est le seul coupable. Notre malheur est le même — la désorganisation économique générale — et nous avons tous le même ennemi — le capitalisme international.*

Aussi, le but que nous poursuivons, vous et nous, est-il le même: abattre l'ennemi commun, briser le joug du capitalisme, en finir, une fois pour toutes, avec le spectre de la contre-révolution. En ce jour de fête de l'ouvrière, ce jour de fête de la solidarité internationale, nous vous invitons, camarades ouvrières, à joindre vos efforts aux nôtres pour l'accomplissement de cette tâche.

La dictature de la classe ouvrière, réalisée par l'organe du pouvoir Soviétique, — voilà notre salut.

Camarades ouvrières! Si vous voulez en finir avec la faim et le froid, si vous voulez jouir de mêmes droits que l'homme — venez prendre votre place sous le drapeau de la III^e Internationale et combattez pour le pouvoir des Soviets.

Si vous voulez atténuer les souffrances de vos secours russes et consolider la première république

du travail, lutez courageusement contre la politique de votre gouvernement, qui s'efforce à assassiner la Russie Soviétiste à coups de baïonnettes ou par le blocus; exigez la reprise des relations libres entre nous et vous!

La grande Révolution d'Octobre a inauguré une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité. Le communisme a cessé d'être un rêve; la république soviétiste du travail est un fait accompli.

Il ne tient qu'à vous, ouvrières des autres pays, que votre lutte énergique à côté des ouvrières russes soit couronnée du même succès.

L'heure de la liberté va sonner, — mais il faut que nous soyons solidaires.

En ce jour, de fête rouge, de fête de l'ouvrière, nous vous appelons:

Ouvrières, toutes sous le drapeau de la III^e Internationale! Contre la famine, la misère et la désorganisation économique!

Vive la III^e Internationale Communiste!

Vive le Pouvoir Soviétiste, émancipateur de la femme!

Vive la victoire du communisme universel!

Le Bureau de Propagande parmi les femmes du Comité central du Parti Communiste Russe.

AU DANEMARK

CRÉATION D'UN PARTI SOCIALISTE DE GAUCHE.

Le Parti Socialiste de gauche Danois fut créé le dimanche 9 novembre à Frédéricia, au cours d'une conférence à laquelle prirent part 55 représentants de 23 villes du pays.

Ce nouveau parti créé professe les mêmes opinions politiques que le Parti Ouvrier Norvégien et que le Parti Social-démocrate de gauche Suédois adhérent à la III^e Internationale. Ces deux partis scandinaves voyaient d'ailleurs ainsi que le Parti social-démocrate Indépendant Allemand leurs représentants officiels à la conférence.

Lorsque celle-ci eut rejeté l'idée d'organiser une opposition à l'intérieur du parti de la Démocratie Sociale, ces délégués étrangers promirent au nouveau parti l'appui de leurs organisations.

Le Comité Central du Parti Ouvrier Socialiste, qui siégeait à ce moment à Frédéricia, décida d'adresser un appel à ses membres en les invitant à entrer dans le Parti Socialiste de gauche.

Les Social-démocrates Indépendants réunis en congrès à Copenhague, décidèrent d'élire une commission dans le même but.

Le Président de l'Union de la Jeunesse, Ernst Kristiansen, — a été élu à l'unanimité Président du Comité Exécutif du nouveau Parti. G. Erwig est chargé de la rédaction de l'hebdomadaire que le parti se propose d'écrire. De plus, un Comité Provisoire du Parti est constitué. Le manifeste suivant a été voté à l'unanimité:

«La société capitaliste traverse une crise grave, telle qu'elle n'en a jamais vécue jusqu'à présent. L'antagonisme entre la classe supérieure et la classe inférieure atteint son point culminant.

Conséquence de la guerre mondiale suscitée par l'avidité insatiable du capitalisme, la révolution mondiale est survenue. Les masses ouvrières exploitées et opprimées se soulèvent dans tous les pays contre les oppresseurs et les exploités.

Pour vaincre la classe ouvrière doit tendre toutes ses forces. On ne pourra vaincre que si la classe ouvrière ne compte que sur ses propres forces révolutionnaires créatrices. L'émancipation des travail-

leurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. La doctrine de la lutte de classe, irréductiblement contraire à toute paix civile, à toute compromission avec les partis ou les groupes bourgeois, — peut seule guider le prolétariat victorieux vers le but final.

Depuis le début de la guerre mondiale (1^{er} août 1914), les partis de la démocratie sociale ont dans nombre de pays, abandonné la lutte de classe et conclu une paix civile avec les classes dirigeantes, avec les oppresseurs de la classe ouvrière.

Le parti Social-démocrate Danois occupa une position semblable. Il fut pendant la guerre, un parti de paix civile en accord avec les partis conservateurs; il évolua de plus en plus dans la direction des «radicaux» de gauche, dirigés par un groupe de politiciens capitalistes de la plus belle eau. La social-démocratie contribua pendant la guerre à voter un budget d'un demi-milliard de couronnes pour les besoins du militarisme, quoique son programme exigeât le désarmement; elle contribua à l'introduction de nouveaux impôts indirects qui pèsent de tout leur poids sur les classes non-possédantes; elle se déroba traîtreusement à la lutte contre le gouvernement, quand ce dernier, ayant conclu un arrangement avec les conservateurs et les libéraux, donna à quelques familles nobles, la plupart des terres appartenant au peuple danois. Elle renia petit à petit, ses idées républicaines et affecta envers le pouvoir royal un loyalisme croissant; sa politique prit un caractère franchement bourgeois, grâce à la paix sociale et à la participation ministérielle qui donna un otage à la bourgeoisie. Le but de cette politique fut avant tout de maintenir la tranquillité au sein de la masse ouvrière, par de petites concessions légales qui ne pouvaient pourtant satisfaire personne et par d'anodines mesures contre la cherté des vivres.

Quant à sa situation internationale — le parti s'était rangé dès le début de la guerre — du côté

des „socialistes de l'Empire" et des social-patriotes. Il persifla Karl Liebknecht et ses amis. Il critiqua sévèrement l'action révolutionnaire des Zimmerwaldiens. Au lieu de soutenir les groupes ouvriers révolutionnaires de divers pays, il contrecarra leur action de toute manière et applaudit à leurs défaites. Nul parti ne manifesta plus de haine envers les héros ouvriers russes; la social-démocratie danoise les calomnia, les salit, prôta la main aux tentatives d'assassinat machinées contre eux, et entretenait des relations fraternelles avec les assassins de Karl Liebknecht, avec le bourreau Noske et ses spadassins bourgeois.

Pendant toute la durée de la guerre mondiale, les représentants et les leaders du parti ne cessèrent de répéter que la guerre finie, la politique du parti changerait et serait orientée dans un sens plus radical.

La guerre est finie et les antagonismes de classes, approfondis exigent impérieusement que la lutte de classe soit menée avec la plus grande énergie.

Le récent congrès de la social-démocratie, qui devait réaliser toutes les promesses faites par les leaders du parti pendant la guerre, qui devait convertir en réalités leurs paroles sonores et creuses, ne fut qu'une lamentable duperie de la classe ouvrière.

Il est désormais certain que les social-démocrates poursuivront à l'avenir la même évolution petite-bourgeoise. La participation ministérielle restera comme par le passé la pierre angulaire de leur politique. Comme pendant la guerre, ils voteront les crédits militaires de l'état capitaliste. Le congrès a trompé sous tous les rapports les espérances de ceux qui ajoutaient foi aux promesses d'un futur changement de la politique du parti; les projets de lois sur la socialisation sont surtout significatifs sous ce rapport—ils ne s'inspirent en rien du socialisme et le mot „socialisation" paraît n'être ici qu'une insolente raillerie envers la classe ouvrière.

Combattre sans merci les chefs de parti qui lui imposèrent cette parcelle politique, est le devoir de tout socialiste. Mais ce combat on ne peut le soutenir dans le parti; le récent congrès ne fut qu'un instrument docile dans les mains du petit groupe des leaders; il a conservé intégralement le système compliqué et injuste des élections dans les institutions du parti et il a aboli dans le parti la liberté de parole; une résolution impérative ayant fermé la bouche à la jeunesse radicale du parti.

On ne peut militer avec succès pour le socialisme qu'en dehors de ce parti. C'est pourquoi, nous avons résolu de fonder le Parti Socialiste de Gauche Danois.

Nous nous efforcerons d'y grouper tous les socialistes danois de gauche, sans leur demander s'ils ont ou non appartenu à la social-démocratie, afin que le Parti Socialiste de Gauche Danois réunisse dans ses organisations tous les travailleurs révolutionnaires socialistes du Danemark.

Le parti Socialiste de Gauche Danois luttera contre le capitalisme et contre le militarisme. Il se refuse à tout compromis avec les partis bourgeois. Il refusera le vote des crédits militaires. Il luttera énergiquement pour la socialisation des richesses, par le régime Soviétiste. Utilisant le parlementarisme aux fins de l'agitation et de la propagande, il portera son attention sur l'action des masses. Le Parti Socialiste de Gauche Danois comme le Parti Ouvrier Norvégien et le Parti Social-démocrate Suédois, accepte dans son entier la plateforme de la III-e Internationale.

Sur ces bases il se met à l'œuvre et convie tous les travailleurs à appuyer son action.

Vive la lutte contre la réaction et contre le réformisme!

Vive la lutte pour l'émancipation économique et pour la libération intellectuelle du prolétariat!
Vive la lutte pour le socialisme!

RÉSOLUTIONS DU IX CONGRES DU PARTI COMMUNISTE RUSSE

(Congrès tenu à Moscou du 29 mars au 4 avril 1920).

Résolution sur le rapport du Comité Central.

Après avoir entendu le compte rendu du Comité Central, le IX Congrès du Parti Communiste Russe (bolchévick) reconnait que le Comité Central a dû travailler dans des conditions extrêmement dures: guerre civile acharnée, édification intensive des Soviets, accroissement considérable du parti. Malgré toutes les difficultés auxquelles se heurta l'action du Comité Central, le Congrès estime que ce Comité renétra exactement l'opinion du Parti et, somme toute, accomplit l'œuvre d'organisation avec régularité et fermeté. Le Congrès approuve l'activité du Comité Central, et passe à l'ordre du jour.

Résolutions sur les tâches immédiates de construction économique.

I. De la recrudescence d'énergie ouvrière.

Tout en constatant avec satisfaction les symptômes incontestables d'une recrudescence d'énergie ouvrière au sein des couches avancées des travailleurs, le Congrès considère de son devoir de prévenir toutes les institutions locales et centrales de la Russie Soviétiste contre une tendance à surévaluer les résultats acquis.

En réalité cette recrudescence d'énergie ouvrière ne pourra donner de sérieux résultats que si, premièrement, par les efforts d'agitation et d'organisation ultérieure de notre

part, et des syndicats nous pouvons l'étendre des couches avancées de travailleurs à l'innombrable masse laborieuse des villes et des campagnes; deuxièmement, à condition que les organes économiques centraux et locaux, prennent les mesures nécessaires pour évaluer au point de vue quantité et qualité toutes ces manifestations de recrudescence d'énergie ouvrière, pour utiliser régulièrement et sans retard la force ouvrière affluente, pour lutter contre l'incohésion des efforts, contre les petits métiers, sans toutefois les ruiner, mais en les régularisant et en les incorporant dans les cadres du plan général de l'économie nationale.

II. De l'Unité du plan économique.

La condition fondamentale du relèvement économique du pays est une ferme réalisation d'un plan économique unique, calculé pour l'époque historique la plus rapprochée. Ce plan en correspondance avec la profonde désorganisation, avec l'appauvrissement du pays, — se divise tout naturellement en une suite logique de problèmes principaux conditionnés les uns par les autres:

a) en première ligne: amélioration des transports; transport et constitution des réserves indispensables de blé, de combustible et de matières premières.

b) construction des machines nécessaires à la réalisation du problème ci-dessus.

c) intensification énergétique de la construction des machines pour la fabrication des objets de première nécessité.

d) fabrication intensive de ces objets.

Pour la réalisation de ce plan on recourra aux méthodes les plus perfectionnées de la technique. On envisagera tout d'abord la possibilité d'une large utilisation de l'énergie électrique. Cette utilisation se fera en correspondance avec les étapes principales de la réalisation du plan économique et dans l'ordre suivant:

1. Elaboration d'un plan d'électrification, de toute l'industrie nationale et réalisation d'un programme minimum d'électrification, à savoir: création de points centraux distributeurs d'énergie électrique et utilisation à ces fins des stations électriques existantes ainsi que, dans la plus bref délai, des stations centrales de régions en construction.

2. Construction dans la plus bref délai de stations électriques centrales de régions et de lignes conductrices d'énergie électrique et accroissement correspondant des centres de fabrication d'outillage électrotechnique.

3. Construction en second lieu de stations régionales, développement intérieur des réseaux électriques et électrification régulière des branches industrielles les plus importantes.

4. Electrification de l'industrie, des transports et de l'agriculture.

Les centres économiques de la République Soviétique doivent mettre à la base de leurs plans et de leurs projets immédiats, ce plan économique fondamental, calculé pour l'époque la plus rapprochée. Dans ce but, ils doivent mobiliser leurs forces et leurs moyens principaux, pour résoudre prioritairement les problèmes fondamentaux qui se posent dans chaque branche économique.

Le commerce extérieur en tant qu'il paraît devenir possible pour la République des Soviets, doit également être entièrement soumis aux exigences du plan économique fondamental.

Les moyens auxiliaires nécessaires pour la réalisation des tâches fondamentales de chaque branche d'industrie, doivent être accrus dans la mesure du besoin réel. Les industries non absolument indispensables pour le problème fondamental de la campagne économique, peuvent être maintenues, en tant que leur fonctionnement n'empêche pas la solution de ce problème. Dans ces conditions, les tâches économiques courantes des centres soviétiques économiques, ne doivent pas représenter une simple somme de nécessités et de besoins prévus, mais doivent découler avec un inéluctable enchaînement de tout le plan économique.

La réalisation du plan esquissé est possible, non par la voie d'un effort héroïque isolé de courte haleine des éléments avancés de la classe ouvrière, mais au moyen d'une action systématique, régulière, qui englobera en quantité de plus en plus grande les masses laborieuses. Le succès d'une pareille mobilisation de jour en jour plus vaste et de l'éducation du travail, ne peut être assuré que par l'explication persévérante aux grandes masses des villes et des campagnes, du sens intérieur du plan économique, et de sa logique intérieure, qui ne pourra donner à tous des résultats palpables qu'au bout d'une longue période exigeant la plus grande tension de forces et les plus grands sacrifices.

III. De la mobilisation des ouvriers qualifiés.

Approuvant les thèses du Comité Central du Parti Communiste Russe sur la mobilisation du prolétariat industriel, sur le travail obligatoire, sur la militarisation de l'économie et sur l'emploi des unités militaires pour les besoins économiques,

Le congrès décide:

Les organisations du parti doivent aider par tous les moyens les syndicats et les sections du travail, à recueillir tous les ouvriers qualifiés afin de les incorporer dans l'industrie et ce, avec le rigoureux esprit de suite dont on a fait preuve commandement nécessaire à l'armée.

Chaque ouvrier qualifié doit revenir au travail qui est sa spécialité. Aucune dérogation à cette règle ne peut être tolérée. Tout ouvrier occupé à un poste qui ne répond pas à sa spécialité, ne peut y être maintenu qu'avec l'autorisation des organes centraux ou locaux nantis de pleins pouvoirs.

IV. De la mobilisation en masse pour le travail obligatoire.

Il est indispensable d'organiser régulièrement, dès le début, des mobilisations en masse pour le travail obligatoire, c'est-à-dire qu'il faut établir chaque fois une correspondance aussi exacte que possible entre le nombre des mobilisés, le lieu de leur concentration, les proportions de leur tâche et la quantité d'outils nécessaires. Il est également important de doter les équipes de travailleurs mobilisés d'un corps d'instructeurs, bien formés tant au point de vue technique que politique. Chaque équipe comportera une petite section communiste de travail organisée à l'avance et composée de communistes mobilisés par le parti. Somme toute, il faut adopter la méthode qui a présidé à l'organisation de l'armée rouge.

V. De l'émulation dans le travail.

Tous les régimes sociaux — ceux de l'esclavage et du servage, de même que le régime capitaliste, ont eu leurs méthodes et leurs modes de travail obligatoire et d'éducation de travail, dans les intérêts de la classe exploitric.

Devant le régime Soviétique se pose dans toute son ampleur, le problème du développement de son propre système d'action en vue d'intensifier le travail, de le rendre conforme au but à atteindre et de l'organiser sur la base de l'économie nationalisée, dans les intérêts du peuple tout entier.

Parallèlement à l'action d'agitation politique parmi les masses laborieuses et aux sanctions prises à l'égard des paresseux fiéffés, des parasites, des désorganiseurs, il faut encore recourir à l'émulation qui est une force puissante capable d'augmenter la productivité.

Dans la société capitaliste, l'émulation revêtait un caractère de concurrence et menait à l'exploitation de l'homme par l'homme. Dans une société qui a nationalisé les moyens de production, l'émulation dans le travail n'entraîne pas la solidarité, mais, au contraire, elle ne fait qu'augmenter la somme totale des produits du travail.

L'émulation entre les usines, les régions industrielles, les corporations, les ateliers et entre les ouvriers isolés, doit

être organisé soigneusement et étudié attentivement par les syndicats et par les organes de l'économie nationale.

Pour stimuler l'émulation, le système des primes sera d'un puissant effet. De plus, aussi longtemps que la république soviétique ne dispose pas de produits alimentaires en quantité suffisante un ouvrier consciencieux devra en recevoir plus qu'un ouvrier paresseux. Et notre système d'approvisionnement doit prendre des mesures en conséquence.

VI. De la centralisation des trusts à la centralisation socialiste.

La forme actuelle de l'organisation de l'industrie est une forme transitoire. L'Etat ouvrier a nationalisé les trusts capitalistes, en les comptant par des entreprises isolées des branches d'industrie similaires. Puis il a réuni toutes ces entreprises industrielles isolées sous le régime capitaliste, et les a organisées sur le modèle de ces trusts. Il en est résulté une transformation de l'industrie en puissantes associations indépendantes, économiquement séparées les unes des autres, mais reliées entre elles par le Conseil Supérieur de l'Economie Nationale.

Sous le régime capitaliste, chaque entreprise organisée en trust, pouvait se procurer matériaux, main-d'œuvre, etc., au marché le plus proche. Ces mêmes entreprises doivent dans les conditions actuelles recevoir tout ce dont elles ont besoin, sur présentation des ordres émanant des organes centraux de l'économie unifiée.

L'édification socialiste s'accomplit dans un pays immense, et se heurte à des facteurs principaux de production extrêmement incertains et instables, à un transport désorganisé, à des liens économiques fort peu développés, à des modes et à des résultats de récolement économique très inexacts. Dans ces conditions, les méthodes de centralisation, résultant de la première époque de l'expropriation de l'industrie bourgeoise, ont isolé inévitablement les unes des autres, les entreprises locales (de villes, de provinces, de régions). Ces méthodes ont engendré une bureaucratiation considérable du travail des organes gouvernementaux, qui porte un préjudice irréparable à notre économie nationale.

Pour résoudre le problème de l'organisation il faut, tout en conservant et en développant une centralisation verticale par rapport aux organes centraux la combiner avec une subordination horizontale par rapport aux régions économiques qui constituent des bases de ravitaillement en matières premières, en moyens de transport, en main-d'œuvre, etc., pour les entreprises des différentes branches d'industrie.

VII. Organes économiques régionaux.

Le Congrès estime qu'il est indispensable, au cours de la période prochaine, de créer pour les vastes régions éloignées du centre, et caractérisées par des conditions économiques spéciales, des organes économiques régionaux, solidement organisés et compétents, dans lesquels entreront des représentants des centres économiques gouvernementaux correspondants.

Ces bureaux régionaux composés d'ouvriers expérimentés et ayant pleine conscience des intérêts généraux du pays doivent être nantis de larges et pleins pouvoirs pour assumer la direction immédiate de toute la vie économique locale. Ils doivent subordonner à leur compétence les conseils d'économie de province et les administrations régionales et effectuer, en se basant sur le plan confirmé par le centre, toutes les modifications nécessaires, le transfert des matières premières ou de la main d'œuvre d'un point à un autre, en un mot faire tout ce que les circonstances exigeront.

Les bureaux régionaux auxquels incombe la solution de ces tâches doivent compter dans leur sein des délégués des organisations centrales économiques.

Du fait que les bureaux régionaux agissent en vertu de mandats qui leur sont délivrés par les organes centraux du pouvoir soviétique, dès lors, leurs rapports, réciproques avec les comités exécutifs de province doivent être réglés par les décisions du 7^e congrès des Soviets. La fixation des

limites des régions où la création d'agences régionales est nécessaire, doit être faite en tenant compte des considérations d'ordre économique. L'agence régionale comprendra un représentant de l'armée du travail pour régler tout ce qui concerne l'utilisation des forces dont il dispose.

Du fait qu'actuellement les Conseils des armées du travail remplissent dans une certaine mesure, dans bon nombre de régions, les fonctions d'organes régionaux, ces conseils doivent continuer de s'adapter à ces fonctions, en apportant toutes les transformations nécessaires à leur organisme, de sorte qu'il soit inutile de créer, parallèlement à eux, d'autres institutions analogues.

VIII. Elaboration des formes de la centralisation socialiste.

Des commissions spéciales doivent être attachées au Conseil Supérieur de l'Economie Nationale et à ses organes locaux. Ces commissions devront avoir pour tâche d'étudier les moyens d'établir des rapports réguliers entre les divers organes économiques centraux et locaux, puis de rechercher les procédés les plus simples pour ravitailler les entreprises locales en matières premières, pour leur fournir la main-d'œuvre supplémentaire, etc. Ces opérations devront s'effectuer sans qu'on soit obligé d'en référer chaque fois au centre, mais à condition toutefois de ne pas déroger aux plans économiques généraux.

L'économie soviétique pourra passer des formes actuelles de la centralisation, qui a encore beaucoup de traits communs avec les trusts capitalistes, à une vraie centralisation socialiste, embrassant à l'aide d'un plan unique toute l'économie, dans toutes ses ramifications et dans tout le pays. Cette transformation de la structure économique ne pourra s'effectuer qu'à la seule condition d'apporter constamment les modifications nécessaires, d'augmenter et de développer les rapports avec les différentes entreprises locales, d'employer les moyens les plus rapides pour le transport des matières premières et des produits fabriqués, de rechercher les meilleurs procédés d'utilisation des forces dont dispose la dite région et de les répartir pour le mieux dans toutes les entreprises de la ville, de la province et de la région.

IX. Organisation de la direction de l'industrie.

En ce qui concerne l'organisation de la direction de l'industrie, il est essentiel de créer une direction compétente et énergique, aussi bien pour une entreprise industrielle isolée que pour toute une branche d'industrie.

En vue d'une organisation plus simple et plus régulière de la direction de l'industrie, ainsi qu'en vue d'une économie de forces organisatrices le Congrès estime nécessaire de ramener la direction de l'industrie à la direction unipersonnelle. En conséquence, il faut établir une direction unipersonnelle pleine et entière dans les ateliers et dans les corporations, l'introduire dans les directions d'usine et réduire les collèges qui entrent dans l'appareil administratif de la production.

La question de faire participer de plus en plus les grandes masses laborieuses à la direction de l'industrie est d'une importance capitale. On la résoudra en recourant à toute une série de mesures, dont les plus importantes ont été précédemment énumérées sans qu'il en résulte toutefois de préjudice pour la stabilité, la compétence et la simplicité de l'appareil de direction.

Considérant, qu'un type défini de direction des entreprises soviétiques, des groupements d'entreprises et des branches d'entreprises n'est pas encore définitivement élaboré, que la formation des cadres nécessaires d'administrateurs, de directeurs, etc., se trouve encore dans sa première phase, le Congrès admet la possibilité, pendant la période qui s'écoulera jusqu'à la réalisation intégrale de la direction unipersonnelle de recourir à différentes combinaisons pour assurer la direction de l'industrie, à savoir:

a) L'n directeur-administrateur, pris parmi les ouvriers-spécialistes qui aura fait preuve de volonté ferme, de sang-

froid et, tout particulièrement de talent pour intéresser au travail les spécialistes, les techniciens, les ingénieurs; À titre de conseiller technique;

b) un ingénieur-spécialiste, qui sera en fait le directeur de l'entreprise, auquel on adjoindra un commissaire ouvrier spécialiste muni de pleins pouvoirs et ayant pour mission de surveiller attentivement tout le fonctionnement de l'entreprise;

c) un directeur spécialiste assisté d'un ou deux ouvriers qualifiés: ceux-ci auront le droit et seront tenus de s'intéresser de la façon la plus complète à la direction de l'usine, sans être autorisés toutefois à opposer leur veto aux ordres du directeur;

d) les collègues peu nombreux et étroitement unis dont les membres se complètent les uns les autres et qui en pratique ont fait preuve d'aptitude seront maintenus. Toutefois, tout en lui accordant de plus larges pouvoirs, on rendra le président du collège personnellement responsable des actions du collège tout entier. Les collègues dans les organes moyens et supérieurs de la direction de l'économie, dans les conseils économiques de province, dans les administrations régionales, dans les comités centraux, dans les sections, devront avoir un effectif réduit au minimum. Au président incombera la responsabilité de tout le travail de la direction.

Dans tous les cas, la mise en pratique, du haut en bas de l'échelle, du principe maintes fois proclamé de la responsabilité d'une personne donnée pour un travail défini qu'elle aura exécuté, est une condition indispensable de l'amélioration de l'organisation économique et de l'accroissement de la production.

Les collègues qui ont leur raison d'être dans le domaine de la discussion ou des décisions doivent nécessairement céder la place à la direction unipersonnelle dans le domaine de l'exécution. La façon dont on aura strictement réparti les attributions, les fonctions, la responsabilité, donnera la mesure du degré de perfection atteint par chaque organisation.

Remarque. Un organe spécial, près le Conseil Supérieur de l'Économie Nationale, doit scrupuleusement vérifier le travail des directions. Ce contrôle a pour but d'épurer constamment le personnel de celles-ci et de mettre en pratique les meilleurs procédés pour combiner la collaboration des ouvriers et des spécialistes dans la direction de l'industrie.

L'organisation des institutions dirigeant l'industrie, tant collègues que directions unipersonnelles doit se faire après entente préalable entre les organes du Conseil Supérieur de l'Économie Nationale et les organes correspondants du Conseil supérieur Panrusse des Syndicats.

Les spécialistes remplissant les fonctions de directeurs d'entreprises ou ayant des missions analogues, sont nommés de la même façon.

X. Mêmes des masses à la direction de l'industrie.

Le Congrès considère comme indispensable de prendre des mesures efficaces pour donner aux grandes masses ouvrières un enseignement solide sur l'organisation industrielle et pour rechercher parmi la classe ouvrière les éléments capables d'accomplir une action organisatrice dans la production.

Dans ce but:

a) Par l'intermédiaire des syndicats et du Conseil supérieur de l'Économie nationale on s'efforcera de mettre la propagande concernant l'effort de production à la hauteur voulue sans se borner aux appels généraux, en faveur de l'accroissement de la productivité, mais en concrétisant et en spécialisant la question selon les branches d'industrie et selon les entreprises isolées. On devra se donner pour tâche, d'initier tout ouvrier de chaque usine au rôle que joue l'usine où il travaille, dans le système général de l'économie socialiste.

On devra faire en sorte que périodiquement (tous les mois par exemple) les ouvriers de chaque fabrique ou usine se réunissent en assemblée générale pour entendre le rap-

port de la direction sur le travail accompli au cours du mois écoulé et sur le plan d'action du mois suivant.

b) Organiser dans les grandes entreprises isolées, ou dans les groupes d'entreprises identiques, des cours d'administration industrielle, dans lesquels les ouvriers les mieux doués pourront faire des études pratiques d'administration, sans autant que possible, abandonner leur travail.

c) Nommer les ouvriers qui auront reçu cet enseignement, à des postes d'adjoints aux chefs de corporations isolées ou aux directeurs d'usines.

d) Nommer les ouvriers ayant fait un stage préparatoire, à des postes administratifs indépendants, d'abord dans des entreprises de moindre importance puis dans de plus vastes.

XI. Du travail des spécialistes dans l'industrie.

Considérant que sans une organisation scientifique de la production, l'application la plus large du travail obligatoire et l'héroïsme le plus grand de la classe ouvrière, il sera non seulement impossible d'assurer l'organisation d'une puissante économie socialiste, mais que le pays n'aura pas même la possibilité de s'arracher des griffes de la misère, le Congrès reconnaît comme nettement indispensable de recenser tous les spécialistes capables de travailler dans les différentes industries et de les utiliser le plus largement pour l'organisation de la production.

En la nécessité d'exercer un contrôle sévère sur les éléments contre-révolutionnaires qui cherchent à profiter de leur situation pour entraver la réalisation du système économique soviétique, toutes les mesures prises à cet effet restent au vigueur.

Mais, en même temps, le Congrès rappelle, de la façon la plus catégorique, à tous les membres du parti, la tâche qui leur incombe d'entraîner les ingénieurs spécialistes à une collaboration sincère dans les intérêts de la production de la république soviétique. S'en tenant strictement à l'esprit et à la lettre de notre programme, le Congrès engage tous les membres du parti à s'efforcer de créer une atmosphère de camaraderie dans la collaboration des ouvriers et des ingénieurs-spécialistes dont le régime prolétarien a hérité du régime bourgeois.

Le Congrès estime que la propagande politique générale et celle qui concerne la production ont notamment pour tâche, de faire comprendre aux couches profondes du prolétariat le caractère grandiose des problèmes qui se posent devant le pays, l'importance des connaissances techniques, de même que l'importance de l'expérience administrative et scientifique. Le Congrès engage tous les membres du parti à lutter implacablement contre cette fautive opinion que se font les ignorants, à savoir: que la classe ouvrière est capable de résoudre ses problèmes, sans avoir recours pour les postes les plus élevés, aux spécialistes de l'école bourgeoise. Les éléments démagogiques, qui exploitent les préjugés de ce genre des ouvriers rétrogrades, ne doivent pas être tolérés dans les rangs du parti du socialisme scientifique.

Le recensement individuel de la productivité du travail et le système des primes individuelles doivent être appliqués dans des formes adéquates au personnel administratif technique. Les meilleurs administrateurs et les meilleurs ingénieurs et techniciens doivent jouir d'une situation favorisée leur permettant de développer pleinement leurs capacités dans l'intérêt de l'économie socialiste.

Les spécialistes en particulier, sous la direction desquels les ouvriers font avec le plus grand succès le stage nécessaire pour occuper ensuite des postes administratifs indépendants, doivent recevoir des primes élevées. Il faut définitivement se libérer du préjugé qui fait que beaucoup d'ouvriers s'opposent à l'admission dans les syndicats des ingénieurs-spécialistes. Les syndicats qui admettent un nombre de leurs membres, des ingénieurs, des médecins, des agronomes, etc., aideront ces éléments à prouvé une part active à l'organisation économique soviétique sur la base d'une collaboration amicale avec le prolétariat organisé. De la sorte, les syndicats acquerront des collaborateurs précieux, aux connaissances multiples.

XII. Section politique Centrale des chemins de fer.

Le transport reste le point principal vers lequel convergent l'attention et les efforts de notre parti et du pouvoir Soviétique. L'amélioration du transport est une condition *sine qua non* des plus modestes succès dans tous les autres domaines de l'économie et tout d'abord dans le ravitaillement. La faiblesse du syndicat des cheminots est la cause principale qui rend difficile l'amélioration du transport. Cette faiblesse est due, d'une part, au personnel disparate des chemins de fer qui compte encore beaucoup d'éléments de l'époque du ministre Roukloff et d'autre part, de l'envoi au front des éléments les plus conscients et les plus dévoués du prolétariat de la voie ferrée. Considérant qu'une des tâches principales de notre parti est de donner l'appui le plus énergique au syndicat des cheminots dont la participation est indispensable au relèvement de notre transport, le Congrès n'en estime pas moins, qu'il est absolument indispensable de recourir à des mesures exclusives et exceptionnelles (état de guerre, etc.), qui sont nécessitées par une désorganisation effroyable du transport et qui n'ont en vue que de prévenir sa paralysie complète et la chute de la République des Soviets qui pourrait en résulter.

Le Congrès voit en la Section Politique Centrale des chemins de fer, un organe temporaire du Parti Communiste et du pouvoir des Soviets qu'il convient de renforcer. Cet organe poursuit simultanément deux tâches liées indissolublement entre elles, à savoir: 1) amélioration rapide du transport par l'action organisée de communistes éprouvés, des meilleurs représentants de la classe ouvrière et, en même temps, renforcement de l'organisation professionnelle des cheminots en y faisant entrer les meilleurs collaborateurs que la Section Politique dirige dans les chemins de fer; 2) aider le syndicat des cheminots à établir une discipline de fer dans ses organisations ce qui lui permettra de devenir un facteur de premier ordre dans le relèvement ultérieur du transport. Dès que cet objectif aura été atteint, la Section politique centrale des chemins de fer et ses organes provinciaux, devront dans le plus bref délai être incorporés, d'un côté dans l'organisation professionnelle du prolétariat de la voie ferrée et de l'autre côté dans les institutions normales du Commissariat des voies de Communication.

XIII. Les problèmes du ravitaillement.

La politique de ravitaillement pose les problèmes suivants:

1) Constituer, en y employant toutes les forces nécessaires, une réserve de produits alimentaires de plusieurs centaines de millions de poudes.

2) Répartir cette réserve entre les principales régions industrielles pour en constituer des bases de ravitaillement.

3) La politique de ravitaillement doit être étroitement subordonnée, quant à la répartition des produits alimentaires, aux problèmes du relèvement de l'industrie et des transports. (En premier lieu il faut ravitailler les ouvriers des entreprises industrielles les plus importantes, et les ouvriers du transport; il faut pratiquer une politique plus souple adaptée aux problèmes variables de la production et fournir au système des primes les données nécessaires, etc., etc.)

Un des problèmes les plus importants, pour le relèvement de l'industrie et pour le commerce extérieur, est la préparation et la constitution de stocks de matières premières. La constitution des stocks de matières premières doit être basée sur le système du plan de répartition gouvernemental et sur la livraison obligatoire des matières premières conformément à cette répartition. En outre, lors de la constitution de ces stocks de matières premières il y aura lieu d'employer, pour les matières premières livrées, le système de paiement en produits manufacturés dont la norme sera fixée pour chaque cas particulier, comme cela se pratique déjà pour le lin, le chanvre, etc.

XIV. Les armées du travail.

L'utilisation des unités militaires pour de vastes travaux a la même importance au point de vue de l'économie pratique, qu'au point de vue de l'éducation socialiste. Pour employer les troupes sur une vaste échelle conformément au but assigné, il est nécessaire:

a) De leur confier des travaux élémentaires à la portée de tous les soldats rouges.

b) D'appliquer le système de la tâche définie, et lorsqu'elle ne sera pas terminée dans le délai fixé, diminuer la ration alimentaire.

c) De recourir au système des primes.

d) De faire participer aux travaux un grand nombre de communistes, capables par leur exemple de stimuler les soldats rouges.

Plus les unités employées à des travaux donnés seront fortes et plus la proportion des soldats rouges qui ne participent pas d'une façon directe à la production sera élevée. Dès lors, l'utilisation pour des travaux quelconques d'armées entières, avec tout leur appareil militaire, ne peut être justifié qu'autant qu'il est nécessaire de conserver intégralement toute l'armée en prévision d'opérations militaires. Mais dès que cette éventualité n'existe plus il faut licencier les services d'état-major de l'armée et incorporer les meilleurs ouvriers spécialistes dans des équipes de travail qui seront affectées aux entreprises industrielles les plus importantes.

XV. De la désertion ouvrière.

Une partie considérable d'ouvriers abandonne volontairement les entreprises industrielles pour se mettre en quête de meilleures conditions d'existence et pour se livrer à la spéculation. D'où il en résulte un grand préjudice pour la production et une aggravation de la situation générale de la classe ouvrière. Dans ces conditions le Congrès considère comme une des tâches les plus importantes du pouvoir soviétique et des syndicats d'engager contre la désertion ouvrière une lutte systématique constante, sévère, organisée, d'après un plan défini. Les noms des coupables devront être publiés dans des listes spéciales: des couples ouvriers disciplinaires devront être créés et les déserteurs envoyés dans des camps de concentration.

XVI. Des «samedis» communistes.

On doit incontestablement prêter aux «samedis» communistes locaux, une attention plus grande qu'on ne le fait actuellement. Il faut choisir pour ces «samedis» des tâches intéressant la population locale, leur donner le caractère d'un effort de travail collectif, dont l'intérêt général n'échappera à personne.

On s'efforcera d'intéresser à ces «samedis» non seulement les ouvriers sans parti mais en général, toute la population des deux sexes.

Un plan technique soigneusement élaboré, pour chaque «samedi» communiste, une répartition régulière des forces et leur utilisation économique sont d'une grande importance. Ce n'est que dans ces conditions que ces samedis pourront pousser de profondes racines dans la vie réelle, entraîneront des masses de plus en plus grandes et féconderont le travail quotidien par une nouvelle initiative et par un renouveau d'enthousiasme.

XVII. Réparation des locomotives détériorées et construction de nouvelles locomotives.

Tout en continuant par tous les moyens à encourager l'initiative de chaque groupe d'ouvriers dans l'œuvre de réparation du matériel roulant, il faut tout de même se rendre bien compte que cette méthode ne peut avoir qu'un caractère provisoire. Elle exige trop d'ouvriers spécialistes, dont nous manquons et occupe l'outilage d'usines destinées à d'autres travaux.

Ainsi longtemps qu'on n'entreverra pas la possibilité (ce qui peut durer très longtemps, des années même) de recevoir une grande quantité de locomotives de l'étranger, il est indispensable d'organiser une fabrication en masse des pièces de rechange et des locomotives mêmes, dans des proportions de beaucoup supérieures à celles de la production d'avant-guerre. La condition du succès de cette entreprise est une élaboration minutieuse et la réalisation énergique d'un large programme minuté pour une quantité considérable d'usines les plus perfectionnées. De plus, il est nécessaire, «d'américaniser» la production, c'est-à-dire de recourir au système de fabrication en série, en remplaçant les ouvriers qualifiés par des ouvriers moins qualifiés travaillant sous la direction d'instructeurs.

XVIII. Des entreprises modèles.

À côté des mesures générales tendant à relever l'économie du pays et à accroître la production et l'industrie, le Congrès estime qu'il est nécessaire de créer dans les régions appropriées à cet effet, des entreprises modèles pour les branches principales de l'industrie. Ces entreprises créées en conformité avec le plan économique général, sur la base des considérations techniques, géographiques et autres—devront être pourvues dans le plus bref délai d'un outillage supplémentaire, de la main-d'œuvre nécessaire, de techniciens, de denrées, de combustible et de matières premières. À la tête des entreprises de ce genre on placera les meilleurs administrateurs et les meilleurs techniciens. Le personnel pour la direction politique des entreprises modèles, sera fourni par le Comité central du parti communiste russe sous sa surveillance immédiate. Les comptes-rendus relatant la marche des travaux dans ces entreprises, doivent être communiqués périodiquement à la presse. Des cours techniques et administratifs, des écoles d'industrie, etc. doivent être organisés près ces entreprises, dès qu'on le pourra. De cette manière, l'entreprise modèle pourra devenir une école d'éducation industrielle et un foyer de création économique et technique pour une vaste région, pour toute une branche d'industrie, si ce n'est pour tout le pays.

XIX. Fabrication du papier. — Imprimerie.

Considérant que la première condition de succès de la République Soviétique dans tous les domaines, et notamment dans le domaine économique, est une propagande systématique dans la presse et la presse est appelée à jouer un rôle prépondérant, le Congrès attire l'attention du pouvoir soviétique sur la situation tout à fait inadmissible de l'imprimerie et de la fabrication du papier. Par suite de la réduction constante du tirage des journaux il devient de jour en jour plus difficile, tant au paysan qu'à l'ouvrier, de se le procurer. L'effroyable état du matériel typographique rend la lecture des journaux de plus en plus pénible aux travailleurs.

Le Congrès en appelle énergiquement au Conseil Supérieur de l'Économie Nationale, aux syndicats et autres institutions intéressées, pour faire tout ce qui est en leur pouvoir en vue de l'accroissement de la production du papier et de l'amélioration de sa qualité. Il convie toutes ces institutions à faire tout ce qui dépend d'elles pour assurer à la Russie ouvrière et paysanne une presse socialiste.

XX. Le 1-er mai.

En conformité avec la grande tâche que s'est assignée la révolution socialiste, le Congrès décide de transformer la fête prolétarienne du 1-er mai, qui cette année tombe un samedi, en un grandiose «samedi» communiste panrusse.

De la liaison d'organisation entre les commissariats économiques.

Le Congrès confie au Comité Central, le soin d'élaborer le plus tôt possible le système de liaison d'organisation entre

le Conseil Supérieur de l'Économie Nationale et les autres organisations étroitement liées aux commissariats économiques (commissariat de Ravitaillement, commissariat des Voies de Communication, commissariat de l'Agriculture). Cette liaison doit les unir dans leur travail quotidien, afin d'assurer une entière unité dans la réalisation du plan économique, ratifié par le Congrès du parti.

Résolution concernant les syndicats (unions professionnelles).

I. Situation générale et tâches des syndicats à l'époque de la dictature prolétarienne.

Pendant la dictature prolétarienne les syndicats cessent d'être des organes destinés par les vendeurs de la main-d'œuvre à la lutte contre la classe capitaliste dominante; ils deviennent un appareil à la disposition de la classe ouvrière qui gouverne. Les tâches des syndicats sont principalement des tâches d'organisation économique et d'éducation. Ces tâches, les syndicats ne les doivent pas remplir comme des forces autonomes, organiquement isolées, mais comme l'un des mécanismes fondamentaux de l'état soviétique, dirigé par le Parti Communiste. Ce n'est qu'à ce prix que le système tout entier de la dictature du prolétariat atteindra le plus haut degré de stabilité et d'efficacité.

II. Les syndicats et l'état soviétique.

1) L'état soviétique réalise la forme la plus vaste et la plus complète de l'organisation ouvrière qui pour-uit pratiquement l'édification du communisme, en faisant participer à ce travail des masses de plus en plus nombreuses de paysans. D'autre part l'état soviétique est une organisation ouvrière qui dispose de tous les moyens de coercion. Constituant la dictature du prolétariat l'état soviétique est le levier de la révolution économique. Il ne peut donc pas être question d'opposer les syndicats au gouvernement soviétique.

2) La politique est l'expression la plus condensée de l'économie, sa généralisation et son achèvement. L'opposition des syndicats considérés comme les organisations économiques de la classe ouvrière, aux soviets considérés comme ses organisations politiques est donc absurde, d'une façon générale, et apparaît comme une déviation du marxisme vers les préjugés bourgeois et, plus particulièrement, trade-unionistes. Cette opposition est surtout absurde et nuisible à l'époque de la dictature du prolétariat, quand tous ses efforts, toute son activité économique et politique doivent être plus que jamais unifiés, concentrés, dirigés par une seule volonté, reliés par une loi de fer.

3) Constituant une école communiste et l'anneau qui relie les masses prolétariennes les plus arriérées, non encore affranchies de l'ancienne étroitesse d'esprit corporative et professionnelle, avec leur avant-garde, le Parti Communiste, les syndicats doivent éduquer, organiser ces masses aux points de vue de la culture, de la politique, de l'administration, les élever au niveau du communisme, les préparer à leur rôle de créatrices de la société communiste, dont l'état soviétique — forme historique de la dictature prolétarienne — jette les fondements.

4) Un lien plus étroit entre l'appareil soviétique et les syndicats est donc, avant tout, indispensable. Le gouvernement des soviets étant l'organisation la plus large qui concentre toute la puissance sociale du prolétariat, il est évident que les syndicats doivent, au fur et à mesure du développement de la conscience communiste et du rôle créateur des masses, se transformer en appareil auxiliaire de l'état prolétarien — et non le contraire.

5) Les syndicats rompiennent en suivant cette voie, leur tâche la plus importante, leur tâche d'administration économique; ils entrent de plus en plus dans les organisations soviétistes, ils les pénètrent et deviennent ainsi, toujours plus, la base même des mécanismes économiques soviétistes.

III. Les Syndicats et le Parti Communiste.

1) Le Parti Communiste est l'organisation d'avant-garde de la classe ouvrière qui dirige le mouvement prolétarien et la lutte pour la société communiste.

2) Le parti exerce son influence sur les grandes masses prolétariennes neutres (*) par l'intermédiaire des fractions et des petits groupes communistes formés dans toutes les autres organisations ouvrières et, en premier lieu, dans les syndicats. La dictature du prolétariat et l'œuvre d'éducation du socialisme, ne sont assurés que dans la mesure où les syndicats, demeurant officiellement neutres, sont en fait communistes et se conforment à la politique du parti.

3) Une fraction communiste disciplinée doit donc exister dans chaque syndicat. Toute fraction communiste dépend de l'organisation locale soumise au Comité du Parti et la fraction communiste du Soviet Central parussse des syndicats dépend du Comité Central du Parti. Toutes les décisions du Comité Central parussse des Syndicats concernant les conditions et l'organisation du travail sont obligatoires pour tous les syndicats, et pour les communistes qui y travaillent et ne peuvent être révoquées par aucun organe du Parti, si ce n'est par le Comité Central. Les comités locaux du parti, tout en dirigeant en entier le travail idéologique des syndicats ne doivent exercer sur eux aucune tutelle. Les relations entre les Comités locaux du Parti et les fractions communistes des syndicats sont réglementées par des paragraphes spéciaux des statuts du parti.

IV. Des formes que revêt la participation des Syndicats à l'organisation économique de l'état prolétarien.

1) Les Syndicats unissant les travailleurs par branches d'industrie, étant directement rattachés à ces branches d'industrie, y forment précisément les organisations les plus compétentes et sont à la base des organisations économiques qui dirigent l'industrie.

2) Ne constituant pas un organisme à part et ne dirigeant la vie économique ni exclusivement ni en entier, les syndicats participent ainsi, du haut en bas de l'échelle, à l'organisation de l'industrie. Cependant aucune organisation professionnelle n'intervient directement dans la gestion des entreprises.

3) Le Comité d'usine est le premier noyau de l'organisation syndicale. Sans intervenir dans l'administration des entreprises il remplit les fonctions suivantes: il contribue à l'élevation de la discipline du travail employant à cette fin tous les moyens jusques et y compris la formation de jurys d'honneur ouvriers (*), il se livre, en même temps qu'à la propagande générale, à celle du travail industriel, il invite les travailleurs à participer à l'inspection ouvrière, il contribue à leur éducation et s'efforce de les intéresser au rôle et à la fonction des usines (par des rapports, des conférences, etc.); il facilite le choix des administrateurs ouvriers, surveille l'action des commissions de fixation des tarifs, etc.

4) Les syndicats participent à la formation des directions d'usines en accord avec les organes du Conseil Supérieur de l'Economie Populaire; le principe d'élection doit, dans ces circonstances, être remplacé par celui du choix fondé sur la compétence technique et le stage pratique; la fermeté, la capacité organisatrice et l'activité des candidats.

5) Les directions locales (des rayons) et celles des usines ou fabriques sont composées de personnes désignées par le Comité Central du syndicat de l'industrie correspondante d'accord avec le Bureau du Centre d'Industrie ou, au cas où les entreprises en question sont directement soumises au Conseil Supérieur de l'Economie Populaire, d'accord avec ce dernier et avec, en dernière instance, la sanction du Bureau du C. S. de l'E. P.

6) Les Collèges (Bureaux) des Conseils de l'Economie populaire des départements sont constitués par le Soviet départemental des Syndicats et par le Comité Exécutif du Soviet départemental; les Centres départementaux d'Industrie sont constitués par le Comité Central des Syndicats et par la section correspondante du Conseil Supérieur de l'Economie populaire. Ce dernier est lui-même formé dans une large mesure par les Syndicats qui désignent pour le Bureau leurs candidats.

7) Les autres organes de direction économique doivent être formés d'une manière analogue; c'est le cas des organes chargés de la mobilisation, de la répartition, du recensement et de la protection de la main-d'œuvre (comme le Commissariat principal du Travail).

De la sorte, dans tous les domaines de l'administration industrielle et de l'administration économique en général, les syndicats ont à remplir une tâche de la plus haute importance qui ne cessera pas d'augmenter au fur et à mesure de l'élevation du niveau d'éducation de la classe ouvrière.

V. Les Tâches actuelles des Syndicats.

1) La défaite des armées réactionnaires blanches, l'œuvre de reconstruction pacifique, de même que la situation terrible, catastrophique de l'économie populaire exigent une tension extraordinaire des forces du prolétariat et l'intervention dans le processus du travail des profondes masses paysannes. Les Syndicats doivent donc participer avec tout leur appareil à cette lutte, la plus difficile, pour la renaissance économique.

2) Les méthodes et le rythme du travail des Syndicats doivent être radicalement modifiés dans ce sens. Si le prolétariat, en tant que classe, est en ce moment devant la nécessité du travail «militairement conduits», c'est-à-dire exigeant la ponctualité la plus grande, la responsabilité, la célérité, l'intensité de l'effort et l'abnégation des travailleurs, ces devoirs s'imposent en tout premier lieu aux organes de l'administration industrielle en général et, par conséquent, aux Syndicats.

3) Les Syndicats, de même que le parti dirigeant du prolétariat doivent réorganiser tout leur appareil et, en premier lieu, mettre au point tout relâchement, s'impregnuer d'un esprit d'activité féconde et de rigoureuse discipline et porter l'entière responsabilité des tâches imposées.

4) Il appartient aux Syndicats de faire comprendre aux masses ouvrières la nécessité de reconstruire l'appareil de direction de l'industrie dans le sens de l'activité et de l'élasticité la plus grande, ce qui ne peut être réalisé que par la réduction au minimum des bureaux de direction et par le passage progressif à la direction unipersonnelle des entreprises industrielles.

Au cours de cette propagande il est particulièrement nécessaire de faire ressortir les points suivants:

a) La direction unipersonnelle ne peut pas être opposée à la direction ouvrière; au contraire la direction ouvrière la plus économique et la plus large requiert l'unipersonnalité qui permet de répartir le nombre donné d'administrateurs ouvriers entre un plus grand nombre de fabriques.

b) La direction unipersonnelle ne lèse et ne limite en aucune façon les droits de la classe ouvrière ni ceux des syndicats car la classe ouvrière peut gouverner sous une forme quelconque d'administration, mais encore faut-il que cette forme soit en rapport avec le but technique poursuivi; et, dans tous les cas, c'est la classe gouvernante, dans son ensemble qui désigne les personnes appelées à diriger et administrer les entreprises.

c) La direction unipersonnelle suppose le choix des personnes les plus compétentes et assure à la fois le maximum d'activité et le plus haut degré de responsabilité.

d) La direction unipersonnelle, même dans les cas où elle est aux mains d'un «spécialiste» (*) est en fin de

(*) Politiquement inorganisées. «Sans-parti». Note du trad.

(*) Littéralement: tribunaux camarades.

(*) Ce terme désigne généralement en Russie les intellectuels ingénieurs, techniciens, etc. d'origine bourgeoise ou libérale.

compte la manifestation de la dictature du prolétariat qui non seulement oriente le travail mais encore le surveille, dans la personne de ses commissaires.

e) La direction unipersonnelle n'exclut pas la participation des masses ouvrières à la direction de l'industrie; elle ne fait que distinguer entre la direction proprement dite et l'apprentissage de la direction qui doit être une tâche à part et requiert une activité spéciale. Cette distinction est devenue, à l'heure actuelle, absolument nécessaire. D'autre part, la participation des masses à l'administration des entreprises par l'intermédiaire des bureaux composés de trois ou de cinq personnes est tout à fait inadéquats à son but.

f) L'une des tâches les plus importantes des Syndicats réside dans la préparation des cadres de notre industrie, c'est-à-dire dans l'organisation de l'enseignement technique professionnel. La participation des masses ouvrières, leur instruction, etc. restent comme auparavant au premier plan — ainsi que la propagande du travail — car sans elles l'enthousiasme au travail n'est pas possible; or, il conditionne la renaissance de la vie économique sur des bases socialistes.

g) Le Congrès considère que le parti doit, à l'heure actuelle, consacrer l'attention la plus sérieuse au renforcement des Syndicats et, tout d'abord, à celui de leur personnel, en y faisant entrer les communistes les plus fermes et les plus dévoués, de préférence, choisis parmi ceux qui ont été éprouvés à la dure école de la guerre civile. A toutes les tentatives d'amoinrir le rôle et la signification des Syndicats le parti doit s'opposer énergiquement.

Résolution sur la tactique à observer vis-à-vis de la coopération.

En prenant comme point de départ les thèses du programme de notre parti tel qu'il a été adopté par le 8^{ème} congrès, programme qui dans la partie consacrée à la répartition et à l'économie rurale, trace, avec beaucoup de justesse, de l'avis du congrès, la voie de la transformation de l'ancienne coopération petite-bourgeoise en une coopération dirigée par des prolétaires et mi-prolétaires; le congrès propose au comité central de s'en tenir, pour son action dans ce domaine aux directives suivantes:

I.

Dans le domaine de la coopération de consommation il faut:

1. Parachever l'œuvre commencée par le décret du 20 mars 1919 et par l'activité ultérieure de notre parti en vue d'assurer à celui-ci le rôle directeur dans toutes les organisations de la coopération de consommation de bas en haut.

2. Afin de supprimer le parallélisme d'action des organes coopératifs et des organes soviétiques, exclure graduellement du soin des sociétés de consommation unions gouvernementales et union centrale, pour les transmettre aux organes soviétiques correspondants de la province et du centre, (tels que conseils supérieurs d'économie nationale, commissariats du peuple pour le ravitaillement, commissariats du peuple pour l'agriculture, commissariats du peuple pour l'instruction, etc.), toutes les sections parallèles rivales des sections analogues desdits organes, à savoir: sections industrielles et sections forestières, sections d'économie rurale, sections d'instruction coopérative et autres; dans la fixation de la date de cette transmission on devra tenir compte de l'état de préparation où seront les sections intéressées des organes soviétiques pour exercer une utile direction des institutions transmises.

3. Utiliser dans la plus large mesure l'appareil coopératif pour le service du ravitaillement de la population en se guidant sur la politique du commissariat pour le ravitaillement à cet égard. Voici les rapports réciproques de la

coopération de consommation et des organes de l'Etat tels qu'ils sont dictés par les conditions actuelles. La coopération de consommation en province et au centre ressortira au commissariat du peuple pour le ravitaillement, suivant les plans et sous le contrôle duquel elle remplira des tâches économiques techniques; cela pourra être réalisé dans la plus ample mesure dans le domaine de l'organisation du service de la réparation et mis en vigueur sur les bases du décret du 20 mars 1919. Quant au service du ravitaillement, qui porte l'empreinte des lignes essentielles de la politique économique de l'Etat et qui est fondé sur le principe des charges d'Etat, il doit relever de la compétence exclusive des organes économiques gouvernementaux qui utilisent de toute façon l'appareil coopératif, à titre d'appareil technique subalterne, dans le service de préparation des produits non monopolisés aussi bien que des produits monopolisés.

Par l'entremise de l'appareil d'approvisionnement coopératif on devra préparer en tout premier lieu les produits et objets de première nécessité qui n'entrent pas dans l'ordre général de répartition et qui ne tombent pas sous le coup du monopole de l'Etat.

Les plans des organes de l'Etat en matière de préparation des produits devront être obligatoires pour les organisations coopératives; c'est la seule condition qui permettra d'utiliser l'appareil coopératif, avec toute l'ampleur désirable, non seulement pour le service de la distribution, mais encore pour celui de la préparation.

II.

En ce qui concerne la coopération d'économie et d'industrie rurales, le congrès donne son entière approbation au premier pas du décret du 27 janvier de l'année courante dans la voie de l'assujétissement des organisations des paysans aisés, groupés suivant les différentes industries de l'économie agricole rurale, aux organes de la coopération de consommation englobant, elle, toute la population paysanne et ouvrière dans son ensemble; c'est la fin de l'existence indépendante de tous les centres de coopération d'économie rurale et de production rurale qui seront fondus avec l'Union centrale à titre de Section.

Le congrès charge en outre le comité central de chercher également à obtenir la réorganisation des groupements inférieurs de la coopération d'économie et d'industrie rurales.

Pour cette réorganisation le congrès propose de se guider sur les deux directives fondamentales que voici:

1. Tâcher de ne point porter atteinte à l'esprit d'initiative et à l'action propre des paysans producteurs déjà associés ou qui sont en train de s'associer dans lesdites coopératives et veiller à ce que la quantité des produits par eux fabriqués ne diminue point mais s'accroisse tout au contraire.

2. Subordonner dans les limites des gouvernements et rayons, à titre de sections de production autonomes, les coopératives des différentes industries de l'économie rurale aux unions correspondantes des sociétés de consommation, mais cette dépendance ne devra revêtir qu'un caractère politique et administratif, car, sous le rapport de la production et de l'économie, la coopération des industries rurales ressortira entièrement au Conseil Supérieur d'Economie Nationale et au commissariat du peuple pour l'agriculture.

La réalisation méthodique des principes fondamentaux des décrets du 20 mars 1919 et du 27 janvier 1920 dans le sens indiqué dans la présente résolution, aboutira pour la coopération au passage d'une forme plus étroite de groupement des éléments privilégiés de la population dans les conditions d'une société capitaliste, à des formes coopératives nouvelles qui répondront aux conditions politiques et économiques de la dictature du prolétariat et qui pourront par la suite servir de base pour l'organisation du ravitaillement de la population suivant les principes du communisme.

Sur l'organisation.

§ 1.

Les problèmes d'organisation à l'ordre du jour de notre parti sont, comme toujours, très intimement liés avec les problèmes de politique générale et d'économie sociale auxquels il doit faire face. En raison des tâches économiques qu'assume aujourd'hui notre parti, il se dresse actuellement devant lui un problème nouveau, le problème de l'organisation. Pour adapter son action aux nouvelles tâches économiques, le parti se verra obligé de réformer ses rangs et de répartir ses forces sur une base toute nouvelle.

§ 2.

La tâche de notre parti, c'est de faire comprendre à tous ses membres, depuis le premier jusqu'au dernier, qu'à cette heure, où le Parti Communiste Russe répond de la vie économique du pays, l'action la plus vulgaire et la plus humble dans le domaine économique constitue une action de parti extrêmement importante et grosse de responsabilités.

Les formes principales de l'action du parti à cette heure-ci sont : l'action des Collectivités⁽¹⁾, dans les fabriques et usines, l'action des organisations du parti aux chemins de fer et dans le service du transport en général, l'action en vue de l'organisation du service de la mobilisation des forces ouvrières sous ses diverses formes, l'action des communistes dans les organisations d'approvisionnement en bois, dans les cuisines économiques, aux casernes, aux comités pour la gestion des maisons, l'action en vue de la réparation et du fonctionnement régulier des bains publics, l'action pour l'entretien et la réparation des maisons, l'action pour la direction des établissements tels que jardins publics, écoles, œuvres d'assurance sociale, etc., etc.

§ 3.

La tâche d'organisation principale du parti prise dans son ensemble, c'est de répartir méthodiquement et de mobiliser pour l'action du parti les six cent mille membres qui le constituent. Selon la règle, les organisations locales doivent assigner à chacun de leurs membres un travail de parti suivant les spécialités et les professions. Les forces du parti dans chaque ville, dans chaque gouvernement, dans chaque usine, devront être réparties au point de vue de leur utilisation dans le processus industriel; en première ligne devront être fournies de travailleurs communistes les entreprises de grande importance, et au sein de celles-ci les communistes devront être répartis de telle façon que chaque atelier possède un fort noyau communiste à esprit d'initiative. C'est dans ce sens que le Comité central répartira les forces du parti sur l'échelle générale de l'Etat.

§ 4.

Pour mener à bonne fin la tâche indiquée dans le § 3, l'œuvre du recensement des membres du parti doit être conduite au sein de toutes les organisations avec l'ampleur qui convient. Le recensement doit se faire sur la base du système de la carte unique du parti. Pendant le recensement les organisations locales aussi bien que le comité central devront particulièrement tenir compte de la profession des membres du parti, de leur stage ou tant qu'organisateur dans le domaine économique et du rôle de chaque membre du parti dans l'action pour la reconstitution économique du pays.

(1) Collectivité. — nous traduisons ainsi littéralement la désignation en usage dans le Parti Communiste pour les groupes de militants formés au sein des institutions ou des établissements de travail. Cette désignation a évidemment pour but de souligner que toute organisation communiste a pour but le travail collectif.

Note des trad.

§ 5.

En s'appuyant sur le recensement exact des membres du parti, on cherchera à obtenir, en même temps qu'une répartition plus systématique des membres du parti, une situation telle qu'elle permette à des masses de plus en plus compactes de membres du parti de s'élever graduellement, de tâches plus simples et de moindre importance, à des tâches plus complexes et d'une plus grande responsabilité. Le congrès recommande les mesures suivantes propres à faire aboutir à ce résultat fondamental:

a) Une fois par mois ou une fois tous les deux mois, chaque Collectivité transmet à la Collectivité supérieure correspondante la liste de 5 à 10 pour cent de son effectif avec indication de l'activité antérieure des camarades désignés sur la liste et des travaux que cette Collectivité considérerait comme pouvant être utilement remplis par eux. Des listes analogues sont périodiquement fournies par les organisations des usines et fabriques aux comités de rayons; par les comités de rayons, au comité gouvernemental; par ce dernier au comité central. On recommande à toutes les Collectivités de procéder en cette circonstance avec la plus grande prudence, il est à noter que les membres des Collectivités seront solidairement responsables des noms qu'ils auront mis en avant.

b) Afin de mobiliser plus vite et avec le maximum de succès de nouvelles forces pour l'action du parti sur le terrain économique, toutes les organisations du parti sont tenues à accorder une attention sérieuse aux fractions communistes, agissant au sein des organisations neutres, c'est-à-dire aux fractions communistes des syndicats, des Soviets, etc. Il faut astreindre ces fractions à dresser les mêmes listes que celles que dressent, comme on l'a indiqué ci-dessus, les Collectivités du parti.

c) La même tâche doit être spécialement poursuivie par les organisations du parti lors des conférences du parti. Aux conférences neutres, l'organisation du parti doit compter un groupe de camarades chargés d'étudier la composition de la conférence dans le but de trouver des militants soviétistes aptes à remplir avec succès certaines tâches. De grandes conférences neutres, soigneusement préparées et consacrées aux problèmes pratiques de la construction économique, devront être organisées, non seulement de préférence dans les rayons des grandes villes et non seulement dans les villes en général, mais également dans les villages, parmi l'armée rouge et la milice, et surtout parmi les femmes et la jeunesse.

d) Les organisations de province du parti devront faire preuve d'initiative en vue de trouver d'autres moyens pratiques pour arriver à ce but.

§ 6.

Les communistes qui font partie du personnel des fabriques et usines, ne jouissent de prérogatives d'aucune sorte par rapport au reste des ouvriers; le assument de plus hautes obligations, voilà tout. Dans le fonctionnement de son entreprise, chaque communiste doit servir d'exemple par son sentiment du devoir, par son esprit de discipline et par son zèle au travail. Les organisations du parti au sein des entreprises de production, sans s'immiscer le moins du monde dans la gestion de celles-ci, valent à ce que les ordres de l'administration soient rigoureusement exécutés, appuient de leur autorité de parti et de leur influence personnelle toutes les mesures de la direction et des comités de fabriques et usines destinées à l'accroissement du rendement du travail. Les organisations du parti doivent s'efforcer d'étendre leur influence parmi toute la masse du personnel travailleur.

§ 7.

Lors des mobilisations générales de forces ouvrières pour certains travaux, de même qu'aux samedis et dimanches communistes, les comités locaux sont tenus, aux termes des instructions en vigueur, à surveiller étroitement la conduite des membres du parti. Ceux d'entre ces membres qui se dé-

robent sous une forme quelconque au devoir du travail ne doivent pas seulement être exclus des organisations du parti: il faut encore les inscrire sur des listes ad hoc pour les empêcher d'occuper plus tard des postes requérant la confiance publique.

§ 8.

La propagande du parti doit s'orienter de plus en plus du côté économique, elle doit prendre un caractère plus concret en acheminant les esprits à l'idée du communisme par l'explication aux grandes masses de tout ce qui est fait par le parti dans sa lutte contre la désorganisation économique, etc.

La presse du parti doit accorder une place importante aux questions d'organisation économique et à la lutte contre la lenteur bureaucratique; elle doit refléter d'une façon exacte les faits de la vie industrielle, les succès et les insuccès des différentes entreprises, l'augmentation ou la diminution du rendement du travail, en signalant les mérites individuels des membres du parti, des groupes, etc. La presse du parti doit devenir un organe puissant pour susciter l'émulation dans le labeur. Elle doit accorder une attention spéciale à la question de l'extension progressive des écoles du parti (supérieures, inférieures et pour la préparation d'instructeurs) pour la préparation à l'activité économique et administrative.

Le comité central devra élaborer les plans d'enseignement et le programme-modèle de ces écoles; il prendra soin d'y assigner une grande place aux connaissances techniques élémentaires et d'utiliser dans ce but toutes les méthodes techniques.

Le congrès estime nécessaire d'accentuer l'action parmi les membres du parti dans le sens indiqué dans la résolution correspondante de la conférence du mois de décembre. Le congrès considère comme désirable la publication d'un Bulletin du Comité Central pour la direction de l'agitacion et de la propagande.

§ 9.

Dans leur travail pour la répartition des membres du parti sur le champ de l'activité d'organisation économique, les organisations du parti ne doivent chercher en aucun cas à se substituer aux Soviets ni à rivaliser avec eux. Toute l'action des organisations du parti dans ce domaine doit se faire par l'entremise des organes compétents des Soviets. Les rapports réciproques entre les organisations du parti et celles des Soviets doivent revêtir un caractère de netteté et de précision absolues, comme c'est indiqué dans la résolution du 8^e Congrès du Parti Communiste Russe, dans le règlement du parti et dans les résolutions adoptées au cours de la dernière conférence du Parti Communiste Russe.

§ 10.

Le congrès attire l'attention des organisations du parti sur la nécessité qu'il y a d'accentuer l'action de propagande et d'organisation parmi la population paysanne et tout particulièrement parmi le prolétariat des champs; on affectera à cette action des cadres spéciaux de militants préparés en conséquence.

§ 11.

Pour atteindre l'uniformité dans la constitution des organisations locales et de leurs sections, le comité central élaborera, pour compléter le règlement, un schéma unique de constitution d'une organisation locale, avec détermination précise des tâches et des rapports réciproques des comités du parti.

§ 12.

Les comités du parti unifient leur activité de parti sur un territoire donné. Tous les membres des groupements du parti sur ce territoire font partie de rayons correspondants et ont tous les droits et assument tous les devoirs de membres. L'unification des membres du parti sur tout autre indice et avec subordination spéciale au comité central (comme c'est par exemple le cas pour la Section Politique Supérieure

des chemins de fer), n'est admise dans les cas exceptionnels que sur la décision spéciale du Comité Central. Dans ces cas, le contact le plus étroit doit exister entre l'organe créé et les comités du parti de telle sorte que c'est le comité du parti local qui désigne le candidat à la gestion de la section locale de l'organe en question. Le Centre (organe central) de ce dernier conserve le droit de confirmation ou de récusation motivée; le droit de récusation motivée, mais non point de rejet indépendant, appartient également au comité du parti. Il est à souhaiter — et c'est ce qu'il faut chercher à obtenir — que le gérant indiqué soit du comité du parti local. En cas de fondation d'un organe de cette nature, le comité local n'aura le droit de déplacer les membres du parti figurant sur les listes de la section politique donnée qu'avec l'assentiment de cette dernière. Quant à la section politique, elle ne déplace les forces dont elle dispose qu'à l'inscien du comité du parti.

§ 13.

Le congrès charge le comité central d'élaborer le plan de ses travaux comme suit:

1. Renforcer le secrétariat par l'introduction dans son sein de trois membres du Comité central qui seront régulièrement occupés dans le secrétariat.

2. Charger le secrétariat ainsi constitué des questions cograntes d'organisation et d'exécution; le bureau d'organisation, composé de cinq membres du Comité central, conservera la direction générale du travail d'organisation du Comité central.

§ 14.

Le congrès croit devoir réitérer que pour leur action soviétique, aussi bien en province que dans le centre, tous les membres du parti sont obligés de se guider en observant scrupuleusement, sur la résolution du septième congrès des Soviets concernant la construction soviétique.

§ 15.

Il sera créé des bureaux d'économie régionaux, le Comité central pourra former des bureaux régionaux du Comité central en vue de l'accélération et de l'unification du travail du parti dans le rayon économique donné.

§ 16.

Le congrès charge le Comité central de hâter l'élaboration des instructions sur le règlement du parti.

Remettre tous les matériaux relatifs à la construction soviétique entre les mains de la Fraction Communiste du Comité Exécutif Central Russe.

Résolution sur le passage au système des milices.

1) L'approche de la fin de la guerre civile et les modifications favorables survenues dans la situation internationale de la Russie des Soviets, mettent à l'ordre du jour la question des modifications radicales à apporter à notre organisation militaire en tenant compte des impérieuses nécessités des besoins économiques et intellectuels du pays.

2) Il est d'autre part nécessaire de préciser que la République socialiste ne pourra jamais se considérer comme étant hors de danger tant que la bourgeoisie capitaliste conservera le pouvoir dans les plus grands Etats.

La marche ultérieure des événements peut rejeter les impérialistes — qui sentent le sol se dérober sous leurs pas — dans des aventures sanglantes dirigées contre la Russie des Soviets.

De là découle la nécessité d'entretenir la défense militaire de la révolution de manière à ce qu'elle puisse faire face à toutes les éventualités.

3) A la période de transition actuelle, qui peut être prolongée, doit correspondre une organisation militaire des forces, permettant de donner aux travailleurs la préparation

militaire indispensable tout en ne les détournant que le moins possible du travail industriel. Ce système ne peut être que celui de la Milice Rouge des Ouvriers et des Paysans, formée par territoires.

4) Le caractère essentiel du système soviétique des milices réside dans le contact le plus étroit entre l'armée et l'industrie, de sorte que la force vive de tels districts industriels constitue à la même heure la force vive de telles unités militaires.

5) Dans leur répartition territoriale les unités de milice (régiments, brigades, divisions) doivent être juxtaposées à la répartition territoriale de l'industrie de manière à ce que les foyers industriels et les campagnes situées dans leur périphérie, forment la base des unités de milice.

6) Au point de vue de l'organisation la milice ouvrière et paysanne doit s'appuyer sur des cadres achevés quant à la préparation militaire, technique et politique; ces cadres effectuent le recensement des ouvriers et des paysans ayant reçu l'instruction militaire et peuvent au premier signal les appeler, dans leur district de milice, les encadrer, les armer et les conduire au feu.

7) Le passage au système des milices doit nécessairement être progressif et correspondre à la situation diplomatique et militaire de la République des Soviets, à la condition absolue de conserver toujours à la hauteur des circonstances toutes les ressources de la défense du pays.

8) Au cours de la démobilisation progressive de l'armée rouge, ses cadres les meilleurs doivent être répartis sur le territoire de la façon la plus utile, c'est-à-dire la plus adéquate aux moeurs et à l'économie locales; ils doivent constituer pour les contingents de milice un appareil de direction tout prêt.

9) Les éléments formant les cadres de la milice doivent ensuite être progressivement renouvelés, en concordance avec les conditions de la vie économique du district de façon que le commandement d'une division répartie par exemple sur un territoire d'industrie minière, auquel se rattachent les campagnes environnantes, soit constitué par les éléments les meilleurs du prolétariat local.

10) Afin de faciliter ce renouvellement des cadres du commandement les écoles militaires doivent être territorialement réparties d'après les districts industriels de milice et les meilleurs éléments du prolétariat des villes et des campagnes doivent y passer.

11. La préparation militaire basée sur le système des milices et qui doit assurer à celles-ci une haute valeur combative consistera en:

a) préparation militaire de la jeunesse. L'autorité militaire agit dans ce domaine de concert avec le Commissariat de l'Instruction populaire, les Syndicats, le Parti Communiste, l'Union de la Jeunesse, les institutions sportives, etc.

b) instruction militaire des citoyens ayant atteint l'âge de la conscription. Cette instruction doit se faire par périodes de plus en plus courtes et tendre à rapprocher de plus en plus la caserne d'une école politico-militaire.

c) courtes périodes de mobilisation destinées à vérifier la valeur militaire des unités de milice.

12) L'organisation des cadres de la milice destinée à assurer la défense du pays doit être dans la mesure nécessaire adaptée aux besoins du service du travail obligatoire, c'est-à-dire susceptible de former des unités de travail et de leur fournir des instructeurs, etc.

13) Tendante à se transformer en nation armée communiste, la milice doit, à l'heure actuelle conserver dans son organisation tous les caractères de la dictature de la classe ouvrière.

Résolution sur les relations entre les Sections Politiques des Chemins de Fer et les Comités du Parti.

Les rapports entre les Sections Politiques des réseaux et les organisations locales du Parti doivent être exactement définis dans les résolutions concernant les questions d'organisation. Les directeurs des organes locaux des Centres Politiques des Chemins de fer sont proposés par les Comités du Parti et confirmés par le Centre Politique du réseau; il est à souhaiter qu'ils soient pris parmi les membres du Comité local du Parti. Pour la répartition des forces la section politique agit de concert avec les Comités locaux du Parti; ceux-ci n'assistent d'ailleurs qu'avec le consentement de la Section Politique. Le Centre Politique du réseau est directement soumis au Comité Central du Parti.

Résolution sur l'action à mener parmi le prolétariat féminin.

Vu l'importance qu'a la participation des ouvrières et des paysannes à l'action de notre parti et le rôle des femmes de la classe ouvrière et de la classe rurale indigente dans toute la vie économique et dans toute l'œuvre de construction de la République des Soviets, surtout en ce qui concerne les problèmes à l'ordre du jour du moment actuel: la lutte contre la désorganisation de la production et du ravitaillement, l'alimentation et l'éducation sociale, la lutte contre l'ignorance et autres problèmes. Le 9-ème congrès russe du Parti Communiste (des bolchéviques) considère l'action parmi le prolétariat féminin comme une des tâches urgentes du moment et comme un élément nécessaire de l'action générale du notre parti.

Le 9-ème congrès propose à tous les groupes communistes et à tous les comités de gouvernement et de districts, d'accorder à l'action parmi les ouvrières et les paysannes la plus sérieuse attention et d'y prendre une part active en organisant près nos comités de parti des sections d'ouvrières là où elles sont encore à créer et en intensifiant leur action partout où elles existent (conformément aux instructions du comité central). Les organisateurs et les chefs de ces sections devront être choisis parmi les meilleurs militants du parti.

Le congrès propose aux organisations de province du parti de déployer une activité énergique parmi les femmes au sein des syndicats, en engageant les travailleuses à prendre part au service de mobilisation des forces ouvrières et aux samedis communistes.

Le congrès signale la nécessité qu'il y a de mener la plus vigoureuse action en vue de répandre l'instruction parmi les femmes ouvrières et paysannes par voie d'organisation d'écoles élémentaires pour adultes, de salles de lecture publiques et de conférences consacrées à toutes les questions d'actualité.

L'attention la plus sérieuse de tous les membres du parti communiste pour tout ce qui regarde le travail parmi le prolétariat féminin des villes et des campagnes, leur participation active à ce travail enrichiront le parti de forces nouvelles non utilisées, augmenteront ses rangs de nouveaux travailleurs dans tous les domaines de la construction soviétique et lui donneront de nouveaux militants pour la réalisation du régime communiste.

ACTES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



A PROPOS DE LA GUERRE CIVILE EN ALLEMAGNE.

L'Internationale Communiste aux travailleurs d'Allemagne et du monde entier.

Quelle que soit la fin immédiate des combats qui se déroulent actuellement dans les rues des villes allemandes, les événements qui se produisent en ce moment ajoutent à l'histoire de la révolution prolétarienne universelle une page des plus importantes.

Au cours d'une année et demie le gouvernement des social-démocrates allemands, assassins de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg a désarmé systématiquement les travailleurs et armé les fils de la bourgeoisie allemande. La social-démocratie blanche a frayé la route aux généraux monarchistes. Et lorsque ces généraux se sont crus assez forts devant la révolution allemande démoralisée à point par les traitres de la social-démocratie, ils ont tenté un coup d'état contre-révolutionnaire.

Mais ils se sont trompés. L'étincelle a électrisé jusqu'au dernier tous les prolétaires d'Allemagne. La bande couarde des Ebert et des Noske s'est enfuie de Berlin tremblant devant ses propres généraux. L'héroïque prolétariat berlinois a, d'un élan magnifique, débarrassé sa route du gouvernement des généraux blancs, qui n'a vécu que quelques jours. La contre-révolution militaire a fait un miracle. Elle a ouvert les yeux aux masses de travailleurs retardataires, qui corrompus par la propagande de la social-démocratie, s'étaient jusqu'à ce jour confiés au gouvernement Ebert-Noske. D'un robuste coup d'épaule le prolétariat de Berlin a rejeté hors de sa ville les bandes de von Lutwitz et de Kapp. Les flammes de la grève générale se sont répandues sur presque toute l'Allemagne. Le prolétariat allemand trahi à trois reprises (et combien de fois dupé!) par les social-démocrates, décapités par les janissaires de Noske, ayant versé le meilleur de son sang dans plusieurs batailles perdues s'est dressé devant le monde entier, comme un géant, à la terreur de toute la bourgeoisie et à la grande sur-

prise de tous les petits bourgeois de la social-démocratie.

Au fur et à mesure que se développait la grève générale et que les travailleurs prenaient les armes, les social-démocrates se hâtaient de se réconcilier. A la face du spectre rouge du communisme la social-démocratie traître et la bourgeoisie contre-révolutionnaire se groupèrent à nouveau en un bloc, en une masse réactionnaire. Le bourreau Ebert se propose d'avoir recours demain, dans la lutte contre les communistes à l'aide de ces mêmes troupes de la Baltique qui, hier, l'obligeaient à décamper de Berlin. Le bassin de la Rhur où des travailleurs héroïques s'emparèrent du pouvoir et des armes est encerclé par les troupes réactionnaires qui se disposent à le prendre par la famine.

Ebert et Noske appliquent aux ouvriers allemands les mesures que les généraux réactionnaires allemands mettaient en vigueur en Afrique, il y a quelque vingt ans, envers les colonies rebelles, dont les indigènes devaient être asservis par la soif et par la faim.

Les gouvernements des brigands de l'Entente, qui observèrent une neutralité plus ou moins formelle tant que la querelle avait lieu entre les leurs, lorsque les gouvernements d'Ebert et de Kapp se chamaillaient entre eux, sont prêts actuellement à recruter des troupes réactionnaires spéciales pour envahir l'Allemagne et soutenir les bourreaux du prolétariat allemand contre la révolution prolétarienne qui s'avance.

Mais en dépit de tout, le mouvement prolétarien d'Allemagne se développe avec une étonnante persévérance. Déjà les travailleurs allemands tiennent entre leurs mains trois importantes régions du pays.

Les ouvriers ont reçu des armes. C'est là l'essentiel. Et il n'y a pas de force au monde qui puisse à nouveau arracher ces armes des mains des travailleurs

allemands qui ont compris que si on les désarmait à nouveau, la dictature des généraux deviendrait inévitable.

C'est dans des circonstances extrêmement pénibles que l'armée rouge allemande a vu le jour. Et elle grandit, malgré tout, à l'effroi des oppresseurs du prolétariat et à la joie des travailleurs de tous les pays.

L'apparition d'une armée rouge régulière quoique momentanément peu importante en nombre est d'une importance énorme, pour les destinées de la révolution prolétarienne d'Allemagne.

Et non moindre est la conquête qui réside dans le fait que les travailleurs des campagnes ont commencé à se rallier en grand nombre au prolétariat insurgé des villes, ont commencé à s'armer et marchent au secours des combattants d'avant-garde des villes, constituant ainsi une réserve derrière le prolétariat.

La guerre civile ne peut désormais prendre fin en Allemagne aussi longtemps que la victoire ne sera pas entre les mains des travailleurs.

Ni les nouvelles trahisons des "leaders" syndicalistes, ni les compromis vermouths, inventés par l'aile droite des indépendants qui ne se différencient en rien des scheidemanniens, ne sauveront le pouvoir de la bourgeoisie. La leçon a été trop convaincante et la poussée qui a mis en mouvement toute l'Allemagne ouvrière trop forte. La route qui mène au pouvoir est pour les travailleurs allemands semée d'épines. La bourgeoisie et ses valets les social-démocrates blancs font preuve d'une résistance acharnée. Mais rien ne saurait sauver la domination de la bourgeoisie. En Allemagne son trône est ébranlé. Même si demain les capitalistes anglais et français envoyaient leurs troupes pour soumettre les ouvriers allemands ils verraient avec terreur le jour suivant les soldats envoyés fraterniser avec les travailleurs allemands. Une intervention de la part des capitalistes français et anglais projettera par ricochet la vague communiste en Angleterre et en France, et ne fera qu'activer la révolution prolétarienne qui s'annonce dans ces pays. La bourgeoisie n'échappera pas à son sort. La révolution prolétarienne et la création du pouvoir soviétiste sont aussi inéluctables que la venue du jour après la nuit.

Que prouve la tentative contre-révolutionnaire de Berlin aux yeux des travailleurs du monde? Elle montre une fois de plus, avec évidence, combien l'Internationale Communiste avait raison d'affirmer sans cesse qu'à l'époque de guerre civile qui s'est ouverte deux dictatures seulement sont possibles. Ou celle du prolétariat qui libère l'humanité et reconstruit la vie sociale sur les bases du communisme ou celle de la réaction la plus sauvage, bourgeoise et militaire, jetant son nœud coulant au cou de l'humanité et l'entraînant à de nouvelles guerres.

Celle-ci ou celle-là. Il n'y a pas de milieu. La trahison de la social-démocratie a fait faire à la révolution allemande son chemin de la croix. Pendant dix-huit mois elle a marché de chutes en chutes. Elle a bu sa coupe jusqu'à la lie. Et une nouvelle étoile apparaît aux yeux du peuple allemand. La révolution allemande va remonter la pente pour arriver cette fois à sa complète victoire.

La victoire du Gouvernement des Soviets en Allemagne contribuera dans la plus large mesure au succès du prolétariat dans tous les pays. L'alliance

des deux républiques soviétistes de Russie et d'Allemagne les fortifiera toutes les deux, et ouvrira la voie aux travailleurs des deux pays vers la reconstitution de l'économie dans leurs pays et vers la fin de la famine. L'alliance des républiques soviétistes attirera irrésistiblement vers elles les cœurs des prolétaires du monde. L'un après l'autre les pays où vaincra la dictature prolétarienne se joindront à elles.

Travailleurs allemands!

Vous voyez tous aujourd'hui où vous mène la politique de la social-démocratie. Vous voyez les Scheidemann et les Ebert vous livrer à la bourgeoisie. Vous voyez les bandes qu'ils ont armées fusiller non seulement les communistes mais aussi, comme cela a été le cas à Adlerdorf, les ouvriers social-démocrates qui, les armes à la main, veulent combattre la réaction.

PROLÉTAIRES ALLEMANDS, ARMEZ-VOUS! Partout, où vous le pouvez, saisissez-vous des armes et gardez les entre vos mains!

FORMEZ DES SOVIETS! Les circonstances actuelles leur insuffleront une nouvelle vie. La social-démocratie jaune ne pourra plus les étouffer comme elle l'a fait il y a un an. **FORMEZ VOTRE ARMÉE ROUGE!** Sans retarder votre œuvre d'une heure, formez vos bataillons rouges, partout où la moindre possibilité d'agir vous est offerte. Continuez votre **OFFENSIVE** sous les drapeaux du communisme, avec tous ceux qui le soutiennent non en paroles mais en fait. La lutte ne finira que lorsque vous aurez anéanti le gouvernement des social-traitres, agents de la bourgeoisie. Les laisser maintenant au pouvoir ce serait risquer incontestablement le recommencement à bref délai d'une nouvelle contre-révolution fomentée par les généraux du Kaiser,—qui cette fois n'en serait que mieux préparée, mieux organisée et ne manquerait pas de s'accomplir avec le concours des social-traitres.

Travailleurs d'Autriche! Attendez-vous que vos propres von Lultwitz et von Rappe, excédés à la fin par la tortueuse politique des Bauer et des Renner, les chassent et instituent la dictature du sabre? Attendez-vous que les fils de la bourgeoisie se soient encore plus parfaitement armés et qu'ils vous aient encore mieux désarmés pour vous frapper avec plus de forces peut-être que la réaction allemande ne frappe son propre peuple?

„Travailleurs des pays alliés“! Travailleurs de France, d'Angleterre, de Belgique, d'Italie! Observez tous les gestes de vos gouvernants. Et sachez-le! ils se préparent à assassiner la révolution prolétarienne près de vaincre en Allemagne. Sachez-le bien: il n'est pas de trahison, il n'est pas de vilénie à laquelle les impérialistes qui gouvernent vos pays ne soient prêts pour étouffer la révolution allemande. Venez en aide à vos frères travailleurs allemands! Par vos manifestations, par vos préparatifs, faites comprendre au monde et, tout d'abord, aux classes dirigeantes de vos propres pays que vous ne permettrez pas aux capitalistes anglais, français, belges, d'assassiner les travailleurs allemands.

Soldats anglais, français et belges! Si l'on vous envoie contre vos frères ouvriers allemands insurgés, si l'on veut vous contraindre à tourner vos baïonnettes vers les poitrines des prolétaires allemands, de leurs femmes, de leurs mères, tournez ces baïonnettes contre vos propres chefs **BOURGEOIS**, fraternisez

avec les insurgés, passez de notre côté de la barricade!

Souvenez-vous qu'il n'est pas de plus grand crime pour le travailleur honnête que de tacher ses mains du sang des travailleurs d'un autre pays. Ne l'oubliez pas: les travailleurs allemands se battent pour leur pain, pour la paix, pour la liberté. Ne l'oubliez pas! Les guerres ne se termineront que lorsque, d'une main de fer, nous aurons mis un terme à la domination capitaliste.

Les travailleurs du monde retiennent leur respiration en attendant l'issue de la lutte héroïque engagée

par les vaillants prolétaires d'Allemagne. La révolution prolétarienne allemande qui croît sous nos yeux est l'objet de leur plus ardente sympathie.

Vive la dernière lutte, la lutte décisive!
Vive la révolution prolétarienne en Allemagne et dans le monde entier!

Le Président du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

G. ZINOVIEV.

25 mars 1920.

Au 3-e Congrès panrusse des Syndicats.

Chers camarades!

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste vous adresse un salut fraternel.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a considéré dès le premier jour que la III-e Internationale doit réunir en son sein non seulement tous les partis ouvriers mais aussi tous les syndicats, toutes les organisations économiques du prolétariat. Sous ce rapport il désire renouer la glorieuse tradition de la I-e Association Internationale des Travailleurs dont Marx et Engels furent les guides.

La question de l'organisation internationale des syndicats figure à l'ordre du jour de votre congrès. Elle est mûre pour le débat. Avec le concours du capital international dont ils exécutent les ordres les social-traitres s'efforcent de ressusciter l'Internationale jaune des syndicats. La II-e Internationale s'est écroulée comme un château de cartes. Tout ce qu'il y a de probe dans la II-e Internationale s'en échappe comme d'une maison de pestiférés. Mais les socialistes jaunes comptent prendre leur revanche dans le mouvement syndical, où, jusqu'au dernier moment, ils ont eu quelques succès.

La grande mission historique des syndicats russes leur impose le devoir de prendre à l'heure actuelle l'initiative de la création d'une véritable Internationale des Syndicats rouges, prêts à combattre non seulement par des discours mais aussi par des actes, pour la dictature du prolétariat. L'Internationale Communiste considère comme erronée l'opinion suivant laquelle les communistes pourraient se prononcer contre le mouvement syndical. Elle est convaincue qu'il appartient aux syndicats d'industrie, arrachés des mains des social-traitres et réorganisés sur des bases révolutionnaires de jouer un rôle décisif dans l'édification so-

cialiste de l'avenir. C'est pourquoi ils nous sont absolument nécessaires tant dans les pays où le prolétariat lutte encore pour le pouvoir que dans ceux où il le détient. L'Internationale Communiste fera donc tout ce qui est en son pouvoir pour aider à la transformation révolutionnaire des syndicats et à l'union internationale des syndicats rouges. Le C. E. est convaincu que les délégués des syndicats du monde entier assisteront au prochain Congrès de l'Internationale Communiste, dont leurs organisations deviendront des sections.

Les syndicats révolutionnaires des pays où la bourgeoisie détient encore le pouvoir ont besoin de notre concours pratique. Nous sommes convaincus que votre Congrès voudra créer le fond de combat nécessaire à la solidarité internationale. Nous proposons d'y consacrer toutes les caisses de grèves des syndicats russes, dont ils n'ont évidemment plus besoin. Quand, il y a quelques semaines à peine, le Soviet de Pétrograd invita les travailleurs de la capitale rouge à témoigner efficacement de leur solidarité envers les métallurgistes suédois plus de dix millions de roubles furent recueillis en peu de jours. La décision autorisée de votre Congrès peut donner à la solidarité internationale des sommes beaucoup plus fortes.

Votre voix retentira dans le monde entier.

Vive le III-e Congrès panrusse des Syndicats!

Vive l'Internationale rouge des Syndicats d'industrie!

Le Président du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste

G. ZINOVIEV.

SALUT A LÉNINE!

Les représentants des Partis Communistes des différents pays et les membres du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste adressent à l'occasion de son cinquantième anniversaire, un salut fraternel au chef éprouvé de la révolution mondiale, au camarade Lénine. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, au nom du prolétariat mondial à la veille de remporter la victoire exprime la vive espérance et la ferme conviction de voir le camarade Lénine à la tête du mouvement jusqu'à la libération définitive de l'humanité.

Vive le communisme mondial, vive son chef génial, le camarade Lénine!

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste:

G. Zinoviev, K. Radck, Boukharine, Berzine, Schmeral, Roudngansky, Fryus, Kollontai, Grimlund, Angelika Balabanov, Alexander Bylan, Sirola, Marchlewsky, Klinger, Vorovsky, Nelgarth, Lazare Schatzky, Turre Nerman.

Fusion des Partis Communistes Ukrainiens

Le camarade Zinoviev a reçu le 16 mars 1920 la dépêche suivante:

La conférence pan-ukrainienne des communistes borobistes salue au nom du Parti tout entier le camarade Zinoviev, leader de l'Internationale Communiste. A l'unanimité la conférence l'a élu à la présidence d'honneur.

Pour le Bureau:
BLATITNY.

Le camarade Zinoviev a répondu par le télégramme suivant:

Kharkov.

A la Conférence pan-ukrainienne des communistes-borobistes.

Je vous remercie bien vivement et me permets de vous adresser quelques mots au nom du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Les communistes de tous les pays suivant avec intérêt les destinées de la révolution en Ukraine seraient heureux d'apprendre qu'il n'y a plus en Ukraine qu'un Parti Communiste menant le prolétariat et les paysans pauvres à la victoire, en étroite alliance avec la République Socialiste Fédérative des Soviets Russes.

Le Comité Exécutif prend l'initiative de vous inviter à entrer dans le Parti Communiste d'Ukraine (bolchévik) qui a, pendant un quart de siècle, préparé les victoires actuelles.

L'Internationale Communiste est convaincue que l'unité d'action des communistes en Ukraine est non seulement nécessaire mais aussi possible.

ZINOVIEV.

NOTE DE LA RÉDACTION. Nous apprenons avec plaisir que les communistes-borobistes ukrainiens sont, en effet, entrés dans le Parti Communiste Ukrainien (bolchévik). Il n'y a donc plus qu'un Parti Communiste unifié en Ukraine. Nous lui adressons notre salut fraternel.



DÉLIBÉRATIONS DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Une importante réunion du Comité Exécutif de la III-e Internationale a eu lieu à Pétrograd dans les derniers jours d'avril. Outre les membres du Comité, plusieurs camarades étrangers récemment arrivés y assistaient.

Diverses résolutions importantes ont été adoptées. Les organisations communistes en seront directement informées.

Nous en publions quelques-unes.

I.

La déclaration suivante est parvenue au Comité Exécutif.

Chers Camarades du Bureau de la III-e Internationale, Nous confions au hasard de la poste internationale la communication suivante:

"L'Unione sindacale italiana" vous est peut-être connue. Elle représente en Italie le mouvement ouvrier minoritaire à tendance révolutionnaire et syndicaliste. Elle se trouve sur le même terrain d'idées que les camarades de France, tels que Monatte et Péricat, soit en ce qui concerne la lutte de classes en général, soit en ce qui concerne la guerre, soit en ce qui concerne votre grande et magnifique révolution.

"L'Unione sindacale italiana" existait déjà avant la guerre. Et durant la guerre elle a expulsé les De Ambris et Cie, à cause de leur reniement et de leur abandon des principes syndicalistes. Le gouvernement n'a cessé de la persécuter. Tous ses militants furent emprisonnés ou internés. Mais elle n'en poursuivait pas moins sa propagande et aujourd'hui elle compte trois cent mille adhésions répartis dans toutes les régions d'Italie, travailleurs des champs et de l'usine.

Lors de la grève générale des 20-21 juillet dernier, tous les militants de l'U. S. I. furent emprisonnés parce que, bien que partisans de la grève et décidés à y participer de toutes leurs forces, ils n'étaient pas d'accord avec ceux qui voulaient limiter le mouvement à une grève de 48 heures. Ils auraient voulu un mouvement plus ample, dont le point de départ n'aurait pas été annoncé d'avance. En cela ils étaient d'accord avec tous les éléments extrémistes du prolétariat et aussi du parti socialiste.

Nous avons jugé utile de faire d'abord cet exposé de notre action avant de vous informer que notre organisation a décidé, lors de la réunion du Conseil National des 24, 25 et 26 juin, d'adhérer à la Troisième et glorieuse Internationale. Cette décision fut motivée sur les considérations suivantes:

"Considérant que les bases constitutives de la Troisième Internationale élaborées par les communistes de Russie marquent une orientation vers la gauche et sont inspirées du principe de la séparation internationale des forces ouvrières placées sur le terrain de la lutte de classes des social-patriotes et de tous les partisans de la collaboration de classes;

"Rappelant l'article 9 de la charte de la nouvelle Internationale dans lequel les Communistes russes proclament qu'il est nécessaire que tous les éléments du mouvement ouvrier révolutionnaire fassent bloc sans tenir compte des anciennes considérations et classifications: "Acclamant l'admirable œuvre rénovatrice des Russes, décide l'adhésion de L'UNIONE SINDICALE ITALIANA, à la Troisième Internationale de Moscou".

Cette délibération, camarades, est en concordance complète avec notre attitude depuis le début de la guerre, avec notre refus de participer à la Conférence de Leeds, en 1916. Nous avons toujours aussi été d'accord avec les Conférences de Zimmerwald et de Kienthal, mais lorsqu'elles furent tenues, notre mouvement était écrasé sous le poids de la réaction et nous n'avons pas eu la possibilité matérielle de participer à ces Conférences internationales.

Aujourd'hui que l'initiative d'une renaissance de l'Internationale vient de vous, qui avez le grand honneur d'avoir fondé votre expérience théorique sur la démolition du vieux régime démocratique, nous sommes prêts à mettre en pratique notre détermination. Communiquons-nous votre réponse. Servez-vous des moyens qui sont à votre disposition pour l'envoyer en Italie. Mais vous ferez peut-être bien d'envoyer en même temps une copie à nos camarades de Paris (Monatte ou Péricat) et à nos camarades des I. W. W., à Chicago.

A. BORGHI

Secrétaire général de "l'Unione sindacale italiana".

Aucune décision n'est adoptée à ce sujet, mais l'Unione Sindicale est invitée à donner au Comité Exécutif des renseignements précis sur ses organisations. Le Parti Italien est prié de faire connaître son avis. La question sera tranchée après réception des réponses. Un message fraternel sera adressé à l'Unione Sindicale.

II.

Résolution concernant l'Internationale de la Jeunesse.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste s'en remet au II-e Congrès de l'Internationale Communiste pour décider des liens organiques entre l'Internationale de la Jeunesse et le Comité Exécutif.

Sans que ce fait puisse être considéré comme un précédent le Comité Exécutif décide d'admettre en son sein à titre provisoire et jusqu'au II-e Congrès de l'Internationale Communiste un représentant de l'Internationale de la Jeunesse. Il aura voix délibérative.

Le Comité Exécutif décide de déléguer un de ses membres à l'Internationale de la Jeunesse. Le Petit Bureau est chargé de l'application de cette décision. Il est également chargé d'élaborer une résolution concernant l'attitude du Comité Exécutif concernant le Congrès de Berlin de la Jeunesse Communiste Internationale.

III.

Sur l'organisation des Ouvrières.

Le Comité Exécutif décide:

1. La camarade Clara Zetkin est nommée secrétaire des organisations des ouvrières.
2. La prochaine conférence des organisations communistes des ouvrières sera chargée de créer une section permanente de l'Internationale Communiste.
3. Jusqu'à la réunion de cette conférence la représentante des organisations d'ouvrières de Russie aura voix consultative au Comité Exécutif.
4. Un bureau d'information spécialement chargé de recueillir tous renseignements concernant le mouvement féminin sera constitué près le Comité Exécutif.

IV.

Sur le Bureau Néerlandais de la III-e Internationale.

Le Comité Exécutif a chargé il y a plusieurs mois un camarade hollandais de former dans son pays un Bureau Auxiliaire de l'Internationale Communiste.

Ce bureau a été formé. Malheureusement il s'écarte en ce qui concerne **PLUSIEURS QUESTIONS DE LA PLUS HAUTE IMPORTANCE** de la ligne de conduite du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Le Comité Exécutif se voit donc obligé **D'ANNULER** les mandats par lui donnés à ce groupe de camarades hollandais.

La résolution suivante a été adoptée à l'unanimité: Nous sommes convaincus que nos désaccords avec les camarades hollandais seront bientôt liquidés. Contrairement aux usages de la II-e Internationale nous ne dissimulons pas nos divergences de vues et ne tolérerons pas d'équivoques.

Texte de la résolution:

Le Bureau néerlandais a adopté concernant diverses questions (des Syndicats, du parlementarisme) une attitude contraire à celle du Comité Exécutif. Le bureau

néerlandais s'est abstenu d'informer le Comité Exécutif de ces divergences de vues, avant de convoquer la conférence internationale d'Amsterdam.

Considérant cette situation le Comité Exécutif annule le mandat du bureau néerlandais et le retire. Le Comité Exécutif charge le Petit Bureau d'adresser aux camarades hollandais un rapport détaillé sur ces faits. Les fonctions du bureau d'Amsterdam sont transmises au secrétariat pour l'Europe occidentale.

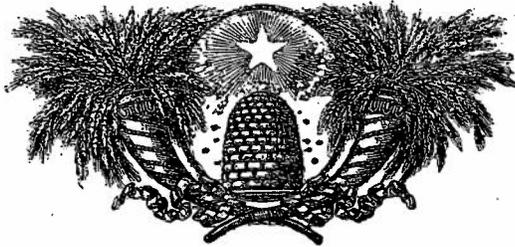
V.

Sur le Comité Central du Parti Communiste Finlandais.

Sur proposition des travailleurs communistes finlandais organisés, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste désigne, jusqu'à la réunion du Congrès Communiste finlandais un Comité Central provisoire du Parti communiste finlandais.

Le Comité Exécutif est convaincu que tous les camarades finlandais se soumettront sans discussion à ce Comité Central. Le Comité Exécutif l'exige de tous les camarades finlandais.

S'adresser, pour affaires concernant le Comité Central du Parti Communiste finlandais aux camarades: Manner, Kuusinen, Evia, Eino Rakhia.



HÉROS ET MARTYRS DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

QUELQUES PAGES D'HISTOIRE EN MÉMOIRE DE LA COMMUNE DE PARIS

(1871)

*Extrait de l'Histoire de la
Commune par Lisagoray.*

...L'ordre régnaît à Paris. Partout des ruines, des morts, de sinistres crépitements. Les officiers tenaient la chaussée, provocateurs, faisant sonner leur sabre; les sous-officiers imitaient leur arrogance. Les soldats bivouaquaient sur toutes les grandes voies; quelques-uns, abrutis par la fatigue et le carnage, dormaient sur les trottoirs; d'autres préparaient la soupe à côté des cadavres en chantant la chanson du pays.

Le drapeau tricolore pendait à toutes les croisées pour détourner les perquisitions. Les fusils, les gibernes, les uniformes s'amoncelaient dans les ruisseaux des quartiers populaires. Sur les portes, des femmes assises, la tête dans les poings regardaient fixement devant elles, attendant un fils ou un mari qui ne devait pas revenir.

Dans les quartiers riches la joie hurlait. Les francs fileurs des deux sièges, les manifestants de la rue de la Paix, beaucoup d'émigrés de Versailles avaient repris possession des boulevards. Depuis le jeudi, cette populace gantée, soyeuse, glapissante courait après les prisonniers, acclamant les gendarmes qui conduisaient les convois⁽¹⁾, applaudissant aux tapissières sanglantes. Les pékins luttaient de désinvolture avec les militaires. Tel qui n'avait pas dépassé le café de Helder racontait la prise du Château-d'Eau, se vantait d'avoir fusillé sa douzaine de prisonniers. Des femmes élégantes et joyeuses allaient, en partie fine, regarder les cadavres et, pour jouir des valeureux morts, du bout de l'ombrelle, soulevaient les derniers vêtements.

« Habitants de Paris, dit Mac-Mahon, le 28 à midi, Paris est délivré! Aujourd'hui la lutte est terminée, l'ordre, le travail et la sécurité vont renaître ».

« Paris délivré » fut écartelé à quatre commandements sous les ordres des généraux Vinoy, Ladmirault, Cisse, Douay, et replacé sous le régime de l'état de siège levé par la Commune. Il n'y eut plus à Paris qu'un gouvernement, l'armée qui mas-

⁽¹⁾ « Avec quelle joie seraine l'œil se reposait sur les loyales figures de ces braves gendarmes qui, marchant d'un pas allègre aux flancs de la hideuse colonne lui formaient un sévère et martial encadrement ». Françoise Sarcey.

Boulevard des Italiens, des femmes embrassèrent les bottes des cavaliers qui escortaient les convois.

sacrait Paris. Les passants furent contraints de démolir les barricades, et tout signe d'impatience amena l'arrestation, tout imprécation la mort. On afficha que tout détenteur d'une arme serait immédiatement traduit devant un conseil de guerre; que toute maison de laquelle on tirerait serait livrée à une exécution sommaire. Tous les lieux publics furent fermés à onze heures du soir. A partir de cette heure, les officiers en uniforme purent seuls circuler librement; les patrouilles à cheval sillonnèrent les rues. L'entrée de la ville fut difficile et la sortie impossible. Les marchers ne pouvant aller et venir, les vivres faillirent manquer.

« La lutte terminée », l'armée se transforma en un vaste peloton d'exécution. Le dimanche, plus de cinq mille fédérés pris aux environs du Père-Lachaise, furent amenés dans la prison de la Roquette. Un chef de bataillon se tenait à l'entrée, toisait les prisonniers et disait: « A droite » ou « A gauche ». Ceux de gauche étaient pour être fusillés. Leurs poches vidées, on les alignait devant un mur et on les abattait. En face du mur, deux ou trois prêtres, le nez dans leur bréviaire, marmottaient les prières des agonisants.

Du dimanche au lundi matin, dans la seule Roquette, on tua ainsi plus de dix neuf cents personnes. Le sang coulait à gros bouillons dans les ruisseaux de la prison. Même égorgement au Père-Lachaise, à l'Ecole Militaire, au parc Monceaux, au Luxembourg où les soldats, éreintés, appuyaient leurs fusils jusqu'à toucher les patients. Le mur de la terrasse contre laquelle s'adossaient les victimes, ruisselait de cervelles; les exécuteurs piétinaient dans un marais de sang.

⁽¹⁾ On saura tous les noms plus tard. Citons entre plus de cent à la mairie du V^e, le lieutenant de la garde nationale Galle, au collège Bonaparte, M. de Soulanges chef du 69^e bataillon; à la mairie du XIII^e, MM. d'Avril chef du 4^e bataillon, Lascol chef du 17^e à Elysée, M. Ossude et le chef du 3^e bataillon, M. de Saint-Genier; à la mairie du VII^e, M. Blamont lieutenant au 17^e bataillon, à la mairie du IX^e, M. Charpentier; au Luxembourg, MM. Gosselin, Parfait, Daniel du 17^e; au Châtelet, le colonel Vabre, qui avait, le 18 mars, déguerpi de l'Hôtel-de-ville, conquis en peu d'heures, malgré l'acharnement de ses collègues, une atroce célébrité.

C'étaient là les boucheries sans phrases. Ailleurs, on conduisait les prisonniers devant les cours martiales dont Paris était couvert depuis le lundi. Les officiers de la garde nationale honnête présidaient ou ils assistaient ceux de l'armée le sabre entre les jambes, le cigare aux dents⁽¹⁾.

L'interrogatoire durait un quart de minute. „Avez-vous pris les armes? Avez-vous servi la Commune? Montrez vos mains“. Si l'attitude résolue d'un prisonnier trahissait un combattant, si la figure était ingrate, sans lui demander son nom, sa profession, sans tenir compte de son âge, on le déclarait *classé*. „Vous?“, disait-on au voisin, et ainsi de suite, jusqu'au bout de la file, sans excepter les femmes, les enfants, les vieillards. Quand un caprice épargnait quelque prisonnier, il était dit *ordinaire*, et réservé pour Versailles. Personne n'était libéré.

On livrait tout chaud les *classés* aux exécuteurs qui les emmenaient dans le jardin ou la cour la plus proche. Du Châtelet par exemple, ils étaient conduits à la caserne Lobau. Là, à peine les portes refermées, les gendarmes tiraient sans même grouper leurs victimes devant un peloton. Quelques-unes mal touchées, couraient le long des murs. Les gendarmes leur faisaient la chasse, les canardaient jusqu'à extinction de vie. Moreau, du Comité Central, périt dans une de ces fourrées. Surpris, le jeudi soir, rue de Rivoli, il fut conduit au Châtelet et fusillé le lendemain.

Le massacre se poursuivait de la sorte, méthodiquement organisé, à l'École Militaire, à la caserne Dupleix, au Lycée Bonaparte, aux gares du Nord et de l'Est, au Jardin des Plantes, dans beaucoup de mairies et de casernes, concurrentement avec les abattoirs. De grandes tapisseries à claire-voie venaient chercher les cadavres et allaient se vider dans le square ou le terrain vague voisin.

Les victimes mouraient simplement, sans fanfaronnade. Beaucoup croisaient les bras devant les fusils, commandaient le feu. Des femmes, des enfants, suivaient leur mari et leur père, criant aux soldats: „Fusillez-nous avec eux!“ Et on les fusillait. On vit des femmes jusque là étrangères à la lutte, exaspérées par ces boucheries, descendre dans la rue, souffleter des officiers, puis se jeter contre un mur, attendant la mort.

Cavaignac avait promis le pardon et il massacra. M. Thiers avait juré par les lois: il laissa cartel blanche à l'armée. Les officiers de retour d'Allemagne, purent assouvir à volonté leur rage sur ce Paris qui leur avait fait l'injure de ne pas capituler; les bonapartistes, venger sur les républicains les vieilles haines de l'Empire. Un général (Cissey très probablement) donna l'ordre de fusiller M. Cernuschi dont le crime était d'avoir offert cent mille francs pour la campagne anti-plébiscitaire de 70. Tout individu de quelque notoriété populaire, était sûr de mourir. Le docteur Tony-Moulin, sans rôle pendant la Commune, mais qui avait été impliqué dans plusieurs procès politiques sous l'Empire, fut, en quelques minutes, jugé et condamné à mort, „non, voulurent bien lui dire ses juges, qu'il eut commis aucun acte qui la méritait, mais parce qu'il était un chef du parti socialiste, un de ces hommes dont un gouvernement prudent et sage doit se débarrasser quand il en trouve l'occasion légitime“. Les radicaux dont la haine contre la Commune était

le mieux démontrée n'osèrent pas mettre le pied dans Paris de peur d'être compris dans l'égorgeant.

L'armée n'ayant ni police, ni renseignements précis tuait à tort et à travers. Le premier passant qui appelait quelqu'un d'un nom révolutionnaire le faisait fusiller par les officiers avides de toucher la prime. Ils fusillèrent un faux Billioray malgré ses protestations désespérées. Le *Gaulois* publia le récit d'un chirurgien militaire qui *connaissait* Vallès et avait assisté à son exécution. Des témoins oculaires affirmèrent avoir vu fusiller Le français, le jeudi, rue de la Banque. Le vrai Billioray fut jugé au mois d'août, Vallès et Le français purent gagner l'étranger. Des membres et des fonctionnaires de la Commune furent ainsi fusillés, et souvent plusieurs fois, dans la personne d'individus qui leur ressemblaient plus ou moins.

Varlin, hélas, ne devait pas échapper. Le dimanche 28, il fut reconnu, rue Lafayette, et conduit, traîné plutôt aux pieds des buttes Montmartre devant le général commandant. Le Versaillais l'envoya fusiller dans la rue des Rosiers. Par les rues de Montmartre, on promena Varlin une heure, une grande heure, les mains liées derrière le dos, sous la grêle des coups et des injures. Sa jeune tête méditative qui n'avait jamais eu une pensée cruelle, déchiquetée par les sabres, ne fut bientôt qu'un caillot, un hachis de chair, l'œil pendant hors de l'orbite. Rue des Rosiers, il ne marchait plus, on le portait. On l'assit pour le fusiller. Les misérables crèverent son cadavre à coups de crosse.

Le Mont des Martyrs n'en a pas de plus glorieux. Qu'il soit, lui aussi, enseveli dans le grand cœur de la classe ouvrière. Toute la vie de Varlin est un exemple. Il s'était fait tout seul par l'acharnement de la volonté, donnant le soir à l'étude les maigres heures que laisse l'atelier, apprenant, non pour se pousser dans la bourgeoisie, comme d'autres, mais pour instruire et affranchir le peuple. Il fut le nerf des associations ouvrières de la fin de l'Empire. Infatigable, modeste, parlant très peu, toujours au moment juste et, alors éclairant d'un mot la discussion embrouillée, il avait conservé le sens révolutionnaire qui s'é moussait souvent chez les ouvriers instruits. Un des premiers au 18 mars, au labeur pendant toute la Commune, il fut aux barricades jusqu'au bout. Ce mort là est tout ouvrier. C'est à Varlin et à Delescluze que serait dédiée cette histoire s'il y avait place au frontispice pour un autre que le grand Paris.

Les journalistes versaillais crachèrent sur le cadavre, dirent qu'on avait trouvé sur lui des centaines de mille francs⁽¹⁾. Rentrés dans Paris, avec l'armée, ils la suivaient comme des chacals et grouinaient dans les morts. Ceux de filles surtout étaient fous d'hystérie sanguinaire. La coalition du 21 mars était refaite. Tous n'avaient qu'un même aboiement contre les travailleurs vaincus. Loin d'entrayer le massacre, ils y poussaient, publiaient les-

(1) Le journal *l'Ariégeois* a publié le texte du rapport adressé au colonel du 6^e de ligne par le lieutenant Siere, originaire de l'Ariège, qui a procédé à l'arrestation de Varlin et commandé le peloton d'exécution. Nous en extrayons le passage suivant: „Parmi les objets trouvés sur lui, se trouvaient un porte-feuille portant son nom, un porte-monnaie contenant 284 fr. 75 c., un canif, une montre en argent et la carte de visite du nommé Tridon“.

noms, les gîtes de ceux qu'il fallait tuer, ne tarisaient pas d'inventions pour soutenir la terreur furieuse du bourgeois. Après chaque fusillade ils criaient encore.

Je cite au hasard, et pourrais citer des pages: „Il faut faire la chasse aux communeux" (*Bien public*). „Pas un des malfaiteurs dans la main desquels s'est trouvé Paris pendant deux mois ne sera considéré comme un homme politique: on les traitera comme des brigands qu'ils sont, comme les plus épouvantables monstres qui se soient vus dans l'histoire de l'humanité. Plusieurs journaux parlent de relever l'échafaud détruit par eux, afin de ne pas même leur faire l'honneur de les fusiller" (*Moniteur Universel*). „Allons, honnêtes gens! un coup de main pour en finir avec la vermine démocratique et internationale" (*Figaro*). „Ces hommes qui ont tué pour tuer et pour voler, ils sont pris et on leur répondrait: clémence! Ces femmes hideuses qui fouillaient à coups de couteau la poitrine d'officiers agonisants, elles sont prises et on dirait: clémence!" (*Patrie*) (!).

(?) Quelques journaux étrangers poussèrent les mêmes cris. *Naval and Military Gazette* du 27 mai disait: „Nous soutenons énergiquement que la corde est une mort trop douce pour ces misérables, et si la science médicale peut tirer quel que avantage de la vivisection de ces malfaiteurs, nous ne verrons aucun inconvénient à ce que les expériences fussent faites".

Pour encourager les bourreaux, s'il en était besoin, la presse leur jeta des couronnes.

„Quelle admirable attitude que celle de nos officiers et de nos soldats, disait *le Figaro*. Il n'est donné qu'au soldat français de se relever si vite et si bien". — „*Quel honneur!*" s'écriait *Le Journal des Débats*, notre armée a vengé ses désastres par une victoire inestimable".

Vingt-cinq mille hommes; femmes et enfants tués pendant la bataille ou après la lutte; trois mille au moins morts dans les cachots, les pontons, les forts ou des maladies contractées pendant leur captivité; treize mille sept cents condamnés, la plupart à des peines perpétuelles; soixante dix mille femmes, enfants, vieillards, privés de leurs soutiens naturels ou jetés hors de la France; cent onze mille victimes au minimum, voilà le bilan des vengeances bourgeoises pour la seule Révolution du 18 mars.

A cette heure, novembre 1876, quinze mille hommes, femmes et enfants sont maintenus en Calédonie ou en exil.

LISSAGARAY.

LES OUVRIÈRES DE PARIS ET LA DÉFENSE DE LA COMMUNE

Nous reproduisons ici, à l'occasion de la semaine sanglante de 1871 un manifeste des femmes socialistes de Paris, placardé pendant la Commune. Il fut suivi à quelques jours de distance par une résolution proposant des mesures concrètes et signée des citoyennes:

Adelaïde Valentin, ouvrière; Nodmie Colleuille, ouvrière; Marcand, ouvrière; Sophie Graix, ouvrière; Joséphine Pratt, ouvrière; Céline Delvainquier, ouvrière; Aimée Delvainquier, ouvrière; Elisabeth Dmitriev.

APPEL AUX CITOYENNES DE PARIS

Paris est bloqué, Paris est bombardé...

Citoyennes, où sont-ils nos enfants, et nos frères et nos maris?.. Entendez-vous le canon qui gronde et le tocsin qui sonne l'appel sacré?

Aux armes! La patrie est en danger!..

Est-ce l'étranger qui revient envahir la France? Sont-ce les légions coalisées des tyrans de l'Europe qui massacrent nos frères, espérant détruire avec la grande cité jusqu'au souvenir des conquêtes immortelles que depuis un siècle nous achetons de notre sang et que le monde nomme liberté, égalité, fraternité?..

Non, ces ennemis, ces assassins du peuple et de la liberté sont des Français!..

Ce vertige fratricide qui s'empare de la France, ce combat à mort, c'est l'acte final de l'éternel antagonisme du droit et de la force, du travail et de l'exploitation, du peuple et de ses bourreaux!..

Nos ennemis, ce sont les privilégiés de l'ordre social actuel, tous ceux qui toujours ont vécu de nos sueurs, qui toujours se sont engraisés de notre misère...

Ils ont vu le peuple se soulever en s'écriant: „Pas de devoirs sans droits, pas de droits sans devoirs!.. Nous voulons le travail mais pour en garder le produit... Plus d'exploiteurs, plus de maîtres!.. Le travail est le bien-être pour tous,—le gouvernement du peuple par lui-même,—la Commune, vivre libre en travaillant, ou mourir en combattant!"

Et la crainte de se voir appelés au tribunal du peuple a poussé nos ennemis à commettre le plus grand des forfaits, la guerre civile!..

Citoyennes de Paris, descendantes des femmes de la grande Révolution, qui, au nom du peuple et de la justice, marchaient sur Versailles, ramenant captif Louis XVI, nous, mères, femmes et sœurs de

LES HÉROS DE LA COMMUNE



J. B. MILLIÈRE



L. CE. DELESCLUZE



I. DOMBROWSKY



CH. T. FERRÉ



QUELQUES PORTRAITS DE PARISIENNES FILLES, PERDUES DU MARIAGE
POUR AVOIR PRIS PART A LA COMMUNE DE PARIS (1871).

ce peuple français, supporterons-nous plus longtemps que la misère et l'ignorance fassent des ennemis de nos enfants, que père contre fils, que frère contre frère, ils viennent s'entretenir sous nos yeux pour le caprice de nos oppresseurs, qui veulent l'anéantissement de Paris après l'avoir livré à l'étranger?

Citoyennes, l'heure décisive est arrivée. Il faut que c'en soit fait du vieux monde! Nous voulons être libres! Et ce n'est pas seulement la France qui se lève, tous les peuples civilisés ont les yeux sur Paris attendant notre triomphe pour à leur tour se délivrer. Cette même Allemagne, — dont les armées princières dévastaient notre patrie, jurant la mort à ces tendances démocratiques et socialistes, — est elle-même ébranlée et travaillée par le souffle révolutionnaire! Aussi, depuis six mois est-elle en état de siège, et ses représentants ouvriers sont au cachot! La Russie même ne voit périr ses défenseurs de la liberté que pour saluer une génération nouvelle, à son tour prête à combattre et à mourir pour la république et la transformation sociale!

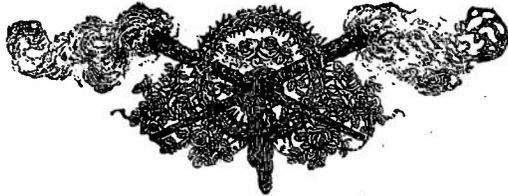
L'Irlande et la Pologne, qui ne meurent que pour renaitre avec une énergie nouvelle, — l'Espagne et l'Italie, qui retrouvent leur vigueur perdue pour se joindre à la lutte internationale des peuples, — l'Angleterre, dont la masse entière, prolétaire et salariée, devient révolutionnaire par position sociale, — l'Autriche, dont le gouvernement doit réprimer les révoltes simultanées du pays même et des pouvoirs slaves, — cet entre-choc perpétuel entre les classes régnautes et le peuple n'indique-t-il pas que l'arbre de la liberté, fécondé par les flots de sang versés durant des siècles, a enfin porté ses fruits!

Citoyennes, le gant est jeté, il faut vaincre ou mourir! Que les mères, les femmes, qui se disent: „Que m'importe le triomphe de notre cause, si je dois perdre ceux que j'aime!“ se persuadent enfin que le seul moyen de sauver ceux qui leur sont chers, — le mari qui la soutient, l'enfant en qui elle met son espoir, — c'est de prendre une part active à la lutte engagée, pour la faire cesser enfin et à tout jamais, cette lutte fratricide qui ne peut se terminer que par le triomphe du peuple, à moins d'être renouvelée dans un avenir prochain!

Malheur aux mères, si une fois encore le peuple succombait! Ce seront leurs fils enfants qui paieront cette défaite, car pour nos frères et nos maris, leur tête est jouée, et la réaction aura beau jeu!... De la clémence, ni nous, ni nos ennemis nous n'en voulons!...

Citoyennes, toutes résolues, toutes unies, veillons à la sûreté de notre cause! Préparons-nous à défendre et à venger nos frères! Aux portes de Paris, sur les barricades, dans les faubourgs, n'importe! soyons prêtes, au moment donné, à joindre nos efforts aux leurs; si les infâmes qui fusillent les prisonniers, qui assassinent nos chefs, mitraillent une foule de femmes désarmées, tant mieux! le cri d'horreur et d'indignation de la France et du monde achèvera ce que nous avons tenté! Et si les armes et les baïonnettes sont toutes utilisées par nos frères, il nous restera encore des pavés pour écraser les traitres!

UN GROUPE DE CITOYENNES.





LES RÉVOLUTIONNAIRES DOIVENT-ILS MILITER DANS LES SYNDICATS RÉACTIONNAIRES ?

Les communistes de „gauche“ allemands croient pouvoir répondre résolument à cette question par la négative. A les entendre les déclamations et les cris de colère contre les syndicats „réactionnaires“ et „contre-révolutionnaires“ suffisent (chez K. Kerner, cela sonne avec une gravité „toute spéciale et fort sotté“) à „démontrer“ l’inutilité et même la stérilité de l’action révolutionnaire des communistes, dans les syndicats contre-révolutionnaires des sociaux chauvins, des conciliateurs, des Leghiens.

Mais quel-que convaincus que soient les communistes de „gauche“ allemands du caractère révolutionnaire de cette tactique elle est en fait et à sa base profondément erronée et si ce n’est quelques phrases creuses, elle ne renferme absolument rien.

Pour faire la lumière là-dessus, je partirai de notre expérience—conformément au plan général du présent article qui a pour but d’appliquer à l’Europe occidentale ce qu’il y a de généralement applicable, de généralement significatif, de généralement obligatoire dans l’histoire et dans la tactique actuelle du bolchévisme.

Le contact des leaders du parti, de la classe, des masses et en même temps celui de la dictature du prolétariat et de son parti avec les syndicats se présente maintenant chez nous concrètement de la manière suivante: Le parti communiste—qui, selon les données du dernier congrès (avril 1920) groupe 611 000 membres—réalise la dictature du prolétariat. Le nombre de ses membres a fortement oscillé avant la révolution et après la révolution et il fut moins important même en 1918 et 1919. Nous appréhendons d’élargir notre mesure les cadres du parti sachant bien que les arrivistes et les chevaliers d’industrie, — qui ne méritent que le niveau d’exécution—tenteraient de se glisser dans le parti au pouvoir. Dernièrement nous avons largement ouvert les portes du parti (rien qu’aux ouvriers et aux paysans) aux heures (hiver 1919) où Yudenitch était à quelques verstes de Pétr grad, et Dénikine à Orël (à 350 kilomètres de Moscou), c’est-à-dire lorsque la République soviétiste était en danger de mort, et lorsque les aventuriers, les arrivistes, les chevaliers d’industrie, et d’une façon générale les lâches ne pouvaient en aucun cas compter par suite de leur adhésion une carrière avantageuse, mais devaient plutôt s’attendre à la potence et aux persécutions. Un Comité Central de 19 membres, élus au Congrès, gouverne le parti qui réunit des congrès annuels (au dernier congrès la représentation était de 1 délégué par mille membres)

mais pour la gestion des affaires courantes on est obligé, à Moscou, d’avoir recours à des bureaux plus restreints, appelés notamment „Bureau d’organisation“ et „Bureau politique“ qui sont élus en assemblées plénières du Comité central à raison de 5 membres pris dans son sein pour chaque bureau. Une véritable „oligarchie“ en résulte par conséquent. Et il n’est pas une „importante“ question politique ou d’organisation qui soit tranchée par une seule organisation gouvernementale de notre république sans que le Comité central du parti n’ait donné ses directives.

Le parti s’appuie immédiatement pour son action sur les syndicats formellement „neutres“ qui groupent à l’heure actuelle, selon les données du dernier congrès (avril 1920) plus de quatre millions de membres. En fait toutes les institutions dirigeantes de l’énorme majorité des syndicats et en premier lieu, naturellement, le centre ou le bureau syndical panrusse (le Soviet Central des syndicats panrusse) se composent de communistes et appliquent toutes les directives du parti. On obtient dans son ensemble un appareil prolétarien, qui n’est pas officiellement communiste, mais souple et relativement large, très puissant, par lequel le parti est intimement lié avec la classe et avec la masse et par lequel, sous la direction du parti, la dictature de classe est réalisée. Gouverner le pays et réaliser la dictature sans la plus étroite liaison avec les syndicats, sans leur appui énergique, sans leur action dévouée non seulement dans l’édification économique mais aussi dans l’organisation militaire, nous ne l’aurions pu, c’est l’évidence même, ni pendant 2 années et demie, ni même pendant 2 mois et demi. On comprend que cette liaison la plus étroite signifie en pratique une action de propagande, d’agitation très complexe et des plus diverses, d’opportunes et fréquentes conférences non seulement avec les dirigeants mais d’une façon générale avec les militants influents des syndicats, qu’elle signifie une lutte résolue avec les menchéviks qui jusqu’à présent ont gardé un certain nombre de partisans — bien petit, il est vrai—qu’ils initient à toutes les roueries possibles de la contre-révolution, à commencer par la défense convaincue de la démocratie (bourgeoise), par les péroraisons sur „l’indépendance“ des syndicats (indépendants... du pouvoir gouvernemental ouvrier!) pour finir par le sabotage de la discipline prolétarienne, etc., etc.

Nous reconnaissons l’insuffisance de la liaison avec les „masses“ par les syndicats. Une pratique s’est créée en Russie au cours de la révolution, que

nous nous efforçons par tous les moyens de maintenir, de développer, d'élargir: celle des Conférences neutres d'ouvriers et de paysans, qui nous permettent d'observer l'état d'esprit des masses, de nous rapprocher d'elles, de répondre à leurs questions, de placer les meilleurs de leurs éléments aux postes gouvernementaux, etc. Par un récent décret sur la réorganisation du Commissariat du Contrôle d'Etat qui devient „Inspection ouvrière et paysanne“, les Conférences neutres de ce genre ont reçu le droit d'élire des membres du Contrôle d'Etat chargés des fonctions les plus diverses, etc.

Il va de soi, que toute l'action du parti s'accomplit par les Soviets, qui groupent les masses laborieuses sans distinction de profession. Les congrès de districts des Soviets représentent une institution démocratique telle que n'en ont encore jamais vue les républiques les plus démocratiques du monde bourgeois et c'est par l'intermédiaire de ces congrès (dont le parti s'efforce de suivre l'évolution avec la plus sérieuse attention) de même que par l'affectation constante des ouvriers conscients aux différentes fonctions, en province, que le prolétariat remplit son rôle dirigeant à l'égard de la classe paysanne, en même temps que s'exerce la dictature du prolétariat des villes et l'action systématique contre la classe paysanne riche, bourgeoise, exploitrice, spéculatrice, etc.

Tel est le mécanisme général du pouvoir gouvernemental prolétarien examiné „d'en haut“, du point de vue de la pratique, de la réalisation de la dictature ouvrière. Il y a tout lieu d'espérer que le lecteur comprendra pourquoi le bolchévik russe, qui connaît de près ce mécanisme et qui l'a vu naître des petits cercles illégaux et clandestins au cours de 25 années, ne peut pas ne pas trouver toutes les discussions au sujet de la dictature „d'en haut“ ou „d'en bas“, des leaders ou de la masse, etc., ridicules, enfantines et niaises comme le serait une discussion sur l'utilité plus ou moins grande de la jambe gauche ou du bras droit.

Les dissertations les plus importantes, les plus savantes, les plus révolutionnaires des communistes de „gauche“ allemands sur ce thème, — à savoir que les communistes ne peuvent et ne doivent pas militer dans les syndicats réactionnaires, qu'il est permis de renoncer à cette action, qu'il faut se retirer des syndicats et organiser nécessairement des „syndicats ouvriers“ bien neufs, bien propres, bien gentils (et, le plus souvent, très jeunes) ne peuvent pas ne pas lui sembler de même un ridicule enfantillage.

Le capitalisme lègue inévitablement au socialisme: les vieilles distinctions professionnelles et corporatives, édifiées par les siècles, entre les ouvriers; et des syndicats qui ne peuvent se développer que très lentement, au cours d'années et d'années et qui se développeront en des syndicats industriels plus larges et moins corporatifs (englobant des industries entières et non plus des corporations, des corps de métiers et des professions). Par l'intermédiaire de ces syndicats industriels s'accomplira la suppression de la division du travail entre les hommes. On passera, à l'éducation, à l'instruction et à la formation d'hommes universellement préparés et développés, d'hommes *sachant tout faire*. C'est à cela que va, que doit aller et

que viendra le communisme, mais au cours d'un grand nombre d'années. Tenter de dépasser, pratiquement, dès aujourd'hui, ce résultat futur du communisme parvenu au terme de son complet développement, de sa simplification absolue, de son épanouissement intégral et de sa maturité, équivalent à vouloir rendre mère une fillette de quatre ans. Dans le meilleur des cas c'est une plaisanterie imbécile ou une gaminerie stupide; dans le pire, une malpropreté et un crime.

Nous devons (et nous pouvons) entreprendre l'édification du socialisme non pas en partant de l'imaginaire, non pas avec du matériel humain que nous aurions spécialement formé à cet effet mais avec ce qui nous a été laissé en héritage par le capitalisme. Chose incontestablement très „difficile“, mais tout autre façon d'aborder la tâche est si peu sérieuse qu'elle ne mérite même pas d'être discutée.

Les syndicats ont marqué un formidable progrès de la classe ouvrière au début du développement du capitalisme, en tant que passage des ouvriers divisés et impuissants aux premiers groupements d'union de classes. Lorsque la forme supérieure de l'union de classes des prolétaires, *le parti révolutionnaire du prolétariat* (qui ne méritera pas ce nom aussi longtemps qu'il ne saura pas lier les leaders avec la classe et les masses en un tout indissoluble), a commencé à se développer, les syndicats ont manifesté un certain caractère réactionnaire, une certaine étroitesse corporative, une certaine tendance à une attitude a-politique, une certaine inertie, etc. Mais le développement du prolétariat ne s'est effectué et n'a pu s'effectuer dans aucun pays du monde autrement que par les syndicats et par leur action de concert avec le parti. La conquête du pouvoir politique est un formidable progrès du prolétariat considéré comme classe, mais sitôt qu'elle est un fait accompli le parti se trouve d'autant plus obligé et par les anciennes méthodes, et par les nouvelles, à s'attacher à l'éducation des syndicats, à les diriger, sans oublier, en même temps, qu'ils restent et resteront longtemps l'indispensable „école du communisme“, l'école préparatoire des prolétaires pour la réalisation de leur dictature, l'association indispensable des ouvriers pour le passage définitif de toute l'économie du pays d'abord aux mains de la classe ouvrière (et non de professions isolées), puis de tous les travailleurs.

Un certain „esprit réactionnaire“ des syndicats, dans le sens indiqué, est inévitable sous la dictature du prolétariat. Ne pas le comprendre c'est faire preuve d'une totale incompréhension des conditions fondamentales de la transition du socialisme au communisme. Redouter ces „esprit réactionnaire“, s'efforcer de l'ignorer, de passer outre est d'une sottise immense, car c'est trouver trop lourd ce rôle de l'avant-garde du prolétariat qui consiste à éduquer, éclairer, instruire, attirer à une vie nouvelle les couches les plus retardataires et les masses de la classe ouvrière et paysanne. D'un autre côté remettre la réalisation de la dictature du prolétariat jusqu'au moment où il ne restera plus un seul ouvrier d'étroit esprit syndicaliste, plus un seul ouvrier qui n'eût plus de préjugés corporatifs et trade unionistes, serait une erreur encore plus profonde. L'art de la politique (et la compréhension par le commu-

niste de ses devoirs) consiste précisément à évaluer exactement les conditions et le moment où l'avant-garde du prolétariat pourra s'emparer victorieusement du pouvoir, où elle pourra à cette fin et, ceci fait, recevoir un appui suffisant des couches profondes de la classe ouvrière et des masses laborieuses non-prolétariennes, où elle saura après coup soutenir, renforcer, élargir sa domination en éduquant, en instruisant, en attirant à elle une quantité toujours plus grande de masses laborieuses.

Plus loin. Dans les pays plus avancés que la Russie, un certain esprit réactionnaire des syndicats s'est fait et devait se faire sentir, incontestablement plus violent que chez nous. En Russie les menchéviks trouvaient (et trouvent encore dans un petit nombre de syndicats) un appui parmi les syndiqués, précisément grâce à cet étroitesse corporative, à cet égoïsme syndicaliste et à l'opportunisme. En Occident les menchéviks se sont bien plus solidement "installés" dans les syndicats, et une "aristocratie ouvrière", syndicaliste, étroite, vaniteuse, revêche, cupide, petite-bourgeoise, d'un état d'esprit impérialiste, soudoyée, d'ailleurs, et corrompue par l'impérialisme, est apparue, bien plus puissante que chez nous.

C'est indiscutable. La lutte avec M. Gompers, avec MM. Joughaux, Henderson, Merrheim, Leghien et C^{ie} en Europe occidentale est incomparablement plus difficile que la lutte avec nos menchéviks qui représentent un type politique et social *essentiellement homogène*.

Il faut mener cette lutte sans pitié, et la pousser, comme nous l'avons poussée, jusqu'à couvrir de honte et à chasser des syndicats tous les incorrigibles leaders de l'opportunisme et du social chauvinisme. Il est impossible de conquérir le pouvoir politique (et il ne faut pas l'essayer) aussi longtemps que cette lutte n'a pas été poussée jusqu'à un certain degré, et que dans les différents pays et dans des conditions diverses ce "certain" degré n'est pas *identique*, état de choses que seuls les dirigeants politiques réfléchis, expérimentés, compétents, du prolétariat peuvent évaluer dans chaque pays pris isolément. En Russie la mesure de ce succès nous fut donnée notamment par les élections à l'Assemblée Constituante en novembre 1917, quelque jours après la révolution prolétarienne du 25 octobre 1917. Lors de ces élections, les menchéviks furent littéralement écrasés n'ayant reçu que sept cent mille suffrages—1 million et quart de voix, en y comprenant celles du Caucase,—contre neuf millions de suffrages réunis par les bolchéviks; voir à ce sujet mon article sur *les Elections à l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat* dans le N^o 7-8 de *l'Internationale Communiste*.

Mais nous luttons contre "l'aristocratie ouvrière" au nom de la masse ouvrière et pour la mettre de notre côté; nous combattons les leaders socialistes opportunistes et chauvins pour conquérir la classe ouvrière. Cette vérité élémentaire et d'ailleurs évidente ne peut être méconnue. C'est précisément la faute que commettent les communistes allemands "de gauche" qui du caractère réactionnaire des petites aristocraties syndicales concluent à... la sortie des syndicats, renoncent à y travailler et voudraient former de nouvelles organisations ouvrières précon-

ques. Faute impardonnable qui équivaut à un grand service rendu à la bourgeoisie. Car nos menchéviks de même que tous les leaders syndicaux opportunistes, de la tendance Kautsky, ne sont que des agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier (comme nous n'avons pas cessé de le démontrer en Russie) ou encore "les commis ouvriers de la classe capitaliste" selon l'expression profondément exacte des disciples américains de Daniel De Leon. Renoncer à l'action au sein des syndicats rétrogrades c'est abandonner les masses ouvrières arriérées à l'influence des leaders réactionnaires, de l'aristocratie ouvrière, des ouvriers embourgeoisés (consulter à ce sujet la lettre d'Engels à Marx—sur les travailleurs anglais, 1852).

L'absurde théorie de la non-participation des communistes au mouvement syndical d'esprit réactionnaire montre précisément avec quelle légèreté les communistes de "gauche" considèrent l'importante question de l'influence sur les "masses" et combien ils mésestiment du mot de "masse". Pour venir en aide à la masse, pour acquérir sa sympathie et son appui, il faut ne pas craindre les difficultés, les pièges, les insultes, les persécutions des leaders (qui opportunistes ou chauvins, sont le plus souvent en relations directes avec la bourgeoisie et la police) et travailler nécessairement *où va la masse*. Il faut savoir consentir aux sacrifices, surmonter les dangers les plus grands, se livrer à une propagande systématique, opiniâtre, persévérante, patiente partout—et quand même ce serait au sein des organisations les plus réactionnaires—où il y a des masses prolétariennes ou demi-prolétariennes.

Or les syndicats et les coopératives (ces dernières tout au moins dans certains cas) sont des organisations de ce genre. En Angleterre, s'il faut en croire un journal suédois (du 10.11.1919), le nombre des membres des trade-unions s'est élevé de la fin de 1917 à la fin de 1918 de 5.500.000 à 6.600.000, c'est-à-dire de 19%. À la fin de 1919 il s'élevait à 7.500.000 personnes.

Je n'ai pas sous la main les chiffres correspondants pour la France et l'Allemagne mais des faits absolument indiscutables et bien connus attestent l'accroissement considérable du nombre des syndiqués dans ces pays.

Ces faits manifestent clairement ce que des milliers d'autres symptômes confirment: la croissance de l'esprit d'organisation, l'accroissement de la conscience ouvrière dans les couches profondes du prolétariat, parmi les masses arriérées. Des millions d'ouvriers en Angleterre, en France, en Allemagne passent pour la *première fois* de l'inorganisation aux formes élémentaires (les plus simples et les plus accessibles) de l'organisation, à celles des syndicats; et les absurdes communistes allemands de la gauche tout en ne cessant pas de parler des "masses" se refusent à militer parmi les syndicats, en prétextant leur esprit réactionnaire, inventent, toute neuve, proprette, innocente des péchés bourgeois-démocratiques—mais coupable par contre des péchés corporatifs et d'étroitesse professionnelle, l'"Union Ouvrière", qui sera (qui sera), disent-ils, large et pour l'adhésion à laquelle on ne demande que (on ne demande quel) la reconnaissance du système des

Soviets et de la dictature du prolétariat (à ce sujet voir plus haut).

On ne peut concevoir plus grande déraison, plus grand tort fait à la révolution par des révolutionnaires de „gauche“. Certes, si en Russie même, après deux années et demie de victoires sans précédent sur la bourgeoisie russe et alliée, nous posions comme conditions d'admission au sein des syndicats la reconnaissance de la dictature du prolétariat, nous ferions une faute, nous diminuerions notre influence sur les masses, nous ferions le jeu des menchéviks. Car toute la tâche des communistes est de convaincre les autres travailleurs, de savoir travailler *parmi eux* et de ne pas se séparer d'eux par de „gauches“ inventions enfantines.

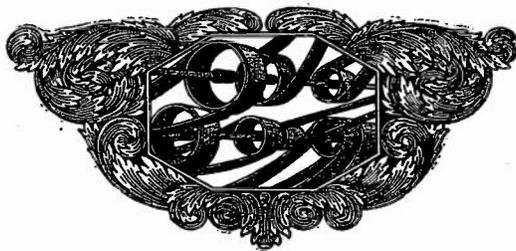
Point n'est besoin d'en douter, MM. Gompers, Henderson, Jouhaux, Leghien, sont très reconnaissants à ces révolutionnaires „de gauche“ qui comme ceux de „l'opposition de principe“ allemande (nous préserve le ciel de semblables principes) ou comme certains militants américains de l'Association des Travailleurs Industriels du Monde (I. W. W.) préchent la sortie des syndicats réactionnaires et se refusent à y travailler. N'en doutons pas, les leaders de l'opportunisme auront recours à toutes les ressources de la diplomatie bourgeoise, au concours des gouvernements bourgeois, du clergé, de la police, des tribunaux, pour fermer aux communistes l'entrée des syndicats, pour les en chasser, pour leur y rendre la situation intenable. Il faut savoir résister, à tout cela, consentir à tous les sacrifices, user même de tous les stratagèmes, user de ruse, adopter les procédés illégaux, se taire parfois, parfois voiler la vérité à seule fin d'entrer dans les syndicats, d'y rester et d'y accomplir malgré tout sa tâche communiste. Sous l'ancien régime tsariste, jusqu'en 1905

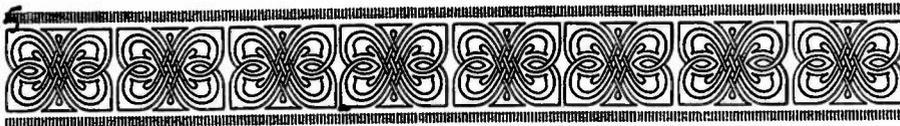
nous n'eûmes aucune possibilité d'action légale; mais quand le policier Zoubatov organisait ses réunions et ses associations ouvrières: réactionnaires, nous y envoyions pour combattre la réaction et sélectionner des révolutionnaires, des membres de notre parti (et je me souviens parmi ceux qui remplirent de semblables missions de l'ouvrier pétersbourgeois Babouchkine, fusillé en 1906), nos agents de liaison avec la masse, qui s'évertuaient à faire de l'agitation et à soustraire la masse à l'influence des gens de Zoubatov.

Agir de même est naturellement très difficile dans les pays de l'Europe Occidentale, pénétrés de préjugés constitutionnels, démocratico-bourgeois, légalistes. Mais il faut y réussir et procéder systématiquement.

Le Comité Exécutif de la III-e Internationale doit, à mon avis personnel, condamner et proposer au prochain congrès de l'Internationale Communiste de condamner tant la non-participation au mouvement syndical en général (en motivant sa décision par l'exposé détaillé du préjudice causé à la révolution par une semblable attitude), que, dans un cas particulier, l'attitude des militants hollandais de la *Tribune* qui — de façon directe ou indirecte, de force ou de biais, ouvertement ou non — soutiennent cette politique. La III-e Internationale doit renoncer aux procédés tactiques de la II-e et ne pas éluder les questions difficiles ou pressantes, mais les poser au contraire, nettement. Nous avons dit, bien en face, toute la vérité aux indépendants (Parti Social-Démocrate Indépendant d'Allemagne); nous la dirons de même aux communistes „de gauche“.

N. LÉNINE.





AUX SYNDICATS DE TOUS LES PAYS

(MESSAGE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE)

Au lendemain du 2 août 1914, au début de la boucherie impérialiste, les syndicats comptaient plus de 10 millions de membres. Ils n'opposèrent pourtant nulle part une résistance tant soit peu sérieuse à la boucherie impérialiste. Au contraire, les chefs de l'ancien mouvement syndical se mirent dans la plupart des cas, eux et leurs organisations, à la disposition des gouvernements bourgeois. Tout l'appareil des anciens syndicats fut mis au service du haut commandement impérialiste. Toutes les lois sur la protection du travail furent abrogées par la bourgeoisie avec l'entier consentement des chefs des syndicats. Un travail obligatoire extrêmement lourd, un travail de forçat imposé même à des femmes de 60 ans fut institué par la bourgeoisie avec l'approbation de ces mêmes chefs.

Mais les leaders des anciens syndicats asservirent aussi dans le domaine intellectuel leurs organisations à la bourgeoisie. Les revues et les journaux édités par les anciens syndicats bénirent les ouvriers allant au devant de la mort; cette presse ouvrière le bénit au nom du capital, répéta le mensonge bourgeois sur la "défense de la patrie" et se fit partout la propagandiste des idées bourgeoises, qu'elle s'efforça de répandre dans le cœur même des ouvriers syndiqués. Les anciens syndicats rongés par la gangrène de l'opportunisme, trahis par leurs chefs, élevés dans l'atmosphère de serre du réformisme pacifique, n'eurent pas la force d'élever la moindre protestation contre la tuerie impérialiste.

Les syndicats qualifiés "libres" dirigés par Leghien fusionnèrent en réalité avec les syndicats traitres, les syndicats jaunes, fournisseurs de renards.

Mais voici que la guerre est finie. La paix impérialiste conclue aux dépens des peuples, montre aux aveugles mêmes au nom de quoi elle fut menée.

Les armées sont démobilisées, les ouvriers reviennent à leurs organisations.

Que vont devenir les syndicats? Dans quelle voie vont-ils entrer?

Leurs anciens leaders voudraient les pousser de nouveau dans la voie bourgeoise. Les bourreaux de la classe ouvrière, ses pires bourreaux—un Noske en Allemagne, un Seidl en Hongrie,—sont sortis des cadres de l'ancien mouvement syndical.

Demain, si les circonstances leur sont favorables, MM. Jouhaux en France, Gompers en Amérique, etc., deviendront à leur tour des Noske, bourreaux de la classe ouvrière, comme il est arrivé à leurs pareils dans plus d'un pays.

Quels sont les traits caractéristiques de l'ancien mouvement syndical qui l'ont conduit à la capitulation devant la bourgeoisie? Ce sont:

L'étroitesse corporative. L'éparpillement dans l'organisation. Le respect de la légalité bourgeoise. L'habitude de faire fond sur l'aristocratie ouvrière et de méconnaître les manœuvres et les ouvriers non qualifiés. Les cotisations trop élevées, inaccessibles à l'ouvrier ordinaire. La concentration de toute la direction des syndicats entre les mains de personnes se trouvant en haut de l'échelle ouvrière, fonctionnaires qui tendaient de plus en plus à constituer une caste bureaucratique syndicale. La propagande de la neutralité en présence des questions politiques posées devant le prolétariat, équivalait en réalité au soutien de la politique bourgeoise. Le sabotage des contrats collectifs, qui, en fait, aboutissait à la conclusion de ces contrats par la bureaucratie syndicale et à l'asservissement par les capitalistes des ouvriers d'une profession donnée pour toute une suite d'années. La surestimation d'améliorations insignifiantes (par exemple, de l'augmentation purement nominale des salaires) que les syndicats réussissaient à obtenir des patrons, à l'aide d'une entente pacifique. La mise au premier plan des questions de bienfaisance et de mutualité au préjudice des caisses de grèves et de la combativité dessyndicats. L'habitude de considérer les syndicats comme des organisations dont toute la mission est d'améliorer les conditions du travail dans les cadres du régime capitaliste et qui ne se donnent nullement pour but le renversement révolutionnaire du système capitaliste.

Tel fut l'ancien mouvement professionnel "libre", l'ancien trade-unionisme. Une pareille ambiance permettait à Gompers en Amérique, de vendre les votes des syndicats pendant les élections présidentielles, et aux Leghien de tous les pays, de faire des syndicats les instruments de la bourgeoisie.

Les syndicats vont-ils suivre l'ancienne voie du réformisme, c'est-à-dire, en réalité, de la bourgeoisie? Telle est la question la plus importante qui se pose devant le mouvement ouvrier international.

Nous sommes profondément persuadés qu'il n'en sera rien.

Un vent nouveau a soufflé maintenant sur les édifices des anciens syndicats. Les "comités des fabriques et usines" créés en Angleterre, les "Soviets industriels" de l'Allemagne, les nouveaux points de cristallisation dans les syndicats français, les grandes unions telles que "la Triple Entente" en Angleterre, les nouveaux courants dans le mouvement professionnel américain—

autant de symptômes montrant qu'une transmutation des valeurs commence dans le mouvement syndical du monde entier.

Un nouveau mouvement syndical se forme sous nos yeux.

Quels devront être ses traits caractéristiques?

Il faut qu'il renonce à toutes les survivances de l'étroitesse corporative. Il faut qu'il mette à l'ordre du jour la lutte immédiate—d'accord avec le parti communiste—pour la dictature du prolétariat et pour le régime des Soviets. Il faut qu'il refuse de reprendre à la mode réformiste les anciennes défroques du capitalisme. Le nouveau mouvement syndical doit mettre au premier plan la grève générale et préparer la combinaison de cette grève avec l'insurrection à main armée. Les nouveaux syndicats doivent embrasser la masse ouvrière, et non plus l'aristocratie ouvrière. Ils doivent appliquer le principe d'une stricte centralisation et de l'organisation par industrie et non par métiers. Ils doivent tendre à obtenir un contrôle ouvrier réel sur la production, et participer ensuite énergiquement à l'organisation de l'industrie par la classe ouvrière victorieuse de la bourgeoisie. Ils doivent entreprendre une lutte révolutionnaire pour la socialisation immédiate des principales branches de l'économie, sans oublier que nulle organisation sérieuse n'est possible avant la conquête du pouvoir soviétiste par le prolétariat. Ils doivent expulser systématiquement de leur milieu, les bureaucrates, infectés d'opinions bourgeoises et incapables de diriger la lutte révolutionnaire des masses prolétariennes. Ils doivent procéder chez eux au nettoyage effectué voilà quelques années par les syndicats russes et que les syndicats de l'Allemagne et des autres pays commencent maintenant.

La leçon donnée par la guerre n'est pas perdue. Les masses prolétariennes diront leur mot. Les syndicats ne peuvent plus réduire leur travail à la lutte pour de dérisoires augmentations de salaires. La cherté incroyable des objets de première nécessité, cherté croissante dans le monde entier, rend plus illusoire que jamais les «conquêtes» dont les trade-unionistes, ancienne manière, étaient si fiers. Ou les syndicats doivent se transformer en véritables organisations militantes de la classe ouvrière ou ils disparaîtront.

La puissante vague de grèves qui ébranle tout le continent européen ainsi que l'Amérique et les autres parties du monde, est la meilleure preuve que les syndicats ne pourront pas sur place, mais se régénéreront vite. Ils ne se tiendront pas à l'écart des grands problèmes qui concentrent l'attention du monde entier, qui divisent l'humanité entière en deux camps, celui des blancs et celui des rouges. Chaque syndicat est maintenant contraint de s'intéresser aux questions des impôts directs ou indirects, aux problèmes du paiement des emprunts de guerre, à la nationalisation des chemins de fer, des mines, des principales branches de l'industrie, etc.

Chaque syndiqué doit comprendre chaque jour plus clairement que la neutralité prêchée dans les syndicats par la bourgeoisie et par les opportunistes, n'est qu'une duperie bourgeoise, qu'on ne peut rester ni tiède, ni froid dans la lutte décisive engagée entre les deux classes.

Un mouvement de désagrégation est commencé dans les syndicats. Nous ne les reconnaitrons plus dans quelques années. Les anciens bureaucrates du mouvement syndical seront des généraux sans armées.

La nouvelle époque fera surgir une nouvelle génération de leaders prolétariens du mouvement syndical régénéré.

Mais la bourgeoisie prévoyante veille. Par l'entremise de ses seroitiers éprouvés, par l'entremise des anciens leaders, elle s'efforce de nouveau à conquérir le mouvement. Un congrès s'est réuni à Amsterdam, «Congrès international des Syndicats». Leghien, Jouhaux, Gompers et d'autres agents de la bourgeoisie ont voulu remettre le mouvement professionnel dans l'ancienne voie. La Ligue des Nations qui n'est en réalité qu'une association de malfaiteurs impérialistes, a convoqué à Washington et ensuite à Paris une ridicule conférence sur la «protection internationale du travail» où les 2/3 des voix appartenaient à la bourgeoisie et 1/3 à ses agents (MM. Leghien, Jouhaux et C^{ie}) qui ont encore l'outrecuidance de se qualifier «représentants ouvriers». Ces conférences de représentants triés par la bourgeoisie, ont essayé de mettre une camisole de force au mouvement ouvrier en voie de régénération. Les forces réunies des ministres bourgeois et de la bureaucratie syndicale, veulent l'étendre sur le lit de Procruste du réformisme petit-bourgeois.

L'Internationale Communiste adresse cet appel aux prolétaires syndiqués du monde entier. Mettez un terme, camarades à ces railleries bourgeoises; démasquez l'infâme comédie que jouent à vos dépens les ploutocrates; dites au monde que vous n'avez rien de commun avec les créatures de Clémenceau et de Wilson.

Les meilleurs éléments du prolétariat mondial exigent partout la création du pouvoir soviétiste. Le temps n'est pas loin, où l'humanité entière conquerra la forme du gouvernement soviétiste, c'est-à-dire prolétarien. Les syndicats continueront alors à jouer un rôle d'une importance énorme dans l'œuvre de transformation de l'économie capitaliste sur les bases du communisme. Ils auront leur place d'honneur à côté des Soviets, comme nous le voyons maintenant dans la Russie soviétiste.

L'Internationale Communiste tient pour erronées les opinions de la minorité des communistes allemands qui se prononcent contre la nécessité des syndicats en général. Les Soviets industriels des entreprises (les comités des fabriques et des usines) qui se créent dans plusieurs pays, non seulement ne rendent pas les syndicats inutiles, mais, tout au contraire, doivent être eux-mêmes, comme en Russie soviétiste, les principaux centres des syndicats industriels.

L'Internationale Communiste estime, que l'heure est venue où les syndicats libérés des influences bourgeoises et des influences social-chauvinistes, doivent créer sans tarder leur organisation internationale, par industries, et à l'échelle mondiale. Nous devons opposer à l'Internationale Jaune des syndicats, à l'Internationale que les agents de la bourgeoisie s'efforcent de recréer à Amsterdam, à Washington et à Paris, l'Internationale Rouge des syndicats, réellement prolétarienne, l'Internationale syndicale qui œuvrera d'accord avec la III^e Internationale Communiste.

Dans plusieurs pays, les syndicats traversent une crise marquée. L'Ivoire est séparée du froment. L'Allemagne qui fut le rempart du mouvement bourgeois professionnel jaune, dont le mouvement fut dirigé par les Leghien et les Noske, voit toute une série de syndicats se détourner des social-démocrates jaunes et passer à la révolution prolétarienne. Plusieurs syndi-

cats ont déjà chassé les anciens chefs qui livrèrent naguère le mouvement professionnel aux capitalistes. Les syndicats Italiens adoptent presque entièrement la plateforme du pouvoir Soviétiste. Le mouvement prolétarien révolutionnaire s'accuse de plus en plus énergiquement dans les syndicats scandinaves. Les masses ouvrières des syndicats Français, Anglais, Américains, Néerlandais, Espagnols, renient l'ancienne tactique bourgeoise et exigent de nouvelles méthodes révolutionnaires. En Russie, trois millions et demi de syndiqués soutiennent sans réserve et avec un entier dévouement la dictature prolétarienne. Dans les pays Balkaniques, la plupart des syndicats nouent des relations étroites avec les partis communistes, et se placent eux-mêmes sous le glorieux drapeau communiste.

La I-e Internationale (l'Association Internationale des Travailleurs), dirigée par Marx et Engels, tendait à embrasser toutes les organisations ouvrières et, entre autres, les syndicats.

La II-e Internationale (actuellement dissoute) invitait les syndicats à ses congrès, mais n'avait avec eux aucun lien d'organisation solide.

La III-e Internationale a l'intention de suivre sous ce rapport, la voie de la I-e Internationale. Tout vrai syndicat prolétarien militant, qui se posera les problèmes esquissés ci-dessus, tendra lui-même à une étroite union avec l'avant-garde du prolétariat international, organisée dans l'Internationale Communiste.

L'œuvre d'émancipation de la classe ouvrière, exige la concentration de toutes les forces organisées du prolétariat. Nous avons besoin d'armes de toutes espèces pour monter avec succès à l'assaut du capitalisme. L'Internationale Communiste doit faire face sur tous les fronts de la lutte libératrice du prolétariat international. A cet effet, elle tend à la plus étroite union avec les syndicats révolutionnaires qui comprennent les problèmes de notre époque.

L'Internationale Communiste veut unifier non seulement les organisations politiques des travailleurs, mais aussi toutes les organisations ouvrières reconnaissant non en paroles, mais en action, la lutte révolutionnaire et tendant à la conquête de la dictature prolétarienne. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste estime que ce ne sont pas seulement les partis politiques communistes qui doivent prendre part au congrès de l'Internationale Communiste, mais aussi les syndicats adoptant la plateforme révolutionnaire. Les syndicats rouges doivent s'unir internationalement et devenir partie, intégrante (section) de l'Internationale Communiste.

Nous le proposons aux ouvriers syndiqués du monde entier. L'évolution, la désagrégation qui se sont produites dans les partis politiques du prolétariat, se produiront inévitablement dans le mouvement syndical. Tous les grands partis ouvriers ont quitté la II-e Internationale; et de même, tous les syndicats honnêtes devront rompre avec l'Internationale Jaune des syndicats.

Nous proposons aux travailleurs syndiqués du monde entier de discuter cet appel dans leurs assemblées générales, et nous sommes profondément convaincus que les prolétaires honnêtes de tous les pays viendront serrer énergiquement la main que leur tend l'Internationale Communiste.

Vive le nouveau mouvement syndical purifié de la contagion opportuniste!

Vive l'Internationale des syndicats rouges!

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste

G. ZINOVIEV.





LE PREMIER MAI EN RUSSIE

LES SAMEDIS COMMUNISTES

(Du premier „Samedi Communiste“ organisé par les cheminots de la ligne Moscou-Kazan au labour communiste du 1-er mai 1920).

Une année seulement sépare ces deux samedis et pourtant que de chemin parcouru! Les résultats sont magnifiques, si faibles que soient encore nos samedis et malgré de grandes lacunes dans leur organisation et leur discipline, il n'en reste pas moins vrai que l'essentiel est fait. La lourde machine est mise en branle et c'est ce qui importe. Nous ne sommes pas sans nous rendre compte du peu qui a été obtenu et de la besogne formidable qu'il reste encore à abattre; n'empêche que seuls les misérables ennemis des travailleurs, seuls les suppôts de la bourgeoisie peuvent affecter de considérer avec dédain le travail communiste de ce samedi 1-er mai. Il n'est que les plus vils défenseurs du capitalisme qui puissent condamner la grande idée d'utiliser la fête du 1-er mai pour une tentative de travail communiste en masse.

Pour la première fois depuis la chute des tsars, des seigneurs propriétaires et des capitalistes, le champ est enfin libre pour l'édification effective du socialisme, pour l'établissement d'un lien social nouveau, d'une nouvelle discipline du travail en commun, d'un nouveau régime universel d'économie, national d'abord, international ensuite. Il s'agit de transformer les mœurs mêmes, pour longtemps corrompues, souillées par la maudite propriété privée des instruments du travail, et avec les mœurs, toute l'atmosphère d'acharnement et de défiance, de haine et de désagrégation qui dégénère inévitablement en régime de petite économie privée, en économie de propriétaires pratiquant le libre échange.

La liberté du commerce, le libre échange ont été pendant des siècles pour des millions d'êtres humains la loi de la sagesse économique et la plus solide des habitudes de centaines et de centaines de millions d'hommes. Cette liberté trompeuse sert de paravent à la violence et à l'exploitation capitalistes, de même que toutes les autres libertés proclamées et réalisées par la bourgeoisie, comme par exemple, la liberté du travail (lisez: la liberté de mourir de faim) etc. Ces libertés sont l'œuvre des propriétaires. Nous avons rompu irrévocablement avec les libertés qui résident en l'exploitation du travail par le capital et nous leur livrons un combat sans merci. À bas les vieux liens sociaux, les vieux rapports économiques, la vieille liberté du travail asservi au

capital, les vieilles lois, les vieilles habitudes! Bâtissons la cité nouvelle. Les difficultés colossales, les fautes inévitables au début d'une tâche si ardue—car la transformation de toutes les habitudes et de toutes les mœurs du travail est l'affaire de dizaines d'années—ne nous effraient pas plus que nous ont effrayés nos défaites dans la marche du grand combat révolutionnaire contre le tsarisme, contre la bourgeoisie et contre les grandes puissances mondiales. Échangeons entre nous la ferme et solennelle promesse d'être prêts à tous les sacrifices, de tenir bon, de ne jamais reculer dans cette lutte qui est la plus difficile de toutes,—la lutte contre la force de l'habitude,—promettons de rester sur la brèche des années et, s'il le faut, des dizaines d'années!

Travaillons pour effacer jusqu'au souvenir de la vieille règle maudite: „Chacun pour soi et Dieu pour tous“. Travaillons pour faire disparaître l'habitude de ne considérer le travail que comme une charge et de ne croire équitable que le travail rémunéré suivant un certain tarif. Travaillons à graver dans les esprits, afin de les incorporer aux habitudes journalières des masses, ces grandes idées: „Un pour tous, tous pour un.“—„De chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins“. Travaillons pour fonder petit à petit la discipline communiste dans le travail communiste. Nous venons d'ébranler un roc d'un poids immense, le roc de l'inertie, de l'ignorance et de l'obstination dans la défense des routines telles que le libre commerce de la main-d'œuvre ouvrière, de la force humaine, considérées comme une marchandise. Guerre aux préjugés et aux habitudes séculaires! Nos samedis de travail communiste ont fait, dans l'espace d'une année, un pas énorme en avant. Ils sont encore bien faibles, dira-t-on? Que nous importe! N'avons-nous pas vu le pouvoir des Soviets infiniment faible, aussi, devenir sous nos yeux, par nos efforts, une redoutable puissance universelle? À l'œuvre donc pendant des années, pendant des dizaines d'années, pour appliquer, pour développer, pour répandre, pour améliorer nos „samedis communistes!“ À l'œuvre pour les faire entrer dans nos mœurs. Nous aboutirons à la victoire du travail communiste!

N. LÉNINE.



LE CHEMIN DU BONHEUR

Conception magnifique: faire de la fête printanière des travailleurs la fête du travail libre!

Dans les chaînes du capitalisme l'obscur travailleur, le créateur de toutes les richesses de la terre, ne comprenait pas, ne pouvait pas comprendre la signification universelle de son œuvre, sa valeur au point de vue de la culture.

Et il n'y avait là rien d'étonnant car le travail forcé, le travail pour autrui, est pour l'homme une malédiction.

Mais désormais, camarades, vous travaillez pour vous-mêmes — et ne pas le comprendre serait criminel.

Le pouvoir est entre vos mains — et tout ce qu'il faut faire pour l'affermir vous le devez faire. Tout est entre vos mains. Vous êtes donc responsables, vous et vous seuls, pour tout ce qu'il y a de fâcheux autour de vous. Vous ne pouvez vous plaindre de personne. Personne ne peut vous venir en aide. Et la haine des parasites est encore une force redoutable.

Mais le labeur libre et rationnel du socialiste est autrement puissant.

Dans les recoins obscurs de la science, il est encore des gens qui voudraient réparer la toile d'araignée déchirée au vent de la révolution. Mais nous devons savoir, nous devons sentir que notre dur travail, parfois banal en apparence, a pour l'univers entier une signification profonde; — que chaque effort loyal et raisonnable tenté dans la lutte contre la ruine économique a la plus grande, la plus profonde signification. Surmonterons-nous la monstrueuse veulerie en présence du travail que

nous lèguent les siècles d'asservissement. Saurons-nous vaincre au fond de nous-mêmes, par la claire conscience socialiste de la nécessité d'un travail viril et obstiné, l'individualisme animal, le bas égoïsme instinctif?

Telles sont les questions que nous posent avec angoisse les travailleurs de l'Europe, de l'Asie, de l'Amérique, l'élite des travailleurs du monde.

Des millions et des millions d'yeux sont fixés sur nous — et la sympathie inactive, passive ne vaut guère et ne nous aide guère, croyons pourtant que celui qui sympathise aujourd'hui avec nous, saura agir demain et accomplir avec enthousiasme la même œuvre.

Camarades! Tout ce qu'il y a de précieux, tout ce qu'il y a de raisonnable, tout ce dont les hommes s'enorgueillissent a été créé par le savoir et par le travail. Simple vérité, grande vérité, que nous devons apprendre comme les croyants apprennent leurs prières.

Le savoir et le travail vaincront tout; le savoir et le travail résoudront les problèmes douloureux de la vie.

Et si vous voulez, que le travail soit aisé, si vous voulez que la journée du travail soit une journée de fête, exaltez en vous la foi en les forces créatrices du savoir et du travail.

Joyeusement, vaillamment, au travail! — Il n'est pas de plus sûr chemin du bonheur que le travail libre!

MAXIME GORKY.

LE TRAVAIL ET LA GUERRE

Depuis que la fête du Premier Mai a été instituée le prolétariat a constamment voulu lui donner le caractère d'une grève générale et d'une manifestation internationale dirigée avant tout contre le militarisme et la guerre. Notre Premier Mai offre cette année, au premier coup d'œil, un aspect diamétralement opposé. Nous le fêtons par un labeur accru et notre mot d'ordre essentiel est aujourd'hui: *Au front! Face à la Pologne blanche!*

Non une grève générale mais une fête générale du travail. Non une démonstration antimilitariste mais l'affermissement de nos armées. Tel est cette année le Premier Mai de la Russie des Soviets.

Qu'est-ce à dire? Y peut-on voir une violation

du principe international de la fête prolétarienne, une atteinte à la solidarité internationale? Aucunement. Au contraire. Nous ne sommes pas venus enfreindre la loi mais l'accomplir. Si notre Premier Mai parait aller à rebours ce n'est que parce que le prolétariat russe, ayant renversé la bourgeoisie, a pris lui-même le gouvernement.

La grève du Premier Mai devait être une ardente protestation contre l'exploitation capitaliste, un rappel à la solidarité socialiste, à la conception supérieure de l'humanité future. Nous avons supprimé l'exploitation capitaliste. Nous ne pouvons instituer la société nouvelle que par un labeur intense. Au nom du socialisme les travailleurs d'Eu-

rope font grève le Premier Mai. Le travail de notre „Samedi communiste“ cimenter les fondements de l'édifice socialiste. Ces aspects différents du Premier Mai recouvrent une réelle unité de pensées et d'aspirations.

Les prolétaires du monde entier manifestent en ce jour contre le militarisme et la guerre, le militarisme étant dans tous les pays bourgeois le plus vil instrument de la domination d'une classe, la guerre n'étant qu'un brigandage sciemment organisé par les soins des états, un assassinat en masse dont le vol est le mobile.

L'armée de la Russie socialiste est l'organisation de la légitime défense des travailleurs contre les forbans internationaux. Notre guerre.— c'est la défense de nos conquêtes révolutionnaires, la défense de l'avenir plus heureux de nos enfants.

Le prolétariat international proteste le Premier Mai contre l'esprit belliqueux des classes capitalistes

parce qu'il est le pire ennemi des travailleurs. Le prolétariat russe, en ce Premier Mai, concentre toutes ses forces sur l'Armée Rouge parce qu'elle est son arme, son appui, son rempart. Au-dessus de la diversité des aspects extérieurs dérivée du fait que la bourgeoisie détient là le pouvoir, qui est ici aux mains des ouvriers, le même esprit de lutte révolutionnaire contre l'asservissement d'une classe à l'autre plane ici et là.

Prolétaires de Russie, embrasez vos creusets d'une flamme toujours plus ardente! Puisse votre marteau faire mieux résonner l'enclume en ce Premier Mai! Que ta balle sorte sûre en ce jour, soldat! Que ta baïonnette sois ferme — et sache-le bien: que tu frappes l'enclume ou que tu frappes l'ennemi, tu travailles pour la cause du prolétariat international et ton geste résume noblement tout ce que signifie le Premier Mai.

L. TROTSKY

FÊTE OU JOURNÉE DE TRAVAIL?

Le 1-er Mai reste à jamais la grande journée du printemps de l'humanité. Cette année le prolétariat russe sort des décombres ensanglantés de la guerre mondiale portant sur ses épaules la république prolétarienne. Pareil à un phare merveilleux elle projette sur le monde une lumière rouge. Sa vue fait tressaillir d'effroi les actionnaires, les banquiers, les archevêques et les diplomates dorés sur toutes les coutures. Donc cette année le prolétariat russe, en la personne de son avant-garde fêtera la grande journée d'émancipation *par le travail*.

Les fêtes de la bourgeoisie se passent, de coutume, à dissiper les bénéfices qu'elle empoche en pressurant la classe ouvrière. Un milliardaire américain ordonne à ses esclaves noirs de faire prendre un bain parfumé à son petit chien favori, et se rend ensuite, avec toute une séquelle de laquais, dans sa résidence de campagne où il a, outre le petit chien, à sa disposition beaucoup d'autres plaisirs d'un prix exorbitant. Valetaille, cocottes, toilettes de bal d'un luxe éblouissant, vins des meilleurs crus goûtés tout d'abord par de fins connaisseurs à gages („dégustateurs“), courses, roulettes, cartes, insolente débauche, tout cela pour permettre au roi de l'or de répandre à flot la sueur et le sang de millions d'ouvriers, peinant dans les mines, dans les carrières aux usines, dans les forêts et dans les marécages. Le petit bourgeois, qui contemple, les „vrais“ messieurs, en retenant son souffle et qui les imite avec le zèle d'un singe virtuose, emploie lui aussi ses fêtes à satisfaire ses petites passions malpropres, mais il ne le peut faire qu'en tâtant tâter anxieusement sa bourse.

Combien différente a été de tout temps la fête prolétarienne du 1-er Mai! La classe ouvrière a toujours eu et a encore des fêtes „ordinaires“ où elle se repose paisiblement de son labeur de tous

les jours. La fête du 1-er Mai n'est pas de celles-ci. Depuis que les travailleurs l'ont instituée jamais elle n'a été consacrée à l'inaction. Bien au contraire elle fut de tout temps, une journée de luttes opiniâtres, de travail organisateur, de manifestations, de conflits, parfois même de barricades. La classe ouvrière n'a jamais connu de „repos“ le 1-er Mai. Mais en ce jour la tâche n'était pas celle des jours ternes de la semaine. Le 1-er Mai était la fête de la révolte et de la préparation à la révolte. En ce jour on oubliait toutes les petites mesquineries. On descendait dans la rue, on courait des risques, on combattait, on subissait des pertes cruelles. Et cela partout où dans la classe ouvrière régnaient l'esprit révolutionnaire où elle avait conscience de la haute signification de la fête prolétarienne. La liste des victimes du 1-er Mai est longue. Que d'ouvriers russes fêtèrent cette journée de lutte internationale pour le socialisme dans les lieux écartés et dans les forêts de la Russie tsariste, combien sont morts dans les prisons de Nicolas, combien ont été déportés dans les plaines marécageuses de la Sibérie, combien ont été couchés pour toujours par les balles des cosaques! Et ailleurs? La France républicaine, n'a-t-elle pas fait tirer l'an passé sur les manifestants du 1-er Mai. Et qui ne se rappelle du 1-er Mai de Karl Liebknecht exhortant au combat les travailleurs descendus dans la rue? Dans le nouveau monde dans le vieux monde, partout dans les villes géantes, comme dans les campagnes les balles sifflent le jour du 1-er Mai.

Que de fois, la bourgeoisie avait tenté de transformer la fête prolétarienne en une journée de doux farniente,—une bonne bouteille, l'orgue de Barbarie et la ballade champêtre! Et elle y avait bien souvent réussi grâce au concours des social-

patriotes. Fêter le 1-er Mai de la sorte c'était trahir le prolétariat.

Le Premier Mai, jour où le prolétariat compte ses forces et où il manifeste contre le capital à une signification profonde. Et c'est là l'âme vivace de la fête printanière.

À l'heure, où le prolétariat russe est menacé non seulement par les Polonais, mais encore par la désorganisation économique — ennemi redoutable qui, si on n'y prenait garde, ne tarderait pas à nous ramener le règne du capital, la fête du Premier Mai sera une fête de travail dont l'effort surpassera l'effort quotidien: le prolétariat *manifestera* contre le capital *par le travail*. Il arborera les drapeaux rouges pour se rendre au travail comme il les arborait autrefois pour manifester le fusil en mains. Désormais, la lutte contre le capital est avant tout une lutte contre la désorganisation économique du pays. Chaque coup de

marteau dans la république des Soviets, est un coup porté au capital et renforce la puissance de la classe ouvrière. Lorsque le travailleur français ou allemand prend les armes contre la bourgeoisie ou l'étrangle par ses grèves, il atteint au même résultat que le travailleur russe lorsqu'il passe la journée de la grande fête de la solidarité prolétarienne à réparer, à nettoyer, à affermir cette forteresse du prolétariat international qui a nom Russie des Soviets.

Le jour du prolétariat international n'est pas un jour de repos mais un jour de travail et de lutte.

Vive la fête du 1-er Mai!

Vive notre victoire!

N. BOUKHARINE.

CE QU'IL Y A DE NOUVEAU DANS NOTRE 1-er MAI

Fête splendide, surprenante. Journée a été particulièrement remarquable parce que les masses ouvrières elles-mêmes y ont apporté de neuf. Les travailleurs de Pétrograd — comme aussi, je l'espère, ceux du reste de la Russie — ayant saisi au bond l'idée nouvelle lancée par notre parti, viennent de la réaliser en ce 1-er mai.

Ce 1-er mai 1920 est devenu une véritable fête du travail.

Certes, il est assez malaisé de prêcher l'utilité du labeur aux gens qui ont passé toute leur vie au travail et qui, des années et des années durant, sont restés les serfs de la glèbe capitaliste. Mais il a fallu un temps pour que la révolution s'opérât dans l'esprit même de l'ouvrier, pour que les masses ouvrières — j'entends les masses profondes et non pas les individualités et les groupes de l'avant-garde prolétarienne — comprissent que c'est pour nous-mêmes que nous travaillons à présent, que désormais l'exhortation au travail a cessé d'être un sermon sur la vertu pour devenir une nécessité révolutionnaire.

Or, les masses ouvrières ont compris cette vérité. Cela ne fait plus aucun doute pour qui a observé la fête du 1-er mai à Pétrograd. À cet égard, quelque chose d'analogue à ce qui s'est déjà passé chez nous, il y a deux années environ, se passe dans notre armée-Rouge. Après des dizaines d'années de dur militarisme tsariste, après quatre années de boucherie impérialiste, le trouper russe ne pouvait certes pas nourrir une grande tendresse à l'égard de la discipline militaire. Avant la révolution d'octobre, il y avait des gens qui se donnaient bénévolement la peine de prôner la discipline aux soldats russes; leurs prêches étaient accueillis, dans le meilleur des cas, comme le bourdonnement importun des mouches... Ce n'est qu'après l'effondrement de la bourgeoisie, après l'organisa-

tion de l'armée sur une base nouvelle qu'on voit la discipline cesser peu à peu d'être une parole vide de sens, si bien que les meilleurs soldats de notre jeune et nouvelle armée non seulement se sont soumis eux-mêmes à une sévère discipline mais encore y ont astreint la grande masse de leurs camarades.

Le souvenir de la fête du 1-er mai 1917 est encore vivant dans ma mémoire. L'aspect extérieur des troupes n'était pas du tout le même en 1917 et en 1918. On le sentait à chaque pas. L'observateur en voyant défiler à cette époque l'armée « libre » de Kérensky, avait la vision nette d'une armée condamnée. Dès 1918 la situation est sensiblement autre. L'armée Rouge vient d'entrer en lice. Déjà l'allure des soldats est changée. C'est celle d'hommes qui se sont libérés de leurs chaînes et qui ont parfaitement conscience — l'avant-garde, tout au moins — de leur mission historique. En 1918, en effet, la manière d'être des soldats, le bruit même de leurs pas, le lien qui les soude pour ainsi dire ensemble, tout, absolument, a changé. Un nouvel esprit leur est venu, d'orgueil militant et de confiance en eux-mêmes.

Or, il en est de même, en 1920, pour les masses ouvrières. Il n'est pas jusqu'au coup des haches jusqu'au son des bêches, qui ne soient changés. Les gestes mêmes sont devenus plus assurés. L'ouvrier est transfiguré. L'ouvrier a compris que les temps sont arrivés où le travail, loin d'être une peine à laquelle on est astreint par la nécessité devient l'occupation libre digne d'un homme libre dans le sens véritable du mot.

Ils sont remarquables, les petits traits nouveaux ajoutés cette année par les masses ouvrières à la fête du 1-er mai. La plupart des usines de la ville ont exhibé, entre autres, des images emblématiques consacrées à la vie professionnelle des ouvriers.

C'est ainsi que l'usine Westinghouse a fait admirer un excellent modèle de frein automatique; on a remarqué également les produits de la fabrique de biscuits, ceux de l'usine Baltique, ceux encore de l'établissement Lesner, des fabriques de tabac, etc., etc. Cela ne s'était vu ni en 1918, ni en 1919; notre parti ne l'avait pas suggéré; c'était une nouveauté due à l'initiative propre des travailleurs. Une fierté nouvelle leur est née, la fierté de leur travail, une mentalité nouvelle se crée qui fait que chaque ouvrier s'enorgueillit de l'industrie à laquelle il collabore pour le bien de tous.

Et les travaux du Champ de Mars! C'est bien le plus admirable des spectacles que nous ayons pu observer en trois années de révolution. Bien des fois déjà le Champ de Mars a été le théâtre de spectacles grandioses. Le Champ de Mars que nous avons appelé Place des Victimes de la Révolution, avait vu de grandes manifestations et des funérailles imposantes... Mais le Champ de Mars avait ce 1-er mai 1920 une beauté particulière. Ce fut une plaine vivante, une fourmilère! La plupart des travailleurs était sur les lieux une bonne heure avant le moment fixé pour le commencement du travail. Avec quel entrain on a saisi la bêche, avec quel ardeur ouvriers et ouvrières ont rempli leur tâche! En quelques heures la place a été métamorphosée. Chacun tenait à planter son arbuste dans ce sol où reposent les cendres des meilleurs militants de la classe ouvrière.

Même tableau aux travaux de la place Ouritsky, où matelots, ouvriers et élèves des écoles militaires rivalisaient de zèle. Le programme des travaux y a été rempli et au-delà.

Signalons encore l'excellent travail des camarades des chemins de fer. Beaucoup d'entre eux ont travaillé jusqu'à une heure du matin, c'est-à-dire qu'ils ont fait ce samedi tâche double. Avant le commencement des travaux, le vaste hall (dit la „Fosse“, près de la barrière de la Néva) était bondé de monde. Une animation de fête règne chez les cheminots qui se félicitent du résultat, en se promettant de faire mieux encore au prochain „samedi communiste“.

Près de 10.000 personnes ont travaillé le samedi et une partie du lendemain dimanche aux jardins potagers de la Commune de Consommation de Pétrograd.

Suivant un calcul provisoire, environ 165.000 personnes ont pris part à Pétrograd, aux travaux de ce samedi. Mais il y avait aussi la manifestation; et quelle manifestation! Par l'état des esprits, comme par le coup d'œil qu'elle offrait, une des plus intéressantes qui se fussent déroulées dans les rues de Pétrograd. La note inédite a été fournie par les lourds chariots chargés de sable et par les carriolets apportant des matériaux de construction, qui cheminaient lourdement dans les rangs des manifestants. Parmi ces derniers régnait une atmosphère de camaraderie et de solidarité; les visages comme les paroles exprimaient plus d'aménité que de cou-

tume. Des mains caressantes tapotaient les flancs des chevaux qui fendaient la foule, traînant leur lourde charge, dérangeant parfois pour un instant, la bonne ordonnance des cortèges.

165.000 personnes aux travaux, du samedi, et combien d'autres dans les rues, à la manifestation, partout? Comment se fait-il, qu'il y ait encore dans ce Pétrograd affamé, dépeuplé, épuisé, tant d'ouvriers et d'ouvrières?

Signalons en outre l'attitude des manifestants à l'égard du pouvoir soviétique et de notre parti. Là aussi, il y a du nouveau, il y a je ne sais quoi d'intime et de sympathique. Une pensée se peignait sur des milliers de visages: „Les jours les plus difficiles sont passés; nous savons maintenant que vous avez eu raison; peut-être nous arrivera-t-il encore de vous attraper pour une faute ou pour une autre, n'empêche que vous êtes des vaillants et que vous avez montré le droit chemin à la classe ouvrière; vous êtes des nôtres et nous sommes avec vous!“

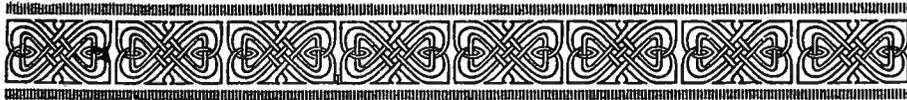
Le 1-er mai 1920 constitue un événement considérable dans l'histoire du travail communiste naissant. Les renseignements reçus de Moscou nous montrent que la fête du 1-er mai s'y est passée de la même façon qu'à Pétrograd. Et les renseignements qui affluent de toute la Russie, nous en sommes certains, ne feront que compléter ce tableau général.

On ne peut pas ne pas admirer le prolétariat de Pétrograd chaque fois qu'on l'observe dans une situation nouvelle. Ce 1-er mai prouve une fois de plus l'empressement de notre prolétariat à adopter les idées nouvelles. Ce n'est plus par milliers ni même par dizaines de milliers, c'est par des centaines de milliers qu'il faut compter les travailleurs de Pétrograd, qui pensent maintenant avec le Parti Communiste, que toutes nos forces doivent être envoyées au front du travail. Trois mois à peine se sont écoulés depuis que notre parti a lancé ce mot d'ordre à la classe ouvrière russe et nous sommes déjà à même d'affirmer qu'il a été adopté tout au moins par le prolétariat de Pétrograd.

Une foule énorme s'est également massée le soir du 1-er mai devant la Bourse, dont le vaste Perron était transformé en scène. 30.000 personnes, au bas mot, assistèrent au spectacle. Il n'y eut nul incident, pas le moindre désordre, malgré l'absence de toute police sur les lieux. La pièce s'intitulait „L'Affranchissement du Travail“. La grande idée générale qui s'en dégageait, a fait battre tous les cœurs à l'unisson.

Oui, certes, il nous a été permis de voir les résultats de notre grande lutte des trois dernières années. Oui, certes, il y a du nouveau dans les rapports sociaux, il y en a dans l'organisation du travail. L'idée communiste est descendue sur la terre. Le travail communiste est devenu une réalité.

G. ZINOVIEV



A TOUS LES PARTIS ET GROUPES COMMUNISTES, A TOUS LES SYNDICATS ROUGES, A TOUTES LES RÉDACTIONS D'ORGANES SOCIALISTES ET COMMUNISTES.

La Rédaction de *l'Internationale Communiste* prie instamment les camarades de tous les pays de nous envoyer toutes les publications socialistes et communistes en toutes langues (journaux, revues, brochures, feuilles volantes, affiches, coupures, etc...). Nous tenons tout particulièrement à recevoir des collections complètes. Les envoyer toujours en plusieurs exemplaires.

Toutes les organisations, adhérant ou désireuses d'adhérer à la III-e Internationale, sont priées de nous faire parvenir systématiquement (au moins une fois par mois) des rapports sur leur activité.

Les écrivains communistes sont priés de nous adresser leurs articles.

Faire parvenir le tout par l'intermédiaire de nos bureaux étrangers, par courriers spéciaux et par tous autres moyens.

Cette question, étant pour l'Internationale Communiste de la plus haute importance, nous prions instamment les camarades de l'examiner tout spécialement et de nous venir en aide.

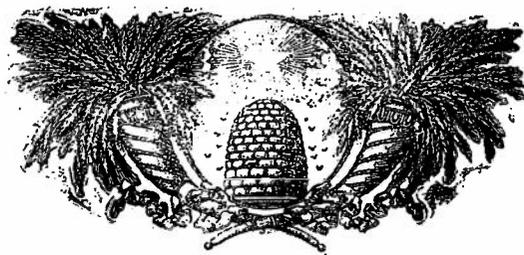


Table des matières du numéro 10

	Page		Page
Premier Mai 1920 (Manifeste aux travailleurs de tous les pays)	1493	Messages:	
G. Horter. L'union du prolétariat universel.	1501	Message au prolétariat allemand	1667
N. Lénine. La Troisième Internationale Communiste (discours prononcé le 6 mars à la séance solennelle du Soviet de Moscou).	1503	A tous les combattants de la cause communiste	1669
L. Trotsky. La Commune de Paris et la Russie soviétiste (chapitre d'un livre nouveau en voie d'édition)	1511	Message à la Troisième Internationale	1670
H. Guilbeaux. De Strasbourg et Moscou.	1529	Message du Congrès international des ouvriers du transport	1670
I. Reed. Le mouvement révolutionnaire en Amérique (fin)	1537	✕ Aux ouvrières de tous les pays	1669
A. Fryns. Le mouvement révolutionnaire en Norvège	1549	Fondation du Parti socialiste de gauche danois. Résolution du 9-e congrès du parti communiste russe	1673 1675
Les universités ouvrières et paysannes en Russie soviétiste:			
I. V. Novsky. L'université communiste du nom de J. M. Sverdlov, à Moscou.	1575		
II. S. Ravitch. L'université ouvrière et paysanne du nom de Zinoviev, à Pétrograd	1587		
K. Radek. Le programme d'édification socialiste	1587		
		Actes du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.	
		Aux ouvriers d'Allemagne et du monde entier. Au sujet de la guerre civile en Allemagne.	1697
		Au troisième congrès panrusse des syndicats.	1701
		Salut au camarade Lénine	1703
		Fusion des partis communistes d'Ukraine	1703
		Séance du Comité exécutif de l'Internationale Communiste	1705
		Héros et Martyrs de la révolution prolétarienne.	
		Quelques pages d'histoire en mémoire de la Commune de Paris (Lissagaray)	1709
		Les Ouvrières de Paris et la défense de la Commune	1713
		N. Lénine. Doit-on militer dans les syndicats réactionnaires?	1717
		✕ G. Zinoviev. Lettre aux syndicats de tous les pays	1725
		Le Premier Mai en Russie.	
		N. Lénine. Le travail du premier mai communiste	1731
		M. Gorky. Le chemin du bonheur	1733
		L. Trotsky. Le travail et la guerre	1733
		N. Boukharine. Fête ou Travail	1735
		G. Zinoviev. Ce qu'il y a de nouveau dans notre premier mai	1737
		Appel de la rédaction de „l'Internationale Communiste“	1741

Illustrations: N. Lénine; entre les pages 1664-1665: Les héros de la Commune et la participation des femmes à la lutte.